

RAPPORT FINAL

20
22

Risques prostitutionnels à l'adolescence

Comprendre les processus
d'engagement dans les conduites
à risque et élaborer des outils de
prévention

www.onpe.gouv.fr

— ■
Beate COLLET – enseignante-chercheure

Membre du GEMASS

Beate.Collet@sorbonne-universite.fr

— ■
Katia BAUDRY – sociologue indépendante

Membre associée au GEMASS

kabau72@gmail.com

Recherche financée par l'Observatoire national de la protection de l'enfance (ONPE)



Beate COLLET – enseignante-chercheure

Membre du GEMASS

Beate.Collet@sorbonne-universite.fr



Katia BAUDRY – sociologue indépendante

Membre associée au GEMASS

kabau72@gmail.com

GEMASS (Groupe d'étude des méthodes d'analyse sociologique
de la Sorbonne)

Sorbonne Université - Maison de la Recherche - 28, rue Serpente
- 75006 Paris

Table des Matières

www.onpe.com

TABLE DES MATIÈRES	3
INTRODUCTION	7
CHAPITRE 1 : RAPPELS DES OBJECTIFS DE L'ÉTUDE ET ENGAGEMENTS ÉTHIQUES	12
L'adolescence et la découverte des pratiques sexuelles	13
Les conduites à risque prostitutionnelles et les rapports de genre	15
Problématique retravaillée et premières pistes d'analyse	18
Choix méthodologiques et changements opérés suite aux conseils du comité éthique de Sorbonne Université	20
Spécificités des quatre terrains de l'étude	22
Étude Montreuil	23
Étude ASE	24
L'étude complémentaire Seine Saint Denis	24
L'étude Haut Rhin	25
CHAPITRE 2 : ANALYSE DU TRAITEMENT MÉDIATIQUE DE LA PROSTITUTION DES MINEUR•ES À PARTIR DE LA PLATEFORME EUROPRESSE	27
Analyser le phénomène de la prostitution des mineur•es par l'intermédiaire des discours véhiculés dans les médias	30
2010-2014 : « l'effet Zahia » : les médias font état d'une augmentation de la prostitution des mineur.es en France	34
2015-2018 : Apparition du terme « proxénétisme de cité »	36
Choix du corpus de texte	36
Le regroupement des textes similaires ou l'analyse par classification hiérarchique descendante	37
Apport de l'analyse textuelle	38

CHAPITRE III : PARCOURS D'INSCRIPTION DANS LES CONDUITES À RISQUE PROSTITUTIONNELLES	41
Facteurs sociaux et personnels favorisant l'inscription dans ces pratiques	42
Un environnement familial paupérisé et des parents débordés	42
Les frustrations engendrées par la société de consommation	45
L'influence néfaste des réseaux sociaux et des télérealités	46
Un rapport difficile à l'école	47
Violence intrafamiliale et traumatismes psychologiques	48
Éléments de parcours prostitutionnels adolescents	54
Les multiples portes d'entrée à la prostitution	55
La première fois avec un client	58
Un parcours dans la prostitution séquencé	64
Les différents modes opératoires des proxénètes	69
Le petit copain qui se transforme en proxénète	69
Le recrutement via des rabatteurs/euses	71
Le viol test	75
Exploiter l'instinct de survie	75
Recruter sur les sites Internet	76
Faire une démarche volontaire	77
<hr/>	
CHAPITRE IV : L'UNIVERS PROSTITUTIONNEL : NORMES ET RELATIONS	81
Entretenir l'ambiguïté autour de l'activité prostitutionnelle	82
Installation progressive dans la pratique prostitutionnelle	85
Les relations entre les adolescentes et leur proxénète	87
... et avec les clients ?	91
Comment sortir des pratiques prostitutionnelles ?	98
<hr/>	
CHAPITRE V : DÉFIS POSÉS À LA PRISE EN CHARGE ÉDUCATIVE DES ADOLESCENTES AYANT DES PRATIQUES PROSTITUTIONNELLES	100
Le vécu des familles face à la situation de prostitution de leur enfant	102
Des parents, agents facilitateurs à l'entrée en prostitution de leur enfant	103
Des parents détectives	104
Les signaux d'alerte identifiés par les parents	107
Des familles disloquées	110
Des parents en colère contre les institutions	114

Les modes d'accueil éducatif en foyer et leurs limites	117
La fugue, un espace de mise en danger de l'adolescente	119
Une adhésion difficile à la prise en charge	123
Les répercussions sur les autres adolescent•es accueilli•es	124
Expériences de prise en charge des jeunes pendant le confinement	125
Difficultés éprouvées dans les relations avec d'autres instances	126
Trois initiatives innovantes pour prendre en charge la prostitution des mineur•es	128
Le service Entr'actes, une démarche orientée vers la réduction des risques	128
S'occuper des jeunes en risque prostitutionnel par l'approche motivationnelle	130
L'art thérapie : comment réintégrer son corps ?	133
<hr/>	
CHAPITRE VI : PRÉCONISATIONS ISSUES DES ÉCHANGES AVEC LES PROFESSIONNEL•LES	139
En matière de collaboration	140
La création d'une cellule de veille sur la prostitution des mineur•es au niveau de la collectivité territoriale et de l'ASE	140
Développement d'un réseau de partenaires pluridisciplinaires socio-sanitaires	141
En matière d'accompagnement	143
Développer des formations pour sensibiliser les professionnel•les	143
Un soutien à la parentalité : un groupe de parole pour les parents	144
En matière de suivi	145
Développer la capacité des éducateurs/trices à maintenir des liens grâce à une « connexion 2.0 »	145
Accélérer les détections et clarifier les types de relais disponibles	146
Sécuriser le parcours ASE	147
Un accompagnement éducatif renforcé	148
Faciliter l'éloignement hors du département	149
En matière de prévention précoce	151
Des actions de prévention autour de l'éducation à la sexualité auprès des filles et des garçons dans les collèges et lycées	152
<hr/>	
CONCLUSION	153
<hr/>	

TABLE DES MATIÈRES

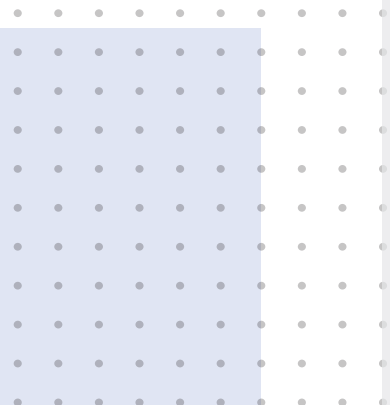
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	157
-----------------------------	-----

ANNEXES	161
Annexe n° 1 : Projet de recherche et note méthodologique et éthique version définitive, modifiée et validée après le passage au comité éthique en mars 2020.	162
Annexe n°2 Investigations empiriques concrètes des quatre terrains de l'étude	193
Annexe n°3 : Témoignages écrits d'éducateurs et d'éducatrices au sujet d'adolescentes inscrites dans des pratiques de prostitution	203

— Introduction

La prostitution a connu ces dernières décennies des changements majeurs notamment dus à l'usage croissant d'internet et à la place grandissante des réseaux de traite internationaux (DRDFE, 2018). Aujourd'hui, la prostitution des mineur·es est protéiforme et recouvre des réalités variées. L'association nationale Agir Contre la Prostitution des Enfants (ACPE) précise qu'il s'agit non seulement de l'exploitation sexuelle des mineur·es étrangers non accompagnés, mais également de conduites prostitutionnelles d'adolescent·es, né·es ou ayant grandi en France (ACPE, 2018).

Cette étude s'intéresse plus particulièrement au risque prostitutionnel auquel sont exposé·es les adolescent·es, filles et garçons, ayant grandi dans des familles françaises ou immigrées établies en France et étant scolarisé·es dans le système scolaire français. Ce risque prostitutionnel prend des formes diverses, allant de ce qui est couramment appelé le « michetonnage », des comportements (pré-) prostitutionnels relevant de la séduction vénale à des formes prostitutionnelles plus classiques auprès de client·es. Il s'agit autant de rapports de séduction donnant lieu à des « cadeaux » (vêtements et accessoires de luxe, téléphones...) ou de « secours » (hébergement, repas...) que de rapports sexuels plus ou moins consentis lors de soirées entre pairs, de rapports sexuels tarifés à la suite de rencontres de clients via les réseaux sociaux ou gérés par des intermédiaires qui se rémunèrent au passage. Autant pour les adolescent·es que pour les adultes ayant recours à ces services, on ne peut pas parler d'abus sexuels à proprement parler, car les filles et les garçons sont en apparence consentant·es. Cependant, compte tenu de l'âge des adolescent·es qui, selon les professionnel·les de l'éducation et du travail social, serait de plus en plus bas (dès 11 ans), de la précarité sociale et économique de leurs milieux familiaux, d'éventuelles violences intrafamiliales subies, de la perte de repères culturels, et d'une mise en danger de soi, ces adolescent·es sont avant tout des victimes. Leurs pratiques relèvent clairement de la Protection de l'Enfance.



VISION

¹ Nous avons fait le choix de l'écriture inclusive pour certains termes. La lecture ne paraît pas aisée, mais en procédant ainsi, l'accent est mis sur le fait que les pratiques des mineur·es, les prises en charge des professionnel·les et les analyses des chercheur·es sont susceptibles de se distinguer selon leur genre.

2

Baudry K. & Collet B. (2019), Conduites à risque prostitutionnelles, de filles, à l'adolescence, à Montreuil, Rapport réalisé pour la Direction de la tranquillité publique, Ville de Montreuil.

3

Baudry K. & Collet B. (2020), Les conduites prostitutionnelles de mineur(e)s hébergé(es) dans les centres d'accueil de la protection de l'enfance en Seine-Saint-Denis, Rapport réalisé pour la MMPCR93/75, MMPCR93.

4

Dossier de presse, Lancement du premier plan national de lutte contre la prostitution des mineurs, 15 novembre 2021, Secrétariat d'État auprès du ministre des Solidarités et de la Santé, chargé de l'Enfance et des Familles.

Cette prostitution des mineur•es interpelle les professionnel•les de la justice, du social et de l'éducation et les met en difficulté : démobilité dans la scolarité et absentéisme, fugues des foyers de l'aide sociale à l'enfance, consommation de drogues et d'alcool et disparitions inquiétantes.

Elle provoque également des tensions et des conflits au sein des familles (rupture du lien familial, regard de l'entourage) et perturbe la sociabilité entre pairs (réputation, disputes). Certains professionnel•les sont déjà aux faits, d'autres auraient besoin d'être davantage informés afin de détecter les signes d'une telle conduite et de pouvoir accompagner les adolescent•es.

À ce jour, relativement peu de recherches ont été conduites sur le sujet. Le phénomène est difficilement quantifiable et seulement quelques études qualitatives cherchent à décrire le phénomène et à comprendre le processus d'engagement dans les pratiques à risque prostitutionnelles des mineur•es. Quelques recherches précurseuses (O'Deye/Joseph, 2006 ; Gil, 2012) ont ouvert la réflexion, et sont venues ensuite quelques recherches sur la deuxième décennie des années 2010, depuis que le phénomène a pris une certaine ampleur (ACPE, 2018 ; Meunier/Raynal, 2016). Cependant, des outils facilitant la prévention et la prise en charge spécifiques de ces adolescent•es n'ont pas encore pu être élaborés en dehors des mesures de protection habituelles pour l'enfance en danger.

En revanche, depuis que nous avons commencé cette recherche, financée par l'ONPE depuis décembre 2019, et qui a pu intégrer des résultats de deux études antérieures réalisées grâce au soutien de la Ville de Montreuil² et de la MMPCR 75/93³, le sujet s'emballa en quelque sorte : un premier rapport très circonstancié de l'ONPE (avril 2021), le rapport de la commission ministérielle (juin 2021), des reportages dans les journaux et à la télévision et au final l'annonce de mesures concrètes avec des budgets à la clé⁴. Notre recherche fera donc état de connaissances qui depuis ont aussi été constatées par d'autres équipes de recherche, d'autres associations œuvrant sur le terrain, tous les résultats corroborent et nous en feront état lorsque nous aborderons ces thèmes. Toutefois, et bien heureusement, notre investigation assez longue et une bonne immersion sur le terrain, permettent d'avancer des observations et des précisions que d'autres recherches ne sont pas en mesure de livrer.

Notre recherche s'est appuyée sur une étude socio-anthropologique visant à cerner les conduites prostitutionnelles des adolescent•es par le biais d'interviews et d'observations, auprès des adolescent•es eux/elles-mêmes, mais aussi auprès de leurs parents ou de professionnel•les du terrain.

Elle a également permis d'élaborer des outils de prévention en direction des jeunes et de sensibilisation auprès des professionnel·les. Le terrain de l'étude se situe dans certaines villes du département de la Seine-Saint-Denis (93), en raison des contacts institutionnels et de la connaissance du territoire et aussi dans le département du Haut-Rhin (68) ainsi que dans la région lilloise (59). Il s'est déroulé grâce aux contacts noués dans les lieux d'accueil ou de scolarisation de ces adolescent·es, mais aussi dans des structures d'accueil de l'Aide sociale à l'enfance (ASE), en s'appuyant sur des professionnel·les de l'éducation et du travail social confronté·es à ces problématiques. Elle s'est appuyée sur un partenariat établi dans certaines villes avec des acteurs publics et des travailleurs sociaux. Leur connaissance des milieux familiaux et des environnements résidentiels des adolescent·es a permis d'entrer en contact avec eux/elles et faire avancer l'analyse par leur expertise.

L'objet de l'étude a consisté à cerner les parcours d'engagement d'adolescent·es dans des conduites prostitutionnelles, leurs expériences vécues en se prostituant, mais aussi les sorties possibles. La réflexion est inscrite dans les études sur l'adolescence, notamment la sexualité des adolescent·es, des rapports de genre, explorant les questions d'identification et des stéréotypes genrés. Ce faisant, les analyses tiendront compte des rapports inégalitaires qui existent entre les femmes et les hommes, des situations de précarité socio-économique et de la marginalisation de certaines populations qu'elles soient françaises ou immigrées. Elle cherchera les clés de compréhension non seulement dans l'univers familial, social et culturel de ces adolescent·es, mais aussi à travers leurs modes d'action, leur inscription dans les groupes de pairs et de l'usage des réseaux sociaux, leur rapport à la scolarité ainsi que dans les violences dont elles/ils auraient pu être victimes. Les résultats de l'enquête seront ensuite partagés et discutés avec d'autres professionnel·les en vue de les sensibiliser et d'élaborer avec elles et eux des outils de prévention.

Notre recherche sur les risques prostitutionnels à l'adolescence a été dès le départ confrontée à quelques écueils qui ont bouleversé le calendrier et nous ont également obligés de revoir certaines propositions méthodologiques de la recherche. En raison du 1er confinement dû à la crise sanitaire COVID, nos investigations sur le terrain ont été retardées au printemps 2020. L'ONPE a su nous accorder une prolongation de la durée de la recherche jusqu'à fin décembre 2021. Ensuite, des soucis de santé de Beate Collet, nous ont contraintes à demander un report jusqu'en février 2022. L'ONPE a fait montre d'une belle compréhension de ces écueils et nous sommes heureuses de pouvoir enfin honorer la fin de cette recherche en vous livrant son rapport final

Ensuite, lors de l'acceptation de notre projet de recherche, il avait été fortement conseillé de soumettre notre projet à un comité éthique, ce que nous avons fait.

Le comité éthique de Sorbonne Université, nouvellement constitué, nous a suggéré une série de modifications, essentiellement méthodologiques, dont nous avons tenu compte et que nous présenterons dans le **premier chapitre** qui exposera la problématique et des choix méthodologiques.

Comme évoqué précédemment, les investigations menées dans le cadre de la recherche à proprement parler ont pu s'appuyer sur des éléments recueillis lors d'études réalisées pour la Ville de Montreuil (dite « étude Montreuil » par la suite), d'une part, et dans les centres d'accueil de l'Aide sociale à l'Enfance de la Seine-Saint-Denis (93) (dite « étude ASE » par la suite), d'autre part. L'apport spécifique dans le cadre de l'étude ONPE a consisté à poursuivre les investigations auprès de professionnel·les et d'adolescent·es de la Seine-Saint-Denis (dite « étude complémentaire Seine-Saint-Denis »), mais

surtout dans la réalisation de plusieurs séjours d'immersion dans une structure de l'aide sociale à l'enfance dans le Haut-Rhin (68) (dite « étude Haut-Rhin »).

Ensuite, dans les chapitres qui vont suivre, seront présentés des résultats de la recherche suivant la trame des interrogations posées dans la partie problématique. Cette analyse débute en **chapitre 2** avec la présentation d'une analyse textuelle d'un corpus d'articles sur Europresse pour rendre compte de la couverture médiatique du phénomène de la prostitution des mineur.es. Le **chapitre 3** présente ensuite l'analyse des facteurs favorisant l'inscription dans les conduites à risque prostitutionnelles des adolescentes et retrace les parcours prostitutionnels adolescents. Le **chapitre 4** abordera l'univers prostitutionnel, ses normes et ses relations. Dans le **chapitre 5**, il sera question des défis spécifiques que la prostitution des mineur.es pose à la prise en charge dans le cadre de la protection de l'enfance, mais aussi des initiatives innovantes mises en place par certain·es professionnel·les. Et le **chapitre 6** rassemblera les préconisations formulées par les professionnel·les qui, soit reprennent les modes d'action déjà mis en place, soit ont été imaginées avec elles et eux. La **conclusion** reviendra sur les grands résultats et sera classiquement aussi une ouverture vers d'autres facettes de cette réalité qui n'ont pas pu être abordées au cours de ce rapport. Dans les **annexes**, est joint le projet de recherche retravaillé après le passage au comité éthique, ensuite sera présentée la diversité des investigations empiriques pour témoigner de l'ampleur du travail de terrain socio-anthropologique réalisé. Les différents tableaux reprennent bien les différentes études, leurs contextes institutionnels et les types d'interlocuteurs/trices rencontrées. On y trouvera aussi quelques témoignages de professionnel·les, jugés trop longs pour figurer dans le corps de l'analyse. Toutes les données ont été rendues anonymes afin de garantir la confidentialité des personnes qui nous ont fait confiance.

CHAPITRE 1

Rappels des objectifs de l'étude et engagements éthiques

L'étude porte sur les risques prostitutionnels à l'adolescence. Elle s'inscrit donc par rapport à un public spécifique – les jeunes – et s'interroge sur un phénomène – la prostitution – que nous avons appelé plus prudemment le risque prostitutionnel, tant il est protéiforme. Ce chapitre présente la réorientation de la problématique et les choix méthodologiques opérés à la suite du passage devant le Comité éthique de Sorbonne Université. Pour commencer, il est nécessaire de saisir quelques enjeux quant à ce public spécifique, de préciser les contours de la sexualité adolescente, pour ensuite aborder le risque prostitutionnel à proprement parler. Ce chapitre finira sur la problématique et les pistes d'analyses ainsi que la méthodologie repensée.

— L'adolescence et la découverte des pratiques sexuelles

Les jeunes, ce groupe social par excellence, intéressent depuis toujours les chercheurs en sciences sociales, notamment dans leur rapport à l'école ou en raison d'un univers culturel qui leur est spécifique. Ce groupe social est particulier aussi en raison de sa fragilité psycho-sociale en cette période de la vie où se posent les questions d'autonomisation par rapport à la famille (de Singly, 2006). Cette période correspond de fait à un entre-deux où les jeunes sont encore sous la responsabilité de leurs parents ou des structures d'accueil de la protection de l'enfance, tout en disposant déjà d'une liberté de mouvement et d'action importante. Cependant, ils n'ont pas encore accédé à la vie adulte qui se met en place avec la fin de scolarité, le départ de la maison des parents, l'insertion professionnelle ou la mise en couple (Galland, 2009) et qui articule ces différentes dimensions de la vie sociale selon les parcours spécifiques des personnes. Les jeunes qui nous intéressent dans le cadre de cette recherche se caractérisent par le fait qu'ils n'ont pas atteint la majorité légale et ils sont donc mineur·es dans le sens juridique du terme. Il nous semble donc plus approprié de parler d'adolescence ou de les nommer des adolescent·es (Le Breton, 2010 ; Boulin, 2017, p. 13).

Cette période de la vie, pendant laquelle les adolescent·es cherchent à se démarquer de leurs parents, est aussi celle où les groupes de pairs gagnent en importance, et depuis cette dernière décennie à travers les réseaux sociaux (Balleys, 2015), lieux par excellence où se mettent en scène des vies tant publiques qu'intimes (Balleys/Coll, 2015).

Les questions liées à l'identité sexuée et la construction de l'estime de soi sont au centre des préoccupations des adolescent·es et se combinent avec l'orientation scolaire ou les choix professionnels. C'est aussi la période à laquelle la vie amoureuse et sexuelle se met en place.

En effet, les études montrent que l'initiation sexuelle s'amorce pendant les années du collège alors que l'âge médian au premier rapport sexuel des jeunes n'a pas connu d'importantes variations depuis trente ans (Maillochon, 2012). L'âge médian au premier baiser est à 14,1 ans pour les filles et à 13,6 ans pour les garçons (Bajos/ Bozon, 2008). Et selon les données du Baromètre santé 2016, l'âge médian au premier rapport sexuel s'établit à 17,6 ans pour les filles et à 17 ans pour les garçons (Bajos et al., 2018). L'enquête HBSC (Health Behaviour in School-aged Children) de 2010 montre toutefois que 9,3 % des collégiens et 3,1 % des collégiennes ont eu des rapports sexuels avant 13 ans et 32,6 % des garçons et 23,5 % des filles ont eu des relations sexuelles avant 15 ans. (cité in Maillochon, ibid.)

Plus généralement, une période de « jeunesse sexuelle » s'est instaurée pour les jeunes générations qui déconnectent les premières expériences sexuelles des projets de vie conjugale et, pour certains, la sexualité de la vie amoureuse (Bozon, 2012). Le visionnage de films pornographiques s'est également banalisé chez les jeunes (Bozon, ibid.). Selon l'enquête IPSOS pour l'Observatoire de la parentalité et de l'éducation numérique menée en 2017, à 15 ans, la moitié des adolescent·es a déjà vu un film X, et 44 % a eu des rapports sexuels essayant de reproduire ces pratiques (ACPE, 2018, p. 41). Dans la littérature, la sexualité des adolescent·es est souvent abordée en soulignant les préoccupations sanitaires, mais aussi sociales, politiques ou morales, envisagées soit comme un risque en soi, soit comme une situation d'exposition à d'autres risques (Maillochon, 2000, 2004). L'adolescence est par définition une période de transition allant progressivement vers plus d'autonomie. Cependant, tant au niveau physique et psychologique les repères ne sont pas stabilisés et les comportements pas toujours ajustés à la réalité et aux contraintes de la vie adulte.

— Les conduites à risque prostitutionnelles et les rapports de genre

5 Michetonnage est un vieux terme de l'argot dont l'usage est attesté depuis au moins le 19^{ème} siècle. Le Dictionnaire d'argot moderne de Lucien Rigaud (1888) définit le « Michet », comme étant un « homme qui paye les femmes autrement qu'en belles paroles ». Dans l'ouvrage de Jean Lacassagne et Pierre Devaux, *L'argot du milieu* (1948), michetonner désigne l'action de « chercher des clients dans la rue ou dans un café ».

L'entrée dans la sexualité pour certain·es adolescent·es peut se réaliser à travers des conduites à risque prostitutionnelles. « Se prostituer » ou « michetonner », pour reprendre un terme utilisé par les jeunes, est perçu par les professionnel·les en charge de l'adolescence et par les pouvoirs publics comme un risque en soi.

Un·e jeune inscrit·e, ou en voie d'inscription dans la prostitution, s'expose de fait à différents risques : violences physiques, verbales et morales, viols, grossesses, infections sexuellement transmissibles, mais aussi isolement, emprise ou exclusion des pairs, impliquant des psycho-traumatismes graves qui s'ils ne sont pas pris en charge peuvent avoir des conséquences sur le long terme. Tout en pensant agir en autonomie, les adolescent·es qui s'adonnent à ces conduites sont de ce fait avant tout des victimes au titre de la protection de l'enfance (ACPE, 2018).

En ce qui concerne des conduites prostitutionnelles des mineur·es, peu d'études existent. Elles interpellent toutefois les professionnel·les du champ social et associatif qui les observent au contact des adolescent·es, sans toujours disposer des connaissances et des outils pour les prendre en charge. Des rapports d'expertise soulignent l'exploitation sexuelle de mineur·es étranger·es dans le cadre de la traite d'êtres humains (O'Deye/Joseph, 2006), mais prennent progressivement aussi en compte des formes prostitutionnelles variées concernant les adolescent·es né·es ou ayant grandi en France (ACPE, 2018) allant du « michetonnage », des comportements (pré)-prostitutionnels entre mineur·es à des formes de prostitution plus classiques. Il paraît ainsi nécessaire d'inscrire cette recherche dans la thématique du risque prostitutionnel à l'adolescence plus généralement et ce au-delà des termes employés par différents protagonistes. Que l'on appelle « prostitution », « escorting » ou « michetonnage⁵ », dans tous les cas, il s'agit de la transformation d'une découverte de la sexualité à l'adolescence comme activité récréative ou amoureuse en une sexualité instrumentalisée pour obtenir des rétributions financières ou symboliques et au service des désirs d'autrui.

Les premières études sur le « michetonnage » ont constaté que des adolescent·es, en majorité des filles, s'engagent dans ces conduites : seul·e ou à plusieurs, sur des durées plus ou moins longues, entretenant des relations avec un ou plusieurs hommes, plus âgés, dotés d'un capital social et économique plus important, pour obtenir des biens matériels en échange afin de se créer une certaine identité féminine et restaurer une image de soi (Gil, 2012 ; Meunier/Reynal, 2016 ; Baudry, 2017). Les deux termes, le verbe « michetonner » et le qualificatif nominal « michetonneuse », sont utilisés dans le discours juvénile pour évoquer cette pratique. En revanche, les termes de « prostitution », « se prostituer », « prostituée » ou « proxénète » sont comme proscrits par les jeunes, tant ils renvoient à des réalités d'un autre ordre ou d'un autre temps.

Pour l'ACPE, le michetonnage est cependant bien « une forme ambivalente et informelle de prostitution ou de pré-prostitution » puisque les rapports romantico-sexuels avec les hommes sont entretenus uniquement dans le but d'obtenir des faveurs financières et matérielles. (ACPE, 2018, p. 21)

L'« escorting » est également une pratique qui relève de cet univers. Les termes « escorte » ou « escort girl » sont bien connus par les adolescent·es et désignent une femme qui établit une relation tarifée avec un homme, qu'elle soit sexuelle ou non, que la femme soit mineure ou majeure. Contrairement au michetonnage, les deux parties seraient à un même niveau d'entente. Du point de vue des jeunes, cette pratique apparaît comme plus mondaine et plus rémunératrice et donc plus valorisante que le « michetonnage ». La définition proposée par Lilian Mathieu met l'accent sur la différence par rapport à la prostitution de rue : « L'escorting désigne une sexualité vénale exercée individuellement mais qui, à la différence de la prostitution de rue, ne s'initie pas par une rencontre directe entre prostitué·e et client. Elle relève à ce titre d'une forme de privatisation qui, par un gain de discrétion (permis notamment par le racolage sur internet), met ceux et celles à l'abri du stigmate et de la répression policière » (Mathieu, 2015, p. 61).

Que ce soit le michetonnage ou l'escorting, il s'agit bien de pratiques qui font parties des conduites à risque prostitutionnelles, car les frontières entre les différentes conduites ne sont pas stables et des passages d'une pratique vers d'autres existent. Il convient donc d'étudier les processus en œuvre allant des premiers pas à des inscriptions dans des conduites prostitutionnelles plus ou moins affirmées. Notamment, quand ces conduites deviennent une occupation principale et un moyen pour subvenir aux besoins matériels, elles sont clairement prostitutionnelles. Les processus sont protéiformes, mais juridiquement ils relèvent bien de la prostitution.

Ainsi, les chercheur·es et les associations spécialisées sur ces thématiques (féministes, protection de l'enfance) utilisent plutôt le terme « prostitution », en s'appuyant notamment sur la jurisprudence de la Cour de cassation (chambre criminelle du 27/03/1996), selon laquelle la prostitution est avérée quand ces trois éléments sont réunis :

- Un contact physique, de quelque nature qu'il soit (ou promesse de contact physique)
- Une contrepartie financière, matérielle ou en nature (ou d'une promesse de contrepartie)
- Pour satisfaire les désirs sexuels d'autrui⁶.

Par ailleurs, la loi 2002-305 du 4 mars 2002 sur l'autorité parentale est très claire sur le sujet. Elle dispose dans son article 13 que « la prostitution des mineurs est interdite sur tout le territoire de la République. Tout mineur qui se livre à la prostitution, même occasionnellement, est réputé en danger et relève de la protection du juge des enfants ».

La différence de l'approche des sciences sociales par rapport au droit consiste dans le fait qu'il s'agit moins de définir une pratique que d'identifier des processus sociaux, il va donc de soi que la recherche s'intéresse à l'ensemble de ces conduites à risque prostitutionnelles, quels que soient les termes employés ou les formes concrètes. Dès que la sexualité ne se vit pas comme une relation libre et pleinement consentie, mais devient un moyen au service d'autre chose, le pas vers les conduites prostitutionnelles est franchi.

Les conduites à risque prostitutionnelles ne peuvent s'étudier sans référence aux travaux sur les rapports de genre s'intéressant explicitement aux identifications et aux stéréotypes genrés, c'est-à-dire aux constructions sociales liées au féminin et au masculin dans nos sociétés, mais aussi aux rapports de force qui y sont associés (Revillard/Verdalle, 2006 ; Collet et al. 2008) tout en analysant précisément les conduites individuelles et l'exposition au risque. Isabelle Clair a étudié l'expression des rapports de genre dans les classes populaires, à la fois urbaine et rurale, attestant d'une forte attente hétéro-normée et de stéréotypes genrés clivés, mais réciproques, les filles désirent des garçons virils, les garçons des filles féminines (Clair, 2008, 2011). De son côté, Claire Balleys (2015) a montré comment l'usage des réseaux sociaux exacerbe les identités genrées et la sexualisation des relations entre filles et garçons. Cependant, la socialisation genrée se joue avant tout dans la famille.

Beate Collet et Emmanuelle Santelli, au sujet du choix conjugal des descendant•es d'immigrés maghrébins, sahéliens et turcs, ont constaté que l'éducation reste encore fortement sexuée dans beaucoup de familles, prônant la retenue des filles, voire la soumission aux hommes (père, mari, frère) et posant un tabou fort sur tout sujet à caractère sexuel (Collet/Santelli, 2012). Ces univers familiaux sont en fort décalage avec ce que les adolescent•es expérimentent sur les réseaux sociaux et voient dans les émissions à la télévision (télérealités). Il est probable que certain•es adolescent•es cherchent à s'affranchir des liens familiaux, qu'ils soient stricts ou défaillants, et qu'ils/elles ont tendance à s'orienter par rapport à leurs pairs se créant un propre univers de valeurs sans l'aide ni la présence d'adultes. Les conduites à risque prostitutionnelles sont à considérer comme des pratiques déviantes au même titre que les actes de délinquance ou d'autres actes de désespoir (Le Breton, 2014) qui mettent en danger les auteur.es et sont susceptibles d'atteindre aussi la vie d'autrui.

Gaël Pheterson a travaillé explicitement sur le phénomène de la prostitution. Dans son développement théorique, elle insiste sur le fait que la prostituée existe comme catégorie désignant les femmes qui se prostituent, mais la prostituée existe aussi en tant que stigmaté susceptible de dénigrer toute femme dès qu'elle s'affranchit des codes et normes de la société patriarcale (Pheterson, 2001).

Dans les pratiques prostitutionnelles, le rapport de domination, même s'il peut paraître inversé, reste en faveur de l'homme (Lagrange, 2014). Ainsi, les relations établies entre les adolescent•es et leurs partenaires, généralement nettement plus âgé•es qu'elles ou qu'eux, sont ambivalentes : l'adolescent•e gagne en autonomie et cherche de la reconnaissance parmi les pairs en raison des biens de consommation obtenus ou de l'argent gagné, mais peut également éprouver de la honte en raison de la mauvaise réputation attachée à sa conduite. La facilité et la rapidité de l'accès à l'argent, mais aussi la modification de son estime de soi, les expériences traumatiques et une certaine marginalisation rendent la sortie de ces conduites difficiles. Les adolescent•es tout en se pensant émancipé•es s'exposent à la violence sexuelle (coups et blessures, viols individuels et collectifs) et à des risques sanitaires considérables.

— — Problématique retravaillée et premières pistes d'analyse

À l'issue de l'ensemble de ces réflexions, il est désormais clairement établi que l'objet de cette recherche est constitué par les conduites à risque prostitutionnelles, quels que soient les termes utilisés ou les formes qu'elles prennent, dès qu'elles touchent des adolescent·es juridiquement mineur·es. Notre problématique est au croisement de ces conduites à risque prostitutionnelles et des rapports de genre en s'intéressant aux parcours et à l'organisation de cet univers ainsi qu'à la prise en charge possible par les professionnel·les de la protection de l'enfance.

Dans ce sens, la problématique est double. Elle vise à comprendre les processus d'inscription des adolescent·es dans les conduites à risque prostitutionnelles (volet 1) et les défis posés par leur prise en charge (volet 2)

1. Comprendre l'inscription dans ces conduites à risque prostitutionnelles à travers l'entrée, le parcours dans cet univers, mais aussi les portes de sortie, à la lumière de leur socialisation familiale et amicale et en termes de construction des rapports de genre.

2. Saisir les défis posés aux professionnel·les de la protection de l'enfance dans la prise en charge socio-éducative, psychologique ou judiciaire en s'appuyant sur leur expertise et leurs modes d'action afin d'élaborer des outils de prévention.

En ce qui concerne le volet 1, la compréhension de l'inscription dans ces conduites s'appuie sur l'analyse de l'expérience vécue d'adolescent·es elles/ eux-mêmes, quel que soit l'âge auquel elles/ils s'expriment sur ces expériences, des témoignages de leurs parents, d'autres membres de la famille ou d'ami·es, d'une part, et sur l'expertise des professionnel·les engagé·es auprès des jeunes, d'autre part. Les hypothèses pour ce premier volet se centrent sur des influences multiples susceptibles de favoriser l'inscription dans les conduites à risque prostitutionnelles : tentations de la société de consommation, stéréotypes genrés véhiculés par les médias, les pairs et les réseaux sociaux ainsi que la conséquence d'événements traumatisants vécus.

En ce qui concerne le volet 2, les défis de la prise en charge seront étudiés en tenant compte des réalités professionnelles et structurelles en s'appuyant sur les expériences vécues des professionnel·les socio-éducatifs, mais aussi d'autres intervenant·es ou employé·es de l'accompagnement des adolescent·es inscrit·es dans ces pratiques. Les hypothèses poursuivent différentes pistes d'analyse. Celles-ci sont à la fois institutionnelles, à savoir les modes d'accueil et leurs limites, la prise en compte des connexions internet 2.0, le déficit de sensibilisation et de formation sur la prise en charge de ce public plus particulièrement, et centrées sur les pratiques professionnelles de la/le professionnel·le plus précisément, notamment la difficulté de faire adhérer les adolescent.es concerné.es à la prise en charge, la prise en compte des traumatismes subis, mais aussi leur propre désarroi face à la détresse constatée des adolescent·es concerné·es.

— Choix méthodologiques et changements opérés suite aux conseils du comité éthique de Sorbonne Université

L'enquête a été conçue selon les principes classiques des enquêtes de type socioanthropologique :

- Entretiens formels et informels auprès d'acteur/trice·s directement concerné·es ou avec des personnes de leur entourage familial ou amical,
- Observations et rencontres spontanées dans des lieux et endroits identifiés comme pertinents pour l'étude ou dans des villes ou avec des institutions partenaires."

Il allait de soi pour nous, chercheuses, de prendre toutes les précautions habituellement requises au contact avec des publics fragiles. Cependant, nous avons jugé utile de formaliser l'ensemble de nos pratiques habituelles dans une note éthique et méthodologique, en vue du passage devant le comité éthique de Sorbonne Université.

Cette note complète le projet de recherche pour garantir une réalisation éclairée de la recherche et une démarche respectueuse des personnes rencontrées dans ce cadre. Les deux chercheuses, Beate Collet et Katia Baudry, se sont aussi engagées à respecter un dispositif particulier du fait que la recherche implique des mineur·es potentiellement vulnérables et, pour certain·es exposé·es à des dangers pour leur intégrité physique et leur bien-être psychologique.

Elles ont ainsi assuré que les participant·es à l'étude (adolescent·es, parents, professionnel·les) bénéficieront du respect nécessaire dans l'exercice de leurs droits et de la possibilité de prendre leurs propres décisions, tout en étant protégé·es conformément à leur âge et à leurs capacités toujours en développement pour les adolescent·es concerné·es et à leurs rôles et fonctions pour les professionnel·les et les parents. La nature sensible du sujet et les

potentiels dangers auxquels les adolescent•es pourraient être exposé•es (harcèlement, contrainte et menace, violence, viol ou exploitation sexuelle) obligent à une vigilance toute particulière. À la suite du passage devant le comité éthique, le protocole d'enquête a été modifié sur plusieurs points : une approche progressive des adolescent•es, leurs ami•es ou leurs parents pour établir une relation de confiance, notamment par l'intermédiaire des professionnel•les au contact de ces adolescent•es, les contacts spontanés qui se sont révélés inefficaces (étude Montreuil) ne sont plus envisagés, le recueil explicite du consentement des participant•es à l'enquête leur proposant qu'ils et elles puissent mettre fin à l'entretien à tout moment, explicitant l'obligation des chercheuses à faire un signalement dans le cas où des mises en danger sont constatées.

Par ailleurs, nous avons plus clairement spécifié que les terrains d'étude en Seine Saint Denis et dans le Haut Rhin n'étaient pas exclusivement concernés par des pratiques prostitutionnelles. Ils ont été choisis pour les bons contacts institutionnels établis. Des remontées d'informations grâce à des colloques entre professionnel•les et chercheur/euses sur ces questions ou à des émissions télévisées ou articles dans les journaux (cf. aussi l'analyse textuelle à partir d'un corpus Europresse en chapitre 2), confirment bien que le phénomène n'est pas lié à un territoire en particulier. Même si son émergence semble plus concerner la jeunesse des quartiers populaires, les adolescent•es de tout milieu social peuvent potentiellement être concerné•es.

Le projet de recherche et sa note méthodologique et éthique comportant les modifications sus-mentionnées ont été acceptés par le comité éthique de Sorbonne Université en mars 2020 (cf. annexe n° 1).

— Spécificités des quatre terrains de l'étude

Deux études ont été menées depuis 2019 financées respectivement par la Ville de Montreuil et par la Mission métropolitaine de prévention des conduites à risques (MMPCR) de la Seine-Saint-Denis. Elles ont été ensuite complétées dans le cadre de la recherche avec l'ONPE par d'autres rencontres avec des jeunes adultes ou adolescent.es inscrit.es dans les conduites à risque prostitutionnelles, leurs parents ou des professionnel·les en contact direct avec eux/elles, toujours dans le département de la Seine Saint Denis (dite « étude complémentaire »). Ensuite, ont été réalisés des séjours d'immersion dans une structure de l'Aide sociale à l'Enfance dans le Haut Rhin (dite étude « Haut Rhin ») qui ont permis d'observer, de participer aux activités du foyer et de réaliser des entretiens avec des adolescent.es ou jeunes femmes et des professionnel·les. Chacune de ces études est tributaire de sa spécificité territoriale et institutionnelle, mais les mêmes questionnements théoriques ont guidé la démarche. Les investigations concrètes sont listées et répertoriées précisément en quatre tableaux dans l'annexe n° 2.

Les études socio-anthropologiques se caractérisent par le fait qu'elles sont ancrées dans des contextes précis. Elles avancent au fil des rencontres variées et le matériau s'enrichit progressivement. Mais elles dépendent aussi de ces contextes dans la mesure où ces derniers donnent à voir la réalité sociale d'une certaine manière. Ci-dessous vont être présentées les quatre études.

Étude Montreuil

La première étude a eu lieu sur toute l'année 2019 à Montreuil, grande commune à la périphérie est de Paris, située dans le département de la Seine Saint Denis. L'approche était plus territoriale se déployant dans tous les quartiers de la ville, associant les acteurs institutionnels de la Ville et par ailleurs toutes sortes d'interlocuteurs institutionnels, associatifs ou privés. La démarche a été essentiellement guidée par l'identification du phénomène des conduites prostitutionnelles aux abords des écoles et dans des endroits spécifiques et dans certains quartiers.

Ainsi l'enquête a révélé que des activités liées à la prostitution impliquant des adolescentes ont été repérées dans les parcs, dans les locaux techniques au sous-sol ou sur les paliers les plus élevés des immeubles. Des témoignages mentionnent aussi que des particuliers ont loué leurs appartements via la plateforme Airbnb et ont découvert des traces de ces pratiques à leur retour ou grâce aux observations des voisins. Les professionnel·les dans les établissements scolaires ont vu des adolescentes se faire récupérer à la sortie d'école par des hommes dans des voitures luxueuses.

Des lieux de rencontres sont multiples : parcs, bars à chichas ou boîtes de nuit. Des hôtels à faible prix se situent le long du périphérique parisien et permettent des rencontres avec les clients en restant relativement anonymes. Ces hôtels se caractérisent justement par une faible présence d'un personnel d'accueil ou d'entretien. À la réception, les pièces d'identité de la clientèle ne sont pas vérifiées.

Par ailleurs, Montreuil est une ville bien relayée aux transports en commun. La ligne 9 du métro qui dispose de trois stations sur la commune, traverse toute la ville de Paris d'est en ouest. Toutefois, les nouvelles facilités de commander des voitures via des applications comme Uber ou Heetch permettent des déplacements plus discrets que les transports en commun. La ville dispose aussi de différents accès autoroutes qui permettent d'aller rapidement vers d'autres communes de la périphérie est de Paris et aussi vers l'aéroport Roissy Charles de Gaulle au nord et Orly au sud de l'Île-de-France.

Cependant, l'étude n'a pas permis de réaliser des entretiens avec des adolescent·es ou des jeunes femmes concernées par les conduites à risque prostitutionnelles. En recoupant différents témoignages, il a bien été possible d'affirmer qu'au moment de l'enquête les adolescent·es qui avaient des activités prostitutionnelles identifiées étaient en nombre d'une petite dizaine (8-10). Elles sont connues des différents services (ASE ou Protection judiciaire de la Jeunesse - PJJ) et signalées à la Cellule de recueil des informations préoccupantes (CRIP), pour certaines suivies par la juge des enfants au tribunal de Bobigny.

Cependant, il est important d'affirmer clairement que la Ville de Montreuil n'est pas la seule ville confrontée à la prostitution des mineur·es. Non seulement elle partage ses caractéristiques sociales avec d'autres villes de la région parisienne et les articles de journaux consultés ou émissions visionnées font clairement état du phénomène, non seulement en Île-de-France, mais aussi dans les autres régions de France.

Étude ASE

La deuxième étude, réalisée entre mai 2019 et avril 2020, s'est déroulée plus précisément au sein des structures d'accueil, les circonscriptions et les familles d'accueil de l'Aide sociale à l'Enfance dans le département de la Seine-Saint-Denis (dite « étude ASE »). Elle s'est exclusivement intéressée au public des adolescent·es confié·es à l'ASE et a su saisir les difficultés de la prise en charge éducative des adolescent·es ayant des conduites à risque prostitutionnelles. Méthodologiquement, elle s'est appuyée sur des entretiens, des témoignages et des observations dans différents types de structures : SAIO, SAUO, MECS, Accueil bas seuil et service de semi-autonomie. Au total, douze structures d'hébergement font parties de l'étude ainsi que quelques rencontres avec d'autres professionnel·les.

Le recueil de la parole des professionnel·les de la protection de l'enfance a permis de saisir précisément quelles étaient les difficultés posées par ces jeunes et quels étaient les modes d'action mis en place ou envisagés.

Les récits au sujet des conduites prostitutionnelles de la part des adolescentes ont été recueillis par l'intermédiaire des professionnel·les, aux premières loges avec un regard professionnel, mais sans toujours disposer des moyens pour les faire cesser et protéger les victimes. Le michetonnage et la séduction vénale ne sont plus les pratiques constatées au premier abord, ce sont des conduites prostitutionnelles à proprement parler qui interpellent les professionnel·les. Ces dernières ne sont pas spécifiquement liées aux structures de l'ASE, elles existent bel et bien aussi en dehors. Du fait que l'étude s'est intéressée à ce public adolescent pris en charge par l'Aide sociale à l'Enfance, elle a pu plus clairement identifier les défis posés à la prise en charge des adolescentes inscrites dans ces conduites.

L'étude complémentaire Seine Saint Denis

Cette étude constitue la poursuite des investigations dans le département de la Seine Saint Denis, dans lequel les contacts professionnels étaient multiples et où un soutien institutionnel pour rentrer en contact avec des adolescent·es et leurs parents était possible. Entre juin 2020 et juillet 2021, neuf adolescentes ou jeunes femmes ont pu être rencontrées, certaines ont été entendues à plusieurs reprises. Par ailleurs, six mères d'adolescentes inscrites dans les pratiques prostitutionnelles ont pu être interviewées ainsi que deux psychologues, une experte en conduites à risque et deux directeurs/trices d'association. Quatre autres rencontres ont eu lieu avec un officier de police, des responsables d'association ou au tribunal.

L'étude Haut Rhin

Dans le cadre de cette étude, un foyer d'Aide sociale à l'Enfance dans le Haut Rhin a accepté d'accueillir Katia Baudry pour une immersion de trois jours continus, une fois par mois. Ce calendrier n'a pas pu être respecté en raison de la crise sanitaire du COVID. Finalement, ce sont tout de même huit séjours d'immersion de 3-4 jours qui ont eu lieu entre février 2020 et juillet 2021.

Ce foyer a pour mission d'accueillir 42 filles âgées de 13 à 21 ans présentant des troubles du caractère et du comportement, ayant bien souvent pour origine un contexte familial délétère ou fragile, contribuant dès lors à de fortes difficultés d'insertion sociale⁷.

Il déploie un accompagnement diversifié, et dispose pour cela de deux espaces de vie avec un fonctionnement de type familial, un espace de semi-autonomie (de type colocation), un service éducatif d'accompagnement à domicile renforcé, un internat externalisé, un service d'accompagnement et de soutien à la majorité et une plateforme regroupant plusieurs ateliers ayant pour objectif de concourir à l'insertion sociale et professionnelle.

Katia Baudry est hébergée dans un studio au sein même du foyer et plus exactement dans le bâtiment de la colocation. Elle partage le quotidien des filles et de l'équipe éducative pendant ces séjours. Elle prend l'ensemble de ses repas avec les adolescentes et les éducateurs/trice·s. Elle participe aux réunions d'équipe. La présence de Katia Baudry sur le site plusieurs jours en continu permet de créer des relations de confiance avec les adolescentes et ainsi faciliter le dialogue, notamment sur les questions de sexualité et de prostitution.

À chaque séjour d'immersion, elle déambule dans les couloirs, occupe le bureau des éducateurs/trices et les pièces communes avec les filles ou les éducateurs/trices. Elle partage les temps informels des éducateurs/trices (les pauses cigarette, café) et des adolescentes (celles qui ne sont pas occupées par les apprentissages scolaires ou toutes autres activités ou rendez-vous). À partir de 23h, Katia Baudry passe une partie de la soirée et de la nuit avec la surveillante de nuit. Elle l'accompagne dans ses déambulations dans les différents espaces de vie du foyer. Elle échange avec des adolescentes qui ont du mal à trouver le sommeil autour d'une tasse de thé. La nuit a permis d'avoir des échanges très riches avec certaines filles. Les nuits ont été propices aux confidences.

Lors de ces séjours, Katia Baudry a pu s'entretenir, pour certaines à plusieurs reprises, avec quatre filles ou jeunes femmes lors d'un entretien organisé et avec cinq filles de manière informelle qui ont bien voulu se confier à elle au sujet de leurs parcours de prostitution. Elle a par ailleurs pu réaliser des entretiens avec 12 professionnel·les et a échangé avec deux autres de manière informelle.

Une autre structure a accepté de nous recevoir : l'association Entr'acte à Lille. Ses missions consistent à proposer des accompagnements sociaux et/ou médicaux pour les personnes prostituées qui le souhaitent, de favoriser l'accès aux droits communs et de prévenir et réduire les risques liés aux pratiques sexuelles ou autres en donnant accès au matériel de prévention. Cette approche est intéressante et innovatrice. Les entretiens menés avec le directeur et une éducatrice et les documents produits par l'association permettent de décrire les spécificités de cette approche.

Ces recherches ont été accompagnées par des comités de recherches (composé de professionnel·les au fait du phénomène) pour l'étude de Montreuil et l'étude ASE ou par des comités de pilotage de l'équipe de recherche pour la suite de l'étude dans le cadre du contrat avec l'ONPE. Malgré la spécificité de chaque étude, les résultats seront présentés en suivant les questions de recherche et les hypothèses générales exposées dans la première section de ce chapitre. Cependant, les extraits d'entretien ou les observations des terrains d'étude seront référencés en fonction de l'étude dans laquelle ils ont été produits.

Les analyses qui vont suivre concernent uniquement des adolescentes inscrites dans ces conduites à risque prostitutionnelles, nous allons donc dans les chapitres 3 et 5 qui présentent les résultats parler uniquement de « filles » ou d'« adolescentes ». Il se trouve que les garçons et les hommes ne sont jamais très loin, ils gravitent autour, organisent, surveillent et profitent des bénéfices, sans s'adonner eux-mêmes directement à ces conduites. Bien qu'on sache que quelques garçons se prostituent, l'espace prostitutionnel reste fortement marqué par des stéréotypes sexués et une spécialisation genrée.

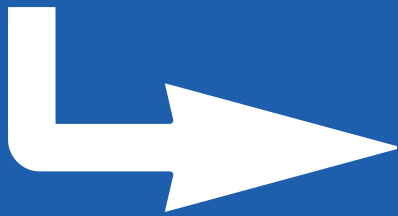
CHAPITRE 2

Analyse du traitement médiatique de la prostitution des mineur.es à partir de la plateforme EuroPresse⁸

8

Cette analyse a été réalisée et rédigée par Simha Bitton (titulaire d'un master 2 chargée d'études sociologiques à Sorbonne Université, aujourd'hui doctorante au Gemass), dans le cadre d'un contrat de vacation au GEMASS financé par l'ONPE, remise en septembre 2021 et encadrée par Beate Collet.

**Nuage de mots cités au
moins 10 fois dans les
articles du corpus de
textes**





— Analyser le phénomène de la prostitution des mineur•es par l’intermédiaire des discours véhiculés dans les médias

9 Lavaud-Legendre B., Plessard C., Encrenaz G., (2020). Prostitution de mineures – Quelles réalités sociales et juridiques ? Université de Bordeaux, CNRS..

10 Lavaud-Legendre B., Plessard C., Encrenaz G., (2020). Prostitution de mineures – Quelles réalités sociales et juridiques ? Université de Bordeaux, Rapport de recherche, CNRS.

11 Bourdin O., Conare M-P, Gayraud D., Leplanois K., Martinaud J., sous la direction de Ronai E., 2019. Etudes sur la prostitution des mineur•es en Seine-Saint-Denis. Observatoire des violences envers les femmes de Seine-Saint-Denis, Association Amicale du Nid.

Bien que la prostitution des mineur•es soit difficilement quantifiable, force est de constater que le phénomène a augmenté ces dernières années, entraînant, entre autres, une intensification de la couverture médiatique. Avec les nouvelles formes de prostitution émergentes, on constate, en effet, une multiplication des sites d’annonces et ainsi le recul de la prostitution de rue (notamment depuis la pandémie de la Covid-19). Si de plus en plus de jeunes semblent concernés par cette activité prostitutionnelle, encore peu d’études donnent à voir la réalité statistique du sujet.

Néanmoins, une enquête réalisée par le CNRS⁹ en 2020, dépeint un sombre portrait des mineur•es prostitué•es, déclarant qu’une grande majorité d’entre eux•elles ont subi par le passé différentes expériences de violences (physiques, psychologiques, sexuelles) dans le cadre intrafamilial ou à l’extérieur de la famille¹⁰. Pour ces victimes, la violence est alors perçue comme une norme, souvent reliée à l’absence de sanctions envers les auteurs et pouvant engendrer une méfiance de ces jeunes vis-à-vis de la figure parentale, voire institutionnelle. Un constat faisant échos aux études menées par l’association Amicale du Nid l’année précédant l’enquête qui avance un chiffre de 6000 à 10.000 mineur•es qui se prostitueraient en 2020 en France âgé•es majoritairement de 13 à 16 ans¹¹.

Dans un contexte de transformation majeure du phénomène prostitutionnel impliquant les mineur•es, en raison notamment de l’utilisation croissante d’Internet ou encore des réseaux sociaux, il est apparu pertinent d’effectuer une analyse textuelle des médias et de l’évolution des discours véhiculés sur le sujet.

Cette étude du paysage médiatique a pour objectif d'analyser la façon dont a été traitée la prostitution des mineur·es sur ces vingt dernières années, précisément de janvier 2000 à juillet 2021¹². Sélectionnés par l'intermédiaire de la plateforme Europresse, nous avons été en mesure de constituer un corpus d'une centaine d'articles tiré de la presse nationale et régionale.

Pour rappel, Europresse est un outil de recherche répertoriant différents types de médias français et étrangers de la presse imprimée et en ligne comprenant des quotidiens, des hebdomadaires, des revues professionnelles ou encore des dépêches d'agences de presse. Cet outil de recherche permet donc de cibler ses recherches en choisissant des thématiques et d'en proposer une analyse. Il est cependant important de souligner que les archives des différentes revues - que propose la plateforme - ne remontent pas toujours aux mêmes dates¹³.

La sélection du corpus a été effectuée par l'intermédiaire d'une recherche par mots-clés apparus dans le titre ou dans le corps des articles présents en libre accès sur la plateforme (voir encadré 1). Au total, trois mots-clés ou formules ont été utilisés dans la recherche : prostitution des mineurs, proxénétisme de cité et escorting. Les mots sélectionnés ont pu faire ressortir des articles ne faisant pas directement référence à la prostitution des mineur·es, notamment car l'outil Europresse cherche les occurrences de tous les mots présents dans notre formulation. Au départ, 192 articles sont apparus nécessitant la sélection de ceux faisant spécifiquement référence à la prostitution des mineur·es et non pas à la prostitution de manière générale. Ce premier tri nous a permis de recueillir un total de 122 articles.

ENCADRÉ 1 : EUROPRESSE

Outil de recherche donnant accès à des sources d'informations françaises et étrangères, locales et nationales, généralistes et spécialisées essentiellement en français et en anglais. Il permet de sélectionner des articles de presse thématiques, spécialisés, de la presse mondiale ou régionale. L'accès aux ressources imprimées et en ligne est possible jusque dans les années 1990 environ, et plus rarement, les années 1950 pour certaines sources¹⁴. Cette base de données sert principalement à rechercher des articles de presse sur un sujet précis, y compris dans les archives (pour certains numéros).

De premiers constats sont possibles grâce au tableau de bord affiché par la plateforme Europresse. Il comprend des outils d'analyses exploratoires permettant notamment de dégager un classement des sources ayant diffusé le plus grand nombre de documents relatifs à la prostitution des mineur·es (graphique 1). Le Parisien, premier quotidien d'information de la capitale, est la source ayant le plus traité ce sujet sur la période étudiée devant l'agence de presse AFP, Le Monde et Midi Libre.

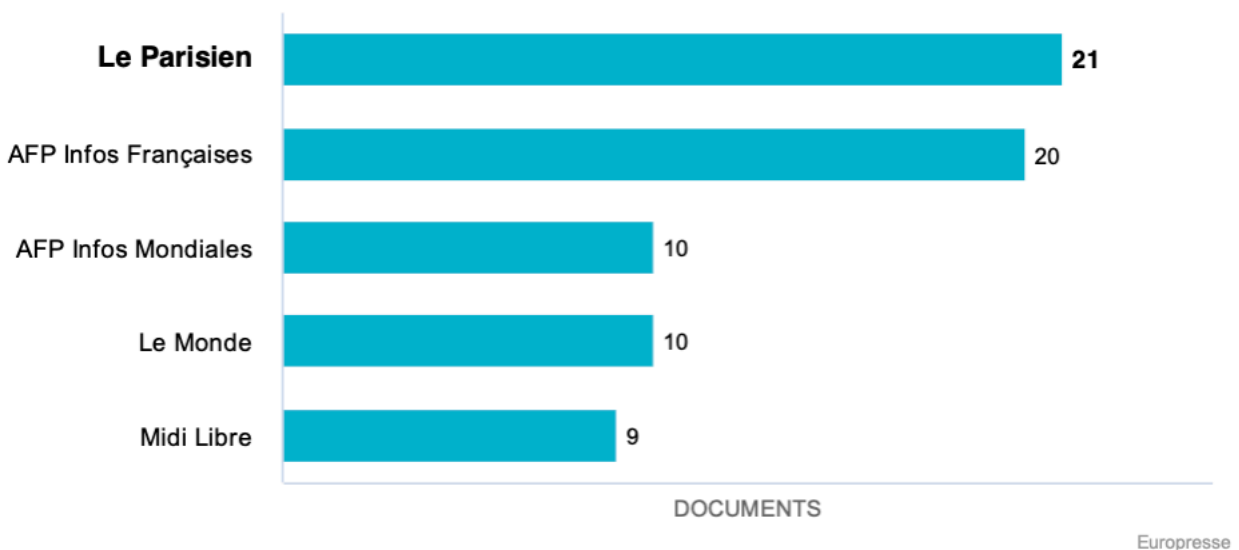
¹² Date à laquelle le corpus a été créé.

¹³ León Y Barella A. (2020). Europresse : une plongée virtuelle dans l'actualité. Hypotheses.org.

¹⁴ Ibidem

Graphique 1 : Classement des sources ayant diffusé le plus grand nombre d'articles sur la prostitution des mineur•es

SOURCES

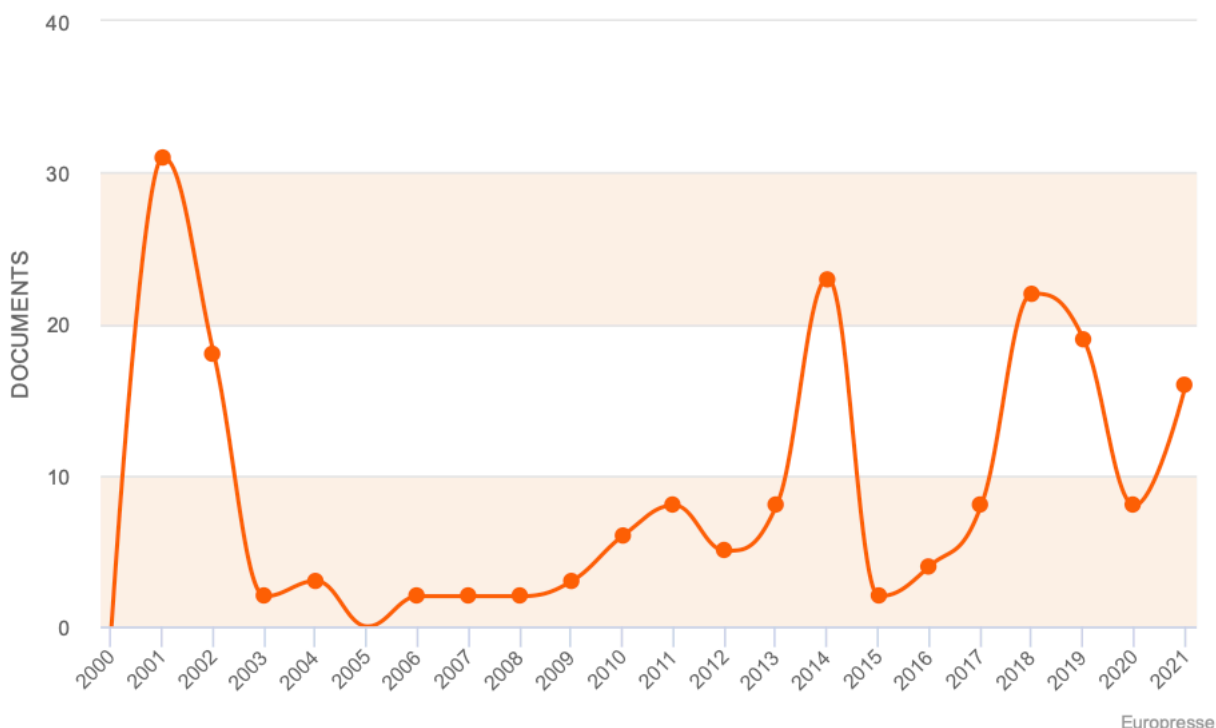


De plus, il est possible d'analyser le ou les pics médiatiques. Ces pics correspondent aux périodes où le sujet a le plus été traité par les médias. En analysant l'occurrence des termes recherchés, la plateforme affiche l'évolution de la couverture médiatique du sujet sur la période recherchée (graphique 2). Ces périodes font référence à des événements ayant pu modifier, faire évoluer, les discours véhiculés sur le sujet traité et de la même manière le faire gagner en visibilité dans les médias. Pour mieux comprendre la manière dont le sujet avait pu être discuté dans l'arène médiatique et ainsi mieux identifier la prostitution des mineur•es nous avons effectué une recherche documentaire correspondant à ces périodes.

Graphique 2 : Évolution de la couverture médiatique de la prostitution des mineur.es entre 2000 et juillet 2021

ÉVOLUTION

Pic médiatique : 16 documents le 15 novembre 2001



En effet, avant d'effectuer l'analyse textuelle de la thématique de recherche, il paraît pertinent de revenir plus en détail sur les événements marquants ayant pu participer à rendre plus visible le sujet de la prostitution des mineur.es dans les médias.

Dans un premier temps, la construction du corpus médiatique fait état de pics médiatiques faisant référence à deux réformes majeures concernant la prostitution ayant eu lieu en 2002 puis de 2016 à 2018.

Le premier pic médiatique fait référence à la loi du 4 avril 2002, précisant que « tout mineur qui se livre à la prostitution, même occasionnellement, est réputé en danger et relève de la protection du juge des enfants au titre de la procédure d'assistance éducative¹⁵ ». Les mineur.es prostitué.es font donc l'objet d'un nouvel arrêté qui leur confère le statut de victime. De plus, « la loi sanctionne lourdement les proxénètes et les clients des personnes prostituées de moins de 15 ans ».

Les clients qui ont recours à la prostitution des mineur.es sont désormais sanctionnés et le proxénétisme est considéré comme un crime aux yeux de la loi.

En 2007, la convention de Lanzarote, du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels vient renforcer la loi de 2002 dans une perspective européenne. « Elle impose la criminalisation de tous les types d'infractions à caractère sexuel perpétrés contre des enfants¹⁶ », incitant les pays européens à lutter contre le fléau de la prostitution des mineur.es et ainsi à prendre des mesures institutionnelles afin de limiter le phénomène.

En 2016, une nouvelle réforme concernant la prostitution pénalise tous les clients, (et non plus les clients ayant eu recours à la prostitution auprès de mineur.es) qui incrimine et prévoit la répression des infractions. De plus, la loi supprime le délit de racolage¹⁷. Concernant, les personnes prostituées, la loi prévoit désormais des mesures de protection et d'accompagnement des personnes en situation de prostitution, reconnues comme des victimes et non plus comme des personnes délinquantes et envisage des actions de prévention visant à sensibiliser sur les dangers de la prostitution.

En dépit, de la prohibition du phénomène, et des différentes réformes ayant eu lieu sur le sujet au cours du XXI^e siècle, la prostitution des mineur.es ne cesse d'augmenter. Un sujet traité par un grand nombre d'articles faisant référence au pic médiatique de 2018.

Dans ce contexte, un plan d'action, publié en 2021, a été élaboré par Monsieur A. Taquet – secrétaire d'état chargé de la protection de l'enfance – visant à « combattre la prostitution des mineurs et ayant notamment pour objectif de mieux appréhender les différentes formes de prostitution des mineurs et les leviers d'action pour mieux prévenir et agir plus efficacement¹⁸ ». En effet, la multiplication du phénomène donne à voir l'urgence de la prise en charge de la prostitution par les pouvoirs publics et accélère sa mise sur l'agenda politique.

2010-2014 : « l'effet Zahia » : les médias font état d'une augmentation de la prostitution des mineur.es en France

Le deuxième pic médiatique de notre corpus fait référence à ce qui est communément appelé « l'effet Zahia ». Dans son 5^{ème} rapport mondial sur l'exploitation sexuelle publié en 2019, la fondation Scelles identifie l'effet Zahia comme un facteur d'explication complémentaire d'entrée dans la prostitution¹⁹.

¹⁶ Convention de Lanzarote, 2007. Conseil de l'Europe.

¹⁷ Loi n° 2016-444 du 13 avril 2016 Legifrance.

¹⁸ Voir le rapport du groupe de travail sur la prostitution des mineurs. A Monsieur Adrien Taquet, secrétaire d'État en charge de l'enfance et des familles, 2021. https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_du_groupe_de_travail_sur_la_prostitution_des_mineurs.pdf

¹⁹ La fondation Scelles a pour objectif d'agir sur les causes et les conséquences de la prostitution en vue de sa disparition. (statut : reconnu d'utilité publique).



« Des adolescentes de 13 ou 14 ans, poussées par des copines, acceptent de se vendre ponctuellement pour s'acheter des vêtements ou un téléphone portable. On appelle cela « l'effet Zahia », en référence à Zahia Dehar, connue par une affaire de prostitution de mineure impliquant des joueurs de l'équipe de France de football, reconvertie en créatrice de mode, largement célébrée par les médias, symbole d'une prostitution « glamour ». Comme elle, ces jeunes filles rêvent de sortir de leur milieu et voient dans son parcours un modèle d'ascension sociale. C'est le résultat d'un mélange d'inconscience et de banalisation du commerce du corps. « Presque tout mon entourage faisait ça, a expliqué une adolescente victime au juge d'instruction, mes contacts sur les réseaux sociaux, on voit ça tout le temps, c'est devenu commun, ma copine m'en a parlé, et ça s'est fait » (Le Monde, 5 avril 2018) » ²⁰.

À la veille de la coupe du monde 2010, quatre célèbres footballeurs sont mis en examen. Ils sont accusés d'avoir été les clients d'une prostituée mineure, faits que la principale concernée confirme. L'affaire Zahia est alors très médiatisée

À la suite de ce scandale, Zahia Dehar, fait face à une ascension professionnelle et médiatique et profite de sa notoriété pour se lancer dans la mode et créer sa propre collection de sous-vêtements pour laquelle elle multiplie les partenariats. Son ascension sociale continue puisqu'elle sera, en 2019 – date à laquelle on observe un énième pic médiatique – à l'affiche du film "Une fille facile", dans lequel elle joue le rôle de ce qu'on pourrait appeler une michetonneuse. Elle a des relations sexuelles avec des hommes riches en échange desquelles elle se fait offrir des cadeaux. Sa notoriété médiatique ne cessera d'augmenter pour atteindre son apogée en 2014.

On peut penser que ces nombreuses apparitions médiatisées, mais surtout son ascension fulgurante, qui ont pour point de départ la prostitution, ont eu un impact sur la jeunesse de cette même génération et sur la perception qu'ont ces jeunes de la prostitution? En effet, de nombreux•ses adolescent•es ont pu la prendre comme modèle et se lancer dans des pratiques prostitutionnelles aspirant à bénéficier de cette même ascension sociale. Effet de glamourisation et de banalisation de la prostitution qui s'est opéré par « l'effet Zahia » présentée comme valorisante - non pas comme une victime, mais comme un modèle de réussite - et ceci d'autant plus puisqu'il ne s'agit pas de la prostitution de rue telle qu'on la connaît. La fondation Scelles voit dans l'effet Zahia une influence « chez de jeunes filles qui rêvent de sortir de leur milieu et voient dans son parcours un modèle d'ascension sociale. C'est le résultat d'un mélange d'inconscience et de banalisation du commerce du corps » (Fondation Scelles, 2019).

Depuis « l'effet Zahia », il y a eu comme une accélération du phénomène de la prostitution des mineur•es qui a pu participer à rendre plus visible l'activité prostitutionnelle dans les médias, mais aussi auprès de la jeunesse. Il y a donc eu avec « l'effet Zahia » un phénomène de médiatisation de la prostitution, participant, entre autres, à la progression de la prostitution chez les jeunes. Un constat qui se vérifie dans le corpus qui compte de nombreux articles sur le sujet.

2015-2018 : Apparition du terme « proxénétisme de cité »

Un autre phénomène lié à la prostitution des mineur•es, qui est apparu de façon exponentielle dans l'arène médiatique, est le proxénétisme des cités. Qualifié d'exclusivement français, le phénomène est apparu en 2015. Il fait référence à l'exploitation sexuelle des mineur•es par des délinquant•es de cités de grandes agglomérations. Ces proxénètes, souvent jeunes, recrutent leurs victimes dans les cités, sur Internet, ou encore dans les foyers de l'Aide sociale à l'Enfance, parfois via des jeunes, elles aussi dans une situation de prostitution. Souvent par l'intermédiaire de la séduction, ces jeunes inscrits dans des carrières délinquantes se servent de la vulnérabilité d'autres jeunes pour convaincre leur proie d'entrer dans la prostitution et n'hésitent pas à utiliser la violence.

Le 5ème rapport mondial sur l'exploitation sexuelle de la fondation Scelles estime que le proxénétisme de cité représente 20% de la traite humaine en France (Fondation Scelles, 2019). Un bilan sombre de la prostitution des mineur•es puisque la prostitution de rue a diminué - notamment en raison du covid19 - au profit d'une prostitution plus souterraine qui ne cesse d'augmenter.

Ces nombreux phénomènes, relayés par la presse, qu'ils soient de nature politique, médiatique, ou judiciaire, donnent à voir un premier portrait de la prostitution des mineur•es en France et dans une certaine mesure, son évolution législative et les différentes formes qu'elle revêt. Dans une large mesure, elle permet d'identifier les sujets qui ont le plus été relayés par la presse sur ces vingt dernières années, et permettant de mieux appréhender les résultats de l'analyse textuelle présentés ci-dessous.

Choix du corpus de texte

À l'aide de la plateforme Europresse – qui répertorie les articles de la presse locale et nationale depuis les années cinquante (voir encadré 1) – il a été possible de construire un corpus comportant 122 articles. Le choix du corpus s'est concentré sur les articles parus entre le début de l'année 2000, correspondant – à deux ans près - à la date où la prostitution des mineur•es est prohibée en France et juillet 2021. La prostitution n'étant pas un phénomène localisé, ce sont des articles nationaux et locaux qui ont été sélectionnés. Ainsi, nous avons différencié les articles concernant l'Île-de-France et ceux concernant le reste de l'hexagone afin d'identifier si oui ou non les discours avaient pu différer en fonction de la zone géographique. Plus encore, cette analyse textuelle, avait pour but de déterminer la façon dont les discours médiatiques relatifs à la prostitution des mineur•es avaient pu être modifiés au regard de l'accroissement du phénomène depuis le XXème siècle. Les termes, « prostitution des mineurs », « proxénétisme de cité » et « escorting » ont été sélectionnés afin de

couvrir le phénomène largement. Cela signifie que l'apparition des articles dans la recherche dépendait de l'utilisation d'au moins l'une de ces expressions, tant bien dans le titre de l'article que dans le corps du texte. Il s'agissait ensuite d'observer les types de langages utilisés en fonction de l'année de parution, du type de journal dans lequel ils avaient été publiés et de la localisation géographique.

Le regroupement des textes similaires ou l'analyse par classification hiérarchique descendante

Le logiciel Iramuteq (voir encadré 2), propose une analyse par classification hiérarchique descendante. Cette dernière permet de regrouper les textes les plus proches et de différencier les types de discours véhiculés (cf. tableau n° 1). Ce faisant, elle a dégagé quatre catégories de discours qui ont été nommées de la façon suivante : 1) les différentes instances qui traitent du phénomène 2) le parcours des personnes prostituées 3) contexte et lieu de la prostitution 4) le discours étatique de la prostitution des mineur.es.

ENCADRÉ 2 : MÉTHODE IRAMUTEQ

- Iramuteq est un logiciel d'analyse de textes et d'occurrence de mots. Il s'appuie sur le logiciel de statistique R
- Pics médiatiques du sujet traité (plus de 16 articles sur la même année) : 2001, 2002, 2014, 2018, 2020.
- 122 articles sélectionnés de 2000 à juillet 2021 (date de la création du corpus).
- Presse nationale et locale
- Termes utilisés (recherche dans le titre) : proxénétisme de cité, prostitution des mineurs, escorting.

Les variables :

- Différenciation entre la région Ile-de-France et les autres régions de France et les articles faisant référence au phénomène prostitutionnel à l'international.
- Année de parution de l'article
- Segments classés : 92% (plus les segments de textes sont élevés plus les articles sont en lien les uns avec les autres).

Le logiciel a permis de classer 92% du corpus sélectionné. Cela signifie, entre autres, que la grande majorité des articles est en lien les uns avec les autres. Parmi les quatre catégories créées, le logiciel a dégagé des classes qui vont de pairs, autrement dit, des discours généralement traités de manière dépendante les uns aux autres. Les discours 1 et 2 sont liés l'un à l'autre. Le premier discours fait référence aux différentes instances qui traitent de la prostitution, association, police, recherche tandis que le second s'intéresse aux parcours des personnes prostituées. Le troisième discours, est relié aux deux premiers et fait notamment référence au proxénétisme, et aux lieux de la prostitution (exemple : « appartement », « hôtel »). Quant à la dernière catégorie de discours, elle fait référence au traitement étatique de la prostitution, et est en lien avec la troisième forme de discours. En d'autres termes, cela laisse à penser que la judiciarisation en matière de prostitution des mineur.es a plus tendance à se concentrer sur les proxénètes que sur la prise en charge de victimes.

Ce sont les catégories du deuxième et du troisième type de discours qui ont le plus été traitées dans les médias, rappelant l'importance d'alerter l'opinion publique sur la situation, les conditions actuelles de la prostitution des mineur.es, l'emprise de certaines victimes, des violences subies notamment et plus généralement des réalités du terrain.

Le tableau ci-dessous permet de mieux comprendre le regroupement de textes et les catégories qui ont été traitées. Par ailleurs, il indique à quelle fréquence (%) le thème a été traité en fonction des autres thèmes représentés.

Tableau 1. Regroupement des textes en catégories de discours

<i>TYPES DE DISCOURS</i>	<i>DISCOURS 1</i>	<i>DISCOURS 2</i>	<i>DISCOURS 3</i>	<i>DISCOURS 4</i>
Dénomination du discours	Les différentes instances qui traitent de la prostitution	Le parcours des personnes prostituées	Contexte et lieu de la prostitution	Discours étatique de la prostitution
Pourcentage de traitement médiatique du corpus	24,1%	28,9%	28,2%	18,8%
Unités lexicales représentatives - mots qui sont le plus apparus (en fonction de l'importance du chi2)	Pays, France, nombre, association, phénomène chiffre, estimation, police, délinquance, tendance	Social, sexualité, violence, emprise, parcours, éducateur, conscience, témoigner, vivre, subir	Hommes, proxénétisme, hôtel, petit, nuit, passe, site, annonce, chambre, cité	Loi, pénal, amendement, amende, gouvernement, adopter, code, Jospin, texte, autorité
Périodes représentatives	2001, 2010, 2014, 2018	2015, 2020, 2021	2010, 2015, 2017, 2018	2001, 2002, 2016, 2018
Presses	Le Monde, Nouvelle République, AFP, Courrier de l'Ouest	Atlantico, L'Humanité, Sciences Hebdomadaires, La Voix du Nord, Ouest France, Midi Libre	Le Monde, Atlantico, La Dépêche, AFP, Ouest France, Libération, La Provence	Le Parisien, Libération, Le Monde, AFP, La Croix

Dans une perspective chronologique, il est possible de rapprocher les sujets traités en fonction des périodes durant lesquelles ils ont été le plus abordés. Le début des années 2000 a davantage été marqué par un discours politique (discours 4), faisant référence notamment à la réforme de la loi sur la prostitution des mineur•es de 2002, sur l'autorité parentale interdisant la prostitution des mineur•es évoquée précédemment. Un constat qui montre l'importance de la recherche documentaire menée au préalable de l'analyse textuelle. Par la suite, ce sont davantage les discours 1, 2 et 3 qui ont été traités, donnant à voir une réalité plus descriptive et factuelle de la situation des mineures prostituées en France, conditions de travail, violences subies, difficultés des parcours de ces adolescent•es ainsi que le rôle des proxénètes.

Par ailleurs, lors de la construction du corpus de texte, nous avons pu remarquer que les articles traitant du sujet de la prostitution faisaient référence à des lieux géographiques. Une majeure partie d'entre eux était centrée sur la Ville de Paris, raison pour laquelle nous avons isolé cette région. Parallèlement, nous avons différencié des articles faisant référence aux autres régions de France ou traitant de thèmes plus internationaux relatifs à la prostitution. Trois variables géographiques ont donc été retenues : Île-de-France, les autres régions de France et les articles faisant référence au phénomène prostitutionnel à l'international. Cette variable géographique a permis de dégager plusieurs constats. D'une part, les sujets relevant de la politique et des lois (discours 4) concernant la prostitution des mineur•es sont davantage centrés sur des journaux de la région d'Île de France (le Parisien, notamment). Ces sujets ont notamment été traités au sein du Sénat situé dans la capitale. Ségolène Royal, ministre de la Famille en 2001 à cette époque est citée de nombreuses fois, de même que Robert Badinter et Lionel Jospin à l'initiative de cette réforme.

De plus, et bien que le phénomène ait fait référence, au moment de son apparition, aux banlieues parisiennes exclusivement, il est intéressant de constater que le terme « proxénétisme de cité » apparaît de nombreuses fois dans des articles de la variable autres régions de France. On constate notamment, la Provence, le Nord, la Loire ou encore la Bretagne, d'après les faits relayés par la presse locale (la Provence ou encore la Voix du Nord). Dans le cadre du corpus utilisé pour l'analyse, il semble que le terme « proxénétisme de cité » ait commencé à être utilisé dans la presse en 2013. Terme qui est de plus en plus utilisé dans les médias depuis son apparition.

De la même manière, les articles locaux publiés dans des presses locales ont souvent désigné l'affaire Zahia pour aborder le sujet de la prostitution des mineurs, si bien qu'il s'agit de l'un des sujets ayant le plus été traité. Les articles en question utilisent l'affaire Zahia pour expliquer l'augmentation du phénomène prostitutionnel des mineur•es, effet qu'ils verraient comme un « modèle » auprès des mineur•es prostitué•es.

Enfin, les articles ayant mentionné des phénomènes prostitutionnels à l'étranger, ont davantage abordé le travail des associations internationales relatives à la prostitution infantile, l'exploitation sexuelle des mineur•es, le tourisme sexuel ou encore des effets du commerce mondial de la pornographie, donnant à voir une vision plus globale du phénomène prostitutionnel des mineur•es.

Apport de l'analyse textuelle

Les principaux résultats de l'analyse textuelle peuvent être résumés comme suit.

L'analyse a permis d'identifier les grandes réformes de la prostitution des mineur·es, pour la plupart relayées par les médias.

D'une part, il a été possible d'identifier un ensemble d'événements appelé « effet Zahia » qui semble à l'origine d'une certaine banalisation de la prostitution des mineur·es dont l'intensification de la couverture médiatique a pu participer à diffuser le sujet auprès des jeunes. Mais cette plus grande visibilité dans les médias a aussi participé à ouvrir le débat public sur le sujet.

De plus, le terme « proxénétisme de cité » n'est pas spécifique, comme les premiers emplois du terme laissent à penser, à la région parisienne. Il s'agit plutôt d'un phénomène global puisque de nombreuses affaires relayées par la presse utilisant ce vocable sont survenues dans d'autres régions de France.

En outre, la proximité du discours du troisième et du quatrième discours faisant respectivement référence au lieu de la prostitution et au traitement étatique de la prostitution laisse penser que la judiciarisation en matière de prostitution des mineur·es a davantage tendance à se concentrer sur le traitement des proxénètes que sur la prise en charge de victimes.

Enfin, les discours médiatiques de ces dernières années se sont plus orientés sur des cas de violences subies dans le cadre de la prostitution : séquestration, multiplication des passes, cherchant à alerter l'opinion publique sur la réalité de la prostitution des mineur·es en France et à donner à voir la multiplication du phénomène et ainsi l'urgence d'agir.

CHAPITRE 3

— — Parcours d'inscription dans les conduites à risque prostitutionnelles

— Facteurs sociaux et personnels favorisant l'inscription dans ces pratiques

L'engagement dans les pratiques prostitutionnelles doit se penser en termes de cumul d'un certain nombre de facteurs dits de vulnérabilité, c'est-à-dire fragilisant l'adolescent·e dans son estime de soi et dans son discernement. Ces facteurs sont à la fois sociaux, c'est-à-dire liés à l'environnement socio-économique, mais aussi plus personnels dans la mesure où ils s'appuient sur des troubles psycho-affectifs divers, souvent engendrés par des malveillances ou des violences subies.

Il faut néanmoins rester prudent et ne pas faire un lien de cause à effet trop systématique de ces facteurs afin d'éviter les écueils du misérabilisme. De nombreux jeunes connaissent des situations socio-économiques ou familiales comparables à celles des jeunes qui entrent dans ces pratiques, sans pour autant faire de même, et seule une minorité s'engage dans les conduites à risque prostitutionnelles. Enfin, certain·es jeunes connaissent des conditions de vie et des trajectoires scolaires plus convenues, et pourtant s'inscrivent dans ces conduites.

Un environnement familial paupérisé et des parents débordés

Dans les échanges, autant avec les jeunes qu'avec les professionnel·les, la précarité socio-économique des familles d'origine est régulièrement soulignée. Elle rend les adolescent·es fragiles face aux sirènes de la société de consommation, crée des sentiments de frustration. La condition socio-économique apparaît donc comme une trame de fond pouvant contribuer à favoriser l'entrée dans des conduites prostitutionnelles.

La précarité économique est souvent couplée à une situation familiale compliquée : mères élevant seules leurs enfants, conflits conjugaux entre les parents ou des conditions de logement précaires ou insalubres. Les situations des adolescentes montreuilloises évoquées sont toutes marquées par des conditions sociales et familiales précaires dues à diverses raisons.

« Quand tu as des mamans qui partent à 6 heures du matin et qui prennent le premier RER ou qui rentrent à 22 heures. Elle peut avoir la meilleure volonté du monde. Elle punit son enfant ? Elle va payer une nounou ? Elle va payer quelqu'un pour accompagner ses enfants en activité ? Non, elle n'a même pas le temps de suivre la scolarité de son mioche. C'est pour ça que je te parlais de précarité. Les parents n'ont pas le temps, n'ont pas les moyens de s'organiser pour cette surveillance et cet accompagnement ».

Service de la Jeunesse, entretien collectif, étude Montreuil

La précarité économique va souvent de pair avec un cadre familial peu structurant. Les adolescentes sont très tôt confrontées à des réalités d'adultes avec l'obligation d'acquiescer une autonomie sans pour autant être préparées et outillées à celle-ci. Elles grandissent dans un environnement dans lequel elles doivent se débrouiller seules sans l'aide et la protection parentale. Une conseillère principale d'éducation (CPE) relate plusieurs situations :

« Dans les situations rencontrées, les parents sont des mères seules. Les mères sont très absentes, avec une incapacité à poser un cadre cohérent « un coup c'est oui, un coup c'est non ». Les filles sont livrées à elles-mêmes, dès l'école primaire. Les filles sont en échec scolaire. Elles sont déjà repérées lors de la commission de passation en CM2. Les parents demandent aux filles d'être autonomes sans leur donner les clés de l'autonomie. Ils sont issus d'un milieu social précaire financièrement, mais pas culturellement. Par exemple, la mère de C. est danseuse et le père chorégraphe.

Pour A. elle a vécu avec ses grands-parents. Elle a été abandonnée par sa mère dès sa naissance et confiée à sa grand-mère. La mère est partie rejoindre un homme en Belgique. Ils ont fait de la prison là-bas. Le père est absent. La grand-mère a menti à sa petite fille en lui disant que sa mère était décédée. Lorsque A. a compris le mensonge de sa grand-mère, il y a eu une cassure. A. n'a pas compris l'abandon de sa mère. C'est à ce moment qu'il y a eu un basculement. Sa mère est revenue. Elle a été très violente vis-à-vis de sa fille

Pour N. et D., les mères sont déficientes intellectuelles sans avoir jamais été repérées, ni signalées par l'éducation nationale. Elles sont éloignées des logiques scolaires. D. a compris que sa mère ne pouvait l'aider dans ses devoirs. Toutes les mères se sont présentées aux convocations du collège. La mère de D. appelle

toutes les deux semaines. Elle nous dit « j'ai très peur. Je sais que D. traîne avec des filles ». Elle entend mon discours sur le sujet. « Ah beh moi, j'ai dit qu'elle sort pas, mais elle sort. Elle m'écoute pas ».

Dans la vision des parents, les filles sont déssexualisées. Leurs craintes dans la rue sont l'agression, l'alcool. Personne ne les attend nulle part. Elles font ce qu'elles veulent. Il n'y a personne qui les protège. En fait, les filles vont pousser à bout leur mère pour qu'elle les voie. Elles attendent de leur mère une réaction.

Malgré les actes posés par les filles, les mères n'ont aucune réaction. « Je veux juste que ma mère me regarde ». ».

CPE collège, comité de recherche, étude Montreuil

Dans beaucoup de familles, le père n'est pas régulièrement présent ou du moins ne joue pas son rôle de père. Katia Baudry, dans sa thèse de doctorat, évoque la figure du père dont « la fonction serait d'énoncer la loi, de poser des limites, des interdits, des barrières » afin que « les filles résistent aux tentations extérieures et surtout au pouvoir de séduction des garçons ». Ainsi, elle présente quatre modèles de père rencontrés dans le cadre de son étude dans un quartier populaire auprès des adolescentes et de leur famille : « le père absent physiquement et moralement », « le père absent physiquement mais présent moralement », « le père présent physiquement mais absent moralement », « le père présent physiquement et moralement ». De ces quatre modèles, les trois premiers évoquent une image paternelle défaillante soit en termes d'absence de présence physique liée à une séparation avec la mère, soit en termes d'absence de relations éducatives et affectives avec les enfants ou soit les deux ensembles (Baudry, 2017).

Les professionnel·les constatent également l'absence de dialogue autour du thème de la sexualité, sujet tabou dans un grand nombre de familles, notamment dans les familles immigrées originaires du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne. Certain·es professionnel·les font aussi plus explicitement référence au décalage existant entre la culture des parents immigrés et celle des enfants, nés et grandis en France, susceptible de provoquer des tensions entre les deux générations.

Il y a une différence entre les familles monoparentales dont les mères sont nées et grandiées en France et celles nées et grandiées hors France. Pour les premières, elles peuvent parler sexualité ou non mais le rapport à l'extérieur est différent. La fille peut demander à dormir chez une copine, la mère n'appellera pas pour avoir des informations complémentaires. Pour les secondes, la sexualité est un sujet tabou voire dangereux et la fille ne doit pas sortir. Pour les familles où le père est présent avec un cadre rigide et traditionnel (selon la culture d'origine), la fille va trouver un interstice pour contourner ce cadre »

Service de la Jeunesse, entretien collectif, étude Montreuil

Les frustrations engendrées par la société de consommation

Pour les professionnel·les et les jeunes rencontré·es dans le cadre de l'étude, « michetonner » ou « faire l'escorte » permettrait d'accéder à des biens matériels inaccessibles aux jeunes issus de familles des classes populaires résidant dans les quartiers prioritaires de la ville. Leurs parents, par leurs faibles ressources, ne peuvent répondre à leurs attentes en matière d'argent, de luxe, d'accès à des endroits chics (restaurants, bars, boutiques de marques de luxe).

« En fait, moi, pour ma génération (collège en 2012), c'est plus... on pouvait le constater au collège, les filles sont attirées par le matériel c'est-à-dire les voitures, les motos, les quads. Déjà ça, c'étaient des facteurs pour la michetonnerie. Le fait de monter dans une voiture avec un garçon, la nana était déjà côté...

F1

– ah, c'était valorisant pour elle ?

« À l'époque quand on dit qu'elle appréciait qu'on vienne les chercher en voiture, comme disait P., elle était en ensemble Lacoste avec un petit pull qui cachait les fesses. Mais aujourd'hui, y a tellement de leviers. Le michetonnage se contente pas de ça. C'est qu'elles ont besoin de plus. Elles ont besoin de plus. Elles ont plus besoin qu'on vienne les chercher. Aujourd'hui, elles veulent des sous »

H2

« C'est ça que vous n'avez pas capté. Elles veulent des sous. Elles ont plus besoin du mec pour poser. Elles sont quand même en boîte avec ceux qui ont posé des bouteilles, mais maintenant vous pouvez trouver une bande de petits raclis qui posent leurs bouteilles. »

H1

Avant y avait un besoin. Aujourd'hui c'est, j'ai besoin de faux cils, je vais michetonner parce que c'est pas ma mère qui va les payer. J'ai besoin de michetonner pour avoir mon petit sac à main.

F1

– j'ai besoin de michetonner... ?

oui j'ai besoin de michetonner pour un petit sac où les cahiers d'école ne rentrent pas. Mais j'ai besoin de ce sac à main là. C'est-à-dire que les nanas ont 3000 balles sur elles pour aller au lycée, voire même au collège. Faut se payer ... c'est l'émancipation financière. A un moment, tu faisais le lien avec le deal, beh oui il y a l'émancipation par le deal des garçons. Il y a un parallèle, même si certains ne sont pas d'accord. »

F1

Service de la Jeunesse, entretien collectif, étude Montreuil

Dans la culture juvénile contemporaine, le sportswear de certaines marques (Nike, Lacoste...) est de mise et certains codes de beauté se développent notamment du côté des filles (maquillages, coiffures, ongles...). Ceux/celles qui ne peuvent pas participer se sentent exclu·es, voire marginalisé·es, et n'ont pas toujours la force de se créer leur propre groupe avec des codes différents.

Leurs parents occupent des emplois fortement dévalorisés qui ne leur permettent, ni de vivre confortablement, ni de participer pleinement à la société de consommation. Les jeunes vivent cela comme une double frustration : avoir des parents mal considérés et exploités et ne pas pouvoir suivre les sirènes de la consommation. Ceci peut être ressenti comme d'autant plus frustrant que la réussite scolaire n'est pas au rendez-vous et ne permet pas de se projeter dans un avenir meilleur.

L'influence néfaste des réseaux sociaux et des télérealités

À l'adolescence, l'identité de soi et les repères socio-culturels ne sont pas stabilisés. Quand l'influence de la famille est faible ou agit comme un repoussoir, les jeunes ont tendance à s'orienter par rapport aux autres jeunes de leur âge. Le groupe d'appartenance est perçu comme protecteur, mais impose lui aussi ses codes. Ressembler aux copains et être à la mode sont plus importants que tout. Cela passe par des styles vestimentaires et des comportements proposés dans les clips vidéo de musique, des tutoriels proposés par des influenceurs sur YouTube et des séries télévisuelles à destination des jeunes.

Depuis une dizaine d'années, la jeunesse s'est appropriée un nouveau mode de communication via des réseaux sociaux comme Snapchat, Instagram, WhatsApp, YouTube et d'autres. Les jeunes communiquent 24 heures sur 24 avec leurs amis à l'insu de leurs parents qui souvent ne connaissent ni les amis en question, ni les sujets de discussion.

S'est développée aussi depuis quelques années toute une culture des émissions de la télérealité, très suivies par les jeunes et proposées sur des horaires de la journée correspondant à la fin de la journée scolaire. Les personnages mis en scène fascinent par leurs apparences physiques, leurs tenues et surtout leurs modes de vie.

Sans soucis matériels, familiaux ou professionnels, la « belle vie » des acteurs tourne qu'autour des questions liées à leur apparence et des intrigues entre amis. Ces télé-réalités fonctionnent comme une échappatoire par rapport à la réalité économique et sociale dans laquelle évoluent les adolescent·es des quartiers populaires. Si beaucoup de jeunes parviennent à regarder ces émissions avec une certaine distance, sachant faire la distinction entre rêve et réalité, d'autres, plus fragiles, sont plus vulnérables.

Ces adolescent·es, malmené·es dans leur enfance, insuffisamment encadré·es par leurs parents, n'ont pas appris à attendre et à se construire une vie pas à pas. Ils et elles s'identifient très vite à une vie d'adulte et s'orientent non pas par rapport à leur âge, mais par rapport au monde des adultes. Ils et elles sont attiré·es par l'argent qui représente en tant que telle la réussite. En ce qui concerne les filles plus particulièrement, elles s'identifient à des icônes féminines plus âgées et peuvent adopter des attitudes d'hyper-sexualisation (habillement dénudé soulignant les formes, escarpins à hauts talons et maquillage ostentatoire).

Un rapport difficile à l'école

Les professionnel·les constatent avec regret que l'école n'est plus synonyme de réussite. Elle ne remplit plus la promesse d'une ascension sociale, notamment pour celles et ceux qui ont des résultats scolaires moyens. Certains jeunes se tournent ainsi vers des solutions en dehors du système scolaire, par exemple le michetonnage pour les filles et le trafic de stupéfiants pour les garçons.

Certains jeunes, surtout ceux issus des milieux sociaux marqués par la précarité sociale et familiale décrite plus haut, rencontrent des personnes dans leur entourage proche (famille et amis) porteurs d'un discours défaitiste évoquant la difficulté à trouver du travail même avec un diplôme en poche. Ils sont conscients que le système de sectorisation implique que les élèves sont affectés au collège de secteur, sauf si la famille fait une demande de dérogation ou inscrit leur enfant dans une école privée. Un sentiment d'injustice s'installe chez les jeunes et leur fait perdre tout espoir dans l'école.

« Ils sont conscients qu'on ne les sortira pas de là. Par le jeu des options, il existe des classes ghettos ».

CPE collègue, comité de recherche, étude Montreuil

Dans de nombreuses situations évoquées, les adolescentes étaient en échec scolaire avec une forte difficulté à se projeter dans l'avenir corrélé à une précarité économique familiale. Les professionnel·les de l'Éducation nationale, notamment au collège, ont repéré différents signaux d'alerte chez des filles s'inscrivant dans les conduites prostitutionnelles, tels qu'une chute des notes, suivi d'un absentéisme, accompagné d'une agressivité vis-à-vis des adultes (professeurs, AED, CPE).

« Le signal d'alerte est l'absentéisme scolaire. Une fois ce constat fait, les parents sont convoqués. Majoritairement, ils ne viennent pas aux convocations, ni ne répondent aux appels téléphoniques. Pour les parents aussi, le rapport à l'école est difficile ».

CPE collège X., comité de recherche, étude Montreuil

« Ce que j'ai pu identifier comme signes d'alerte est tout d'abord l'échec scolaire (cliché des filles en réussite scolaire), puis une attitude violente vis-à-vis des enseignants. Elles sont exclues des cours ».

CPE collège XX., comité de recherche, étude Montreuil

Violences intrafamiliales et traumatismes psychologiques

Un autre facteur qui entre en ligne de compte est celui des violences intrafamiliales subies, responsables de traumatismes psychologiques qui font perdre aux jeunes la confiance en leur environnement familial et contribuent à ce qu'elles s'en détournent. Ainsi, les professionnel·les ont observé que dans de très nombreux cas les adolescentes ont subi des événements traumatiques en amont de la pratique prostitutionnelle.

Certaines éprouvent un sentiment d'abandon de la part de leurs parents, notamment par les mères, quand celles-ci ne prennent pas position en s'interposant face au père contre des actes de violence.

La mère explique que « Manon ne veut pas qu'un garçon la touche. C'est sans doute à cause de ce que son père lui a fait ». Son père était violent et a déjà frappé sa fille. La mère ne s'est jamais interposée face à ce père violent, ce que lui reproche sa fille et ce qui a provoqué les fugues ».

CPE collège XX., comité de recherche, étude Montreuil

Un des traumatismes abordés concerne notamment celui de l'agression sexuelle subie dans le cadre familial ou dans le groupe des pairs. Toute agression sexuelle, d'autant plus quand elle n'est pas prise en charge, entraîne une dévalorisation de soi ou du moins une représentation dégradée de soi, pouvant conduire les adolescentes à terme vers des conduites prostitutionnelles. Il est toutefois important de signaler que toutes les filles victimes de viol ne basculent pas pour autant dans ces conduites. Souvent, c'est plutôt le cumul de situations traumatiques sans être prises en charge qui peut amener des conduites à risques.

Les groupes d'interconnaissance dans un même quartier peuvent exposer les filles à des logiques de soumission à l'ordre masculin assez sournoises dont elles prennent conscience qu'a posteriori.

Déjà quand tu habites dans une cité, on se connaît tous et en plus, on s'est vu grandir. Toi que tu as vu grandir d'autres donc au final, cela devient un cercle vicieux. Ça veut dire que certains vont te dire tu es ma sœur parce qu'ils veulent garder un œil sur toi, parce que tu leur plais bien, mais ils ne peuvent pas parce que tu es trop jeune. Donc le meilleur moyen de t'avoir sans t'avoir c'est de dire t'es ma sœur. Nous, connes qu'on est, pour nous c'est on ne va pas dire, on va sortir avec lui. Pour nous, il est plus grand que nous alors jamais. On va toujours se rabattre sur des mecs de notre âge qui font les mêmes bêtises que nous. Après tu es dans un truc où tu te dis, tu commence à grandir un peu et tu vois tes copines sortir avec plus grands qu'elles et que le mec qui te dis « tu es ma sœur, tu es ma sœur », commence à avoir des attentions qu'il n'avait pas auparavant : des petits cadeaux qu'il ne t'a jamais donnés avant. Toi, tu es dans le déni, en plus t'es contente qu'un grand s'intéresse à toi. Quand tu es avec tes copines et il te dit viens et il te donne de l'argent. Pour toi, c'est super. Tu es dans le déni total. Il est comme ton frère. Le jour où il aura envie de toi et tu ne voudras pas, ma cocotte, je te conseille d'être en public parce que tu ne vas jamais sortir de là et que même s'il est en train de te violer et qu'un pote à lui vient et qu'il sait qu'il est en train de te violer, il partira comme s'il n'a rien vu. Et tu es toute seule et il va se moquer de toi. Et à partir de ce moment-là, tu vas dire quoi à qui. Parce que tu vas parler, tu vas parler, entre ceux qui ont le « seum » [être frustré, énervé, avoir la rage] contre toi et qui vont t'insulter de pute parce que tu l'auras cherché. Et ceux qui vont se dire mais en fait, il est sérieux lui qui disait que c'était comme sa petite sœur. Ils ne vont jamais aller le voir pour lui dire ça. Et toi en tant que personne, tu es une « nia » (naïve). Personne ne va te croire. Quand tu es un mec dans la cité, on ne va jamais te parler directement.

Entretien avec B, 18 ans, SSA1, étude ASE

Les quatre études ont toutes permis d'identifier ces quatre facteurs qui se cumulent ou s'imbriquent. Une situation de précarité socio-économique avec une situation familiale difficile apparaît comme une condition sociale favorisant le manque de confiance dans l'école et l'attrance du gain facile pour se procurer des biens de consommation, synonyme de signes de richesse. Les traumatismes liés aux violences subies détériorent l'image de soi et peuvent contribuer à entrer dans les conduites à risque prostitutionnelles.

L'étude ASE et l'étude Haut-Rhin ont révélé de manière plus exacerbée les carences affectives et les traumatismes subis par des adolescentes qui s'inscrivent dans les conduites à risque prostitutionnelles. En effet, les adolescentes accueillies sont toutes là parce que leur milieu familial à divers titres n'est pas en mesure de les prendre en charge. Les adolescentes qui s'inscrivent dans les pratiques prostitutionnelles apparaissent parmi les autres jeunes accueillies comme étant plus particulièrement traumatisées.

Parcours de P : de traumatismes en traumatismes

Née au début des années 2000 dans un département français d'outre-mer, P est l'aînée d'une grande fratrie (issue de pères différents). Elle subit un viol sur le chemin de retour de l'école. Elle se confie à sa mère qui se rend à la police. Celle-ci ne prend pas au sérieux le récit de l'adolescente et lui refuse donc de fait le statut de victime. À partir de ce moment-là, elle commence à ne plus aller en cours et à faire des bêtises. Sa mère décide, alors, de l'éloigner et la famille part pour la métropole lorsque P à 12-13 ans. P n'a jamais accepté le choix de sa mère d'avoir émigré. En France, le nouveau compagnon de sa mère était violent et maltraitant (punitions) envers elle. La mère n'arrivait pas à la protéger de cette violence. P est alors confiée à l'ASE. Elle a connu l'accueil dans deux SAUO et deux foyers ensuite.

Lors de son placement, elle est partie à la Gare du Nord avec des jeunes. Un homme s'est approché d'elle. Des agents de police sont arrivés. L'homme a pris peur « j'ai de la coke sur moi, il faut que tu la gardes pour moi ». Elle est rentrée au foyer avec la coke qui plus tard lui aurait été dérobée dans le foyer. Pour rembourser la perte de la marchandise, l'homme l'a emmené dans les rues de Paris où elle devait faire des fellations, dans les toilettes. Elle a dit qu'elle était mineure mais cela n'a rien fait.

Dans un autre foyer, elle a rencontré une fille qui l'a entraînée à poursuivre ces conduites prostitutionnelles. Elles fuguèrent ensemble. Cette fille avait un mac que P n'a jamais vu. P était sous l'emprise de cette fille : « tu dis ce que tu acceptes de faire et tu te fais payer avant » qui gérait les bénéfices de la prostitution.

P n'avait jamais l'argent de ses passes « oui, mais tu comprends, l'argent sert à te nourrir ». Elle avait le droit de sortir sur des courtes distances.

Pour les longues distances, il y avait toujours d'autres filles avec elle. Elle faisait quelques passes en plus, si le besoin d'argent était plus important. Elle a eu plusieurs hébergeurs dont un homme qui lui louait sa chambre dans un Foyer Jeunes Travailleurs.

Une fois P a disparu pendant neuf mois, pendant lesquels elle n'a pas donné de nouvelles. C'est à la suite d'un malaise qui la mène à l'hôpital, qu'elle arrête ses activités.

Les analyses sanguines ont démontré qu'elle avait pris de la cocaïne et d'autres substances. Elle appelle sa mère et une éducatrice du foyer part la chercher dans une ville de province. Une plainte (2017) sera déposée dans un commissariat du 93 mais, elle aurait été perdue. Alors, les éducateurs de la circonscription ont dû accompagner la jeune dans la compréhension de cette décision. Elle l'a vécu comme une injustice « ils s'en foutent ».

Quand elle arrive à la structure, elle accepte de redéposer plainte. Son audition dans un commissariat du 93 durera 7 heures. À son retour, P s'est remise à fumer du cannabis et à sortir de plus en plus, alors qu'avant, elle faisait sa chambre, mangeait, allait à l'école de la deuxième chance, avait fait un stage en cuisine. Elle ne se rend pas aux rendez-vous du suivi psychologique mis en place pour elle, n'accepte pas les offres des professionnel·les pour prendre soin d'elle. Elle a eu 18 ans récemment, donc P a quitté le foyer pour une fin de prise en charge sans avoir pu obtenir un contrat jeune majeur. Elle vit chez sa mère aujourd'hui.

Récit reconstitué grâce aux témoignages SA1 et Circons1, étude ASE

Pour certaines adolescentes, ces faits ont eu lieu bien antérieurement à l'entrée dans les pratiques prostitutionnelles, pour d'autres, notamment pour celles encore très jeunes, elles ont été traumatisées pour avoir assisté à des « passes » en spectatrice sans avoir des notions concernant l'acte sexuel en tant que tel. Pour d'autres encore, la première passe constitue en soi un événement traumatique. Certaines jeunes n'ont pas d'expériences sexuelles libres et consenties avant de se prostituer. Elles peuvent avoir une méconnaissance de leur corps ou des mots adéquats pour parler de sexualité. Elles sont d'emblée confrontées à un langage et à des pratiques tirés de la pornographie et subissent des actes sexuels contraints (ACPE, 2020-21, p. 58).

Muriel Salmona, psychiatre et spécialiste dans la prise en charge des victimes de violences, rappelle que les violences sexuelles, notamment lorsqu'elles ont eu lieu pendant l'enfance, ont des répercussions les plus graves sur la santé mentale et physique à court, moyen et long terme (Salmona, 2019, p. 28 et p. 31). Malheureusement, ces conséquences traumatiques sont encore très mal connues et surtout mal prises en charge (Salmona, ibed.).

L'état de stress post-traumatique, défini depuis 1980 dans le Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorder (DSM III) tarde pourtant à être reconnu : les soignant.es ne sont pas formé.es, le dépistage encore pas assez systématique. Ces dernières années, les violences sont enfin reconnues comme problème majeur de la santé publique.

En 2019, 10 unités de soins pluridisciplinaires du psycho-traumatisme ont été créées, mais il en faudrait au moins 100, selon Muriel Salmona (2019, p. 51).

Des témoignages d'éducateurs/trices présentés en annexe n° 3 relatent leur consternation face à des pratiques prostitutionnelles d'une adolescente (F12) accueillie dans le foyer dans lequel ils/elles travaillent. Elle est décrite comme fragile et nerveuse, mais tout de même agréable et polie, suivant assidûment et réussissant son CAP dans la vente. Deux des témoignages font rapidement état de violences sexuelles dont elle aurait été victime avec d'autres jeunes de son âge en été 2019. Les témoignages ne mentionnent pas comment ces violences ont été prises en charge, les éducateurs apprennent seulement par le juge et la police que cette jeune a été interceptée en train de se prostituer en 2020.

Annexe 3, témoignages 1 et 2

Sans connaître des proportions réelles, il est assez probable que les adolescentes inscrites dans les conduites à risque prostitutionnelles souffrent d'un **syndrome de stress post-traumatique** plus ou moins chronique. Il s'agit d'un mécanisme neurobiologique que Muriel Salmona décrit dans son ouvrage de 2015. Comme dans toute situation de grande mise en danger ou d'extrême violence se produit une sorte de « court-circuit » dans le cerveau qui mène à une anesthésie émotionnelle et physique des victimes et l'apparition de symptômes dissociatifs. Du fait de ce mécanisme, la victime est également privée de ses capacités de réflexions et d'analyse et se trouve livrée à son agresseur (ACPE, 2020-21, p. 61). Les victimes sont amenées à revivre de manière récurrente les instants de terreurs et de douleurs qu'elles ont endurées avec les mêmes émotions et les sensations physiques dans des rêves, souvenirs ou flash-backs.

Pour éviter la résurgence de cette mémoire traumatique, les victimes mettent en place des stratégies d'évitement et de contrôles, et parmi elles des manières de s'anesthésier émotionnellement grâce à des conduites dissociantes notamment en consommant des drogues ou en adoptant d'autres conduites à risque, dont des situations prostitutionnelles (Salmona, 2012, 2019).

Il est 22h30, nous sommes dans la cuisine et tu nous as prévenus que tu allais partir en fugue. Il est difficile pour moi à ce moment de me dire qu'il faut te laisser partir, d'autant plus quand je comprends ce que tu vis à l'extérieur du foyer. Tu as revêtu ton « costume », habits moulants, beaucoup de parfum et surtout ton rouge à lèvres rouge. Ce jour-là, je décide de t'accompagner jusqu'au portail du foyer, et c'est là, au moment où tu vas partir que tu commences à me parler. Tu m'expliques quels produits tu prends, quels produits tu as déjà pris, et sans me le dire, tu m'expliques que tu es obligée de t'anesthésier le cerveau pour pouvoir te prostituer.

Témoignage n° 4, ES n° 1, étude Haut-Rhin

Parmi les multiples troubles d'anxiété, de colère, de culpabilité, de honte, voire d'autodestruction, retenons surtout que ces troubles dissociatifs correspondent à des signes de dépersonnalisation vis-à-vis de soi-même. Ce sont des expériences persistantes d'un sentiment de détachement, d'être l'observateur extérieur de ses processus mentaux et corporels. La personne se vit comme dans un rêve et a du mal à situer son environnement immédiat lui permettant de supporter son mal-être. L'ACPE fait remarquer à juste titre que dans une situation de sécurité, les mécanismes d'anesthésie s'estompent. La réponse émotionnelle est alors pleinement active et la souffrance mentale et physique se fait sentir. En revanche, lorsque la victime est en présence de ses agresseurs, de personnes qui lui font mal ou peur, la mise en danger est telle que la réponse émotionnelle est éteinte par les hormones. La victime se sent donc mieux dans les situations de danger que dans des contextes sécurisants (ACPE, 2020-21, p. 64-65).

Concrètement, ce mécanisme peut expliquer pourquoi les adolescentes ayant des pratiques prostitutionnelles ont comme le besoin d'y retourner tout le temps, au point que certains éducateurs/trices parlent « d'addiction à la prostitution ». Il y a l'appât de l'argent, mais au-delà il y a le besoin d'anesthésier la souffrance.

Longtemps j'étais très perdue, parce que je n'arrivais pas à comprendre ce qui se jouait, je m'explique. J'avais l'impression que lorsque F12 ne pouvait pas se prostituer à cause du Covid et des réglementations, elle avait mauvaise mine et elle semblait dépitée. Et, dès qu'elle pouvait à nouveau se prostituer, elle semblait souriante et motivée, alors j'en ai parlé au GAP²¹. Une des hypothèses émises par le psy serait liée au psycho-traumatisme du viol et pourrait être une façon illusoire de reprendre le pouvoir sur les hommes et la sexualité.

Récit reconstitué grâce aux témoignages SA1 et Circons1, étude ASE

Pour conclure cette première analyse en termes de facteurs sociaux et personnels, il est intéressant de constater qu'aucun facteur n'agit seul. Ni les conditions socio-économiques précaires, ni des situations familiales monoparentales ou recomposées, ni les réseaux sociaux ou les émissions de télé-réalité sont en tant que telles responsables d'une dérive vers des conduites prostitutionnelles. Ce sont les dysfonctionnements familiaux, comme les carences affectives et les maltraitances qui constituent le terreau favorable. S'il est dans les faits possible qu'une adolescente soit victime quasiment à son insu, il est néanmoins probable que le dysfonctionnement familial y prédispose. S'il est en plus associé à des expériences traumatiques d'abus sexuels dans la famille ou des viols par des pairs, les adolescentes construisent un rapport à leur corps dégradé et dissocié qui semble les inciter à s'approcher de milieux déviants favorisant ces conduites.

Cependant, toutes les adolescentes qui se livrent à des pratiques prostitutionnelles n'ont pas été abusées dans leur enfance, mais il est tout de même probable que leur équilibre familial a été perturbé ou leur estime de soi altérée. Ces deux facteurs peuvent les rendre plus vulnérables face à des prédateurs en habits de lover-boys ou les amènent à chercher des entre-soi avec des pairs les rassurant et les réconfortant.

— Éléments de parcours prostitutionnels adolescents

Un deuxième volet d'analyse a consisté à mieux saisir les parcours d'engagement des adolescent·es dans les conduites prostitutionnelles. Le parcours prostitutionnel adolescent s'inscrit dans le temps, il comporte plusieurs étapes et il engage différents acteurs et lieux. À la suite de conflits répétés à la maison, des disputes ou violences subies avec l'un ou les deux parents, les adolescent·es cherchent à s'éloigner du milieu familial. Elles et ils sont plus attiré·es par l'univers de leurs pairs et celui présenté par les différents médias dans lesquels se font aussi de nouvelles rencontres. Ce phénomène est d'autant plus prononcé que l'adolescent·e ne se sent pas reconnu·e, aimé·e, existé·e à la maison ou qu'il/elle n'atteint pas les résultats scolaires attendus. Son développement personnel ne lui permet pas encore de réfléchir mûrement aux conséquences de ses actes. Les filles comme les garçons sont tentées par des conduites à risque. Au-delà de spécificité, la prostitution n'est qu'un parcours à risque parmi d'autres, son entrée se fait progressivement. Certain·es, par des circonstances particulières, parviennent à garder la pratique cachée ou à la pratiquer de manière occasionnelle, d'autres s'inscrivent pleinement dedans, sans perspective d'en sortir.

Les récits des professionnel·les et des adolescentes nous ont permis de retracer ce parcours et d'étayer l'hypothèse d'une pratique prostitutionnelle protéiforme qui tranche avec les formes traditionnelles de la prostitution de rue. Nous allons suivre ce parcours en débutant par les différentes manières d'entrer en prostitution pour poursuivre avec une analyse des modes de recrutement des proxénètes.

Les multiples portes d'entrée à la prostitution

Il n'y a pas une seule manière d'entrer dans la prostitution, mais toujours des liens avec d'autres jeunes ou adultes déjà inscrits dans la pratique, voire dans les réseaux de prostitution, des filles comme des garçons. Les différentes études menées révèlent avec force l'importance des pairs. L'entrée peut se faire par l'intermédiaire d'une copine, d'un copain, mais aussi par des adolescentes rencontrées dans une structure d'accueil de l'ASE, au moment de son placement. Il a été constaté que ces rencontres se produisent à des moments de la vie de l'adolescente où elle est psychologiquement fragile.

Il n'est pas exagéré de parler d'une logique de recrutement qu'on définirait comme une pratique émanant d'hommes ou de femmes, de filles ou de garçons qui vont repérer des adolescentes, le plus souvent des mineures, vulnérables comme des fugueuses ou des filles confiées à l'ASE qui ne savent plus où aller ou qui recherchent du réconfort.

Leur point commun est la dégradation de leurs liens sociaux avec leurs proches et leurs connaissances, qui les met dans un état de vulnérabilité faisant d'elles une proie facile pour les recruteurs.

« Je vais voir que tu es un petit peu en galère, que tu galères dans ta vie, que tu es quelqu'un de perdu dans ta tête. Psychologiquement, tu es perdu. Tu ne sais pas où aller. Tu as 15/16 ans. Tu as déjà fait certains trucs avec certains garçons.

Tu n'as pas froid aux yeux. Moi de ce que je connais des jeunes filles qui sont comme ça. Tu ne vas pas montrer que tu as peur. Elles le font. « Ouais, je te propose de faire de l'argent super facilement ». Tu vas dire oui automatiquement. Quand la première fois, tu vois le mec devant toi, tu es choqué. J'ai beaucoup d'amis à moi qui ont fait de la prostitution, pas par intérêt, mais par choix, par obligation ».

F15, 21 ans, confiée à l'ASE dans son enfance

Au collège déjà, les filles rencontrent d'autres filles plus grandes, déjà inscrites dans les réseaux prostitutionnels qui les accostent et leur font des propositions : des après-midis festifs, des soirées avec des échanges de cadeaux, pour faire découvrir un univers et faire naître l'envie d'en faire partie. Le cannabis et l'alcool circulent lors de ces moments festifs. Une autre méthode consiste à lancer des paris : « T'es cap' d'appeler un numéro », « t'es cap' d'assurer un rendez-vous avec ce mec ». (Professionnelle SA2, étude ASE).

Les proxénètes parviennent à persuader les filles à débiter des pratiques prostitutionnelles en se servant d'armes différentes - selon qu'il soit un homme/un garçon ou une femme/une fille -, mais toujours avec l'intention de faire croire qu'ils/elles veulent les aider. Ils/elles se présentent comme des personnes bienveillantes, compréhensives, sans jugement. Elles savent être présentes au bon moment, au bon endroit pour pister les adolescentes fragiles.

« Tout dépend si tu rencontres un mec ou une meuf. Tu vas peut-être tomber sur un homme qui va te faire croire à une relation d'amour, que tu fais ça par amour. « Tu fais ça par amour, vu qu'on est dans la merde. On a besoin de se mettre à l'abri. On a besoin de faire de l'argent ». Soit, tu vas voir la fille « viens, t'inquiète j'ai déjà bossé. Je sais comment cela se passe. Avec moi, tu vas être en sécurité ». Les filles qui vont partir chez des femmes, cela va être plutôt des filles qui ont déjà eu une expérience dans la prostitution avec un mec et qui a été une mauvaise expérience.

Le mec t'a frappé ou il a pris ton argent où il ne t'a pas donné ton argent. Elles vont dire « oui tu viens chez moi. Tu vas pouvoir dépenser ton argent pour des habits.

Tu vas pouvoir sortir en boîte de nuit. Tu vas pouvoir aller au restaurant. Tu vas pouvoir t'acheter des marques de luxe ». Les filles vont beaucoup plus aller vers une femme parce que cela va être beaucoup plus rassurant. Les femmes vont aussi plus te travailler psychologiquement sur le fait que tu n'as personne, que tu es toute seule. Cela va être beaucoup plus du vice.

« Tu es toute seule. T'es comme ma famille. T'es comme ma petite sœur. Je serais là pour toi. Je ne te lâcherai pas. T'inquiète pas, avec moi tu es bien ». C'est ce discours-là. Puis après, tu rentres dedans petit à petit. Tu ne te rends pas compte de ce que tu fais au début ».

Entretien avec F15, 21 ans, confiée à l'ASE dans son enfance

« On ne pourra jamais savoir au final qui parle, qui ne parle pas. Ces filles-là qui ont commencé, elles ont commencé toujours avec un mec. Ce mec, on l'appelle l'« engraineur ». Il va arriver soit parce que ses potes le font déjà et donc il connaît comment le business ça marche et qu'il voit que t'es un peu fragile, c'est bon. J'ai trouvé ma première pigeonne. Je vais essayer avec elle. Et si ça marche avec elle et que, si sa copine, elle aussi est partante, allez on y va. [...] Elle se fait pigeonner par l'engraineur et quand elle se rend compte de ça, il est trop tard ».

Entretien avec B., 18 ans, SSA1, étude ASE

Même si ce recrutement se fait par l'intermédiaire d'autres filles, les garçons ne sont jamais loin.

« C'était un ami qui voyait que j'étais dans la merde financièrement, que dans ma vie, c'était plat. En plus, je pense que j'avais pas mal consommé. J'étais dans un bad mood. J'étais alcoolisée, en soirée et j'ai commencé à parler. J'avais un pote à moi qui était assez âgé. Il a 28 ans et avec qui, je m'entendais vraiment bien, avec qui c'était vraiment une relation de pote. Il n'y a jamais rien eu d'ambigu en tout cas. Je lui avais fait part que je galérais, que s'il avait un moyen pour avoir de l'argent, peu importe le comment. Il m'a dit que l'on en reparlerait demain. Donc, je l'ai revu. On a discuté. Il avait déjà fait ça pour d'autres filles, il y a longtemps. C'est comme ça qu'on s'est lancé. Il m'a raconté l'histoire de toutes les filles.

Il m'a donné plein de conseils. On faisait des soirées ensemble. Il savait que j'étais en foyer. Il connaissait ma vie. Il connaissait mes problèmes familiaux.

Je pense que pour eux, c'était pratique pour eux parce que je n'avais pas d'attache. Je ne suis pas très proche de ma famille. Je ne les vois pas souvent. Des potes, je n'en ai pas plus que ça. En plus, vu mon obsession pour l'argent, je pouvais me détacher de tout ce que j'avais pour le faire.

Enquêtrice : justement penses-tu que les filles sont des proies idéales parce qu'elles sont en foyer ?

Oui parce que pour une majorité, elles ont tendance à être naïves en termes d'argent. On peut tout leur inventer ou presque tout. Quand on veut les faire sortir de cet environnement-là, elles sont prêtes à tout. Malheureusement c'est comme ça qu'elles se font piéger, comme moi. »

Entretien avec F12, 17 ans, confiée à l'ASE

« Ce sont souvent des hommes qui sont à l'origine de ça parce qu'ils ont la puissance d'être un homme. Il y a beaucoup de manipulation, de la naïveté de la part de la jeune. C'est un travail qui se fait petit à petit. L'homme lui dit qu'elle est importante pour lui. T'inquiète cela ira dans l'avenir. Tu auras telle chose, puis ça. Il faut que tu le fasses et après cela ira mieux. La personne est lobotomisée. Elle le fait en se disant qu'il y aura un futur plus prometteur et qu'il va plus l'aimer. Il y a souvent des relations entre le mac et la fille ».

Annexe 3, témoignages 1 et 2

Les jeunes à l'adolescence ont le désir de s'émanciper de leurs parents et de gagner en liberté. Cependant, ils restent dépendants de leurs parents pour se loger et se nourrir et ne disposent pas de ressources financières propres leur permettant d'accéder à des biens de consommation à leur guise. S'inscrire dans des conduites prostitutionnelles à plusieurs permettrait d'atteindre une autonomie financière sans pour autant s'apercevoir qu'elles quittent une dépendance économique parentale pour devenir dépendant économiquement d'une autre personne ou d'un groupe de pairs.

« Il y a le groupe, l'influence du groupe. Peut-être aussi soi, aller vers l'interdit. Mes parents ne parlent pas sexualité donc je vais aller voir. Et puis du coup on teste des choses. Peut-être qu'à un moment, elles sont fragiles, elles vont vouloir aller voir autre chose, vivre leurs expériences ».

Un animateur jeunesse, groupe de travail, étude Montreuil

Gagner en autonomie seule semble plus difficile, voire impossible. Appartenir à un groupe permet à l'adolescente d'être soutenue et donc d'oser franchir les limites de l'interdit imposées par l'autorité familiale. Le groupe impulse une dynamique incitant les adolescent·es à vivre certaines expériences.

Le groupe impose à ses membres des règles et des obligations, mais fait également preuve de soutien, de protection vis-à-vis de toute personne, notamment d'un adulte, pouvant s'interposer et rompre la cohésion du groupe.

Lors d'une rencontre d'une mère et de sa fille, appelons-la Manon, la mère relate que des filles l'ont « attaqué », quand elles l'ont vu au centre commercial [grand centre commercial de l'est parisien]. « Wesh ils t'ont pas attaqué. Ils m'ont juste défendu. C'est normal. Beh ouais tu m'laisses tranquille. J'avais pas envie d'te parler. Pourquoi tu m'forces. Elles savaient très bien comment j'étais mal. C'est normal wesh elles veulent m'aider. T'es bizarre toi. Wesh réfléchis deux secondes ». [.../...] »

« J'étais en fugue, tu veux que j'aïlles où. Elles m'ont dit, viens avec nous, comme ça tu n'auras pas de problème » [Manon à sa mère]. Le groupe avait pris Manon sous son aile. Les filles présentaient Manon comme leur nièce. Elle était protégée et ne se retrouvait plus toute seule dans sa fugue. Les trois filles ne lui auraient jamais demandé de se prostituer malgré la demande de certains clients. « Elles ne vont pas m'dire ça wesh. Elles ne vont jamais m'dire ça ». Manon a pu profiter des bénéfices de la prostitution à travers l'achat de paquet de cigarettes, les nuits d'hôtel, les repas, des vêtements et même un séjour à Walt Disney.

Entretien avec B., 18 ans, SSA1, étude ASE

La première fois avec un client ²²

La première fois avec un client, pour une adolescente en situation de prostitution, signifie le premier contact impliquant un rapport sexuel pouvant comprendre une à plusieurs pratiques sexuelles : la fellation, la sodomie, l'urophilie, la masturbation, avec une ou plusieurs personnes inconnues, le plus souvent un ou plusieurs hommes plus âgés ou une femme, dans des lieux divers et variés : hôtels, paliers d'immeuble, locaux techniques, appartements Airbnb, parcs.

Cette première fois peut se faire en duo c'est-à-dire en compagnie d'une copine plus expérimentée. Pour d'autres filles, « c'est le saut dans le vide » témoignera une éducatrice.

« Parce que cela ne m'intéressait pas. Je trouvais que je ne faisais pas assez d'argent. Que je n'étais pas encore prête psychologiquement à faire ça. Moi quand j'ai commencé je ne faisais pas les rapports sexuels. Je ne faisais que la fellation. Souvent, elles vont commencer avec ça parce que pour accepter petit à petit mais cela dépend, je parle de mon expérience à moi. Tu commences par ça et c'est au fur et à mesure que tu vas t'ouvrir. Moi, ma copine avait déjà de l'expérience en termes de prostitution. Par exemple, on allait faire un duo. J'allais être beaucoup plus rassurée parce que ma copine était là. Je me dis « au moins je ne suis pas toute seule. Il ne peut rien m'arriver ». Et ça commence comme ça. Puis au fur et à mesure, tu rentres dans le truc. Tu as toujours, peu importe cela fait combien de temps fait ça, tu auras toujours l'appréhension de le refaire pour la première fois. Qui vais-je avoir en face de moi ? C'est ça que tu te dis »

F15, 21 ans, confiée à l'ASE pendant son enfance, en situation de prostitution

« La première fois, les jeunes ne savaient pas comment cela allait se passer. Elles ne savaient même pas ce qu'était une fellation. Elles ne savaient pas quels prix demandés. Il n'y avait pas forcément d'initiation au départ. Il y avait des filles qui les emmenaient. Elles leur fournissaient des explications et c'est tout. »

Entretien avec D3, Association Lille

« C'est un peu un saut dans le vide. Ça fait bizarre. Puis, il y a ce truc de dire au bout de 4/5 passes, bon ça y est on a compris comment cela marchait. Pour certaines, elles disent « j'essaie de ne pas penser à ce que je fais. Voilà j'ai ma tune ».

Entretien ES 12, Association Lille

L'objectif est de répondre aux désirs du client. Il n'y a pas d'échanges de paroles ou quasiment pas pendant la rencontre. Le client a exposé ses attentes en amont par téléphone soit oralement, soit par messagerie. L'adolescente est son objet sexuel le temps de la prestation : « En fait, tu vas te dire que c'est eux les jouets alors que c'est toi le jouet dans l'histoire » (F15). Cependant des jeunes femmes comme F10 et F12 peuvent nous dire « mettre à l'aise le client quand il arrive » en lui proposant une cigarette, en échangeant quelques mots avant l'acte sexuel.

- ah, c'était valorisant pour elle ?

Enquêtrice

Tu as quel âge ? Tu es de quelle origine ? Je pratique tout sauf la sodomie, pas d'éjac (éjaculation) buccale et faciale. 30 minutes tel prix (90 €), l'heure tel prix (180 €) et si tu veux des suppléments tel prix. Fellation nature si l'hygiène est respectée. Certains m'ont dit « est-ce que tu peux venir me laver ? ». Les filles vont dire oui. D'autres vont dire qu'elles ont des lingettes. En fait, avant qu'ils viennent voir une escorte, ils en appellent plusieurs pour voir quel est le prix le plus intéressant. Chez qui il va pouvoir baisser plus le prix. Ce n'est plus comme avant. Genre, les mecs couraient après les escortes. Maintenant ce sont les escortes qui courent après les mecs.

F15

F15, 21 ans, confiée à ASE pendant son enfance, en situation de prostitution

comment choisis-tu les clients ?

Enquêtrice

moi, je converse toujours par mes pages puis je conviens d'un entretien téléphonique si le client le souhaite pour avoir la confirmation. Je précise tout de suite mes tarifs, mes tabous. Après, je demande une description de la personne : âge, nationalité. En fonction de comment il écrit, si je vois qu'il écrit vraiment bien. Que c'est français. Qu'il n'y a pas de fautes d'orthographe. C'est rassurant. Après il y a un échange de photos, c'est encore plus rassurant.

F12

Entretien avec F12, 17 ans, confiée à l'ASE

Pendant notre échange, son téléphone n'arrête pas de sonner ou de signaler des messages. Ce sont des hommes qui prennent des informations sur ses tarifs et les horaires. À un moment, elle décroche le téléphone pour me montrer comment elle fait. Elle prend une voix suave, décline l'ensemble de ses tarifs et ce qu'elle ne fait pas comme l'éjaculation faciale, la sodomie. Je ressens, au regard de l'enchaînement de ses propos, une sorte de routine bien huilée, un texte qui, à force de répétitions, est connu sur le bout des ongles. C'est devenu un automatisme. F10 me donne l'impression d'être la voix d'une messagerie vocale égrainant l'ensemble de ses prestations sans laisser transparaître la moindre émotion comme un automate. Puis le client peut poser des questions. Celui-ci demande si F10 fait des fellations nature. Elle répond

positivement si et uniquement si « l'hygiène est bonne ». Il demande ses horaires puis raccroche. Je lui demande pourquoi il n'a pas pris rendez-vous et s'il va rappeler. Elle m'explique qu'il peut rappeler ou pas. Certains prennent rdv de suite. Elle me dit être fatiguée de toujours dire la même chose.

Extrait du carnet de bord, F10, 18 ans, confiée à l'ASE pendant son enfance, en situation de prostitution

« C'est le mec, il vient. Il fait ce qu'il a à faire. Par exemple, il est là pour 30 minutes, si au bout de 20 minutes il a fini il se casse. Il ne donne même pas de considération ces hommes-là. Ils ne te regardent même pas. Il te regarde sans trop te regarder. Il ne t'apporte pas d'amour. Il n'a pas de gestes affectueux envers toi. En gros c'est « c'est bien. Tu fais ce que tu as à faire et tu te casses ». Je me vide. Les premières fois c'est dur. Tu te dis « à ouais, en fait je suis une pute »».

F15, 21 ans, confiée à l'ASE pendant l'enfance, en situation de prostitution

Seules les jeunes femmes comme F15 prennent du recul et expriment la naïveté dans laquelle elles sont quand elles débutent. La naïveté marque l'état de vulnérabilité, de faiblesse dans lequel est souvent un·e enfant dans sa période de l'adolescence. Cette attitude ne sera jamais reconnue par une adolescente à ses débuts car être faible est une honte qui induit l'exclusion de son groupe de pairs comme le souligne Serge Tisseron dans son ouvrage *La Honte* (2020). À l'adolescence, il faut être fort et non faible d'autant plus pour les filles.

Cependant, la candeur, l'innocence des filles facilitent la manipulation de personnes plus aguerries dans la relation à l'autre. Leur manque de connaissances sur la sexualité les amène à accepter des pratiques qui leur sont méconnues à leur début.

« Une fille qui vient de commencer et on lui demande une sodomie. Le mec il lui dit « moi je veux une sodomie ». Elle ne va pas se rendre compte si cela va lui être douloureux. Elle va dire « si j'ai réussi à faire l'amour une fois ça a été, c'est que la sodomie aussi ça va aller ». Elles vont y aller et puis elles vont partir en pleurs. Le mec va lui dire « écoute, je t'ai payé donc tu vas rester là ». Et comme elles, elles sont jeunes et naïves, elles ne vont pas avoir le cran de dire « je me casse. Tu n'es pas content je vais appeler la police ». Non, elles vont rester parce qu'elles ont peur. Elles vont se dire le mec si ça se trouve le mec va me séquestrer. Personne ne sait que je suis là. Comment je vais faire ? Je suis obligée de le faire même si je souffre ».

F15, 21 ans, confiée à l'ASE pendant l'enfance, en situation de prostitution

Cette première fois avec un client laisse des séquelles importantes auprès des filles. Pour l'ensemble des filles interrogées, elle est traumatisante, dégradante. Elles se sentent sales, ne s'aiment plus. « Elles n'arrivent plus à se regarder dans un miroir » comme le signalent plusieurs d'entre-elles. Elles pleurent. « Tu es avec un homme que tu n'aimes pas, que tu ne connais pas. Il se pose sur toi. Tu ne vas pas kiffer ta vie » dira F15. Cette première expérience sexuelle avec un inconnu, un homme plus âgé vient anéantir toutes leurs valeurs construites autour de la famille, de leur culture, de leur religion. « Tu as l'impression que tu n'es plus celle que tu étais avant. Dans ta tête, ça change. Quand tu te regardes dans le miroir, c'est compliqué de te dire : ouais je vais faire semblant d'être comme les autres. En fait, je ne suis pas comme les autres » précise F15.

« J'ai versé une petite larme. Le Coran, j'ai dit putain. Tranquille, ce n'est rien. Vas-y, au calme. Vas-y tranquille et j'enchaîne au calme. J'étais en mode ouala. J'avais des sous. Il y a un moment, j'étais bien. J'avais des sous »

Entretien avec F9, 17 ans, confiée à l'ASE, en situation de prostitution

« Mal. C'est dur. Tu te sens sali. Tu te sens violé à chaque fois. Mais tu es consentante mais tu te sens sali. De jour en jour, tu es sali, sali. Après tu n'as plus de valeurs. Moi je me dis, je n'ai plus de valeurs. Je me sens salie. En fait, carrément, je préfère être dans les stup que dans l'escorting.

Les deux, ce n'est pas bien. Mais en soi, la stup c'est mieux que l'escorting parce que tu ne donnes pas ton cul. Tu ne fais rien de tout ça ».

F13, 17 ans, confiée à l'ASE, en fugue, en situation de prostitution

J'ai essayé un jour. La première fois, je n'en ai fait qu'un. C'était une passe à 80 euros. On a fait 40/40 (la somme est divisée en deux et répartie entre les 2 filles). Après, je suis rentré chez moi. Au bout d'un moment, tu comprends vite. Après tu as l'habitude. Après tu bosses. Après, je ne peux pas dire que tu prends goût car tu es dégoutée. Mais, tu te dis que tu n'as pas le choix. Tu ne te sens pas bien. Tu as des remords. Tu regrettes ce que tu fais. Vu qu'il y a de l'argent qui rentre, ce n'est pas grave.

F14

comment t'es-tu sentie ?

Enquêtrice

Je me suis sentie bizarre. Je ne te cache pas que la première fois, on se sent bizarre. Tu n'as pas l'habitude.

F14

F14, 18 ans, ancienne ASE, en situation de prostitution

« Écoute, ma première expérience, j'ai eu la chance. Parce que c'était un mec qui voulait me masser et juste après éjaculer sur moi. Je n'avais pas grand-chose à faire si ce n'est le branler. Donc j'ai eu la chance mais l'endroit était dégueulasse pour te dire. Il m'a massé. Je l'ai branlé. Il a éjaculé. Après, ça s'est fini. Puis, il y a eu quand j'étais dans la voiture du mec, j'avais le stress. Je tremblais. Mais j'essayais de le cacher parce que c'était gênant. C'est la première fois. Je n'étais pas à l'aise. J'arrive dans le lieu c'était assez déconcertant.

Je me suis dit « Putain qu'est-ce que je fous là ? ». Mais après, franchement, cela allait. On ne va pas dire qu'il m'a vraiment mis à l'aise. Mais j'aurais pu tomber sur pire. Je n'ai pas plus ressenti autre chose que ça.

Je pense que j'arrive à me mettre ailleurs à chaque fois. Mais on se sent sale surtout que là c'était dans un lieu insalubre.

F12

cela veut dire quoi « se mettre ailleurs » ?

Enquêtrice

Soit j'essaie de vivre la chose au maximum, de pouvoir récolter le plus de bonnes choses pour que la situation se déroule dans les meilleures conditions que ce soit pour lui ou pour moi. Plus il voit que je suis réceptive, plus cela se termine vite aussi. Ce sont des petits trucs que l'on fait pour que cela se termine vite.

Soit j'essaie d'absorber un maximum de bonnes choses. Je ferme les yeux. Je ne sais pas vraiment ce que je fais dans ma tête mais il y a une partie de moi qui arrive vraiment à contrôler ce sentiment qui peut être indolent. Ça s'enclenche tout seul.

F12

Entretien avec F12, 17 ans, confiée à l'ASE

« Je n'ai jamais été aussi mal de ma vie. Je n'étais pas bien. J'ai pleuré toutes les larmes de mon corps. Franchement psychologiquement waouh. Toutes les larmes de mon corps sont tombées. On m'a contacté puis il est venu. Quand j'étais petite, j'ai commencé sur Wannonce. La première fois que j'ai commencée à me prostituer, j'avais 17 ans. J'étais dans cette tranche d'âge. Quand je suis toute seule, je pense souvent à ça. Je me dis plus tard j'ai fait un truc de ouf. Je regrette. Si je n'avais pas fait ça peut-être que ça ça ça. Mais en fait, ton passé c'est ton passé. D'un côté je me remercie moi-même d'avoir vécu tout ce que j'ai vécu parce qu'à cette heure-ci j'ai une force mentale de ouf. J'ai tellement vécu que je suis fatiguée de vivre. Je n'ai que 21 ans pourtant ».

F15, 21 ans, confiée à l'ASE pendant son enfance, en situation de prostitution

À la suite de cette première fois, des adolescentes se réfugient dans une consommation d'alcool, de cannabis, de ballons (protoxyde d'azote). Mais pendant cette première fois et surtout les suivantes, les filles se détachent de leur corps comme nous le suggère ci-dessus F12. Judith Trinquart, docteure en psychologie, parle de **décorporealisation**, c'est-à-dire « un processus de modification physique et psychique correspondant au développement de troubles sensitifs affectant le schéma corporel et engendrant simultanément un clivage de l'image corporelle, dont le résultat final est la perte de l'investissement plein et entier de son propre corps par une personne, avec pour conséquences la perte du soin de son corps et de sa santé. Ce processus est provoqué par la nécessité de s'adapter à un contexte d'effractions corporelles répétées et régulières, ou imposant un vécu d'instrumentalisation extrême du corps de l'individu » (Trinquart, 2002).

Un parcours dans la prostitution séquencé

Pour les adolescentes, le parcours dans la prostitution n'est pas nécessairement linéaire, mais plutôt séquencé. Il comprend une à plusieurs formes de pratiques qui ont été présentées en début de ce chapitre. Les témoignages des filles montrent qu'elles débutent majoritairement avec un homme, qui est le plus souvent le petit copain, mais également, avec une copine, qui est déjà inscrite dans ces pratiques.

«Tu commences toujours parce que tu as vu quelqu'un le faire. Tu ne le fais pas de toi-même. Soit, tu connais quelqu'un qui l'a fait. La personne t'a dit qu'elle prend du fric de ouf.

Moi, ma copine avait déjà de l'expérience en termes de prostitution. Par exemple, on allait faire un duo. J'allais être beaucoup plus rassurée parce que ma copine était là. Je me dis « au moins je ne suis pas toute seule. Il ne peut rien m'arriver ».

Entretien avec F15, 21 ans, confiée à l'ASE pendant son enfance, en situation de prostitution

« J'ai commencé avec une copine à moi. On était en galère. Elle m'a dit viens avec moi bosser. Elle le faisait depuis longtemps. J'étais dans le mal. Je n'étais pas bien. Et je me suis dit « je vais essayer » ».

F14, 18 ans, confiée à l'ASE pendant son enfance, en situation de prostitution

À un moment de leur parcours, elles peuvent se séparer de ces individus à l'origine de leur entrée dans la prostitution pour se rapprocher de personnes, filles ou garçons, hommes ou femmes, rencontrées sur les réseaux sociaux, lors de soirées, de fugues ou bien poursuivre seule.

“Non, il y a beaucoup de filles qui bossent à leur compte. Ce sont les petites, les mineures qui bossent pour des mecs. Au fil du temps, s'il y a une couille avec le mec, elles vont partir toutes seules car ce n'est pas bénéfique. Le mec ne me rapporte rien. Je n'ai aucun bénéfice à rester avec lui. Elle va chercher quelqu'un pour ne pas être toute seule. C'est souvent en binôme parce que trois filles, il y a toujours un problème. Elles vont être en équipe, en grosse équipe...”

Elles vont être entre copines mais il va y avoir des affinités sans forcément qu'il y est eu des histoires. Bosser pour des mecs c'est fini ça. Pour les jeunes filles non mais moi je connaissais plein de je unes filles qui bossaient toutes seules. On a commencé avec un mec puis après on s'est retrouvée toute seule. Parce qu'on a compris”.

Entretien avec F15, 21 ans, confiée à l'ASE pendant son enfance, en situation de prostitution

La rupture avec ces premiers liens peut s'expliquer par le ressenti des filles de ne pas avoir été protégées par eux, pour avoir subi une humiliation de trop, pour une mésentente entre les filles du groupe sous couvert de jalousie dû à des « vols de clients » ou « gagner plus d'argent que l'autre » (F9, 17 ans), mais aussi pour avoir compris les codes de la prostitution et ne plus avoir besoin d'un proxénète comme nous la présentés F15 ci-dessus. Ces nouveaux « copain•es » vont selon les propos des filles « les assumer » c'est-à-dire les accueillir, les loger, les nourrir, subvenir à leur consommation de cannabis et leur présenter des clients. Cependant, cette période d'accueil bienveillante est limitée car très vite, ils demandent une participation afin de rembourser les frais dus à leur présence à leurs côtés, dans l'appartement. Cette participation induit la rencontre avec des clients et l'entrée ou la poursuite des pratiques prostitutionnelles.

« Je n'ai jamais bossé avec F10. Elle m'a assumé. C'est moi qui ai tout mis sur moi. J'ai dit que je bossais à mon compte. J'ai commencé à bosser quand j'étais avec ma pote, quand j'ai fugué du foyer X. Depuis que je me suis faite péter (arrêtée par la police) pour l'histoire de F10. Je me suis cassée du foyer parce qu'ils (les éducateurs) m'avaient dit que j'avais rendez-vous au commissariat. Alors j'ai dit que j'en avais marre, je me casse. Je vais chez ma pote direct. Elle me prend sous son aile, vas-y. Elle m'assume. Maintenant, elle me fait des faces [des crises] devant des gens. « Ouais rends-moi mon téléphone, mes affaires ». Elle jouait de ma situation. J'ai fait un client de 70 (euros). Et maintenant, elle m'avait payé mes ongles de pieds 30 €. Elle me demande l'argent alors qu'elle avait plus de sous que moi. J'étais malade. Je lui ai dit « tu n'as pas de cœur. Ce n'est pas bien ce que tu fais ». J'étais trop choquée. Comment peux-tu me faire ça ? Tu es sensée être ma copine. Tu fais quoi là ? »

Entretien avec F9, 17 ans, confiée à l'ASE

Les différentes séquences composant le parcours dans la prostitution de certaines adolescentes peuvent s'enchaîner l'une à la suite de l'autre ou alors être entrecoupées de pauses plus ou moins longues, en fonction du vécu de leur dernière expérience, de l'intervention des forces de l'ordre ou de l'ASE ou de la famille.

« Il y avait des mecs, c'était grave des amours. Après moi je bossais avec des grands. Ils avaient plus de 25 ans. C'était correct. En soi, ils me passaient mes sous. À chaque passe, ils me passaient mes sous. Ils me disaient « prends tes sous, fais ta vie, sors ». Je faisais ma vie. Je faisais ce que je voulais. Personne n'avait rien à me dire. C'était très bien organisé. »

F9

pourquoi es-tu partie ?

Enquêtrice

« Ils m'ont ramené dans une baraque. Il y avait d'autres filles. Il y a eu des histoires. Une fille a appelé les flics. Je me suis cassée. C'est là que je suis partie avec eux. En soi, j'étais bien là-bas. Après avec la fille, je ne vais pas faire l'ingrate. Elle m'a assumé. Elle m'a passé un téléphone. Mais cette pétasse, vicieuse qu'elle est. Je ramenaient des mecs à moi, elle voulait se les taper. Grosse pute. Elle m'a dit « mais moi on m'a fait ça ». Mais tu crois que tu vas me faire subir ça à moi ou quoi. Ça lui foutait le seum [être frustré, énervé, avoir la rage] à chaque fois que je lui répondais. Je lui disais des trucs qui lui piquent. Elle prenait le seum. Elle me

disait « ferme ta gueule, arrête de jouer la princesse, le Coran aujourd'hui tu vas dormir par terre » parce qu'un jour, il y avait un problème de chambre. En gros elle faisait la meuf alors que j'étais dans le mal. En gros, de base, j'étais avec ma pote. Cela se passait très bien. On bossait toutes les deux.

Je n'étais qu'avec elle. Clairement j'avais mes sous. Je prenais mes sous. Je faisais les courses. Et maintenant, c'est quoi le délire, elle me fait des faces [crises]. Elle me fait des faces de ouf. Elle commence à me dire « rends-moi mon téléphone » parce que moi, j'ai tout cassé. Jusqu'à ce qu'on ait volé mes chaussures. Je suis en claquettes frère. Ce n'est même pas mes chaussures que j'ai là. J'étais en claquettes. On m'a tout volé. Puis en gros je suis partie de là-bas. Il y a eu des histoires, je suis partie de là-bas. Je suis partie avec un mec que je connaissais. Le mec avec qui elle était. Je suis partie avec lui. Au début tout se passait bien. On était tranquille. Puis j'étais malade. Mes douleurs sont revenues. Cela fait deux mois que j'ai mal. J'étais dans le mal. Je voulais juste partir. Je voulais juste sortir. J'en avais marre. »

F12

donc tu pars. Tu retrouves F13. Vous étiez en appartement ?

Enquêtrice

« Non en hôtel. Le truc le plus cramé du monde, frère. Déjà on allait se faire péter une première fois. On est parti se cacher dans la forêt. J'ai fait des trucs de ouf sur le Coran. Après il me dit quoi « toi, tu ne vas pas te casser tant que tu ne m'as pas fait les 2000 € ». J'ai dit comment ça ? T'es malade quoi. À quelle heure tu m'amendes toi comme ça ? Je fais des sous alors que je ne les touche même pas et que je ne suis pas bien. »

F12

Entretien avec F9 et F12, 17 ans, confiées à l'ASE

Selon les expériences vécues par les adolescentes lors des différentes séquences, il pourrait être aisé de penser que la fin d'une séquence, qui plus est celle où des faits de violences sont avérés, symboliserait l'arrêt de la pratique prostitutionnelle. Pour certaines adolescentes, il semblerait que cela ne soit pas le cas.

« Ces filles-là, soit elles en sortent, c'est pas beaucoup de filles qui sortent de la prostitution. Tu trempe dans la prostitution un jour, tu vas avoir du mal en sortir. Tu replongeras à un moment ou à un autre. Tu ne peux pas t'en sortir comme ça, c'est comme une drogue. C'est comme une addiction. Tu commences à toucher un joint, tu en refumeras un puis un autre. Tu t'arrêtes d'un coup. Dans un mois, tu recommenceras. Sois-tu vas replonger complètement. Sois-tu vas replonger un petit peu. C'est psychologique. C'est toi ou ta force mentale »

Entretien avec F15, 21 ans, confiée à l'ASE pendant son enfance, en situation de prostitution

Le parcours dans la prostitution n'est pas unique, mais pluriel. Nous avons rencontré des adolescentes qui, pour la plupart, ont eu un parcours séquentiel avec des allers et retours vers une ou plusieurs formes. Séquestrées quelques jours ou plusieurs mois par un ou plusieurs proxénètes, vivre dans des appartements Airbnb entre copines ou seule avec son copain/proxénète, séjourner dans une maison close éphémère, circuler dans des hôtels de chaînes comme Formule 1 ou B&B sont autant de formes et de lieux que le parcours d'une adolescente peut intégrer.

— Les différents modes opératoires des proxénètes

Une autre manière d'analyser l'entrée en prostitution des adolescentes consiste à s'intéresser aux modes opératoires des proxénètes pour repérer et recruter toujours de nouvelles filles. Il s'est avéré au fil de l'étude qu'il y a toujours des individus – bien souvent des hommes – qui parviennent à exploiter la détresse affective et éducative des adolescentes. Et en parallèle se développe un phénomène où les filles et jeunes femmes s'organisent entre elles. Nous avons distingué six modes différents qui exploitent chacun une autre faiblesse des adolescentes.

Le petit copain qui se transforme en proxénète

Certaines adolescentes peuvent être prises au piège par une histoire amoureuse. Le « petit copain » profite des sentiments de sa copine pour imposer des actes sexuels avec d'autres. Il se sert de sa copine pour gagner de l'argent et sera considéré de ce fait comme son proxénète.

Ce premier mode opératoire permet d'approcher des adolescentes en les séduisant, pour ensuite les obliger à se prostituer peut aussi être directement intentionnelle et organisée. Le recrutement joue volontairement sur l'ambiguïté de la relation (ACPE, 2020-21, p. 22). On parlera alors des « lover-boys », expression importée d'Allemagne et des Pays-Bas, où le phénomène a été identifié plutôt qu'en France (Fondation Scelles, 2019). Ce petit copain peut aussi devenir violent envers sa copine, notamment si celle-ci ne se soumet pas à ses demandes.

« Elle [l'adolescente] côtoie des personnes plus âgées qui l'entraînent dans des conduites à risque prostitutionnelles : le petit copain, une amie. Elle aurait subi la violence d'un petit copain qui la frappait. Elle a encore des traces de lacérations. Elle n'a jamais révélé le nom de ce garçon »

Entretien avec l'éducatrice ASE, étude Montreuil

Toutefois, la relation entre le garçon et sa copine ne se déroule pas toujours selon ce même schéma et il n'est pas toujours évident d'établir sans ambiguïté la relation de proxénétisme.

La facilité des rencontres par l'intermédiaire des réseaux sociaux peut aussi être fatale à certaines filles relativement naïves. Elles acceptent une rencontre avec un homme qu'elles ne connaissent pas et peuvent se trouver ensuite piégées dans un hôtel à faire des passes.

« Une fille, elle est toute petite, 13 ans. Elle arrive au foyer. On sait qu'elle a été retrouvée dans un hôtel. C'est la seule donnée qu'on a. 13-14 ans, mais franchement, elle avait le physique d'une fille de 11 ans. Elle venait de Lille. Elle a connu un mec sur Snapchat. Il était de [commune du 93]. Ils se parlaient. Cela a duré longtemps. Elle était amoureuse d'un mec qu'elle ne connaît pas, qu'elle n'a jamais vu. Il lui dit, « samedi soir, tu fais quoi ? Viens je te paie un billet Lille-Paris et tu viens faire la fête ». Elle y va. Elle fugue de chez ses parents. Elle prend son billet de train. Elle vient jusqu'à Paris. Ils font la fête. Elle est amoureuse. C'est génial. Il l'emmène dans une chambre d'hôtel. Le comble, l'hôtel est en face du commissariat. La gamine, le mec, il l'essaie. Elle est consentante. Elle lui a fait croire qu'elle avait 18 ans. Le lendemain matin, à 4 heures du matin, une coiffeuse vient. Elle la coiffe. Et là, pendant deux semaines, tous les jours elle y passe, il avait une arme. Il y avait une autre gamine, 11 ans. Elle a enfin pu descendre quand il est parti fumer une clope. La dame de l'accueil a appelé la police. Elle est sortie avec la police. On la récupère chez nous le soir même parce qu'il n'y avait pas de place dans les foyers. Quand la police la ramène, elle est toute tremblante. Elle avait l'air tout angoissée, elle m'a demandé de fermer la porte, « je veux que personne n'entende ». Quand les policiers l'ont ramenée, il y avait son mac à l'arrêt de bus en face. Elle l'a dit à la police, qui n'ont pas réagi. [...] Alors, je fais tout pour lui trouver une place ailleurs. Je la mets dans la voiture. Je lui demande de se cacher sous le siège. Je prends la route. Je l'emmène à Villepinte. Il devait être 22-23 heures. Sur la route, elle me dit c'était l'hôtel où j'étais et il y a une autre fille qui a 11 ans. Je la dépose au foyer. Je fais part de tout ça aux éducateurs. Je pense qu'il y a eu un rapatriement dans le nord et je fais mes transmissions. Après une fois que tu les places tu n'as plus de nouvelles. Tu vois cette situation, c'est une jeune fille fragile, pas très intelligente qui croit au prince charmant... »

Entretien avec une professionnelle - SAU01, étude ASE

Le recrutement via des rabatteurs/euses

Cependant, le recrutement peut aussi se faire soit au sein même et aux abords des structures d'accueil de l'ASE, plus exactement au Service d'Accueil, d'Urgence et d'Orientation (SAUO). Il est réalisé par l'intermédiaire des adolescentes déjà en situation de prostitution et pour plusieurs raisons : arrêter la prostitution, prendre du galon, par amour pour le proxénète, un pari. Ce deuxième mode opératoire s'appuie donc sur l'utilisation de rabatteurs/euses pour identifier, repérer et recruter.

« Celle qui m'a le plus marqué c'est Y. Y, c'est le personnage qui n'attire pas la sympathie. Elle est tout aussi vulnérable que les autres. Elle a été rabatteuse. Elle faisait venir les autres et elle n'avait de cesse que de quémander l'affection en espérant que plus je ramènerai des jeunes plus il va m'aimer, plus il va être gentil avec moi, plus je vais avoir une place et exister et plus elle faisait, moins elle existait ».

CDE1 d'une structure d'accueil pour adolescents

« Tu sais j'ai bossé 6 mois avec ma copine. Elle faisait déjà bosser des filles plus jeunes. Elle m'a proposé et j'y suis allée parce que je lui faisais confiance. On faisait 50/50. Elle était toujours là pour moi. Là, j'ai arrêté. Je ne veux plus le faire. Elle me dégoûte. Une copine m'a dit qu'en fait, ses copines lui avaient dit qu'elle n'était pas capable de me faire bosser. Au lieu de me le dire, elle les a écoutés et elle a tout fait pour gagner le pari. Elle a réussi. Je suis trop conne. Je ne pensais pas ça d'elle ».

Entretien avec F6, 15 ans ½, déscolarisée

Mais le recrutement peut aussi se faire par l'intermédiaire de garçons placés, souvent en lien avec le trafic de stupéfiants.

« Dans certains foyers, les garçons (15/16) ans placés peuvent être des informateurs pour les garçons de l'extérieur sur la présence de filles pouvant les intéresser contre des cadeaux ou pour payer une dette : « on a fait une bêtise, donc pour se racheter, on balance une fille » ».

Entretien avec une professionnelle - SAUO1, étude ASE

« Au foyer X, il venait chercher les petites, les filles devant et, il n'y en a plus d'une qui a envie de bosser, qui veut se faire de l'argent facilement. Tu ne viens plus dans ce foyer de clochard. Regarde comment c'est crasseux ici. Viens avec nous. T'inquiète, tu auras des clopes, du shit, tu auras tout ce que tu veux quand tu veux. Tu n'auras besoin de demander à personne ». Tu ne vas pas courir toi quand tu as 16 ans et que tu entends ça ? ».

Entretien avec l'éducatrice ASE, étude Montreuil

Nous allons retrouver ce processus dans les structures d'accueil de l'Aide Sociale à l'Enfance. Des filles et des garçons, confiés à l'ASE pour des raisons multiples et variées, eux/elles aussi victimes et cumulant des vulnérabilités, jouent ce rôle de recruteur. Les filles sont le plus souvent engagées dans l'univers de la prostitution. Elles naviguent entre les différents foyers, repèrent des filles fragilisées, les accompagnent dans leur fugue et les présentent aux proxénètes. Pour certaines, recruter des filles signifie laisser sa place et ne plus se prostituer mais également obtenir des avantages comme un statut plus élevé ou des cadeaux de la part du proxénète. Ramener de nouvelles potentielles recrues devient une manière d'avoir la confiance de celui-ci. Les garçons, quant à eux, peuvent avoir des liens avec le trafic de stupéfiants ou des personnes commettant des actes de délinquance. Pour préserver leur lien et leur place dans le groupe, ils repèrent des filles qu'ils présentent aux membres du groupe.

Parcours de C, de victime à rabatteuse

C a 16 ans et demi au moment de son arrivée au SAUO1. Elle s'y trouve après avoir « passé à tabac » une autre fille avec une camarade. Elle fugue beaucoup, mais connaît bien le fonctionnement de la structure et revient toujours avant les 72 heures qui correspondent à la fin de la prise en charge. Quand elle rentre de fugue, elle ne parle pas aux éducateurs. Elle monte directement prendre sa douche. Elle se prépare, puis repart.

C'est la deuxième fois qu'elle se trouve dans ce SAUO, la première fois, c'était une année plus tôt. Entre-temps, elle a été accueillie dans trois autres structures du département. Quand elle était confiée pour la première fois, elle ne fuguait pas autant, « on arrivait à la garder au foyer ». Elle avait une copine au foyer avec qui elle fuguait pour voir des copains (« elle cherchait à plaire ». Elle consomme du cannabis, mais il n'y avait pas de soupçon de prostitution.

Elle est déscolarisée depuis 2017. Lors de son premier placement, elle se comportait comme une victime du groupe, elle était toujours avec des filles qui se prostituaient. Elle parlait encore beaucoup de l'école, elle voulait y retourner. Aujourd'hui, il semblerait que C ne veut pas entendre parler de formation, ni de retour à l'école.

Quant à son histoire familiale, elle est fille unique et vivait avec sa mère chez la grand-mère maternelle. Des violences entre la mère et la fille apparaissent en 2016-17, elle bénéficie d'une mesure AEMO depuis mai 2017. La mère a une double attitude : je rejette, j'accueille. C, dans ce contexte, ne respecte pas les règles de la maison. Le père habite dans un studio dans le 92, il a le RSA et travaille comme livreur. Il voit de temps en temps sa fille. Le couple a vécu ensemble

huit ans en [département d'outre-mer]. Le père serait parti dans un autre pays ensuite, puis revenu. Quand C parle de sa mère, elle pleure.

C'est un sujet très douloureux. Elle est très attachée à sa mère, les éducatrices parlent d'une relation « chien et chat ».

Aujourd'hui, un an plus tard, elle semble être rabatteuse : « elle prend d'autres filles pour le faire. Elle est passée par là, donc maintenant, elle recrute d'autres filles » (professionnelle, SAUO1). Elle a un copain majeur 18-19 ans et s'est liée d'amitié avec certaines filles de Bobigny. Elles traînent dans la cité de son copain. C vogue sur une grande notoriété dans le quartier. Elle est impliquée dans beaucoup de bagarres qu'elle prend en vidéo. Elle consomme du shit et en distribue gratuitement. Elle mange toujours à l'extérieur. Elle parle des soirées auxquelles elle participe.

Les professionnel·les ont intercepté des conversations ou ont observé des faits qui les confortent dans l'idée qu'elle ait une activité de proxénétisme.

- Elle lance à une copine de foyer qui arrive avec une nouvelle paire de chaussures :

« Grâce à moi, tu as une nouvelle paire de basket ».

- Elle propose à une autre fille :

« viens avec moi. 500 euros, c'est cadeau ».

Un soir, une éducatrice témoigne avoir aperçu « une petite de 12 ans, dénudée » attendre devant le foyer. Elle la décrit comme sale, le collant déchiré au niveau des fesses. C aurait dit « elle, c'est mon billet violet ».

Entretien avec une professionnelle – SAUO2, étude ASE

Ce sont des adolescent.es qui connaissent parfaitement bien le fonctionnement des structures d'accueil relevant de la Protection de l'Enfance. Dans le cadre de leur parcours de prise en charge, ils/elles identifient des adolescentes très fragilisées par leur histoire de vie. Une stratégie fréquemment utilisée par les recruteuses est de se lier d'amitié avec les filles ciblées. Ils/elles leur proposent une écoute attentive et compréhensive, une protection. Ils/elles répondent présent.es pour les aider et les accompagner dans leur fugue. Ils/elles leur ouvrent les portes des soirées, des restaurants. Ils/elles mettent en confiance les filles, les présentent aux proxénètes et parfois aux clients. Cette démarche est également mise en œuvre par des adolescentes ne bénéficiant pas de mesure de la protection de l'enfance, vivant au domicile familial. Elles entraînent alors avec elles des copines qui « veulent gagner de l'argent parce que les parents ne peuvent pas nous en donner suffisamment » nous dira F7.

L'activité de rabatteuse peut même susciter de la vocation chez certaines.

Lors de son séjour d'immersion, la chercheuse a eu une discussion spontanée avec une adolescente de 14 ans qui connaissait parfaitement le processus de la prostitution. Cette dernière lui a présenté un chat nommé « coco.fr » sur lequel se connectent des filles pour entrer en contact avec des hommes.

Les prix des prestations sont négociés et les rendez-vous pris. La chercheuse lui a présenté son téléphone portable sur lequel elle est entrée sur le site et a débuté une conversation avec 4 hommes. Elle a pu lui expliquer comment écrire pour attirer l'attention de l'homme, le choix du pseudo (ici « pipe68 »), la signification des sigles. Elle a posé beaucoup de questions à la chercheuse sur le rôle du proxénète. Elle a avoué un soir à la surveillante de nuit qu'elle « ne voudrait pas être une victime mais plutôt un proxénète ». Son histoire familiale peut expliquer ce positionnement car sa grand-mère maternelle et sa mère étaient des prostituées. Les connaissances de cette adolescente sur la prostitution inquiètent l'équipe éducative. La chercheuse a pu en échanger avec la cheffe de service qui était informée de la situation. Elle a donné son accord pour mener un entretien avec l'adolescente (la fille est pupille de l'État). L'adolescente elle-même a accepté d'échanger avec la chercheuse lors de son prochain séjour au foyer.

F15, 21 ans, confiée à l'ASE pendant son enfance, en situation de prostitution

Officiellement, l'argent reste le premier appât pour attirer l'attention des filles, mais en même temps l'argument pécuniaire est un bon moyen pour cacher les traumatismes et les souffrances.

À un moment, tu m'as dit que tu aimais trop l'argent : est-ce un frein ou un accélérateur vers la prostitution ?

Enquêtrice

c'est un accélérateur car une fois que tu es lancé, tu ne peux pas t'arrêter. C'est un accélérateur de d'autres choses.

F12

De quoi ?

Enquêtrice

l'alcool, le cannabis

F12

Entretien avec F12, 17 ans, confiée à l'ASE

« En fait, la fin justifie les moyens. Ça veut dire que, demain tu n'as pas d'argent et tu sais que là tout de suite tu vas à l'hôtel, tu ressorts avec 300/400 € dans ta poche en trois/quatre heures. Tu ne vas pas y aller en courant ? »

F15, 21 ans, confiée à l'ASE à l'enfance, en situation de prostitution

Le viol test

Un troisième mode opératoire des proxénètes est le viol en tant que tel. Il s'agit pour les proxénètes de tester la soumission de la jeune en lui faisant subir des actes sexuels présentés comme une sorte d'« entretien d'embauche ». Les professionnel·les utilisent le terme de « viol test ». Les adolescentes refusent d'identifier l'acte comme un viol et de se considérer comme une victime. F7 nous confiera « arrêtez de me dire que je suis une victime car ce n'est pas vrai. J'ai suivi mes copines. Je savais pourquoi j'allais là-bas. Je savais que j'allais coucher avec un gars. Je savais que c'était pour savoir si je pouvais bosser ». Pour F7 et d'autres filles, se présenter sur les lieux de rencontre, suivre les garçons ou leurs copines et avoir un rapport sexuel les rend responsables et consentantes. Cependant, elles s'engagent dans un parcours dont elles ne maîtrisent pas l'ensemble des actes et des codes. F7 n'avait probablement pas prévu qu'elle allait faire des actes sexuels divers avec plusieurs hommes et sans pouvoir arrêter de son plein gré.

Dans les discours de plusieurs adolescentes, nous avons pu entendre « elle/il m'a assumé quand j'étais dans la galère. Il/elle était là ». En fugue, accro au cannabis, sans hébergement, les adolescentes restent dépendantes d'autrui pour répondre à leurs besoins de base.

Exploiter l'instinct de survie

Le quatrième mode opératoire pourrait être nommé l'exploitation de l'instinct de survie. Dans un instinct de survie, elles se rapprochent de personnes, le plus souvent jouant un rôle déterminant dans le système prostitutionnel tels que les proxénètes, les filles victimes ou les recruteuses, pour obtenir de l'aide, un dépannage.

Les proxénètes prennent souvent le contrôle des filles en entretenant leur dépendance pour les tenir captives, dépendance qui relève de différents niveaux : - affective par la valorisation de soi (prêter des vêtements, apprendre à se faire belle) ; - aux toxiques en donnant de l'argent pour acheter des cigarettes, du cannabis ou en offrant directement ces produits ; - matérielle en proposant des solutions d'hébergement, des repas ou des secours. Ainsi après avoir répondu à la situation précaire de l'adolescente, une compensation est ensuite demandée et l'opportunité de se prostituer s'impose.

Recruter sur les sites Internet

Un cinquième mode opératoire se sert de sites Internet réservés normalement aux adultes comme OnlyFans, MYM, mais aussi les comptes fichas. OnlyFans et MYM sont des plateformes de partage de photos et de vidéos parfois pour suivre des artistes, des influenceurs. Pour y accéder, il faut payer les créateurs de contenus. OnlyFans est d'ailleurs réputé pour permettre de gagner de l'argent assez rapidement ce qui conduit les adolescentes à créer leur propre compte. Des individus s'abonnent au compte et demandent des photos, des vidéos contre rémunération. Cependant, des proxénètes opèrent dans ces sites.

Ce sont des prédateurs qui peuvent attirer les adolescentes en leur proposant des shooting photos, des castings pour participer à des films et ainsi gagner beaucoup d'argent rapidement et facilement. Il peut aussi amadouer l'adolescente en lui procurant des attentions, en la complimentant, en lui offrant des cadeaux pour qu'elle commence à tomber amoureuse. Ces actions calculées sont efficaces car la fille est plus propice à avoir confiance envers le/la recruteur·e et à se fier à lui/elle si elle éprouve de l'affection pour lui/elle. Mais seulement, derrière ces propositions alléchantes pour des adolescentes en quête d'argent, de réussite, de notoriété et d'amour, se cache une autre réalité. Des nues²³ sont pris, des viols sont commis, des vidéos sont tournées. L'adolescente est piégée et prise dans un engrenage qu'elle ne contrôle pas.

Les réseaux sociaux comme Snapchat, Telegram, Instagram facilitent le recrutement. Les adolescentes s'exposent sur les réseaux sociaux avec des selfies, dans des stories en pensant contrôler leur image. Très rapidement, elles acceptent des personnes inconnues comme ami·es, suivent d'autres personnes, se confient sur leur état d'âme, racontent leurs problèmes. Elles sont alors repérées par des recruteur·es qui vont établir le contact avec elle.

« Il m'a promis tout rose, tout beau parce que je le connaissais déjà avant. Cela faisait longtemps que je le connais sur Snap. Avant je ne le calculais pas trop. Je l'ai supprimé. J'ai changé de compte. Il m'a retrouvé. Après c'est là, où on a commencé à se parler ».

F13, 17 ans, confiée à l'ASE, en situation de prostitution

Les comptes fichas ou fishas (le verlan du mot affiche) sont aussi un moyen de repérer des filles sur les réseaux sociaux. Ils diffusent des contenus intimes (photos et vidéos), des nues réservés à des échanges privés. L'objectif est de nuire à la personne ciblée qui est le plus souvent une adolescente. Parfois, le numéro de téléphone ainsi que le compte snap de la fille sont inscrits sur la photo. S'ensuit du harcèlement, la création de rumeurs et une mauvaise réputation. Dans l'esprit des garçons, l'acte de prendre un nude signifie être consentante pour avoir des rapports sexuels avec quiconque. Ainsi, certains garçons vont faire leur marché sur ces comptes fichas et se rapprocher des filles pour les amener à se prostituer.

F6 a peur. Elle me raconte avoir fait des photos d'elle avec des filtres. Elle les aurait postées dans sa story sur Snapchat. Story qui est accessible au public et non privée. Des personnes ont capturé les photos pour les poster sur un compte fictif. Depuis leur diffusion sur les réseaux sociaux, elle dit recevoir de nombreux appels et messages de garçons. Des amies lui ont dit que des garçons la recherchent pour la prostituer. Ils habitent la même ville que F6. Quand elle sort, elle me dit se sentir suivie. Elle les connaît. Elle connaît la voiture dans laquelle ils circulent. Elle regarde souvent derrière elle pour vérifier leur présence ou non.

Extrait carnet de bord, F6 15 ans 1/2

La vidéo « Proxolab²⁴ » réalisée par Le Mouvement du Nid pour alerter contre le risque de prostitution s'inspire de faits réels et dévoile de manière explicite ces méthodes de recrutement : repérer des « garçons ou des filles rejeté.es, malheureux, abusé-es, tout ce qui ne va pas pour eux, est une porte d'entrée pour nous. Et, on n'hésite pas à taper chez les plus jeunes. Je vous écoute : hypersexualisation d'une photo de profil, taguer sur insta alors qu'elle est bourrée, un changement de situation. Va plus loin. Une fugue... Il faut bien analyser les éléments de la cible. C'est ça ».

Faire une démarche volontaire

Lors de discussions avec certaines jeunes femmes (F10, F15), elles expliquent que des adolescentes font la démarche elles-mêmes de les approcher ou d'approcher d'autres jeunes femmes sur les réseaux sociaux pour « bosser ».

Nous pensons qu'on peut qualifier cette démarche comme un sixième mode opératoire qui est, au regard des professionnel·les, difficile à imaginer et penser : celui de mineures allant elles-mêmes à la rencontre de proxénètes pour proposer leurs services. Nous pourrions les appeler « **les volontaires** ». Le plus souvent, elles prennent contact via les réseaux sociaux auprès de filles reconnues comme des « filles faisant bosser », ou auprès de garçons qu'elles ont rencontré lors de soirées ou par l'intermédiaire de copines. Elles ont eu des rapports sexuels non tarifés avec des hommes et souhaitent gagner de l'argent. Cependant, elles n'ont pas les codes de l'univers prostitutionnel. Elles ne savent pas écrire une annonce, poser des tarifs sur les prestations, se comporter face à un client. Elles peuvent être très jeunes. Elles s'engagent dans une pratique dont elles ne mesurent à aucun moment les risques et les dangers encourus face à des personnes détentrices de ces codes de fonctionnement. Elles pensent garder le contrôle et la maîtrise de ces actes mais en réalité, ce sont les personnes vers qui elles s'orientent pour obtenir de l'aide qui prennent le pouvoir et le contrôle sur elles.

Il y a plus de filles qui me disent « j'ai une copine qui faisait ça ». « J'ai rencontré une fille qui faisait ça. Je l'ai vu revenir avec des billets. Je vais essayer ». Et après, parfois ce sont elles-mêmes qui vont voir un mec ou le mec va leur proposer. Mais ce n'est pas forcément de la contrainte. Elles en tirent un bénéfice secondaire c'est-à-dire OK, je te donne de l'argent, mais tu vas te charger de ma sécurité. Je ne viens pas ici s'il n'y a pas quelqu'un qui me surveille parce que c'est trop dangereux pour moi. Elle le fait parce qu'il y a une sécurité derrière et pour elle, c'est normal de donner un peu d'argent pour le gars. Il est là. Il regarde ce qui se passe. Il veille sur elle.

Entretien avec ES12, Association Lille

Même si elles arrivent libres dans la prostitution, elles peuvent être très vite récupérées. C'est fréquent. Par exemple, il y a des couples qui existent, se forment sur fond de consommation de produits au départ ou soit le produit vient s'inviter plus tard dans le couple. La prostitution devient le moyen le plus facile et le moins risqué de se procurer de l'argent. Sinon, le gars vole et s'inscrit dans la délinquance. Tu es vite stoppé et c'est la prison. C'est plus facile pour la fille de se prostituer. Au fur et à mesure, même s'il n'y a pas de violences ni de contraintes, aux termes de la loi, c'est du proxénétisme.

Dans un premier temps, c'est sur fond de libre adhésion de la fille. Je ne dis pas que cela lui plait. Il y a une sorte d'entente dans le couple.

À un moment, le gars consomme plus, en fait profiter ses copains.

Il se découvre une carrière de proxo mais au départ, il n'y a pas eu forcément la volonté de mettre sous contrainte la fille.

Entretien D3, Association Lille

Mais on a pu constater également certaines adolescentes qui peuvent avoir subi des violences de la part de leur proxénète s'orientent vers d'autres jeunes femmes connues sur les réseaux sociaux et considérées comme plus expérimentées par les plus jeunes. Elles endossent le rôle d'initiatrices dans un premier temps : apprendre à se comporter avec un client (de l'accueil au rapport sexuel), apprendre à se maquiller, s'habiller, écrire une annonce, prendre une photo. Puis, elles les présentent à des clients. Cependant, la cohabitation peut s'avérer difficile car les nouvelles recrues peuvent venir bousculer les habitudes des anciennes.

« Par une amie à moi qui avait déjà travaillé pour lui. Tu sais, ils n'ont pas besoin d'aller les chercher. Elles viennent d'elles-mêmes. Mais ça on a du mal à le croire. Ma copine a un snap. Comme elle a déjà bossé avec d'autres filles. Certaines viennent vers elle en disant « les filles me disent que tu fais bosser. On peut bosser ensemble ? ». Tu peux me faire rentrer dans le truc en fait c'est ça que cela veut dire ».

F15, 21 ans, confiée à l'ASE à l'enfance

F6 m'attend devant son domicile. Nous avons rendez-vous pour un entretien. Elle est vêtue d'un legging noir et d'une grosse doudoune. Elle a les traits tirés et les yeux rouges. Son téléphone est collé à l'oreille. Malgré ma présence, elle poursuit sa conversation tout en me suivant vers ma voiture. J'entends la conversation car F6 ne baisse pas le ton de sa voix. Elle parle avec une fille qui semble poser beaucoup de questions.

Je n'entends que les réponses de F6. Je comprends qu'elle explique à son interlocutrice les modalités d'exercice de la prostitution et son rôle en tant que proxénète vis-à-vis de celle-ci : « Tu ne dois pas dormir. Je ne paie pas l'appartement pour que tu dormes. Il faut travailler. Je te donne l'argent après. Je poste l'annonce et on a des réponses 24 heures après. Il ne faut pas faire de sales photos. Il faut changer. Je me suis fait cramer une fois », « Je vais demander à mon mec de venir le soir pour nous protéger ». Lorsque F6 raccroche. Je lui demande de m'en dire plus. Elle n'est pas surprise et me raconte qu'elle « fait ça depuis 1 an ». Elle a été initiée par une copine âgée de 17 ans.

Les deux filles trouvent des « filles perdues » qu'elles recrutent. Son interlocutrice a 17 ans et n'avait jamais eu de contacts avec des clients. Elle recherchait justement des filles qui pouvaient l'aider à débiter.

Extrait du carnet de bord, novembre 2020, F6 15 ans ½, déscolarisée

F10 est en colère. Très énervée, elle me dévoile les tensions qui sont apparues depuis l'arrivée d'autres filles dans le groupe. Ces filles ont approché F10 en lui demandant son « aide pour travailler » sur snapchat. Elle leur a proposé de rencontrer les garçons (les proxénètes), des copains de F10 qui sont présents au quotidien avec elle. Chaque garçon est responsable d'une fille. F10 est choquée du comportement de ces filles. Elle formule des reproches à leur égard :

- « elles aiment ce qu'elles font, utilisent l'argent pour l'achat de cigarettes, de vêtements sans en coffrer une partie »,

- « elles laissent traîner leur culotte pleine de sang dans la salle de bain »
- « j'achète des chargeurs, elles me les prennent »
- « elles ne font jamais le ménage »
- « elles ont une carte PVC. On s'en sert donc elles croient que tout est permis »
- « elles oublient que je suis la plus vieille »
- « elles montrent aux clients qu'elles prennent du plaisir alors qu'il ne faut pas. Elles font du bruit. Elles crient. On les entend »
- « elles se déplacent avec deux valises comme si c'était déjà pas galère »
- les filles ne participent à aucune tâche « elles se comportent comme des princesses »

Extrait du carnet de bord, F10 18 ans, confiée à l'ASE à l'enfance, en situation de prostitution

Le schéma du recrutement des proxénètes se dessine ainsi : repérer les filles vulnérables, notamment celles qui sont placées en foyer ASE, les manipuler en s'appuyant sur leur naïveté, les piéger en leur donnant ce qu'elles aiment et ensuite les agresser pour maintenir l'emprise. Les modes opératoires ne sont pas les mêmes, et même s'il y a différents intermédiaires, la finalité est la même : faire rentrer de nouvelles adolescentes dans la prostitution (cf. page suivante).

Les modes opératoires des proxénètes

L'histoire d'amour	Le/la recruteur.e	Le viol	Exploitation de l'Instinct de survie des filles	Site en ligne/Réseaux sociaux	Les volontaires
<ul style="list-style-type: none"> • Pallier aux carences affectives parentales • Se positionner en tant que figure masculine protectrice, aimante 	<ul style="list-style-type: none"> • Faire appel à des filles & garçons, même âge, même problématique, inscrits soit dans la prostitution ou le trafic de stupéfiants • Proposer une écoute attentive et compréhensive • Proposer une protection • Aider ou accompagner dans la fugue • Inviter à des soirées, à manger au restaurant avec des copains 	<ul style="list-style-type: none"> • Tester la soumission de la jeune en lui faisant subir des actes sexuels présentés comme une sorte d'"entretien d'embauche" 	<ul style="list-style-type: none"> • Dépendance affective par la "valorisation" : Prêter ses vêtements, lui apprendre à "se faire belle" (coiffure, maquillage) • Dépendance aux toxiques : Donner de l'argent pour l'achat de cigarettes ; Donner du shit ou/et de l'alcool, des ballons (protoxyde d'azote) • Dépendance matérielle : Offrir des solutions d'hébergement, des repas, des secours 	<ul style="list-style-type: none"> • Only Fans • Mym • Comptes fichas 	<ul style="list-style-type: none"> • Premières expériences sexuelles avec des hommes non tarifées • Veulent gagner de l'argent • Se rapprocher de personnes expérimentées pour comprendre les codes prostitutionnels

REPERER

- Une fille/un garçon en fugue,
- Une fille/un garçon confié.e à l'ASE
- Une fille/un garçon surexposé.e sur les réseaux sociaux
- Une fille/un garçon dont les liens sociaux avec ses proches et ses connaissances sont dégradés

CHAPITRE 4

L'univers prostitutionnel : normes et relations

— Entretien l'ambiguïté autour de l'activité prostitutionnelle

Il apparaît que les rôles et les activités des uns et des autres dans la prostitution des mineur·es sont plus flous. Cependant, en regardant de plus près, on parvient à identifier des manières de faire et de s'organiser. Les adolescentes n'avouent pas facilement ce qu'elles font, du moins dans un premier temps. Quand les professionnel·les n'ont que des soupçons de conduites prostitutionnelles, les adolescentes sont dans le déni complet. À la question pourquoi elles sortent la nuit, elles ne répondent pas. Elles affirment sortir pour s'amuser, sortir avec des copains (SSA2, étude ASE). Pourtant quand le sujet est abordé dans des discussions, elles disent connaître : « j'ai une copine. Elle est escorte » (SSA2, étude ASE).

D'autres adolescentes en revanche, cachent moins la finalité de leurs sorties nocturnes, mais elles n'assument pas non plus qu'il s'agit de fait de prostitution. Elles ne font pas le lien avec le proxénétisme. Ce vocabulaire semble relever d'un autre monde, d'une autre génération. Elles se reconnaissent plus facilement dans le terme « escorte », mais elles prétendent maîtriser, « je vends pas mon corps, c'est un échange de service » (SAUO1, étude ASE).

Ce qu'elles donnent à voir est en décalage avec ce qu'elles éprouvent. Dans de rares moments de confiance, des professionnel·les ayant su établir une relation proche, les adolescentes affirment se sentir mal, se sentir « sales » et surtout d'éprouver un fort sentiment de « honte ». Mais en même temps, elles sont coutumières d'un train de vie couteux, elles savent que leur réputation est ternie et elles ne pensent pas pouvoir s'en sortir et vivre une autre vie. La sortie des pratiques prostitutionnelles est donc plutôt difficile.

Les hommes qui gravitent autour de ces adolescentes sont considérés par elles comme des amis, des protecteurs. Les paroles des filles recueillies dans différentes structures dévoilent ces complicités (SAUO1 et SSA1, étude ASE) :

- « c'est mon compagnon de galère »
- « il me dépanne »
- « ils sont toujours là pour moi »
- « Je peux compter sur eux ».

La perception qu'en ont les professionnel·les est bien différente. Ils/elles dressent un portrait différent de ces hommes : « Ils n'ont peur de rien. Peuvent se présenter devant ou à l'accueil de la structure ; « ils viennent en toute impunité. Rien ne les arrête. Ils se montrent sans pudeur » ; « ils attendent devant le foyer la sortie des filles, ce sont des « vieux », des hommes de 30/40 ans » (SSA1, étude ASE).

Les professionnel·les affirment aussi qu'il peut s'agir d'hommes qui ont un lien avec la délinquance, ils semblent être liés à des réseaux de trafic, notamment le cannabis : « des gars identifiés avec un certain palmarès » (SAUO1, étude ASE).

Les hommes participent au marché de la prostitution à différents titres. Chacun son rôle, chacun sa place, mais surtout chacun pour soi pour empêcher qu'un réseau soit démantelé.

« L'engraineur peut être le mac. L'engraineur peut être ton ami. Il peut être le mac au-dessus, au-dessus, mais tu ne le sauras jamais parce que chaque personne veille sur son argent par lui-même pour fructifier son affaire. Donc si le mec voit que son affaire marche bien, vous pensez qu'il va partager avec ses potes. Sinon, il va dire à un de ses potes, écoutes j'ai une escort qui va travailler ce soir, tu peux faire le guetteur pour moi. Genre tu te mets devant la pièce pendant qu'elle fait ses trucs, tu vérifies qu'il n'y a pas de trucs bizarres.

Il y a le chargé de communication qui est celui chargé de prévenir la police si elle arrive. Les macs, eux, se disent si on fait ça dans une maison ça va être cramé. Parce ce que dans une maison, trop d'allées et venues, les voisins, ça va être un danger. D'un autre côté, si on fait ça loin, ça ne marchera pas. Quel client aura envie de se déplacer deux heures pour aller voir une fille pour 40 minutes. Ils se disent le meilleur moyen est de se choper des petits hôtels sur Paris, les aménager à leur façon à eux parce que le client ne va jamais arriver comme il a trouvé l'hôtel, non jamais. Ils vont l'aménager à leur manière, de manière que quand le client arrive, il fait ce qu'il a à faire et il se barre. Ça veut dire qu'à partir de ce moment-là, il y aura celui qui va guetter : en gros de voir si le client qui vient n'est pas un flic parce que y a des fois y a des flics qui se mettent en civil pour des guet-apens. Il vérifie bien si le mec n'est pas un flic. Il faudra le mec de la sécurité vu que le mac ne va pas faire croquer un billet. Il va me dire, dis-moi si tu sens un truc bizarre ou s'il y a quelque chose qui va arriver. Comme ça eux, ils sont près. Ils savent que les 40 minutes qu'ils vont faire dans cet hôtel-là, ça va être 40 minutes sans problème. A chaque problème, il y a quelqu'un qui va me dire « Ah tu sais y a quelqu'un qui est arrivé, ah beh tu sais il y a un flic ». Combien de situations où j'ai vu des copines à moi m'ont appelé, il était 3 heures du matin « viens me chercher ». Je lui demandais « qu'est ce qui t'arrive ? ». « Je suis sur Paris. Les flics sont arrivés. Mon mac m'a lâché ». À partir du moment où il y a la police, c'est très simple. C'est du chacun pour soi. Mais tu n'as pas intérêt à parler »

Entretien avec B, 18 ans, SSA1, étude ASE

Le lien avec le trafic de stupéfiants est également évoqué, les trafiquants invitent des filles dans des soirées organisées pour se divertir.

« A [commune du 93], les grands de la cité ont loué un appartement pour les plus jeunes garçons de la cité afin de leur offrir des filles. C'était une sorte de cadeau, des plus grands faits aux plus jeunes, pour leur montrer les avantages à travailler avec eux dans le business de shit ou autres ».

Entretien avec une professionnelle - SAUO1, étude ASE

Certaines personnes de ce milieu semblent même se convertir dans la prostitution, jugée comme étant une activité plus rémunératrice.

« C'est comme je vous disais. Au bout d'un moment, la drogue ne marche pas à tous les coups. Vous allez vendre du shit un 10 balles, un 20 balles, un 50 balles. Quand tu as une meuf qui va dans une chambre et qui fait 30 000 et lui gagne 100 euros. C'est plus rentable de prostituer une fille que de vendre du shit. Ça veut dire tout ce qui va être dans l'escroquerie, la location de voiture, on sait que c'est rentable. Vous ne perdez rien dans tous les cas. Les filles qu'on envoie dans les autres pays pour aller livrer de la drogue, qu'elles reviennent. Leur compte en banque est rempli aussi. Tout est rentable. En fait c'est juste que tout ce qui arrive des cités, les gens ne veulent plus. Avant c'était, je suis dans ma cité, j'ai grandi dans ma cité donc je vais rester dans ma cité. Maintenant c'est, je suis dans ma cité, j'ai grandi à l'intérieur mais je fructifie mon affaire tout en restant dans ma cité. Donc je vais faire des trucs à l'extérieur de la cité, rentrer à la cité pour frimer devant les autres et leur montrer ce que j'ai et eux ce qu'ils n'ont pas ».

Entretien avec B, 18 ans, SSA1, étude ASE

Les lieux d'accroche des clients sont très diversifiés au même titre que les clients eux-mêmes et donc les prix des prestations. Selon le type de prestation, simple passe ou services d'une escorte de luxe, ce sont autant les boîtes de nuit proche des Champs Élysées ou des soirées privées sélectes que des bars à chichas dans les quartiers plus populaires à Paris ou en banlieue.

Parallèlement évolue le recrutement de clients directement sur Instagram ou Snapchat. Les filles publient des photos « nues » (jargon internet pour dénudées) et acceptent de se rendre à des rendez-vous. Certaines adolescentes travaillent seules, au risque de ne pas être payées ou s'exposer à des violences.

Une des stratégies pour se faire payer consiste à prendre discrètement la plaque d'immatriculation du véhicule du client en photo. Si celui-ci ne veut pas payer, l'adolescente menace de se rendre au commissariat (SA3, étude ASE).

Pour les adolescentes qui exercent régulièrement s'organise une double vie, matérialisée par la possession de deux téléphones distincts, un pour sa vie privée et un pour organiser l'activité prostitutionnelle.

« On ne parle jamais sur des téléphones tactiles ou android. On va sur Internet avec, mais si tu veux me parler, on va sur un bigo et j'aurai une carte SIM Lycamobile. Des trucs que je peux casser, jeter et changer sans arrêt. C'est pour ça que les escortes ont deux téléphones. Un téléphone pour tout ce qui est de la famille, les snaps et un autre téléphone pour le mac, les clients, les heures. Parce que dans tous les cas quand tu touches le téléphone d'une escorte, dans ce contexte, dans le téléphone il y aura client 1, client 2, client 3... et elles savent qui c'est parce que moi j'en ai déjà vu « eh c'est quoi tout ça ». Tu vas lui dire c'est qui le client 1 et elle va te dire qui c'est « oui, lui c'est untel, il habite là » ».

F15, 21 ans, confiée à l'ASE à l'enfance

Cependant le passage d'une activité à l'autre est possible puisque les garçons et les hommes dans leurs quartiers repèrent assez rapidement qui sont les filles dont la réputation se ternit et ils savent s'y prendre pour les recruter et les récupérer pour leurs réseaux.

Pour les adolescentes confiées aux structures de l'ASE, il s'avère que les conduites prostitutionnelles ne sont que rarement des actes isolés et assumés toutes seules. L'hypothèse d'un réseau très souple, néanmoins bien structuré est beaucoup plus probable. Chacun y tient sa place, mais personne ne connaît personne s'il le faut. Les filles prétendent agir seules, prennent en partie des initiatives, mais sont toujours un maillon dans la chaîne. Les recruteuses sont aussi des victimes, anciennes victimes de violences et victimes d'un système qui les fait croire qu'elles ont une influence et la capacité de générer des bénéfices financiers.

Installation progressive dans la pratique prostitutionnelle

Une fois attiré par cet univers prostitutionnel, accompagné de sorties nocturnes et de consommation d'alcool et de drogues, le mode de vie des adolescent·es change.

Si elles arrivent encore dans un premier temps à cacher cette pratique à leur entourage familial et scolaire, progressivement cet univers prend le dessus. L'absentéisme scolaire s'installe, car les deux modes de vie sont difficilement conciliables. Les parents ou les éducateurs des foyers constatent des fugues de plusieurs jours à l'issue desquelles les filles reviennent fatiguées et épuisées. Ils essaient de les empêcher de sortir, mais n'arrivent plus à s'imposer face aux jeunes et leurs fréquentations qui les sollicitent parfois en exerçant une pression sur elles.

« Ça a commencé quand elle a rencontré cette copine. Au départ, elle me parlait d'elle : elle fume, elle dort en classe, comme si c'était quelque chose d'intéressant. Ensuite, elle a commencé à vouloir dormir chez une autre copine, on l'a autorisé une fois, mais ensuite, on a dit non, tu dois aller à l'école. Elle n'a pas voulu accepter, mon mari l'a tapé et elle a quitté la maison sans son téléphone, seulement avec sa carte Navigo et 10 euros. Et elle n'est pas rentrée pendant deux nuits et trois jours. On est passé au commissariat et moi j'ai appelé une de ces copines que je savais sérieuse, elle a compris que c'était grave, elle m'a envoyé des snaps, elle m'a envoyé une photo où ma fille était dans un hôtel dans le 91, mon mari est même parti là-bas, mais elle était déjà partie [.../...] ».

« Mais elle sait comment faire, elle va dans un bar à chicha, elle s'assoit et elle attend, il y a toujours quelqu'un qui vient et elle va dans les hôtels. Ses copines m'envoyaient des vidéos que j'ai gardé, on la voit avec des amis, en train de fumer, de fumer des joints, en train de boire... Des photos en soutien-gorge... on voit des chambres d'hôtel, toujours d'autres chambres d'hôtel, les endroits ne sont pas pareils. J'ai découvert tout ça au fur et à mesure. »

Entretien avec Madame C, étude Montreuil

Progressivement ces adolescent·es disparaissent de leurs environnements habituels. Les parents n'ont plus de nouvelles et elles ne vont plus au collège ou au lycée. Les filles qui habitent en foyer peuvent réapparaître, sont transférées dans un autre foyer, mais restent très réfractaires au contact des éducateurs/trices et ne sont pas prêtes à parler de ce qu'elles font quand elles sont absentes des structures.

Manon, confiée à l'ASE. Son père a été violent envers elle. La mère ne se serait jamais interposée face à ces actes de violences ce qui aurait profondément blessée l'adolescente. Manon est alors confiée à un foyer. C'est dans ce lieu qu'elle a rencontré deux filles inscrites dans le michetonnage.

Elles ont entre 15 et 17 ans. Ces deux filles l'auraient pris sous leur aile et l'entraîneraient à fuguer. Elles l'éloignent également de la mère. Manon appelle de temps en temps sa mère. Celle-ci la met en garde contre ses copines. Seulement Manon ne veut rien entendre et se fâche à chaque fois que sa mère en parle. Depuis quelques temps, Manon appelle moins. Elle ne répond plus aux appels de sa mère. Parfois, quelqu'un décroche mais ne parle pas. La mère pense que les filles ont pris le téléphone de sa fille et contrôlent ses appels et ses propos. Un jour, la mère a croisé les copines de sa fille dans un grand centre commercial. Elles auraient malmenée la mère en lui demandant de laisser tranquille Manon. Elles étaient très agressives vis-à-vis d'elle.

Extrait du carnet de bord, étude Montreuil

On peut supposer qu'elles entrent dans des réseaux de prostitution organisés et qu'elles ne disposent plus beaucoup de marge de manœuvre et surtout qu'elles vivent dans un monde ayant un mode de vie parallèle.

Les relations entre les adolescentes et leur proxénète

Le proxénète peut donc avoir plusieurs visages : celui d'un homme ou d'une femme, celui d'un garçon ou d'une fille, celui d'un petit copain ou d'un·e ami·e. Dans le discours des adolescentes, il est souvent décrit comme un être protecteur. Dans le discours des éducateurs et des veilleurs de nuit, c'est une personne à qui l'on « aimerait lui mettre son poing dans la gueule ». Il peut être plus âgé comme il peut avoir le même âge, c'est-à-dire être mineur également.

Nous avons engagé le chapitre 3 sur les facteurs personnels favorisant l'inscription dans les pratiques prostitutionnelles en abordant la sphère familiale en tant que milieu précaire, mais également carencé d'un point de vue de l'éducation et des signes d'affection, avec parfois l'absence de la figure paternelle : absence physique ou morale. Nous avons pu constater, dans le discours des filles, l'apparition d'une image défailante d'une figure masculine, le plus souvent le père : violent, absent. Il ne se positionne pas en tant qu'adulte protecteur, rendant ainsi l'environnement familial insécurisant et malveillant au lieu d'aider son enfant à s'épanouir et à grandir. Les filles vont alors chercher cette figure masculine protectrice à l'extérieur via le plus souvent les réseaux sociaux.

« Avec les deux gars la relation était différente. Le premier c'est-à-dire le père de famille qui m'entraînait là-dedans, je le considérais un peu comme une figure masculine. Je le considérais comme un frère.

Mais au final, je me suis rendu compte, que je le considérais plus comme un père. Il était très intelligent. J'absorbais beaucoup de choses de ce qu'il me disait. Après, j'ai remarqué que c'était un manipulateur. Mais je me suis rendu compte très tardivement que c'était un manipulateur.

Le deuxième c'était une relation amicale puis après c'est devenu une relation ambiguë.

F12

Est-ce que tu les voyais comme des protecteurs ?

Enquêtrice

le premier plus que le deuxième. Mais je savais que si j'avais un problème, les deux interviendraient. D'un côté, est-ce que j'avais plus peur de lui que des clients ? C'est ça la vraie question. »

F12

Entretien avec F12, 17 ans, confiée à l'ASE, étude Haut-Rhin

Le proxénète est certes vu comme un protecteur par les filles, mais il peut être capable « d'imposer une pression en fonction des situations » ou de « manipuler ». Ce n'est qu'au fil du temps, qu'elles en prennent conscience. Une pression qui prend la forme d'actes de violence physique ou/et psychologique. Nous avons pu voir dans le passage concernant les modalités de recrutement qu'elle varie en fonction du genre du proxénète. L'homme/le garçon manipule et joue avec les sentiments amoureux et affectifs de l'adolescente quand la femme/la fille tient un discours maternant et s'appuie de l'expérience négative auprès des hommes/des garçons vécue par les adolescentes pour attirer les mineures. L'objectif reste le même, celui d'asseoir son pouvoir, sa domination sur l'autre afin de pouvoir mieux la contrôler, la rendre docile et annihiler toutes velléités de rébellion.

« Une fois, je me suis emportée parce que j'avais fait un truc, j'avais récupéré de l'argent et du coup je devais aller chercher du shit. C'était un mec que je connaissais déjà sur Strasbourg. Donc je suis sortie, on a fumé un joint. J'avais dit que je rentrais à une heure précise. Je suis rentrée plus tard que ça. Quand je suis rentrée, il (le deuxième) était grave énervé. Il m'a dit « ouais, qu'est-ce que tu foutais ? Tu m'avais dit que tu rentrais à une certaine heure et tu n'es pas rentrée ». Du coup, il s'est énervé. Il a pris l'argent et me l'a lancé dessus. On s'est pris la tête mais cela n'est pas allé plus loin que des paroles. En fait, c'est plus psychologique. C'est dans leur manière de parler, de s'exprimer, de te rabaisser.

Dans leur voix, à leur intonation, je pense que l'intonation lorsque l'on s'exprime cela joue. Ils avaient une voix assez forte, assez portante. En faisant des « petite conne », des « avant tu n'étais rien, je t'ai sorti de ta cambrousse ».

F12, 17 ans, confiée à l'ASE, étude Haut-Rhin

« Oui, mais c'est le garçon qui manipule la fille. Il fait croire qu'il aime mais à côté de ça, le garçon n'a rien à faire de la fille. Elles sont complètement matrixées par les garçons. Elle l'aime tellement. Elle le voit comme son sauveur. Il l'a sauvé de ses galères. Je fais ça par amour. Parce que la plupart du temps, ces jeunes hommes leur disent que tu fais ça pour moi, par amour, pour nous deux. Tu vas le faire pour nous pour que plus tard on s'assure un meilleur avenir comme ça on n'a pas besoin de travailler. Mais elles, elles ne savent pas que pour avoir un appartement, il faut des fiches de paye, avoir un emploi. Tout ça, elles ne le savent pas. Elles ne s'en rendent pas vraiment compte. Elles vont dire « ouais je fais ça par amour ». Moi j'ai plein de copines à moi, elles allaient faire 3000 €. Elle me disait tiens regarde j'ai fait 3000 €. Pour dire aux mecs, tiens regarde soit fière de moi j'ai fait 3000 €. J'ai fait beaucoup d'argent pour nous aujourd'hui. Et puis le mec va te laisser dans ce délire-là. « C'est bien, tu es la meilleure, tu es trop forte ».

Entretien avec F15, 21 ans, confiée à l'ASE, en situation de prostitution

« Au début ils te promettent tout beau, tout rose après ils te frappent. Mais les autres gars, j'ai réussi à m'en sortir de là. Ils n'ont pas cherché plus loin à me rattraper. Eux ils s'en foutent. Après, lui ce n'est pas la même chose. J'ai voulu partir une fois. Il m'a attrapé. Il m'a mis dans le coffre d'une voiture. Il m'a séquestré. Il m'a frappé. Je me suis dit que je n'allais jamais en sortir de là. Moi, il me frappait. Il me gardait. Il croit que je lui appartiens. En fait, je pense qu'il a voulu montrer qui il était. Il me disait « tu veux manger, tu fais un boy. Tu veux sortir tu fais un boy. »

Entretien avec F13, 17 ans, confiée à l'ASE, en situation de prostitution

La violence peut apparaître entre le proxénète et l'adolescente quand celle-ci décide de le quitter ou d'arrêter de se prostituer. Comme le souligne F10 mais également F13 lors d'un entretien, « il (le proxénète au regard de la loi, le petit copain pour elle) vit avec mon argent. C'est moi qui ramène l'argent avec mon cul. Il n'a plus qu'à le prendre. Sans moi, il n'est rien ». « Avec moi, il gagnait plus de 1000 euros par jour » ce qui faisait environ 30 000 euros par mois. Pour ces proxénètes, les filles sont des objets sexuels très lucratifs qu'il ne faut surtout pas laisser partir. Les filles ne voient pas la couleur de l'argent ou très peu. Elles sont leur seule source de revenus.

« En fait non, j'étais naïve. J'avais une telle relation de confiance avec eux. Je me suis donné à lui tout simplement. Je ne pensais vraiment pas qu'il allait me la mettre à l'envers. Du coup, je n'ai jamais fait les calculs. Je faisais les clients mais je ne m'apercevais pas des sommes ».

F12, 17 ans, confiée à l'ASE, étude Haut-Rhin

Si la pression psychologique est insuffisante, la violence physique permet de maintenir la fille sous emprise. C'est ainsi que comme nous avons pu le voir dans le cadre du recrutement, des filles deviennent des recruteuses, voire des proxénètes pour arrêter de se prostituer et d'une certaine manière racheter leur liberté en trouvant une autre fille qui devra la remplacer. Le discours de certains proxénètes va dans ce sens « si tu veux partir, tu me trouves une bosseuse ».

Il te laisse tranquille en ce moment ?

Enquêtrice

écoute, son pote, le deuxième est revenu me parler. Genre, j'ai mis des snaps en Suisse. C'était un anniversaire. Ce n'était pas de la prostitution. Il a vu ça et « tu nous prends pour des salopes. Espèce de connasse. Tu es là et tu t'affiches. Tu crois qu'on est des connards. Tu verras, de toute façon, je vais te retrouver. On va discuter.

Tu me connais, tu sais que tu ne me prends pas pour un con ». Pour une fois j'ai répondu autrement. Je ne me suis pas laissée faire. Il me répétait exactement la même phrase « ouais on t'a sortie de ta merde. Avant tu n'étais rien. Tu n'étais qu'une pauvre clocharde ». Je lui ai dit « écoute, je ne sais pas pour qui tu te prends, tu manges sur les plans des autres. Tu as 28 ans. Tu n'as pas travail. Tu vis encore chez tes parents. Moi j'ai toute ma vie devant moi. Je suis loin d'être une ratée ». En fait, je pense qu'il a pris le seum parce qu'il n'a plus de pouvoir sur moi. Il voit bien que je m'en sors, que j'arrive à gérer sans eux, que je n'ai pas besoin d'eux pour assurer ma protection ou quoique ce soit. Je pense que c'est vraiment ça. Ce sont des personnes vraiment égocentriques, narcissiques. Dès qu'on leur retire le pouvoir, ils sont perdus.

F12

Est-ce que tu peux leur dire qu'au regard de la loi tu es une victime et que ce sont eux les auteurs, les responsables ?

Enquêtrice

Je ne le tenterais pas. Je ne peux pas mentir parce qu'ils exercent encore une certaine pression sur moi. Même si j'essaie de ne pas toujours me laisser faire, mon corps ne ment pas. Je stresse. Je sens que je transpire. Je tremble. Je ne suis pas bien.

F12

F12, 17 ans, confiée à l'ASE, étude Haut-Rhin

Enfin, certains proxénètes font le choix de répartir les gains entre eux et les filles. Le plus souvent, les filles parlent de « 50/50 ». Des parents nous disent avoir entendu de la part de leur fille « avoir gagné 3000 euros par mois ». Des éducatrices/teurs disent également voir revenir des filles au foyer avec « beaucoup d'argent » sans pour autant estimer le montant. Cette prise de position est aussi une forme de manipulation car elle permet de maintenir les filles dans leur système.

« Il y avait des mecs, c'était grave des amours. Après moi je bossais avec des grands. Ils avaient plus de 25 ans. C'était correct. En soi, ils me passaient mes sous. À chaque passe, ils me passaient mes sous. Ils me disaient « prends tes sous, fais ta vie, sors ». Je faisais ma vie. Je faisais ce que je voulais. Personne n'avait rien à me dire ».

Entretien avec F9, 17 ans, confiée à l'ASE

La relation avec le proxénète semble être déterminante dans la prise de conscience pour les filles de se considérer ou non comme victime d'un système prostitutionnel. La relation avec le proxénète est d'autant plus positive et acceptée quand celui-ci ne les prive pas de leurs libertés : de sortir en soirées, d'acheter des accessoires, de se déplacer, de côtoyer leurs ami·es et surtout de disposer de leur argent (une petite partie de leur argent au prorata du nombre de clients vus). Ce qui a pour incidence de rendre plus difficile la prise de conscience des filles à se considérer comme victime d'un système prostitutionnel et d'agir sous la contrainte. C'est ainsi que sortir de la prostitution est difficile.

... et avec les clients ? ²⁵

Les informations recueillies auprès des adolescentes et des professionnel·les sur les clients révèlent qu'il s'agit essentiellement d'hommes. Nous n'avons pas rencontré de situations où des femmes étaient clientes. Nous n'occultons pas ce fait qui existe aussi, mais l'enquête n'a pas permis d'aller dans ce sens.

Les figures sociales des clients de la prostitution sont de toutes situations familiales (en couple ou mariés, célibataire, divorcés), de tous niveaux d'études (sans diplôme à bac+), de professions et niveaux de revenus les plus divers (cadres, employés, chefs d'entreprise). Le « sugar daddy » n'a jamais été évoqué par les adolescentes mais plutôt par les jeunes femmes. Le terme « sugar daddy » est un anglicisme argotique utilisé pour désigner une relation de prostitution dans laquelle un homme offre de l'argent, des biens à une femme plus jeune. Mais cet homme, plus âgé, demande souvent l'exclusivité de la jeune femme comme le souligne F12 : « Il faut que tu sois tout le temps disponible. C'est quand lui il veut au final puisqu'il paye et toi tu ne dois rien dire ».

ouvrier, banquier, policier. J'ai même eu un flic de B. Je ne l'ai pas cru. Il m'a montré sa carte. Je lui ai dit « tu ne vas pas me balances j'espère ». « Non t'inquiètes ».

F13

j'ai même eu un avocat.

F9

aussi un pompier. Ça s'est même passé dans sa caserne.

F13

j'ai eu un footeux un jour. Il était vraiment trop beau. Il avait une femme. Il venait me voir.

F9

Entretien avec F9 et F13, 17 ans, confiées à l'ASE, en fugue

« Tu peux avoir de tout. Tu peux avoir des pères de famille comme des jeunes hommes. Maintenant, il y en a qui ont peur d'aller voir les filles. Dès qu'ils voient qu'elles sont trop jeunes, ils partent. Ça dépend mais comme il y en a ce sont des crasseux, du moins pour moi : comment tu vois que la petite fille a 15 ans comment tu peux ? Il y a toujours eu des pédophiles. Cela a toujours existé et cela existera toujours. Comme la prostitution existera toujours. Tu peux avoir des hommes de 40 ans, des hommes de 50 ans. Après tout ce qui va être un Sugar daddy.

Vous voyez les gens qui ne sont pas riches mais qui ont de la thune, les prostituées, il n'aime pas parce que trop de monde leur passe dessus. La jeune fille ne va pas prendre de plaisir comme ils disent. Donc cela ne m'intéresse pas. Les Sugar daddys vont plus opter pour des filles qui ne les voient qu'eux.

F15

mais qui sont ces Sugar daddys ?

Enquêtrice

avocat, il y a vraiment de tout. À côté, ils ont une vie. Ils te le disent. « Écoute, moi j'ai une vie. J'ai une femme. J'ai des enfants. Je veux que tu restes discrète sur tel point. Quand on se voit, je prends un hôtel. Je te passe ça.

Cela dépend de la relation que tu as avec lui. Il y en a qui vont t'offrir des cadeaux comme d'autres vont te donner que du liquide ».

F15

F15, 21 ans, confiée à l'ASE à l'enfance

« J'ai eu un joueur de poker, des commerciaux, des ingénieurs. Il y a vraiment de tout. Le plus jeune avait 19 ans et le plus vieux 40 ».

F12

F12, 17 ans, confiée à l'ASE, étude Haut-Rhin

Les filles m'ont parlé de plusieurs types de clients. Il y a des supers sympas comme ce gars d'une société de chauffage qui finance les voyages d'une fille. Il lui a payé un appartement, une BMW. Elle l'appelle, lui fait une demande et il lui verse de l'argent sur un compte. Il n'y a pas de sexe, parfois, de temps en temps. Ensuite, il y a les pigeons où elles profitent clairement d'eux, sans sexe. Il y a les clients ponctuels qui ne viennent que pour la prestation. Certains clients vont avoir des demandes particulières : plans à plusieurs filles, recherche de dominatrices. Les filles ne font rien avec l'homme. Les filles se touchent. Tu dois manger de la merde devant moi et cela m'excite. Deux jeunes sont parties avec un mec un week-end. Ils ont dormi ensemble.

Entretien avec ES 12, Association Lille

À partir des discours des filles, il semble donc difficile de dresser un profil type du client. Cependant, un critère revient régulièrement, celui de l'âge des clients. Certaines refusent les jeunes pour plusieurs raisons : « pas assez d'argent », « manque de confiance », « violents », « possibilité de les rencontrer en dehors », « possibilité de tomber sur quelqu'un qu'on connaît », « pas fiables ». L'homme âgé « est plus riche », « plus gentil » et donc privilégié pour les actes prostitutionnels.

« Les jeunes, c'est mort moi je ne prends pas ».

Entretien avec F9, 17 ans, confiée à l'ASE, en fugue

« Moi aussi. Je ne prends pas les jeunes. Cela m'est arrivé une fois. C'était dans mes débuts. J'étais vraiment bête. Il m'avait dit « oui je te paye après ». Et au final, il ne m'avait pas payé. J'avais perdu du temps. Depuis ce jour-là, j'étais refroidi même si, il y a quand même deux jeunes que je prends. Il y a un renouveau qui est vraiment très sympathique, qui est régulier. Et un autre pour une fellation. Ce sont les seuls jeunes que je prends sinon ce sont des personnes plus âgées ».

Entretien avec F12, 17 ans, confiée à l'ASE, étude Haut-Rhin

« Oui car ce n'est pas rassurant. Certains n'ont pas l'argent. Mais surtout, tu peux les rencontrer en dehors. Tu vas marcher et tu vas voir le mec. C'est pour ça qu'elles ne prennent pas des jeunes. Moi j'ai toujours demandé l'âge et l'origine. Tout ce qui était reubeu je ne prenais pas. Sauf si je n'ai vraiment pas d'argent. Je les prenais à partir de 35 ans minimum parce que... par exemple tu vas me dire que tu as 32 ans, je vais être hésitante puis je vais voir à ta façon de parler. Si tu parles correctement, je te prends sinon non ».

F15, 21 ans, confiée à l'ASE à l'enfance

Rencontrer un client n'est pas sans risque pour l'adolescente. Nous avons souvent évoqué à différents moments ce rapport de vulnérabilité des filles, leur innocence, leur naïveté permettant ainsi à certains clients de profiter d'elles : demander ou non des pratiques sexuelles inconnues par les filles, voler l'argent de la passe, retirer le préservatif avant la pénétration. Les clients s'aperçoivent de leur inexpérience, notamment à leur début, pour « les arnaquer ». Cependant, aucune des filles interrogées n'a évoqué des faits de violence physique, verbale des clients comme si cela restait invouable, tabou. F15 est une jeune femme que nous avons rencontrée à plusieurs reprises, avec laquelle nous avons pu échanger sans tabou sur sa pratique de la prostitution mais à aucun moment, elle nous a révélé avoir été victime de violences. C'est la psychologue de son lieu d'accueil qui nous a informés avoir vu revenir F15 avec des traces de coups.

« Les filles sont tellement jeunes qu'elles ne se rendent pas compte. C'est plus tard qu'elles vont se rendre compte qu'elles ont fait de la merde. Pourquoi j'ai fait ça ? Pourquoi je n'ai pas donné mon corps à un homme que j'aime ? Moi j'ai donné mon corps à un mec que je ne vais jamais revoir de ma vie. Elles ne se rendent pas compte donc cela veut dire que souvent celles qui débutent, elles sont souvent arnaquées. Par exemple, le mec va lui dire « vient je te donne 50 € en plus et on le fait sans préservatif ». Qui dit que le mec n'a pas le sida ? Qui dit que le mec n'a pas de maladie ? Les filles qui me disent qu'elles le font sans préservatif, le mec doit présenter, si c'était moi, les résultats d'analyse avec sa pièce d'identité qui dit que c'est vraiment lui. Il y en a d'autres comme elles vont voir que l'argent elles vont dire viens ».

« Un mec au téléphone. C'était un Français. Il voulait un RDV sur Paris, vers République. C'était un reubeu assez âgé. On monte dans un appart. Je monte avec lui dans l'appart'. Mon premier réflexe « donne-moi mon argent ». Il me dit « oui t'inquiète je suis habitué avec les escortes, je te le donne à la fin ». OK pas de soucis. Je suis naïve. On devait se voir pour deux rapports. À la fin du premier, il me dit « ouais, viens on descend fumer parce que je ne peux pas fumer là ». Moi, je descends avec mon sac à main, mes affaires. Le mec ferme à clé derrière moi. Il ne m'a pas payé. J'ai appelé le numéro qui m'avait appelé. Je lui ai dit que j'allais au commissariat tout de suite. Le mec avait bloqué mon numéro. Mais, je ne me vois pas aller au commissariat. Vas-y, je ne vais pas perdre mon temps. Je m'en fous. Ce n'est pas grave. C'est le risque du métier comme on dit ».

F15, 21 ans, confiée à l'ASE à l'enfance

« Il y en a qui me crachait dans la bouche. Je leur disais préviens-moi. Je pétais un câble. Préviens-moi au moins. J'étais choquée. Certains voulaient faire pipi sur moi ».

« Non jamais de la vie je ferai nature (sans préservatif). Non jamais même la fellation je la faisais avec un préservatif. Je ne faisais jamais des actes nature. Le mec il me fait quoi... je monte sur lui juste pour m'assurer ».

qu'il a mis la capote pour faire le rapport. C'était un client de 15 000. Il était jeune. J'étais toute seule dans l'appart. Je ne pouvais rien faire. Le mec veut me prendre en levrette. OK. Je vois, il avait posé la capote juste à côté de moi. Il a craché en moi. Et c'est à partir de là que j'ai eu mon problème ».

« Ouais, il y en a un il m'a fait une dinguerie. Il y en a un qui s'est cassé avec les sous. Genre, les sous je les ai posés. Il s'est cassé avec. Il les a repris. Je n'ai même pas regardé. Je ne sais pas comment il les a repris. Je n'ai pas fait attention alors que de base, je les cache. C'était 200 balles. Ce jour-là, j'avais tellement pleuré. Il y en a qui me disent rends-moi mon argent alors qu'il avait fait sa presta. Je leur disais mais tu crois on est où là. Je les remettais à leur place ».

Entretien avec F9, 17 ans, confiée à l'ASE, en fugue

« Certains ont essayé de me voler. F9 était avec moi quand il a essayé de me voler. C'est toujours l'argent avant. Ils doivent donner l'argent avant. Après on le cache. Je ne me suis jamais fait braquer ».

Entretien avec F13, 17 ans, confiée à l'ASE, en fugue

Certains clients peuvent avoir des demandes qui peuvent encore plus déstabiliser les filles. Ils les sollicitent à prendre le rôle du dominant dans la relation. L'adolescente devient alors la dominatrice qui prend le contrôle de la situation. Elle utilise la douleur, la contrainte, l'humiliation pour répondre aux fantasmes du client. C'est le client qui va poser les limites. Ce rôle de dominatrice est surtout utilisé dans les relations BDSM c'est-à-dire le « Bondage-Discipline-Sadomasochisme ». D'autres sont des clients urophiles qui prennent du plaisir à se faire uriner dessus. Ils vont alors demander à des filles d'uriner sur eux en s'accroupissant au-dessus de leurs corps. Ces pratiques sont plus lucratives qu'une passe ordinaire comme le précise F9 ci-dessous.

les tarifs étaient plus élevés ?

Enquêtrice

ouais, 1 heure je pouvais avoir 500 balles. Les soumis crachent de l'argent. C'est un vrai business. Des fois, tu tombes sur des gens bien.

F9

Entretien avec F9, 17 ans, confiée à l'ASE, en fugue

F5 est assise sur son lit. Elle roule un joint. Elle a intégré un studio dans une résidence sociale. J'ai mené un entretien et eu plusieurs conversations informelles avec elle.

Pourtant notre premier contact a été plutôt froid : « tu viens ici parce que c'est un foyer à putes ? Moi je n'en suis pas une ». L'équipe éducative en charge de son dossier quand elle était mineure avait de fortes suspicions de prostitution voire de recrutement de filles pour la prostitution. F5 a toujours nié en précisant que « les éducateurs ne m'aiment pas ». Nous avons décidé de manger dans son studio car elle n'aime pas sortir de chez elle. Elle a peur du regard des hommes. F5 a un corps répondant aux standards de beauté de l'industrie du sexe : grosses fesses, gros seins. Elle se dit victime de harcèlement de rue avec des hommes qui peuvent la suivre en voiture et l'aborder. Elle m'explique avoir une amie qui occupe l'appartement jouxtant le sien. Cette voisine est en situation de prostitution et reçoit des clients dans son studio. Un jour, elle était avec elle. F5 me parle d'un client qui lui demande d'uriner sur lui. Elle devait s'asseoir au-dessus de lui et uriner. « Tu te rends compte le choc pour moi. Je n'y arrivais pas. C'était trop dur. C'est violent pour une jeune comme moi. On n'est pas habitué à ça ». Je ne sais pas si F5 s'est rendu compte qu'elle venait de m'avouer pour la première fois son rapport à la prostitution ou si elle commençait à me faire confiance.

Extrait du carnet de bord, F5, 18 ans, confiée à l'ASE

En règle générale, ce sont les clients qui se déplacent pour aller à la rencontre des filles soit à l'hôtel, en appartement ou maison loué via la plateforme Airbnb, dans des appartements squattés dans des cités, des paliers d'immeuble au dernier étage. Certains peuvent les accueillir à leur domicile. Ils peuvent parcourir plusieurs kilomètres pour rejoindre la fille choisie. Certaines jeunes femmes comme F10 et F15 ont pu dresser une carte territoriale des clients payant le mieux en Île-de-France : « Il y a des endroits où tu te fais moins d'argent. Par exemple, le 78, le 77, le 94 il n'y a pas d'argent. À Nanterre, il y a beaucoup d'escortes. Par exemple, si je retourne dans certains endroits où je suis allée, je sais que cela paye bien ou pas, si le téléphone sonne ou pas. Tu sais déjà qu'il va y avoir du monde qui passe. Le 13e arrondissement ça allait, le 94 côté Charenton. Nation, ça ne bossait pas. Le 20e ça ne bossait pas. 19e ça ne bosse pas. En fait, Paris ça ne bosse pas. 16e ça ne bosse pas. Ils ne sont pas intéressés par les filles de banlieue ».

Certains clients peuvent devenir des réguliers. Ce sont des hommes qui vont avoir recours à la même fille plusieurs fois par mois. Ils vont suivre les filles dans leur déplacement. Des liens peuvent se créer et certains vont jusqu'à proposer un hébergement à l'adolescente si celle-ci est en difficulté.

non. En fait, les clients mêmes de Paris nous suivaient. Les gens du 94, de Paname venaient. Ce n'est pas parce qu'on était dans le 77 que c'était seulement des gens du 77. En fait, quand tu as des clients tu peux les emmener où tu veux. Ils te suivent.

F13

est-ce que vous avez des clients réguliers ?

Enquêtrice

oui mais ce n'est pas simple parce que l'on change de puce souvent.

F9

Entretien avec F9 et F13, 17 ans, confiées à l'ASE, en fugue

est-ce que tu as des réguliers ? À partir de quand considères-tu que la personne est régulière ?

Enquêtrice

je pense au bout de 3/4 fois, ils reviendront régulièrement.

F12

Entretien avec F12, 17 ans, confiée à l'ASE, étude Haut-Rhin

« Oui mais cela dépend de toi et de comment tu es avec le client. Si tu simules, la plupart du temps ils vont revenir. En tout cas, ils vont apprécier ton visage, ta façon de faire le rapport. Par exemple, si tu viens, le mec vient faire ce qu'il a affaire et toi, tu prenais aucun plaisir, il ne revient pas. En fait, c'est comme pour moi si l'hygiène buccale n'est pas correcte je ne le fais pas. À chaque fin de rapport, je me brosse les dents. Si j'avais pu mettre de la javel dans la bouche, je le ferais. Tu te dégoûtes après. Chacune a ses règles dans sa façon de bosser. Plus tu es attractive, plus le mec va revenir. Si tu as des tatouages, des piercings, si tu mets telle lingerie, si tu sens bon parce qu'il y a des filles qui bossent et qui sont sales, des crasseuses ».

F15, 21 ans, confiée à l'ASE pendant son enfance, en situation de prostitution

Nous venons de voir que le client ne relève pas d'un profil type. Il est mobile. Il est plutôt âgé. Mais tout est relatif quant à l'âge car pour les filles, un homme est âgé à partir de 25 ans pour F12, 17-20 ans pour F9. Il peut s'attacher à une fille qui satisfait ses désirs et la revoir régulièrement, comme il peut tenter de la voler. Et surtout, il peut avoir des demandes de pratiques sexuelles particulières qui rebutent l'adolescente, mais qu'elle n'osera pas refuser.

— Comment sortir des pratiques prostitutionnelles ?

Les témoignages des professionnel·les concernant des adolescentes les décrivent comme simplement inscrites dans les pratiques sans vouloir ou sans avoir les moyens de s'en sortir. Les prises en charge semblent vouées à l'échec notamment si les professionnel·les ne peuvent pas s'investir à long terme (placement dans une autre structure, fin de prise en charge à 18 ans). Il existe néanmoins quelques exemples de sorties de pratiques prostitutionnelles. Les sorties semblent survenir de manière fortuite sous forme d'événements déclencheurs favorisant une réorientation du cours de la vie. Il serait toutefois faux de considérer que ces événements seraient totalement indépendants de la prise en charge. Au contraire, il n'est jamais facile de distinguer entre l'effet des événements en tant que tels ou la survenue de ces événements en raison de l'accompagnement systématique sur la longue durée qui a provoqué que les repères identitaires et sociaux se modifient progressivement. On constate toutefois que les sorties des pratiques n'interviennent pas en pleine adolescence, mais plutôt à l'aube de la vie adulte.

Le contrat jeune majeur (CJM) permet de prolonger la prise en charge au-delà des 18 ans de l'adolescente. Le projet d'insertion sociale et professionnelle qui conditionne son obtention permet de stabiliser les jeunes adultes : la revalorisation de soi par l'emploi, l'obligation de se soumettre à un rythme régulier, mais aussi l'assurance d'un revenu. Les structures d'hébergement en semi-autonomie (SSA1 et SSA2) rendent compte de situations où le CJM a permis de stabiliser ces jeunes adultes.

L'éloignement dans un autre département peut également constituer une solution, notamment si l'adolescente a pris conscience du danger et souhaite se mettre à l'abri. Dans les choix de prises en charge, il est essentiel de permettre à l'adolescente de changer d'entourage amical.

« Pour en sortir, il faut avoir surtout un entourage c'est-à-dire, pas un entourage d'escortes, sinon tu ne vas pas t'en sortir du tout, si vous parlez tous les jours de 1500 euros. Tu as fait combien en une heure, cela ne va jamais marcher. Il faut être dans un entourage où tu as des copines qui avancent. On n'est pas tous dans le droit chemin. On vit nos expériences, mais il faut avancer avec des gens qui ont des principes, qui ont des objectifs, que tu sais qu'avec eux tu pourras souffler, tu pourras en parler. Ça pourra au moins, tu pourras avoir une prise de conscience. Or, si tu ne parles pas. Tu restes dans ton coin. Tu côtoies tous les jours les mêmes personnes. Tu fais toujours la même chose. Cela devient une routine.

Même quand tu rencontreras une nouvelle personne, la personne saura ce que tu fais parce que ça va se voir, mais toi tu ne vas pas lui dire. Tu ne vas vraiment pas lui dire. Aujourd'hui, il y a beaucoup de signes pour dire celle-là est une escorte, celle-là n'est pas une escorte ».

Entretien avec B, 18 ans, SSA1, étude ASE

La sortie peut être favorisée par **l'humiliation de trop**. Quand les adolescentes sortent en soirée, elles sont volontaires et consentantes. Elles ne perçoivent pas le caractère violent des relations qui se tissent : « y a la tête qui fait la fête et puis y a le corps et ça fait partie de la fête de donner son corps » (professionnelle SA2, étude ASE). En revanche, quand elles se trouvent dans une situation non choisie, elles considèrent qu'il s'agit d'un viol.

On constate régulièrement, plutôt après l'âge de 16 ans ou plus tard, l'effet bénéfique de **la rencontre amoureuse**. Mais là aussi, on ne sait pas si elle a pu rencontrer ce garçon en raison d'une prise en charge qui portait ses fruits ou si la rencontre par le bien-être qu'elle a procuré a déclenché une progressive adhésion aux propositions de l'équipe éducative. Le fait que leur entourage (parents, personnes de référence) reconnaît que derrière la pratique prostitutionnelle se cache une souffrance contribue probablement aussi à favoriser la sortie de ces pratiques.

CHAPITRE 5

—

**Défis posés à la
prise en charge
éducative des
adolescentes ayant
des pratiques
prostitutionnelles**

Les professionnel·les socio-éducatifs ou intervenants en milieu scolaire de l'étude Montreuil semblent avoir bien compris que des pratiques de « michetonnage » ou de prostitution existent. Mais, ils et elles ne sont pas tous et toutes au même niveau de compréhension de ce phénomène ou ne savent pas toujours quelles prises en charge proposer. Selon leur domaine de compétences, elles/ils ne se sentent pas nécessairement concerné·es ou relativement désarmé·es pour faire face au problème.

Les parents, non plus, ne comprennent pas toujours les attentes, ou notamment l'absence de mesures de protection de leurs filles. Il s'avère aussi que les parents n'ont pas toujours les ressources pour voir que leurs filles sont des victimes (style éducatif, valeurs morales), notamment quand celles-ci restent dans ces conduites sur une longue période sans exprimer l'envie de s'en sortir, malgré des allers et retours au domicile familial.

L'étude ASE, quant à elle, a montré que les professionnel·les de l'Aide sociale à l'enfance ont bien identifié le phénomène des conduites à risque prostitutionnelles, à la fois en termes de détresse pour les adolescentes et de difficultés à les prendre en charge. Ces conduites prostitutionnelles de certaines adolescentes accueillies ont des répercussions importantes sur le fonctionnement des structures d'accueil, tant au niveau des professionnel·les que des autres jeunes présent·es dans ces mêmes structures. En raison de leur expertise, les professionnel·les parviennent à identifier précisément les difficultés posées par l'accueil de ces adolescentes sans toujours savoir comment leur proposer des prises en charge adaptées.

Dans ce chapitre, les thématiques abordées s'intéressent justement aux défis posés par la prise en charge éducative des adolescentes qui sont inscrites dans les pratiques prostitutionnelles. Dans un premier temps, nous allons nous intéresser à l'attitude et aux démarches des parents. C'est seulement dans un deuxième temps que nous allons étudier les prises en charge dans des structures d'accueil de l'ASE. On abordera les modes d'accueil et leurs limites spécifiques, la difficile adhésion à la prise en charge par les adolescent·es, les répercussions du comportement des adolescentes qui se prostituent sur les autres jeunes hébergés et les difficultés éprouvées par les professionnel·les dans leur relation avec les adolescentes en question et aussi avec d'autres instances.

— Le vécu des familles face à la situation de prostitution de leur enfant

26 Cordier, S. « Prostitution des mineures : ce qui domine, c'est l'incompréhension », *Le Monde* 24/09/2020, <https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/09/24>.

27 Ricotta, J. « Nina s'est prostituée à 15 ans. On se dit que ça n'arrive qu'aux autres, mais non », *Europe 1*, 28/02/2020 Nina s'est prostituée à 15 ans : "On se dit que ça n'arrive qu'aux autres, mais non" (europe1.fr)

28 Lutaud, B. « Le combat de Jennifer Pailhé pour sortir sa fille de prostitution », *Le Figaro*, 07/09/2021. Le combat de Jennifer Pailhé pour sortir sa fille mineure de la prostitution (lefigaro.fr)

Selon le rapport du groupe de travail sur la prostitution des mineur.es, « les acteurs de terrain ont identifié que certaines victimes étaient issues de familles avec d'importantes carences parentales, beaucoup de parents sont néanmoins présents et essaient d'apporter un soutien à leur enfant victime » (Champrenault, 2021, p. 90). Deux types de modèles familiaux se profilent : « des parents impliqués dans leur rôle éducatif », « issus de milieux sociaux ordinaires, voire favorisés » et des parents négligents et/ou violents nécessitant une mesure de protection de l'enfance pour leur enfant (ibid.). Dans le cadre des études menées, les récits des professionnel·les, des adolescentes et des parents font état majoritairement de situations familiales dégradées, voire violentes nécessitant une mesure de protection de l'enfance. Cependant, nous avons pu nous entretenir avec deux familles dont l'enfant n'a pas fait l'objet d'une prise en charge de l'Aide Sociale à l'Enfance.

D'un point de vue médiatique, les parents semblent être les personnes oubliées quand le sujet de la prostitution des mineur.es est abordé. Les discours médiatiques parlent du « phénomène prostitutionnel », de « proxénétisme de cité », des violences subies par les victimes. Très peu de place est laissée aux parents. Leur apparition dans les médias date seulement de 2020 avec ces quelques témoignages : une mère exprime son « incompréhension »²⁶ face à la conduite de sa fille âgée de 17 ans ; un père Thierry Delcroix évoque « le changement radical de sa fille », « ses fugues », témoignage retranscrit dans un ouvrage « Papa, viens me chercher ! », présenté sur le site de Europe 1²⁷. Une mère, Jennifer Pailhé s'est battue pendant deux ans pour libérer sa fille de 14 ans de l'emprise d'un proxénète, témoignage relaté sur le site du Figaro²⁸. Qui sont ces parents dont l'enfant est en situation de prostitution ? Comment vivent-ils cette situation au quotidien ? Quel est leur positionnement face à leur enfant, aux institutions telles que la police, le parquet ou l'Aide sociale à l'enfance ?

Pour le comprendre, nous allons, à partir du discours des familles, des adolescentes et des professionnel·les, présenter le rôle des parents, d'abord en tant qu'agents facilitateurs à l'entrée de leur enfant dans la prostitution, puis d'autres parents, plutôt comme agents mobilisateurs de ressources pour retrouver leur enfant et le sortir de la prostitution. Dans ce contexte seront évoqués les premiers signaux mettant en alerte les parents sur les conduites prostitutionnelles ainsi que l'impact des conduites prostitutionnelles sur la famille, pour ensuite aussi aborder leur colère face aux institutions.

Des parents, agents facilitateurs à l'entrée en prostitution de leur enfant

Dans le récit des parents rencontrés peut apparaître un parcours de vie chaotique, fragilisé dès leur propre enfance. Ils cumulent un ensemble de facteurs socio-économiques rendant leur histoire de vie insécure et instable pour leurs propres enfants : enfance difficile, séparation conflictuelle des parents, précarité économique, violences conjugales et intrafamiliales, insertion sociale et professionnelle en pointillée, consommation de produits stupéfiants. Ce parcours de vie peut être dans la continuité de leur propre histoire et de celle de leurs parents. Ainsi, les parents submergés par les problèmes, parfois traumatisés par des incidents de leur enfance, ne peuvent construire des liens affectifs ou éducatifs avec leurs enfants.

Certains d'entre eux endossent le rôle de « parents toxiques ». Ceci signifie qu'ils adoptent une attitude malveillante envers leur enfant. Cela peut revêtir différentes formes : rabaisser son enfant, le culpabiliser, lui imposer ses manières de penser, ne jamais s'excuser auprès de lui. Dans le cadre de l'étude, nous avons pu repérer des parents qui culpabilisaient leur enfant d'être le responsable de la situation instable de la famille, notamment au niveau du manque de ressources économiques et du mal-être des personnes composant la famille : parents et fratrie. Les parents nous expriment la difficulté de se concentrer sur leur travail, « tellement ils sont inquiets pour leur fille ». Ils peuvent être amenés à exercer un chantage affectif incitant leur fille à pallier à ces manques de ressources en s'appuyant sur leurs fréquentations et sur leur réseau de sociabilité pour les combler. Ainsi, ils profitent des conduites à risque de leur enfant pour en tirer des bénéfices : obtention du cannabis à crédit ou gratuit, achat de biens de première nécessité, achat de nourriture ou de tabac par exemple. Malgré les plaintes des parents sur le comportement déviant de leur fille, certains n'hésitent pas à s'en accommoder pour répondre à leurs besoins. Alors, les enfants deviennent des soutiens financiers pour leurs parents et les rôles s'inversent. Le parent devient dépendant de leur fille et la fille devient dépendante des conduites à risque pour subvenir aux besoins de la famille.

« X est arrivée à 17 ans pour des problèmes familiaux. Sa mère a une problématique de multi-dépendances, alcoolique et toxicomane. Je pense aussi à une problématique psychiatrique car elle est très rejetante, violente. Ce sont des mots « tu es une sale pute ». Ce sont des conversations que l'on n' imagine pas du tout entre une mère et son enfant. Et même la mère appelait ici pour la descendre, la traiter de tous les noms et en même temps, elle appelle tous les jours pour que X vienne lui donner de l'argent, de la drogue. C'est elle

qui fournit sa mère en drogue et en argent. Elle lui paye ses clopes et sa mère lui prend un billet et l'insulte après. En plus, il y a le grand-père, le père de la mère qui habite au domicile, il est très vieillissant et X a un chien qui est très important pour elle et c'est la mère qui le garde. Tous les frais inhérents au chien, c'est la mère qui vient lui dire « donne de l'argent pour le chien ». Mais bon, en général, cela ne sert pas tout le temps pour le chien. Elle a aussi un père qui est un ex-toxicomane et est très rejetant vis-à-vis de X parce qu'elle ne correspond pas au standard de la famille soi-disant, ou du moins à l'image qu'il veut désormais donner. Maintenant, il essaie de se racheter une conduite. Ce que parcourt X actuellement, lui, il l'a parcouru avant elle ».

Entretien avec Psy 2, SSA

F6 vit avec sa mère (P5) et son petit frère dans un appartement en rez-de-chaussée, dans une cité gangrénée par le trafic de stupéfiants. La mère occupe un poste d'agent à la ville en tant que vacataire. Elle travaille peu donc sa situation financière est très précaire. F6 me confie être obligée d'aller chercher de l'argent pour aider sa mère. « C'est pour ça que je fais mes bêtises ». Sa mère lui demande des cigarettes, du cannabis. Elle lui emprunte ses affaires (parfums, produits de beauté, gel douche) sachant que sa fille les a acquis illégalement (vols dans les commerces). Elle fouille sa chambre et lui prend son argent. Lors d'une rencontre, la mère confie qu'elle n'accepte pas la conduite de sa fille, ni ses fréquentations. Son discours et celui de sa fille ne s'accordent pas. La mère dira à plusieurs reprises « tout ça, c'est de la faute de ses copines. Elles l'entraînent à faire des bêtises. L'autre jour, j'ai trouvé dans sa chambre des parfums, des produits, des bouteilles pour faire des ballons. Elle les a eus comment ? Elle vole dans les magasins ».

Extrait du carnet de bord, P5 mère de F6

Les adolescentes comprennent que la relation mère-enfant n'est pas ordinaire d'autant plus quand elles remarquent que les mères de leurs copines n'agissent pas de la sorte. F6 nous dira « une mère normale ne demande pas ça à sa fille qui doit aller à l'école. Je n'ai que 15 ans ½. C'est pas une mère, ça, qui demande à sa fille de rapporter de la drogue pour elle ». Les adolescentes sont conscientes de ce dysfonctionnement, mais malgré cela, elles restent loyales vis-à-vis de leurs mères notamment : « c'est quand même ma mère, je dois l'aider. On n'a qu'une mère. Je ne peux pas la laisser dans la galère » (F6). Les parents ne sont pas tous tributaires de ce type de comportement. Nous avons rencontré des parents très impliqués dans la recherche de leur enfant avec la mise en œuvre d'un réel travail d'investigation comme s'ils étaient des enquêteurs des services de police judiciaire.

Des parents détectives

Dès la première absence, la première fugue, les parents se mobilisent pour retrouver leur enfant. Ils déclarent la fugue aux services de police. Mais certains d'entre eux mènent de réelles investigations. Nous les nommerons des « parents détectives ». Ils débutent leurs recherches en interrogeant les camarades de classe, les copines qui potentiellement pourraient détenir des informations ou héberger l'adolescente. Ils parcourent des kilomètres en voiture, dans le quartier, dans la ville de résidence, dans les villes limitrophes, dans les lieux de présence habituels de l'adolescente.

Ils établissent des relations avec les ami·es de leur fille, communiquent leur numéro de téléphone afin que ces dernier·es puissent les informer d'un appel, donner une nouvelle ou parler d'une rencontre avec leur enfant. Souvent, les adolescentes ne sont pas prêtes à parler à leurs parents. Elles ont honte, peur de leur réaction. Elles demandent, alors, à une copine de jouer le rôle de la médiatrice, d'informatrice auprès des parents.

Les recherches se font également sur Internet. Certains parents postent des affiches de recherche sur le net, mais également dans les commerces, dans la rue. L'objectif est d'occuper le plus possible l'espace, d'alerter un maximum de gens afin de retrouver le plus rapidement possible leur fille.

Les parents écument les sites de rencontre, les réseaux sociaux afin de trouver une preuve, un indice sur leur fille. Ils réalisent des captures d'écran quand ils reconnaissent leur fille sur une photo ou une vidéo. Ils lancent des messages pour attirer l'attention de leur fille ou d'une personne qui serait avec elle.

Ils tentent de géo-localiser leur fille grâce au réseau social Snapchat, mais également en suivant les déplacements de leur fille par l'intermédiaire des annonces sur les sites de rencontres indiquant le lieu d'exercice et de présence de la jeune. Ils créent un compte Snapchat avec lequel ils dressent un guet-apens. Ils se font passer pour un client. Ils prennent rendez-vous avec leur fille qu'ils retrouvent à l'adresse indiquée par celle-ci. Certains parents informent les services de police de ce rendez-vous quand d'autres se déplacent seuls. Pour tromper la vigilance des proxénètes ou de l'adolescente, c'est un homme qui appelle, le plus souvent un membre de la famille (cousin, frère) ou un copain.

Certains parents dont l'enfant est confié à un service de la protection de l'enfance peuvent se cacher aux abords de la structure d'accueil et surveiller les allées et venues de leur fille, des voitures UBER venant la chercher et la déposer. Un père nous dira rester devant le portail de l'établissement pour empêcher sa fille de sortir.

« Je surveillais où elle part. J'appelais la police. J'ai vécu. Au bout d'un moment, c'est bon. J'ai été arnaquée sur le bon coin à cause d'elle. J'ai acheté une voiture pour la surveiller. Tellement je voulais savoir ce qu'elle fait, parce qu'elle est jeune, les petites filles comme ça c'est facile de les avoir, je voulais savoir. J'ai même entraîné avec moi une copine. On partait la nuit surveiller le foyer. On se garait à côté et on attendait. J'ai vu ma fille monter dans une voiture. On l'a suivi ».

Entretien avec P2, mère de F9

P1, la mère de F8 décrit le jour où elle a retrouvé sa fille. Un ami de la famille est dans un fast food. Il aperçoit F8 avec des copines. Il donne l'alerte aux parents. Les parents demandent à cet ami de maintenir le plus possible F8 dans le fast food ou si elle sort de la suivre. Ceux-ci arrivent sur les lieux. Les copines s'interposent avec violence entre les parents et F8 pour les empêcher d'emmener l'adolescente. La police est absente. Les parents ne sont pas venus seuls, mais avec des amis qui arrivent à extraire l'adolescente du groupe. Ils repartent avec leur fille. Le lendemain, elle sera envoyée dans le pays d'origine des parents pour l'éloigner de ses fréquentations, de son proxénète. F8 était partie deux mois. Elle était chez sa grand-mère maternelle et chez sa tante.

Extrait du carnet de bord, P1 mère de F8

Comme nous pouvons le voir avec P1, une des solutions envisagées par les parents pour sortir leur fille de cet engrenage est l'éloignement géographique : hors du département ou du territoire français, le plus souvent et quand cela est possible, c'est un retour au pays d'origine des parents.

Mai 2020, F7 suit deux de ses copines dans une ville du 93, dans une cité. Une des filles doit rejoindre son petit copain majeur. Les filles sont toutes mineures, de 15 à 16 ans. Arrivée dans la cité, la copine part avec son petit copain. F7, quant à elle, décide de suivre un garçon au 13ème étage d'une tour. Elle ne le connaît pas et il est plus âgé qu'elle. Il y a un premier rapport sexuel. Un autre garçon les surprend et lui aussi aura un rapport sexuel avec elle.

En fait, les garçons vont alterner. F7 m'explique qu'elle savait ce qui allait se passer dans cet immeuble et qu'elle était d'accord pour y aller. Elle savait que les garçons allaient « la tester pour voir si elle pouvait répondre aux désirs des clients ».

Alternativement, les garçons ont réalisé des pénétrations anales et vaginales, demandé des fellations. Elle me dit avoir eu très mal et qu'à un moment, elle a dû se tourner sur le côté pour supporter les assauts des garçons. Elle me dit l'avoir fait pour de l'argent. À la fin de ces rapports sexuels, les garçons auraient dit qu'elle était prête pour les clients. Elle « avait réussi le test ». Elle aura un second rapport sexuel avec l'un des garçons 4 jours plus tard. Les deux copines ont prévenu la mère que sa fille « avait fait des bails avec deux garçons ». La mère est allée porter plainte avec sa fille pour viol.

F7 sera entendu à la BLPF²⁹, puis deux fois à la police judiciaire en charge des affaires d'agressions sexuelles, de prostitution et de proxénétisme. À la suite de cet incident, F7 part à l'étranger chez sa grand-mère maternelle. Elle y restera tout le mois de juillet.

En septembre, elle reprend les cours dans un lycée professionnel pour une seconde pro CAP mode. La reprise est très difficile. Elle passe plus de temps dans les couloirs que dans les salles de cours. Elle a des difficultés à respecter les règles, répond de manière agressive aux professeurs. Elle ne veut pas manger à la cantine.

Extrait du carnet de bord, F7, 15 ans

Cependant, cet éloignement ne donne pas forcément les résultats escomptés, car les adolescentes restent connectées sur les réseaux sociaux et elles sont donc toujours en lien avec leur réseau prostitutionnel. F8 est partie deux mois au pays d'origine de ses parents. Dès son retour, une voiture est venue la chercher. Ses parents ne l'ont plus revue pendant plusieurs mois.

Grâce à ce travail d'investigation, les parents acquièrent de véritables compétences, un savoir-faire dans l'utilisation d'Internet et des réseaux sociaux. Ils comprennent les codes d'écriture pour s'adresser à leur fille ou aux proxénètes ou la logique des déplacements de leur enfant. Ce sont parfois les parents qui signalent à la police, mais également aux services de la protection de l'enfance la localisation de leur fille. Les parents sont constamment en alerte. Ce sont des personnes en première ligne qui repèrent des signaux d'alerte.

Les signaux d'alerte identifiés par les parents

Une fois attiré par cet univers prostitutionnel, accompagné de sorties nocturnes et de consommation d'alcool et de drogues, le mode de vie des adolescent·es change.

Si elles arrivent encore dans un premier temps à cacher cette pratique à leur entourage familial progressivement cet univers prend le dessus. Les parents constatent des fugues de plusieurs jours à l'issue desquelles les filles reviennent fatiguées et épuisées. Ils essaient de les empêcher de sortir, mais n'arrivent plus à s'imposer face à leur fille et leurs fréquentations qui les sollicitent parfois en exerçant une pression sur elles.

Certaines mères, n'imaginant pas vraiment ces pratiques, les découvrent au fil de leurs investigations. Elles se renseignent sur leur enfant auprès de leurs amies de l'école, fouillent leurs affaires et les suivent sur les réseaux sociaux (Instagram). Quand elles découvrent leurs conduites, elles sont sous le choc et réagissent avec de l'incompréhension. Elles signalent les fugues au commissariat. Certaines prennent rendez-vous chez l'assistante sociale, mais n'arrivent pas à réinstaurer la relation avec leurs filles. Globalement, les parents tombent des nues à l'annonce des faits « Je n'avais rien vu ».

« Ça a commencé quand elle a rencontré cette copine. Au départ, elle me parlait d'elle : elle fume, elle dort en classe, comme si c'était quelque chose d'intéressant. Ensuite, elle a commencé à vouloir dormir chez une autre copine, on l'a autorisé une fois, mais ensuite, on a dit non, tu dois aller à l'école. Elle n'a pas voulu accepter, mon mari l'a tapé et elle a quitté la maison sans son téléphone, seulement avec sa carte Navigo et 10 euros. Et elle n'est pas rentrée pendant deux nuits et trois jours. On est passé au commissariat et moi j'ai appelé une de ces copines que je savais sérieuse, elle a compris que c'était grave, elle m'a envoyé des snaps, elle m'a envoyé une photo où ma fille était dans un hôtel dans le 91, mon mari est même parti là-bas, mais elle était déjà partie [...] ».

« Mais elle sait comment faire, elle va dans un bar à chicha, elle s'assoit et elle attend, il y a toujours quelqu'un qui vient et elle va dans les hôtels. Ses copines m'envoyaient des vidéos que j'ai gardé, on la voit avec des amis, en train de fumer, de fumer des joints, en train de boire... Des photos en soutien-gorge... on voit des chambres d'hôtel, toujours d'autres chambres d'hôtel, les endroits ne sont pas pareils. J'ai découvert tout ça au fur et à mesure. »

Entretien avec Madame C, étude Montreuil

On peut supposer que les adolescentes entrent dans des réseaux de prostitution organisés et qu'elles ne disposent plus beaucoup de marge de manœuvre et surtout qu'elles vivent dans un monde ayant un mode de vie parallèle. Des adolescentes peuvent dire « je ne veux plus revenir chez mes parents, car on n'a plus la même vie. Je sors. Je me couche à l'heure que je veux. Je n'ai pas de compte à rendre à personne. Je fais ce que je veux ».

Des parents découvrent dans la chambre de leur fille des vêtements, des accessoires (sacs, bijoux), des chaussures qu'ils n'ont pas achetées. Ils n'en connaissent pas la provenance. Leur fille peut répondre que ces affaires appartiennent à une copine que c'est un prêt ou qu'elle les a oubliés. La mère de F8 nous montre une photo (ci-dessous). Un matin, elle est entrée dans la chambre de sa fille et l'a fouillée. Elle a trouvé une petite robe noire, des chaussures à talon, du maquillage dans un sac en cuir noir. Elle n'avait jamais vu ces affaires portées par sa fille, et surtout ne les avait pas achetés.



Photo prise par P1, mère de F8

D'autres signaux alertent les parents. Ils s'aperçoivent de vols d'argent ou de bijoux. De petites sommes d'argent disparaissent dans un premier temps, des pièces de monnaie dans le porte-monnaie, puis des billets. Le comportement de leur enfant change. Leur adolescente devient agressive parfois violente. Elle ment pour sortir le soir, pour justifier de ces absences ou retards au collège et au lycée. Elle prend de plus en plus ses distances avec ses parents. Elle ne se confie plus. Le dialogue est rompu. Une fois, les premiers signaux d'alerte identifiés, la peur, l'incompréhension et le désarroi envahissent la sphère privée.

Il est important, toutefois, de préciser qu'aucun des signaux d'alerte, pris isolément, ne peut laisser présumer une situation de prostitution. C'est plutôt leur cumul et leur répétition qui doivent alerter. Ces signaux peuvent arriver tardivement. Les filles grandissent dans un univers familial où le sujet de la sexualité reste un sujet tabou, peu ou pas abordé en famille. Parler de garçons ou de petit copain à ses parents semble impossible. La peur, la honte et le respect pour les parents freinent le dialogue. Surtout si ces derniers ont posé des interdits clairs : « Pas avant le mariage », « tu dois préserver l'honneur de la famille ». En ayant eu des rapports sexuels, avec des hommes plus âgés et inconnus, non choisis par les parents, elles transgressent les valeurs culturelles et familiales. Elles ont peur de la réaction de leurs parents et craignent leurs propos ou gestes violentes à la révélation des faits.

Des familles disloquées

Peur de ne plus revoir leur fille vivante, sensation d'impuissance face à la situation, incompréhension face au changement de comportement de leur enfant, démunis dans les réponses à apporter, en colère pour ne pas avoir vu venir le danger, sont autant d'émotions qui habitent les parents. Les conduites prostitutionnelles de l'adolescente désorganisent le système familial déjà fragilisé comme nous avons pu le voir plus haut. En quête de réponses, de soutiens, les parents déposent leur histoire, leur mal-être, leur inquiétude à toutes les personnes qu'elles rencontrent : boulanger, coiffeur, pharmacien, voisin.

Je me rends au domicile de P2. F9 doit rentrer avec une copine. P2 est en train de se faire coiffer par une coiffeuse à domicile.

En s'adressant à la coiffeuse, si tu savais ce que ma fille a subi. Elle s'en est toujours sortie. Elle est intouchable. Tu crois qu'elle va changer, mais non elle ne va pas changer. Je sais qu'elle ne va pas changer. Ma fille n'a pas de cœur. Elle s'occupe des autres ça elle sait faire. Elle m'envoie un message « maman je suis à la gare. J'attends le train pour aller à la Gare du Nord ». Elle est avec cette fille. Elle me dit qu'elle est belle, mais moi je m'en fous. Je ne veux pas la garder. J'en ai marre qu'elle me ramène toutes les racailles qu'elle connaît. Je lui ai dit que si c'était une fille bien, elle n'avait qu'à rentrer chez ses parents. Et toi, tu es en train de galérer comme ça. Je lui ai dit à F9. C'est toi. Tu as ta chambre. Je suis là. Avant c'est vrai, je n'avais pas les papiers et je faisais que travailler. Maintenant, je suis là. C'est toi. Ça ce n'est pas de ma faute tout ça. Tu le sais très bien. Elle remet toujours la faute sur moi. C'est ma faute à moi. Je lui ai dit, tu vas avoir bientôt 18 ans. Si tu continues comme ça.

Tu vas aller en prison. Ils vont te ramener. Puisque tu as 18 ans, tu es majeure. Si elle s'éloigne, elle est perdue. Moi je ne peux rien. Si tu veux que je t'aide, vient. Sinon, je ne peux pas parce que j'ai une assistance éducative. C'est difficile. Ils veulent me trouver un placement pour les enfants. C'est moi qui a couru. Ah non, je n'accepte pas. Si elle veut être dans le droit chemin, on va l'aider. On va faire tout ce qu'il faut. Sinon je n'accepte pas. Elle se trouve sur les trottoirs, j'en n'ai rien à foutre. Elle a son père. La fille, je vais lui dire que je suis désolée, mais je ne peux pas accepter. Si F9 veut la suivre et bien tant pis. Moi je veux qu'on l'éloigne, mais personne ne m'écoute.

P12

Tu te laisses facilement submerger. Pourquoi tu ne laisses pas cette fille chez toi une nuit comme ça tu pourras voir qui elle est ? Tu pourras lui poser des questions. Essaie de la garder une nuit. Tu pourras lui demander d'où elle vient, qui elle est ?

La coiffeuse

Extrait du carnet de bord, P12 et la coiffeuse au domicile familial

Dans cette recherche de leur fille et de la réalité des faits, certains parents peuvent être amenés à délaisser les autres enfants de la fratrie. La fratrie devient une victime collatérale des conduites prostitutionnelles de leur sœur. La vie familiale s'organise autour des absences et des retours de fugue de l'adolescente, mais également de ses appels, des signes de vie qu'elle peut donner de temps en temps via Snapchat. Toutes les autres tâches et préoccupations familiales sont suspendues aux signes de vie ou aux allées et venues de la jeune.

P2 est très énervée. La sœur et le petit frère de F9 sont présents dans l'appartement. Le grand frère est parti acheter deux chaises de jardin pour mettre sur le balcon. Lorsqu'il arrive avec un camarade, la mère s'aperçoit qu'une des chaises est abîmée. Elle lui demande de repartir la changer. Le garçon ne veut pas. Il dit ne pas avoir le ticket de caisse. La mère s'énerve. Je sens que la tension est palpable dû à l'arrivée imminente de F9. La mère est très tendue et s'exprime en criant sur son enfant. « Je suis perturbée. Je n'en peux plus. Je suis énervée. Je suis excitée. C'est F9 qui m'a... ». La coiffeuse semble connaître la situation de la famille. La mère parle devant elle sans aucune gêne et retenue.

Extrait du carnet de bord, P2, F9 et F13 au domicile familial

« F9 est malade. Elle ne me connaît que quand elle est malade. Quand elle est bien, elle ne me connaît pas. Elle m'a bloqué après elle m'a débloqué. Elle m'appelle. Cela m'a étonné. Le jour où elle m'a appelé, je n'ai pas cru. Elle m'a appelé, elle pleure. J'avais de la fièvre toute la nuit. Je suis rentrée du travail à 16 heures. J'ai dormi jusqu'à 13 heures le lendemain. Elle m'a cassé. C'était un choc. Elle a peur. Elle ne m'a pas raconté ce qui s'est passé avec F10 et la police la dernière fois. La police ne m'a même pas appelé. Même si elle me dit quelque chose, je n'ai pas confiance. F9 est très influençable.

Elle est toute maigre, maigre, maigre, maigre. Elle est malade. Je suis malade. Mais oui, tu es malade et bien c'est normal. J'étais au travail. Je vois F9. Elle m'a accepté (sur les réseaux sociaux). Je n'y ai pas cru. J'ai raté l'appel.

J'ai rappelé. Elle me dit « maman s'il te plaît pardonne moi ». Elle pleure. Et moi j'ai paniqué. J'étais malade toute la journée. Je suis rentrée direct ».

Entretien avec P2, Mère de F9

Certains parents n'arrivent pas à protéger les frères et sœurs de leur adolescente engagée dans les pratiques prostitutionnelles. Nous avons pu comprendre dans les discours des parents que les frères et sœurs sont présents lors des retours de fugue, participent aux échanges houleux entre leurs parents et leur sœur, assistent aux crises violentes de leur sœur, subissent ses agressions verbales. Ils et elles ont peur pour leur sœur, mais également pour leurs parents. A contrario, des parents pour protéger la fratrie refusent d'accueillir l'adolescente au domicile familial.

P4 est la mère de F10. Elle habite dans un appartement avec ses deux plus jeunes enfants, les frères et sœurs de F10. Malgré les demandes de F10 de pouvoir revenir au domicile familial, P4 refuse. Lors d'un entretien téléphonique, la mère explique qu'elle a peur pour ses enfants, peur de voir arriver devant son appartement des clients ou des proxénètes frapper à sa porte, peur que ces personnes s'en prennent à ses enfants. « Ma fille est connue sur les réseaux. Des hommes peuvent venir frapper à ma porte. J'ai deux enfants. Il se passerait quoi si un jour, un homme vient et je ne suis pas là. Que ferait-il à mes enfants ? Je dois les protéger. C'est trop risqué ». Madame est inquiète des conséquences de la pratique prostitutionnelle sur ses deux jeunes enfants.

Entretien téléphonique avec P4, mère de F10

Le refus d'accueillir son enfant au domicile n'est pas simplement pour protéger sa famille. Pour certains parents, comme nous l'avons déjà souligné, elle a transgressé toutes les valeurs culturelles ou familiales transmises par la mère. Elle a déshonoré la famille en ayant une sexualité non conforme aux attentes religieuses et culturelles familiales. Pour ces parents, l'image de la famille est mise à mal comme le soulève ci-dessous F15. Le stigmatisme de la pute reste présent même chez les parents. Nous parlons de parents qui ont vu des nues de leur fille, des vidéos, lus des commentaires de clients sur les sites de rencontre ou snapchat, des images violentes et traumatisantes que les parents ne s'attendaient pas à voir un jour. Il est très difficile pour eux d'oublier ou de mettre à distance. Parfois, ils n'arrivent pas ou plus à contrôler leurs émotions. Leurs propos peuvent renvoyer sans cesse au statut de personne en situation de prostitution : « Tu ne sais faire que la pute », « tu es partie faire la pute ».

« Elles sont détruites. Les gens sont détruits. Soit il te renie « tu es une pute ». Surtout chez les Arabes. Même chez les noirs, mais je ne dis pas ça parce que je ne suis pas raciste. Cela avec des gens qui vont penser en termes de dignité, d'honneur de la famille, d'estime de la famille. Ils vont dire « c'est mort, ce n'est pas ma fille ». Elle est morte et enterrée pour moi. Elle n'existe pas. Comme il y en a qui vont aller chercher leur enfant. Il y en a même si leur fille est dans la prostitution, ils tiennent à leur fille. Ils s'en foutent de ce que les gens peuvent penser, de la dignité ou de quoi que ce soit. Il pense au bien de leur enfant.

L'amour d'une mère envers son enfant, d'un père envers son enfant, c'est normal comme d'autres vont te renier totalement. Ils vont dire c'est mort tu n'es pas ma fille ».

F15, 21 ans, confiée à l'ASE à l'enfance

Une fois de retour au domicile, certains parents cherchent à savoir ce que l'adolescente a fait, ce qu'elle a vécu pendant ses longues absences. Malgré l'état de détresse, de fébrilité de leur fille, des parents insistent pour connaître son parcours prostitutionnel. Les parents ne portent plus un regard sur leur enfant en tant qu'humain, mais le voit uniquement à travers le prisme de la prostitution.

« Un peu, mais elle m'a réveillé à neuf heures ce matin. Elle me disait « viens avec moi ». Moi je n'aime pas Madame B. Je la déteste. Hier je commence à parler à ma mère. Genre elle commence à me poser des questions. Je lui ai dit « vas-y, je n'ai pas envie d'en parler ». En fait, je lui disais la vérité mais elle faisait la meuf piquée. Je te dis la vérité, mais tu as du mal à accepter. Je m'en fous. Ce n'est pas mon souci. La meuf, elle est là. À chaque fois, elle va dire un truc, boudier. Elle va faire l'enfant limite. Wesh ma gueule, je suis en train de te dire que je ne suis pas bien. C'est quoi que tu ne comprends pas dans ça. La meuf on dirait que... j'ai grave mal au ventre. J'ai trop mal au ventre. Elle ne comprend pas. Elle parle dans mes oreilles comme si j'avais envie de parler de ça, encore, n'importe quoi. Elle veut que je sois mal en fait je crois. Je suis grave fatiguée. Je n'arrive pas à dormir. Il faut que je dorme. Il faut que je récupère.

Mais elle va se calmer en fait. Je vais lui inventer une histoire. Elle va être choquée. Mais en fait ma mère joue trop avec mes nerfs. Je fais à manger cela ne me dérange pas, mais elle ne me lâche pas. Je suis à bout.

Je ne veux pas m'embrouiller avec elle. C'est le cadet de mes soucis. Elle me casse les couilles avec toutes ses questions. Je suis rentrée hier soir et elle ne m'a pas laissé tranquille. Je voulais simplement dormir. Je préfère lui dire que je suis dans la drogue que dans la prostitution. C'est trop délicat pour qu'elle puisse l'entendre. Le temps passe trop vite. J'ai trop envie d'avoir un appart. Je ne peux pas rester ici. Je veux juste être toute seule. Je veux juste être dans un endroit loin d'eux ».

Entretien avec F9, 17 ans, confiée à l'ASE

Malgré des relations conflictuelles, les parents sont tout de même heureux de revoir leur enfant, mais parfois celle-ci ne revient pas seule. Elle peut être accompagnée d'une copine de route, en situation de prostitution comme elle, qu'elle impose au domicile. Elle est dans la galère, en fugue du foyer ou de son domicile familial. Elle s'est échappée du contrôle de son proxénète. Les filles s'entraident. Mais, l'adolescente ne dira jamais à ses parents que la copine accueillie est aussi en situation de prostitution. Elle a seulement des problèmes avec ses parents et elle a besoin d'aide. Certains parents acceptent pour une nuit quand d'autres appellent la police ou les services relevant de la protection de l'enfance.

La mère (P2) de F9 m'appelle en milieu d'après-midi pour m'informer que sa fille rentre au domicile. F9 a contacté sa mère pour lui dire en pleurant qu'elle avait vécu quelque chose de très grave et qu'elle allait tout lui raconter (« maman j'espère que tu es à la maison. Maman c'est urgent. J'espère te trouver là »). Elle arrive avec une autre fille. La mère me raconte que F9 tente de lui imposer cette fille. Pour rassurer sa mère, elle dit que « c'est une blanche. Non elle est bien ». La mère ne veut pas l'accepter « je ne veux pas de filles chez moi ». Elle a déjà fait l'expérience avec une autre fille qui a posé un problème par la suite à F9. Elle ne veut pas réitérer cette expérience. Elle craint également pour ses enfants qui font l'objet d'un accompagnement éducatif avec une association de la protection de l'enfance. « Non je n'accepte pas. Toi tu peux rentrer. C'est ta maison. Tu as ta chambre. Mais je ne peux pas accepter des gens chez moi ». « Elle pleure. Tu ne sais pas ce qui m'est arrivé ». Je lui ai dit « tout ce qui t'est arrivé, c'est de ta faute alors tu n'as pas à... on est perturbé, on est traumatisé ».

F9 était en fugue depuis le 11 avril 2021. Elle avait bloqué sur les réseaux sa mère. Je décide de me rendre au domicile familial.

Extrait du carnet de bord, P2, F9 et F13 au domicile familial

Épuisées, éprouvées, démunies, les familles se sentent seules face aux conduites prostitutionnelles des adolescentes. Mais elles sont également en colère. En colère contre des institutions qui les ont jugées comme de « mauvais parents parce qu'on n'a pas su protéger nos enfants ».

Des parents en colère contre les institutions

Les parents, moralement fragilisés par les conduites prostitutionnelles de leur fille, attendent beaucoup des institutions : de l'aide, des conseils, un soutien, des réponses. Ils comptent sur la police pour retrouver leur fille et l'extraire du réseau dans lequel elle est exploitée, sur les services de la protection de l'enfance pour l'éloigner et la protéger du système prostitutionnel, sur le Parquet pour apporter une réponse pénale et incarcérer les proxénètes. Dans le discours des parents, ces attentes ne semblent pas comblées. Ils expriment une véritable colère contre les institutions.

J'ai vécu l'enfer avec l'ASE. Je ne veux pas reprendre avec eux. Je ne me laisse pas faire. Je ne veux pas me laisser faire à cause d'eux. Jamais de la vie. L'ASE m'a appelé hier. Je ne les rappelle plus. Je n'ai rien à dire. C'est toujours la même histoire. Je n'en peux plus. Il y a une autre faute. Il y a sa faute. L'ASE au lieu d'aider... moi je ne connaissais pas l'ASE. Je pensais qu'ils étaient là pour aider.

P2

Que connaissais-tu de l'ASE ?

Enquêtrice

Je pensais qu'ils allaient la protéger, que F9 allait faire ses études. Ils vont la surveiller. Elle sera bien. Jamais de la vie je n'ai pensé que la protection de l'enfance était comme ça. Après j'ai vu des gens, à la fin j'ai commencé à comprendre ce qui se passait. J'ai tout fait. Quand j'allais au foyer, les éducateurs m'ont dit que ce n'était pas la place de F9. Il y a plein d'éducateurs arabes qui m'ont dit « F9 est petite. Il ne faut pas la laisser là ». J'ai parlé avec eux. Ils m'ont dit « si tu la laisses ici, c'est mort, c'est fini ». Après elle a commencé les fréquentations là-bas. Elle a connu F10 là-bas. C'est là-bas que tout a commencé. Elle était la plus jeune au foyer.

P2

Entretien avec P2 mère de F9

Madame P2 est un de ces parents qui rend l'ASE responsable de l'entrée dans les conduites prostitutionnelles de sa fille. La famille de Madame est arrivée en France quand F9 avait 9 ans. Madame s'absentait du domicile pour aller travailler. Elle partait tôt et rentrait tard. Le père, à la maison, pouvait être violent vis-à-vis de sa femme mais aussi de ses enfants. F9 était une victime collatérale de la violence conjugale. Pour protéger sa fille, Madame l'a confié à l'ASE. Très vite, F9 a rencontré des filles qu'elle a suivies dans leurs fugues du foyer, des filles en situation de prostitution. Pour Madame P2, les services de la protection de l'enfance n'ont pas su protéger sa fille alors que c'est leur mission première. Les parents reprochent aux structures d'accueil de l'ASE de « laisser les filles faire ce qu'elles veulent. Le soir, elles sortent. Les éducateurs ne les empêchent pas de sortir. Ce sont des enfants ». Les éducateurs leur répondent qu'ils « ne peuvent pas les enfermer à clé ». En effet, pour les parents, il est difficile d'entendre et de comprendre que les foyers n'ont pas un rôle carcéral. Les portes des foyers ne sont pas verrouillées à partir d'une certaine heure le soir. Mais pour eux, le plus dur est de constater que cette institution, censée palier aux défaillances de la famille, n'est pas en capacité de protéger leur enfant. Les parents ressentent un fort jugement de valeur, qu'on leur reproche d'être de mauvais parents, alors que l'institution n'est pas en mesure d'assurer un lieu sécurisé et bienveillant facilitant l'épanouissement de l'enfant, et au final d'être eux-mêmes non protecteurs vis-à-vis de ces enfants.

Les parents détectives, quant à eux, ne comprennent pas qu'ils arrivent à retrouver la trace de leur enfant avant les services de police. Leur mobilisation au quotidien dans l'espace public, sur le net, parfois peut aboutir à la localisation de leur fille. « Pourquoi les policiers ne sont pas en train de chercher notre fille ? Elle est mineure ». D'autre part, l'accueil en commissariat est parfois difficile notamment quand les parents viennent déclarer une énième fugue. Les parents ont en permanence l'impression d'être jugés. Ils deviennent défiants des institutions qui selon eux ne leur ont pas apporté les réponses et l'aide attendues.

— Les modes d'accueil éducatifs en foyer et leurs limites

30 Article 13 de la LOI n° 2002-305 du 4 mars 2002 relative à l'autorité parentale « I.- La prostitution des mineurs est interdite sur tout le territoire de la République. II. - Tout mineur qui se livre à la prostitution, même occasionnellement, est réputé en danger et relève de la protection du juge des enfants au titre de la procédure d'assistance éducative ». <https://www.legifrance.gouv.fr>

La principale interrogation porte sur les modes d'accueil et les limites auxquelles elles sont confrontées. Un premier point soulevé concerne le fait que les conduites à risque prostitutionnelles ne sont pas toujours notifiées dans le dossier des mineur·es confiées. D'ailleurs, l'enquête n'a pas identifié des adolescentes confiées au titre de l'article 13 de la loi du 4 mars 2002 relative à l'autorité parentale³⁰. Les équipes expliquent les informations lacunaires des dossiers par trois raisons : la première est que le dossier, dans un premier temps, ne comporte que « des informations parcellaires du vécu des jeunes » (SSA2, étude ASE) ; la seconde, précise que ces conduites n'ont pas encore été repérées (différents services) et la troisième, une fois révélées, elles sont volontairement omises afin de ne pas être susceptible de constituer « un motif de refus pour une prise en charge dans la structure demandée » (SA4, étude ASE). La plupart du temps, les équipes des structures d'accueil apprennent la prostitution de la mineure « sur le tas, lors des rencontres avec la jeune » (SSA2, étude ASE).

Les conduites prostitutionnelles impliquent chez les adolescentes une manière d'être et de faire qui s'interpose au cadre de vie de la structure d'accueil. Elles ont, donc, une incidence importante sur l'adhésion des filles à leur prise en charge ASE et dans la construction du lien entre les adolescentes et l'équipe éducative. L'adhésion à la prise en charge est souvent mise en échec par les adolescentes.

Généralement les adolescentes arrivent dans les services d'accueil d'urgence et d'orientation (SAUO) qui accueillent les jeunes sans délai d'attente, de jour comme de nuit, et sans condition d'admission. La durée du placement peut être de 24 heures, renouvelable jusqu'à trois mois au cours desquels l'éducatrice/riche de référence dispose d'un mois pour évaluer la situation de l'adolescent·e accueilli·e, afin d'envisager un retour dans la famille ou une orientation vers une structure d'accueil adaptée. Dans les faits, le placement dans un SAUO peut aller au-delà des trois mois, faute de place dans une structure d'accueil adaptée.

Une des difficultés clairement identifiées concerne les sorties non-autorisées répétées, souvent nocturnes, des adolescent•es qui compromettent l'accompagnement éducatif.

Elles sont fréquentes en SAUO, mais arrivent aussi dans les autres types de structures : SAIO, service à bas seuil ou MECS. Elles rendent difficile l'élaboration d'un travail d'écoute et de prise de parole avec les mineures pour les aider à sortir de leurs problèmes et construire avec elles un projet d'avenir. Les centres d'accueil ne sont pas des lieux de réclusion. Même si les éducateurs/trices essaient de retenir les adolescentes, elles attendent la fin de leur service pour sortir. Les veilleurs sont tout aussi démunis face à ces conduites tout en constatant que les adolescentes sont attendues par des hommes dans des voitures. Les adolescentes reviennent au petit matin ou au bout de quelques jours (sans dépasser les 72 heures), généralement dans un mauvais état, très alcoolisées ou droguées, pour les professionnel•les : « elles sont déchirées ».

Les équipes expliquent que les adolescentes maîtrisent parfaitement le protocole d'accueil, notamment en ce qui concerne les sorties non autorisées. Une déclaration de fugue est faite par un•e professionnel•le de la structure d'accueil auprès du commissariat lorsque la mineure n'a pas respecté les horaires de retour des sorties ou encore si elle quitte la structure sans autorisation de l'adulte. Si la fugue excède 72 heures, l'adolescente perd sa place au sein du foyer. La fin de prise en charge est notifiée et elle doit partir vers un autre foyer. Les mineur•es sont, dès leur arrivée dans la structure, informé•es de ce fonctionnement. Elles jouent avec cette règle, soit elles fuguent et reviennent avant la fin des 72 heures pour sauvegarder leur place au sein du foyer ou au contraire elles dépassent volontairement ce délai pour obtenir un placement ailleurs. Cette règle-sanction, qui devrait avoir un effet dissuasif, a paradoxalement l'effet inverse : elle permet de transgresser la règle en maîtrisant son effet. Ces fugues, qui peuvent être récurrentes, freinent et empêchent la mise en œuvre d'un accompagnement éducatif.

Certaines des adolescentes ont pu être confiées successivement à différents modes d'accueil. Elles mettent en échec leur placement par des sorties non autorisées (fugues), des conduites transgressives ou le refus de l'autorité. Certain•es professionnel•les diront que cette mise en échec est intentionnelle avec pour objectif d'arriver dans l'établissement de leur choix. Ce dernier serait un établissement qui laisse beaucoup de liberté, notamment en ce qui concerne les allées et venues de jour ou de nuit, et un personnel peu disponible en raison d'un manque d'effectifs par exemple. Les parcours ASE sont donc marqués par un morcellement de la prise en charge qui fragilise d'autant plus les mineur•es et renforce aussi leur défiance face à l'institution.

Quant aux services de semi-autonomie, ils proposent des places d'hébergement en appartement, en foyer jeunes travailleurs (FJT) ou en studio pour des jeunes à partir de 16 ans. L'équipe éducative et la/le psychologue sont présents pour accompagner leur prise d'autonomie et leur insertion sociale et professionnelle. Mais de fait, la surveillance et le contrôle sont moins exercés pour ne pas être en contradiction avec l'objectif de l'acquisition de l'autonomie des adolescent•es accueilli•es. Ainsi, les professionnel•les ont constaté que les appartements ont pu servir pour accueillir les clients. Ce risque est d'autant plus élevé que les logements sont dispersés dans le département, éloignés du bureau des éducateurs/trices et du lieu d'écoute et d'accueil de jour.

La fugue, un espace de mise en danger de l'adolescente

La fugue est une prise de risque pour les adolescentes. Pour les parents et les professionnel·les, elle correspond à une sortie non autorisée d'un·e mineur·e par un·e adulte référent·e pour une durée déterminée, dans un but précis et un espace défini. Sa durée peut varier. Elle peut être courte : quelques heures, une journée, une nuit ou plus longue : plusieurs jours, semaines. Les adolescentes peuvent donner des nouvelles en répondant aux appels de proches ou des référent.es, comme elles peuvent ne pas en donner du tout.

Pendant qu'elles ne sont pas au domicile parental ou au foyer, elles doivent pourvoir à leurs besoins de première nécessité : hébergement, soins corporels, alimentation. Selon leurs récits, quand elles sont en fugue, elles sont prises en charge par le groupe des pairs (ami.es, petit copain) ou par des proxénètes. La fragilité lors de ces périodes de fugues crée des dépendances vis-à-vis de ces personnes et en fait des proies faciles pour tout type de réseaux les exposent à la délinquance, aux trafics et à l'exploitation sexuelle. Ces pratiques sont le plus souvent accompagnées d'autres comportements à risque tels que des consommations de stupéfiants, de ballons (protoxyde d'azote)³¹ et d'alcool. La fondation Droit d'enfance, via son service 116 000 Enfants constate qu'en « 2019, 504 dossiers de fugue ont été ouverts, dont plus de 25 % étaient concernés par la problématique de la prostitution des mineurs » (Cole/Fougère-Ricaud, 2021).

« Les filles que nous rencontrons dans le cadre de notre intervention ont toutes des fugues longues, très longues à leur actif. Certaines ne sont plus signalées à la police par les parents. Il y a un laissé aller sur la prise en compte de la fugue. C'est très laxiste et cela contribue à l'ancrage de l'errance et dans la prostitution.

Les filles ont toutes un parcours de fugue. Des fugues qu'il faut financer : l'argent, l'hôtel, les repas. Cela ne va pas leur tomber du ciel. Du coup, les moyens de financer, je n'en connais pas 36 : soit tu mendies, soit tu fais les poubelles, soit tu voles, soit tu te prostitues. Certaines vont aller vers la délinquance. Certaines vont vers la mendicité. On a un peu tendance à résumer les personnes comme si elles n'étaient que prostituées mais les jeunes ont besoin de trouver des moyens différents pour financer leurs fugues, échapper à quelque chose. »

Entretien avec D3, association Lille

« Un jour, je parlais avec une fille qui partait en fugue. Mais comment tu vas faire pour faire attention à toi parce que là tu n'as rien. Tu me dis que tu pars à Paris demain mais tu ne me dis pas où tu vas dormir. Tu ne sais pas encore où. Et elle n'avait pas l'argent sur elle pour payer un hôtel. Elle m'a répondu « quand on arrive à Paris, on se pose sur un banc. On regarde les mecs passer et on prend le premier qui vient ». Mais est-ce que des fois, tu sens s'il y a plus de dangers avec certains ? « Des fois, il y en a que l'on sent pas du tout. Mais s'il commence à faire nuit, on s'en fout. On prend n'importe lequel ». En fait, on préfère aller avec un fou que dormir dehors. »

Entretien avec ES6, étude Haut-Rhin

Le directeur et une éducatrice de l'association lilloise précisent que parfois la fugue ne s'explique pas seulement « parce qu'une fille est mal dans sa peau » mais qu'elle peut vouloir « échapper à son destin ». En exemple, ils évoquaient la situation d'une adolescente dont les parents organisaient un mariage forcé pour elle. L'éducatrice soulève aussi la situation de jeunes homosexuels, transgenres dont l'orientation sexuelle, la transidentité viennent heurter les valeurs familiales, culturelles et religieuses impliquant un rejet et une exclusion de la famille : « être un jeune trans dans un lycée, dans la famille, cela ne va pas. Il n'y a que dans la prostitution où je peux m'habiller en tant que femme, où ça va ».

Clarisse Gosselin, psychologue clinicienne, distingue trois formes de la fugue en tant qu'action : – **un acte** : pour dire que quelque chose ne va pas, comme un acte posé, un message adressé à l'autre. Parce qu'il n'aura pas été entendu précédemment, parce que ses revendications d'autonomie sont vaines, parce qu'il ne supporte pas certaines exigences parentales. Parce que l'acte est le seul moyen qui lui reste pour dire sa souffrance. Ce n'est pas forcément qu'il souhaite vivre ailleurs, seulement qu'il souhaite être entendu ; – **un passage à l'acte** : à la place de penser ses conflits, ses difficultés internes. La fugue n'a pas été préparée, pensée, élaborée. Le sujet est dans une situation difficile, il subit, supporte, n'en pense rien sinon qu'il souffre. Un événement, qui aurait pu être anodin un autre jour, l'amène à partir sans message particulier. L'acte vient alors avant d'y avoir pensé. « Je ne sais pas ce qui m'a pris, c'était plus fort que moi ! » ; – **un acting out** : la fuite est alors impulsive, l'adolescent fuit sans savoir vraiment ce qu'il fuit. Il montre ce qui ne peut pas être dit, sans accès possible au langage. J'ai souvenir d'un adolescent qui me racontait la parole de son père au moment d'un conflit : « Si tu n'es pas content, pars, vis ta vie ! », me disant qu'il était parti sans pouvoir rien dire. Prendre l'adolescent au mot, c'est parfois lui couper la parole » (Gosselin, 2008).

Les trois formes identifiées par la psychologue clinicienne sont repérées dans les différents discours des adolescentes, des professionnel·les et des parents. Parler prostitution à ses parents est quasi impossible pour certaines filles tant les conséquences seront importantes et le sujet de la sexualité tabou. Cette situation favorise l'acting out. D'ailleurs, certains parents comme P1 ou P2 pourront avoir des mots très durs, notamment traiter leur fille de « pute » quand elle revient au domicile familial à la suite d'une fugue ou quand elle s'absente une nuit : « tu es partie faire la pute. De toute façon, tu ne sais faire que ça », « tu veux une cigarette, tu n'as qu'à aller faire ce que tu sais faire, la pute ».

« Le fait que sa fille traîne dehors, qu'elle aille à la gare, qu'elle ne sache pas ce qu'elle fait, qu'elle ne soit pas à la maison. On leur a dit que tu étais une pute. Il y avait de grosses disputes à la maison. À base de « tu n'es qu'une pute. Tu es une clocharde ». Ce qui a été très compliqué, c'est qu'elle a été trouvée à l'hôtel avec un garçon. Il y a eu une plainte. Mais elle avait perdu sa virginité et pour la maman, c'était inconcevable. »

Entretien avec ES6, étude Haut-Rhin

Pour les parents ou professionnel·les empêcher le départ en fugue d'une adolescente est impossible. La pression exercée par le groupe de pairs (notamment les recruteurs et les autres victimes) ou par les proxénètes est telle que l'adolescente ne peut refuser, ni ignorer, ni reporter son départ. Elles/ils sont dans l'obligation de sortir sous peine de subir des représailles très violentes. Plusieurs professionnel·les de structures d'accueil relevant de la Protection de l'Enfance expriment leurs difficultés et impossibilités à raisonner les filles pour les empêcher de partir, la violence des mots et des gestes des filles envers eux, leur malaise à les voir partir. Les filles peuvent en venir aux mains et s'en prendre physiquement aux éducateurs/trices. Sans dire que ces conflits ne sont pas sans conséquences sur le collectif des jeunes accueillis au foyer. Même si la relation de confiance existe, elle ne peut faire rempart et protéger les filles du système dans lequel elles sont engagées. Pour les parents, les différentes tentatives pour empêcher le départ de leur enfant restent vaines : verrouiller la porte d'entrée et cacher la clé, achat de cigarettes ou de cannabis, cacher les chaussures. Les adolescentes menacent de défoncer la porte, de sauter par la fenêtre, de casser la télévision et tout objet dans l'appartement. Elles hurlent et alertent les voisins. Les parents cèdent pour protéger la fratrie et préserver leur honneur vis-à-vis du voisinage.

« On les voit partir. Nous, on sait pourquoi elles partent. Et elles savent que l'on sait. C'est très dur. On ne comprend pas ces mecs qui viennent les chercher. Parfois, cela pourrait être leur père. »

Entretien avec un veilleur de nuit, étude ASE

« Alors c'était on va dire avec F5, mais je n'ai pas connu tout de suite F5. C'était à son retour de fugue un mois après avoir pris mon poste. Il fallait qu'elle parte tous les soirs, on essaie de la retenir. Mais il fallait quand même qu'elle parte et qu'elle revienne au bout de plusieurs jours. Si on les empêche, elles peuvent réveiller toutes les filles et faire un tel bordel qu'on ne peut plus gérer le groupe. »

Entretien avec SN2, étude Haut-Rhin

« Avec elle, c'était un soir. Les règles du collectif n'étaient pas du tout les mêmes pour elle du fait de toutes ces problématiques et un soir elle voulait sortir. Elle m'a dit « Bon écoute ES1... », il était 22 heures je m'en souviens bien de ce soir-là. Elle me dit « écoute ES1, je vais repartir ». Je lui réponds que je vais l'accompagner jusqu'au portail et là, dans la cour, en bas : « tu travaillais où avant toi ? » et je lui dis. Elle me dit « ah bon je vais rester un peu avec toi alors ». Et ce jour-là, elle m'a questionné sur, sans me dire ce qu'elle avait pris, ça coulait de source. Ce jour-là personne ne l'attendait au portail. J'ai l'impression que c'était long. »

« C'était trop compliqué son comportement, elle pouvait, à certains moments donner l'impression d'avoir envie d'emmenner des gamines plus jeunes avec elle et elle l'a fait un jour elle est partie... elles sont parties à 21 heures/22 heures. Elles sont parties toutes les deux. Sauf passer par les retenir physiquement, ça n'aurait pas pu ce soir-là, je n'aurais pas pu les empêcher de partir et manque de bol ce jour-là, la veilleuse n'est pas venue faire la nuit, donc je suis restée faire la nuit. Donc je les ai réceptionnés à trois heures du matin.

Elles sont revenues en voiture. En fait, en partant cela avait beaucoup clashé entre F1 et moi. Je lui disais « non, si tu pars, tu n'emmènes pas... F1, tu ne l'emmènes pas c'est une gamine. » « Je l'emmène enfin ». Je dis « non s'il te plaît, tu ne l'emmènes pas ».

C'était monté dans les tours et je sais plus trop ce qu'elle m'a dit « Nique ta mère ».

Je sentais presque la confrontation physique qui pouvait arriver. Elle m'a dit « non ES1 pars s'il te plaît parce que je n'ai pas envie de ça avec toi. Je ne veux pas ». L'autre gamine suivait. Lors du retour, F1 n'est pas entrée. Elle l'a juste ramené parce qu'elle m'a dit « ES1, je te promets juste un truc. On ne part pas longtemps, je te la ramène ». Elle savait que c'était moi qui faisais la nuit. « Je te la ramène dans la nuit promis ». C'était la nuit trois heures du matin, je vois une bagnole arrivée avec un type dedans et elles deux. Je me dis « super ça a pété avant de partir ». Je suis toute seule. Il est trois heures du matin. Je ne sais pas dans quel état elles reviennent, qui est ce type, ce qu'il veut. »

Entretien avec ES1, étude Haut-Rhin

« Dès le début, elle était très peu là. Elle fugait déjà. Parfois elle revenait d'elle-même. Parfois elle revenait à la suite d'une garde à vue ou qu'elle était récupérée dans un tram. Je pense que la moitié du temps, elle revenait de son plein gré, et l'autre moitié du temps, elle revenait parce qu'on allait la chercher au commissariat, à Strasbourg. »

Entretien avec ES1, étude Haut-Rhin

Une adhésion difficile à la prise en charge

L'adhésion à la prise en charge ASE est particulièrement difficile si la jeune refuse le placement ou les modalités de celui-ci, notamment si elles ne souhaitent pas quitter leur environnement familial et social, ne reconnaissent pas leur mise en danger, revendiquent une liberté d'agir ou sont sous l'influence de pairs. L'adhésion à la prise en charge ASE n'est pas spécifique aux adolescentes ayant des conduites à risque prostitutionnelles, elle peut être difficile pour les autres enfants placés qui n'ont pas bien saisi les causes du placement. Émilie Potin l'identifie notamment pour les placements qui interviennent à l'adolescence (Potin, 2012).

Hyperconnectées, présentes en permanence sur les réseaux sociaux, les adolescentes visionnent des vidéos, postent des publicités et des stories, se mettent en scène. Elles tissent des liens avec des personnes, des hommes et des femmes plus âgés en dehors des filles et des garçons de leur génération. Elles considèrent que ces personnes vont pouvoir répondre à leurs questions mieux que leurs parents ou des éducateur/trice·s et leur apporter de l'aide ou du soutien. Pourtant, certaines de ces relations vont les initier au système prostitutionnel « on line ». D'autre part, les images véhiculées par ces réseaux sociaux et les médias en général banalisent la violence de comportements sexués et sexuels déviants, avec pour conséquence d'accentuer la prise de risque chez les mineur·es. Ces médias répondent aussi au besoin de satisfaction immédiate des « désirs » des adolescentes, à l'opposé de la logique de fonctionnement de la protection de l'enfance, fondée sur la construction d'un projet inscrit dans la durée. Cette confrontation est génératrice de tensions, mais crée aussi de la distance entre l'adolescente et l'équipe éducative.

Enfin certain·es professionnel·les constatent que l'adhésion à la prise en charge est d'autant plus difficile, si les adolescentes sont inscrites depuis longtemps dans un réseau de prostitution. Elles sont sous l'emprise d'un ou plusieurs membres du réseau au point de ne plus pouvoir penser et agir par elles-mêmes. La pression exercée sur les mineures les contraint à obtempérer sous l'effet de la peur des représailles, sur elles-mêmes, leurs familles ou leurs ami·es. Les personnes qui exercent les pressions peuvent être des mineures confiées dans le même foyer ou des adultes extérieurs qui n'hésitent pas à venir devant les portes du foyer ou tenter d'y entrer pour récupérer l'adolescente. Les membres du réseau les isolent des adultes référents et de leur environnement social et familial. Ces pressions accentuent le processus de désocialisation (rupture avec l'environnement social, ses normes et valeurs) et de resocialisation dans un environnement « prostitutionnel ». Le temps et le mode de vie de ces adolescentes sont organisés autour de la pratique prostitutionnelle et non de la prise en charge ASE. Elles ne sont pas disponibles ni moralement ni physiquement pour investir cette prise en charge au point que les professionnel·les ont exprimé qu'elles et ils constatent que la structure d'accueil n'est pas en mesure de jouer son rôle de protection.

La relation éducative est difficile à établir. Elle est marquée par une alternance entre des attitudes extrêmes vis-à-vis des éducateur/trices, entre rejet et fusion. La première attitude s'illustre par le déni de la détresse et des actes transgressifs,

parfois violents, que les adolescentes posent vis-à-vis du/de la professionnel•le. La seconde, bien au contraire, se manifeste par l'omniprésence et des marques affectives de l'adolescente vis-à-vis du/de la professionnel•le et une sollicitude permanente. L'équilibre n'est pas toujours facile à trouver tant les repères émotionnels de ces adolescentes sont perturbés.

Les répercussions sur les autres adolescent•es accueilli•es

Les conduites prostitutionnelles de certaines adolescentes accueillies ont des conséquences sur le collectif des jeunes accueillis dans son ensemble.

Pour éviter ce que l'on peut nommer un « effet contagion », certaines équipes refusent l'accueil d'une mineure identifiée dans des conduites prostitutionnelles, surtout quand celle-ci est décrite comme une recruteuse ou rabatteuse potentielle. Ceci d'autant plus, si le service accueille déjà des adolescentes identifiées dans ces conduites. Cette question institutionnelle perturbe le climat du service et met sous tension les jeunes non concernés par la situation et les équipes éducatives.

Les autres jeunes accueillis expriment de l'inquiétude et compatissent vis-à-vis de ces adolescentes. Ils sont interrogatifs et ne comprennent pas toujours leurs actes tout en étant témoins de leur détresse, surtout quand elles rentrent de leurs virées (alcoolisées, couvertes de bleus, sales, décoiffées). Elles et ils recueillent leurs confidences et pourtant, les voient repartir. Ces jeunes, eux aussi, ont subi des traumatismes et ont besoin d'évoluer dans un climat serein.

Il peut arriver aussi que les autres résident•es suivent ces adolescentes dans leurs fugues, dans leurs soirées, sans pour autant se prostituer. Ils deviennent leurs ami•es, des ami•es par intérêt. Ils se rapprochent d'elles pour pouvoir profiter de leur argent et de leur réseau relationnel. Ainsi, ils vont se voir offrir des repas dans un restaurant, des cigarettes, parfois des vêtements, des chaussures, des accessoires de luxe. Quant à l'adolescente inscrite dans des pratiques prostitutionnelles, cet intérêt autour de sa personne lui renvoie le sentiment d'être reconnue et appréciée.

Même si le travail des équipes éducatives est difficile et vivement perturbé par ces conduites prostitutionnelles de très jeunes filles (11-12 ans), les structures d'accueil ont amorcé une réflexion et tenté de trouver des solutions en menant des actions concrètes pour faire face à ces conduites prostitutionnelles avec les moyens et les informations dont elles disposaient : organisation de débats, des séjours communs à l'extérieur du foyer, les thèmes abordés sont en lien avec la vie affective et sexuelle des adolescentes.

Les équipes ont également entrepris l'initiative de mobiliser des ressources externes, socio-éducatives et sanitaires, qu'elles ont sollicitées dans différents centres hospitaliers ou associations : ACPE ou des consultations sur la sexualité, de l'art thérapie, le planning familial etc.

Expériences de prises en charge des jeunes pendant le confinement

La réalisation de notre recherche a été bousculée par la pandémie COVID 19. Nous avons saisi l'occasion de nous intéresser aussi à l'impact de la COVID 19 dans les institutions de la protection de l'enfance et nous avons demandé aux professionnel·les comment ils ont vécu de l'intérieur la prise en charge de ces adolescent·es dans la prostitution lors du confinement.

Pour un SAUO en Seine-Saint-Denis, la prise en charge a été extrêmement difficile puisque les adolescentes concernées n'ont pas respecté le confinement et poursuivi leur pratique. Mais également, parce que l'effectif des professionnel·les était amoindri par l'absence de certains d'entre eux·elles, en arrêt maladie pendant la totalité du confinement.

Le retour des filles au sein de la structure créait un climat de tensions et de conflits avec les autres jeunes (ceux et celles respectant le confinement) qui craignaient une contamination. Les filles étaient très agressives, pouvaient cracher au visage des éducateurs/trices en insinuant les avoir contaminé·es. Pour elles, c'était un moyen de pression pour que les professionnel·les les laissent tranquilles. Les professionnel·les présents dans la structure étaient épuisé·es.

Le foyer à Mulhouse a opté pour la solution de l'éloignement de l'ensemble des filles dans une maison en pleine montagne, éloignée de toutes les tentations de la société de consommation.

« Quand il a été question du confinement, clairement, quand tu as autant de jeunes filles comme on en a ici qui ont des problématiques (les fugues, les addictions, de devoir être occupé et tourner en rond). Quand elles ne sortent pas, ce sont les histoires entre les filles, tu n'as pas rendu ton lisseur. Une a dit que, l'autre a dit que. Je caricature, mais c'est exactement ça. Moins elles ont à faire, plus elles sont sur ces histoires-là. Avec de la violence. Avec de l'ennui. De l'ennui qui va créer de l'espace à ces violences pour des histoires, avec des pétages de plomb, avec des passages à l'acte.

Nous on s'est dit devoir garder enfermer ces jeunes filles pendant plusieurs semaines, on n'a pas les moyens de les garder de les préserver de l'extérieur donc on va exposer les jeunes filles et l'équipe et on ne va pas réussir à tenir. Si on n'arrive pas à faire en sorte qu'il y a des éducateurs qui s'occupent de ces jeunes, comment on va faire ? Donc on s'est retrouvé en se disant qu'il faut élargir les choses. Cela doit être le problème de tout le monde mais pas que le nôtre. On a eu des démarches vis-à-vis des écoles de travailleurs sociaux. On a eu des démarches au niveau des professeurs, des instits. On a contacté les scouts.

Chacun actionnait un peu son réseau pour que les gens de l'extérieur viennent et puis que ce ne soit pas

seulement l'affaire des éducateurs de la société civile. Cet élan de solidarité était très présent et concentré chez tout le monde. On s'est dit qu'il fallait s'en saisir. En même temps, on s'est dit c'est super mais on ne va pas pouvoir les garder ici. On va s'exposer.

Et en même temps, au même moment, il s'avère qu'on a un lieu de vie qui appartient à l'association qui n'était plus utilisé depuis longtemps. Donc ce qui serait génial et idéal, c'est si on pouvait les emmener là-haut.

C'est à une demi-heure à pied en haut de la montagne, à une demi-heure du centre-ville du petit village où tu es encore à une demi-heure de... C'est la pampa. En termes de mise en danger, tu as de chouettes endroits pour fumer du shit, tant que tu en as encore, mais cela s'arrête là. Donc on a décentralisé le service. Les gamines, celles qui pouvaient rentrer au domicile, sont rentrées au domicile. Celles qui avaient des retours, des séquentielles, des week-ends. Elles sont rentrées au domicile. Celles qui n'avaient aucun point de chute, c'est à peu près 12 à 15 filles sont allées vivre là-haut. Les éducateurs ont accepté de vivre pendant trois mois avec elles ».

Entretien avec CDE1, étude Haut-Rhin

Difficultés éprouvées dans les relations avec d'autres instances

Dans les discours des professionnel·les, est apparu l'enjeu des collaborations entre les différents secteurs : ASE, police, justice. À chaque niveau d'interventions correspond une forme de prise en charge spécifique en fonction de sa mission. Cette fragmentation produit de l'insatisfaction chez les professionnel·les des structures d'accueil, car elles et ils estiment ne pas avoir la réponse adéquate à leur demande ou dans des temporalités permettant une protection des mineures plus efficace.

Certain·es professionnel·les des structures d'accueil signalent les faits à la police pour protéger les filles qui leur sont confiées. Ils/elles signalent des fugues, mentionnent les conduites prostitutionnelles, sans que celles-ci soient reconnues comme des disparitions inquiétantes. Ils/elles vont signaler la présence de véhicules aux abords du foyer, prendre les numéros des plaques d'immatriculation, donner le nom des hôtels... Ils/elles vont accompagner les adolescentes au commissariat pour déposer plainte. Pourtant, ils/elles ont l'impression que personne n'agit, « rien n'est fait ».

Des hommes continuent à chercher les filles aux abords du foyer. Certains lieux d'exercice de la prostitution sont connus, mais pourtant l'activité continue. Des proxénètes sont arrêtés, jugés en correctionnel, puis relâchés ou alors écopent d'une faible peine. Constats d'autant plus troublants que les professionnel·les de l'action sociale sont confronté·es à un discours qui tend à accréditer l'idée que les services de protection de l'enfance ne feraient pas leur travail de protection.

L'étude a aussi révélé que les professionnel·les ont plutôt un discours critique quant au traitement éducatif et judiciaire de ce phénomène. Au premier chef apparaît une forte interrogation sur l'efficacité de la procédure du signalement. L'aide sociale à l'enfance et la police arrivent-elles à jouer leur rôle ? Interviennent-elles suffisamment ? Il semblerait que les relais d'information entre les différentes instances et services ne fonctionnent pas bien. Les informations préoccupantes (IP) sont faites et envoyées à la Cellule de recueil des informations préoccupantes (CRIP), mais les éducateurs/trices spécialisés·es en milieu ouvert ou les CPE des collèges s'étonnent de l'absence de retour ou des délais longs sans proposition de prise en charge entre temps.

Trois initiatives innovantes pour prendre en charge la prostitution des mineur•es

Notre recherche a permis d'identifier trois initiatives originales qui mettent en place des prises en charge différentes des adolescentes ayant des conduites à risque prostitutionnelles, basées sur le principe de la réduction des risques et des dommages. Ces méthodes assez pragmatiques ne sont pas encore très répandues en France. Elles commencent à faire leurs preuves dans l'accompagnement des personnes consommatrices de drogues, mais restent fortement discutées, voire critiquées comme si elles étaient en concurrence avec des approches plus psychologiques. L'idée est de les présenter afin de les faire connaître sans nécessairement porter un jugement de valeur.

Le service Entr'actes, une démarche orientée vers la réduction des risques

Dans son rapport d'activités 2020, l'association Entr'actes se définit comme « un service qui mène une action de type santé communautaire avec et pour les travailleur/ses du sexe, qui veille à prévenir les dommages et éviter l'aggravation des conséquences liées à l'activité prostitutionnelle et à l'usage de drogues »³².

Le projet mineur d'Entr'actes, l'intitulé exact, c'est limiter l'ancrage dans la prostitution des mineures. Concrètement, il s'agit de repérer dans un premier temps des filles qui sont mineures ou jeunes majeures.

32

Rapport d'activités 2020, La réduction des risques, Association Itinéraires-Service Entr'actes

Comment cela se passe concrètement ? Souvent dans la rue mais aussi dans le local. Elles sont souvent amenées via le bouche-à-oreille des autres filles. On rencontre la personne. Généralement, cela se voit assez vite si elle est mineure ou pas, mais quoi que parfois c'est à déterminer donc on se le note en tête.

L'idée, c'est de présenter l'association, qui on est. On travaille auprès des personnes qui sont dans la rue. Est-ce que c'est ton cas ? Cela commence souvent par un échange assez simple sur : est-ce que tu veux boire un truc ? Est-ce que tu veux discuter ? Et assez vite, on dit que l'on ne travaille pas avec la police. On travaille sous l'anonymat. Tout ce que l'on va faire, c'est avec ta coopération. Et donc, on dit que l'on a l'habitude. On essaie de montrer une posture qui essaie de rassurer, qu'on connaît. Et ce n'est pas la première fois que l'on a une mineure dans le bus. Après, on propose une collation.

Ensuite, on essaie d'avoir des informations, mais on voit aussi en fonction de la jeune, si elle est fuyante ou pas. On ne va pas l'assaillir de questions. Si on voit que ce n'est pas compliqué, on essaie d'avoir des informations : est-ce que cela fait longtemps que tu bosses ? Tu es toute seule ou avec des copines ? Tu viens de quel quartier ? Si on voit que la jeune répond dès la première fois ou la deuxième, on lui demande ce qui s'est passé pour qu'elle en arrive là ? Est-ce que c'est une fugue, une dispute avec ses parents, un petit copain ? Est-ce qu'elle parle à ses parents ? Est-ce qu'elle connaît un éducateur ? Et généralement, c'est ah oui j'ai déjà eu un éducateur qui venait dans la famille.

On essaie de voir s'il y a déjà des intervenants autour. On propose aussi de faire un moment à l'extérieur. Genre, ça te dit qu'on aille manger un repas ensemble, boire un truc comme ça on échange un peu sur sa situation. On lui propose des trucs basiques.

Si tu es en galère, tu peux venir prendre une douche. Si tu as besoin d'internet. On propose le matériel (préservatifs, seringues par exemple) en expliquant à chaque fois. En utilisant le vocabulaire des jeunes, car parler protoxyde d'azote, ils ne comprennent pas. Par contre, ballons, oui.

L'idée est de convenir d'un rendez-vous au local et de voir ce qui est possible de faire. Si elle a un réseau (de professionnels, famille) autour d'elle ? Est-ce que cela te dit qu'on les appelle pour les rassurer ?

Est-ce qu'il y a des personnes ressources autour d'elle ? On va essayer de remettre du maillage (institutionnel) autour.

Une fois que le lien est créé, cela peut être une recherche de logement, un accès aux soins. L'idée est de favoriser ce lien de confiance pour que s'il y a quoique ce soit, elle puisse nous appeler. On utilise les réseaux sociaux. Le snap, insta avec les jeunes, cela marche vraiment bien. Elles sont surprises de savoir qu'on est sur snap. En plus, on leur demande de nous expliquer certaines choses sur snap. Elles nous montrent. Petit à petit, on creuse pour comprendre la situation, les besoins.

Témoignage d'une éducatrice du service Entr'actes.

Il s'agit d'une démarche pragmatique de réduction des risques et des dommages (RDRD), qui vise à soutenir les personnes les plus fragilisées, ici les adolescentes en situation de prostitution. La démarche est de trouver avec ces filles des solutions adaptées à leurs pratiques afin de réduire les risques de contamination et/ou de transmission d'agents pathogènes.

Ainsi les principes de la RDRD sont dans un premier temps de respecter la dignité de la personne, quelles que soient ses pratiques. Puis, l'illusion d'éradication des drogues ou de disparition de la prostitution est abandonnée au profit de stratégies visant à responsabiliser les personnes, à réduire les dommages et à promouvoir l'accès aux soins. Les interventions se situent en dehors de tout jugement moral et dans des domaines distincts de la répression et du contrôle.

S'occuper des jeunes en risque prostitutionnel par l'approche motivationnelle

Une experte en conduites à risque adolescentes a été interviewée en septembre 2021 afin qu'elle s'explique sur son parcours professionnel et sur son approche plus spécifiquement.

Après avoir travaillé pendant de longues années dans un CSAPA (Centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie), où à partir de 2004, l'équipe a pu mettre progressivement en place une approche spécifique de prise en charge en direction des adolescent.es en proie à des conduites addictives, cette experte travaille depuis 2014 plutôt sur le risque prostitutionnel des adolescentes pour le compte de l'ACPE ou Asthéria.

Elle relate dans l'entretien sa méthode d'approche inspirée de son travail avec les jeunes consommateurs de drogues et les questions spécifiques qui se posent pour les adolescent.es inscrites dans des conduites pré-prostitutionnelles ou prostitutionnelles.

L'experte tient à distinguer les conduites pré-prostitutionnelles pour mettre l'univers de la prostitution à distance, pour éviter notamment que les parents et les éducateurs/trices ne regardent les jeunes uniquement à travers le prisme de la prostitution.

La prise en charge du public jeune par rapport à la consommation de drogues a débuté seulement en 2004, alors que des méthodes visant la réduction des risques et administrant des traitements de substitution avaient été mises en place auprès des toxicomanes adultes dès les premières années de la pandémie du VIH entre 1985 et 1990. Ces méthodes ayant pour principe une demande explicite pour adhérer aux soins ne marchaient pas avec les jeunes. Par ailleurs, il a aussi fallu convaincre les professionnel·les qui ne parvenaient pas à saisir les nouvelles dépendances addictives des jeunes (produits psychoactifs) par rapport à des représentations liées à la toxicomanie à l'héroïne (poudre, seringues).

La spécificité du public jeune réside, selon l'experte, dans le fait que les jeunes ne viendraient pas par eux-mêmes. Ils

ne sont pas en mesure d'adhérer à une démarche analytique encore. Au lieu de s'interroger sur leurs pratiques, ils ont envie d'affirmer leurs choix. Des techniques de prévention par des témoignages d'anciens toxicomanes ne fonctionnaient pas non plus. Selon elle, les jeunes, il faut plutôt aller les chercher, leur proposer des interventions brèves et variées afin de les motiver à développer d'autres passions que la prise de produits psychoactifs. À partir de 2014, elle a transposé son expérience auprès des jeunes ayant des conduites addictives vers le public des jeunes ayant des pratiques pré-prostitutionnelles ou prostitutionnelles. Elle précise directement que la problématique est autre du fait du psycho-trauma lié aux expériences prostitutionnelles, nous y reviendrons.

Outre des séances de prévention précoce collectives proposées dans les collèges ou des foyers de l'ASE auprès des adolescent.es, mais aussi dans des conférences et interventions auprès de parents ou de professionnel·les, l'experte propose des séances individuelles avec des adolescent.es ayant des conduites à risque prostitutionnelles, qui ont généralement lieu à la suite d'interventions avec des parents ou des professionnel·les. Lors de ces séances, l'experte pratique ce qu'elle qualifie d'entretien motivationnel. Ces derniers, au lieu de miser sur une demande de soin, empruntent le chemin inverse. Il s'agit de valoriser des compétences psychologiques et sociales de l'adolescent·e selon les principes de l'empowerment et de la psychologie positive. L'approche motivationnelle s'appuie sur la théorie du changement. Elle vise à faire changer les habitudes. Au lieu de voir le/la jeune par le prisme de la prostitution, il s'agira de s'appuyer sur ses potentiels, de l'aider à retrouver ses passions. Car si l'on veut lui faire changer les habitudes, il/elle doit avoir l'impression de gagner quelque chose, sinon ça ne pourra pas marcher.

L'experte met aussi en place des petites techniques pour mettre à l'aise la/le jeune. Jamais elle ne va se mettre en face de lui ou d'elle. Ils vont être assis côte à côte. Une jeune lui avait justement dit, « je vous écoute, mais je ne peux pas vous regarder ». Elle fait aussi bouger des petits objets comme des cartes sur la table ou met à disposition des mandalas ou des feuilles de papier où elle comme le/la jeune pourra gribouiller pendant qu'ils/elles parlent. Ces techniques visent à éviter l'usage du portable tout en permettant d'occuper les mains et libérer la parole.

Les conduites à risque prostitutionnelles sont particulières car elles atteignent directement la santé sexuelle. Il est très important de ne pas être dans le jugement, mais de mettre en place une préoccupation de réduction des risques (protection des IST). Les pratiques prostitutionnelles amènent directement la question du psycho-trauma qu'elles engendrent. C'est un choc profond qui est produit et qu'on ne peut effacer facilement. Aller la première fois avec un client, pour certaines adolescentes sans avoir eu une expérience sexuelle dans une relation amoureuse avec un ou une jeune de leur âge, est en soi traumatisant. Les passes pendant lesquelles on doit satisfaire les désirs bizarres des clients sans pouvoir les refuser équivalent à des viols. Regarder des images pornographiques alors qu'on n'a pas de notion de la vie sexuelle est traumatisant. Le psycho-trauma, qui résulte d'une effraction corporelle et qui atteint profondément l'estime de soi, doit être traité en priorité afin de réduire ses effets. Il est vain de penser que la reprise d'une formation ou d'un emploi pourrait éloigner une jeune de l'univers prostitutionnel. Tant que son trauma n'est pas pris en charge, toutes les autres démarches ne sont pas efficaces sur la longue durée. Les parents et les professionnel·les sont devant des défis énormes face à ces jeunes prises dans les rouages de la prostitution.

Depuis 2014, l'experte à traiter 280 situations en entretien individuel, les premières années, très peu de cas se sont présentés, par contre ces derniers temps, elle a pu constater une augmentation réelle. D'autant plus que le confinement a contribué à se faire développer des activités sur internet où par exemple, on demande à des adolescentes de poser nue ou dénudée devant l'écran. Ensuite, ces vidéos circulent sur internet. Il est difficile de dire combien de jeunes s'en sortent ou dans quelle mesure les entretiens motivationnels sont directement bénéfiques. Pour les quelques retours dont dispose l'experte, elle constate qu'ils ont été bénéfiques sur le long terme, quand l'adolescent·e grandit, son développement cérébral se poursuit et elle pourra plus facilement adhérer à ce qui lui a été proposé.

Pour l'experte, il serait urgent qu'on développe des prises en charge des mineurs ayant des conduites à risque prostitutionnelles spécifiques plus institutionnalisées, à l'image de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) qui a su instituer un suivi organisé sur tout le territoire français avec des financements pérennes.

L'art thérapie : comment réintégrer son corps ?

À Mulhouse, l'équipe éducative peut s'appuyer sur un espace nommé « L'Atelier ». Son objectif est de « permettre l'émergence d'une réflexion d'abord portée sur soi, pour dans un second temps, amener l'adolescente à envisager son avenir »³³. « L'Atelier » est constitué de deux entités : « les ateliers « découverte » qui ont pour vocation de s'attacher à l'individu dans son unicité et les ateliers de « remobilisation » qui ont une visée collective d'intégration sociale »³⁴. L'Art Thérapie (AT) est un atelier qui s'inscrit dans les ateliers dits de « découverte ». Il est défini par l'art-thérapeute comme une action de mise à distance c'est-à-dire « on va utiliser tout le processus de la personne au travers une composition extérieure, et du coup, tout ce qui est porté émotionnellement à l'intérieur de soi va pouvoir être extériorisé mais à distance. Ainsi, il ne va plus avoir d'impact émotionnel à l'intérieur de soi ce qui fait que le comportement derrière va être beaucoup plus libre et beaucoup plus débarrassé »³⁵.

L'art-thérapeute a reçu la chercheuse dans l'espace qui est dédié à son activité. Les œuvres des filles s'amoncellent sur les murs, dans les étagères, au sol. Ce sont des poteries, des marionnettes, des dessins, des peintures, du collage. Une bibliothèque occupe un pan de mur qui fait face à une penderie enfermant tout le matériel nécessaire à la création artistique (peintures, feutres, feuilles...). Car pour l'art-thérapeute, « ce qui est intéressant avec l'art thérapie c'est qu'on peut utiliser plein de médias différents qui peuvent se choisir en fonction de la personnalité de la jeune ou de son histoire de vie. On va adapter au fur et à mesure de ce que la jeune emmène ». Une table ronde trône au milieu de la salle.

Entre les deux fenêtres, une étagère regorge de figurines : personnages, animaux... mis à disposition pour les filles dans le cadre d'un outil nommé « le bac à sable ». L'utilisation des figurines en art-thérapie s'inspire de la thérapie du jeu de sable inventée par la thérapeute jungienne Dora Kalff (1904-1990). Elle se pratique dans un bac en bois rempli de sable dans lequel la personne s'exprime par la manipulation du sable mais aussi de figurines mises à sa disposition.

33 Projet d'établissement, 2020-2024 du foyer Mulhouse, p.29.

34 Ibid.

35 Extrait d'un entretien avec l'art thérapeute du FAE, 11 mai 2021

C'est un espace où elle peut évoluer dans l'imaginaire. Elle peut travailler d'abord (ou seulement) le sable qu'elle modèle dans l'espace du bac où elle peut ensuite élaborer une scène où s'expriment des aspects de sa vie intérieure et des archétypes qui favorisent un processus de changement.

L'art-thérapeute précise qu'« il apparaît alors ce qui est invisible à l'intérieur de la personne. C'est un outil pour se connecter à ce que la personne vit et pour l'exprimer autrement que par les mots ». Pour le moment, cet outil n'est pas utilisé auprès de filles en situation de prostitution parce que selon l'art-thérapeute « un vrai travail corporel devait se faire avant de pouvoir travailler sur le bac à sable. Et pour être dans un travail corporel, il faut être dans la construction, la modélisation. Donc on va utiliser de l'argile ou des matériaux pour travailler sur le problème de la corporéité et de la conception du corps en tant qu'objet, le réceptacle de quelque chose en tout cas ».

Les filles en situation de prostitution subissent des agressions sexuelles à répétition. Leur corps ne leur appartient plus. Elles apprennent à ne plus l'aimer. Certaines ne se regardent plus dans le miroir, ne se lavent plus. Elles détestent ce corps qui est devenu un objet, une marchandise que des clients louent, malmènent. Pour l'art-thérapeute, il est nécessaire de travailler sur cette question du corps avec les adolescentes, de les aider à se réapproprier ce corps tant déprécié : « Elles ont une problématique au corps extrêmement particulière ces jeunes filles qui sont dans la prostitution. Il y a le corps objet. Il y a plein d'images qui va avec. Et en général, quoi qu'elles en disent, elles coupent. En général, la plupart du temps, si elles ne l'amènent pas consciemment, elles disent « je n'ai plus envie de boire pour pouvoir le faire. Je ne suis plus là ». Et bien nous, on travaille à réintégrer son corps. Quand je te dis, l'AT cela permet vraiment d'utiliser tout l'aspect processuel pour arriver à mettre à distance la problématique. Quand on travaille avec des jeunes filles qui sont dans la prostitution, on va d'abord travailler à réintégrer son corps avant de pouvoir travailler le reste. C'est juste de réintégrer son corps. C'est l'objectif de départ ».

C'est une jeune majeure que j'ai suivie avant en tant que mineure pour autre chose parce qu'elle était dans les prémisses. Elle n'était pas encore dans la prostitution.

On a beaucoup travaillé sur le corps parce qu'il y a beaucoup d'histoires de violences psychologiques, d'inceste et une incapacité à se raccrocher à la société parce que son histoire de vie fait qu'elle est hors norme par rapport à ce qui est acceptable dans la pensée commune. Avec elle, la prostitution va devenir le pilier de nos séances. Parce que ce qu'on travaille : comment je perçois la vie ? Comment je peux me construire dans cette vie-là ? C'est la prostitution qui est amenée en permanence. Elle a une vraie incapacité, c'est-à-dire qu'il est impossible pour elle de regarder au-delà de ça. Donc la prostitution arrive à tour de bras. Elle tourne en boucle. Avec elle, j'utilise le dessin, la peinture, la mise en scène et je m'appuie sur un livre.

J'utilise des fois des livres de philosophie que l'on va lire ensemble, partie par partie et dans ce qu'on va lire, le jour où elle arrive, je vais la questionner sur : qu'est ce qui l'a touché ou qu'est ce qui l'a dérangé dans ce que l'on vient de lire ? Il y a toujours un passage et comment on va pouvoir travailler sur ce passage et à travers ce qu'elle amène dans la journée autour du dessin, de la peinture.

comment le verbalise-t-elle ?

Enquêtrice

elle le dit cash. Par exemple, quand je lui dis « dessine-moi qui tu es ». Mais attention, ce n'est pas comme ça. Il y a un travail préalable. Elle va se dessiner avec des barbelés de tous les côtés, des protections en or, en argent parce que personne ne peut casser l'or et je lui montre à cet endroit-là, tu vois, tu es très enfermée quelque part. On ne te voit pas et comment c'est dessiné, ça signifie quelque chose pour elle, mais elle ne va pas s'en saisir.

AT

Témoignage de l'art-thérapeute sur des séances concernant une fille en situation de prostitution

Les adolescentes se présentent généralement seules à l'atelier. Elles sont le plus souvent guidées par leurs éducateurs/trices référent.es. Leur orientation vers l'atelier d'art thérapie est discutée lors de la réunion d'équipe. L'art-thérapeute va s'appuyer sur différents outils pour travailler sur la réappropriation du corps tels que le modelage, le dessin, la peinture... Parfois, elle va poursuivre ce travail en proposant aux filles de participer à un voyage thérapeutique dont elle a conçu le parcours dans sa globalité.

L'art-thérapeute constate que le travail thérapeutique mis en œuvre au sein de l'institution peut avoir ses limites notamment à cause des interférences liées au quotidien des filles au sein de l'établissement mais également au sein même de la famille : querelles, tensions. Mais également, parce qu'elles grandissent dans un espace restreint au foyer, à la ville, à la famille. Selon elle, les filles « n'ont aucune conscience du monde. Il n'y a pas conscience du monde donc quelque part, le décalage thérapeutique ne pouvait pas se faire. Parce que lorsqu'on se décale et qu'on prend conscience que l'on est un être humain dans un pays, sur une planète et qu'il y a des choses beaucoup plus grandes que dans le quotidien dans lequel on est enfermé. Et bien, on n'a pas accès aux ressources. Et le voyage amène ça. Il amène la conscience d'une appartenance à quelque chose de plus grand, et qui permet de sortir de ces souffrances pures et brutes qui sont un lien directement avec leur environnement, leur histoire. C'est vraiment une épopée ».

L'art-thérapeute a donc conçu un voyage de 9 jours dont l'objectif est « de travailler sur les piliers et les ressources qui permettent de créer un projet professionnel ou de pouvoir être dans un appartement, en tout cas d'avoir accès à sa ressource intérieure » (VAT). Il se réalise en Italie « à cause de sa représentation dans le monde. C'est-à-dire, son histoire, l'histoire de Rome. Beaucoup de nos valeurs et de notre culture, quelles qu'elles soient viennent de Rome et de la Grèce. Il y a une deuxième destination qui est en cours de préparation et qui est la Grèce. Ce sont les berceaux de la civilisation. Ce que les filles peuvent entendre et comprendre, c'est plus du domaine de la civilisation grecque et de la civilisation romaine ». Il se fait par étapes : « On descend escalier par escalier à l'intérieur de l'être. La première étape est de travailler sur l'image de soi, une deuxième étape est de travailler le rapport au monde et une troisième étape sur ce qui est enkysté à l'intérieur de soi ». Une dernière étape réunit l'ensemble. Une fois ces étapes franchies, « on arrive à ressortir complètement différente et dynamisée. C'est quelque chose où on a accès à soi, à son potentiel ».

Le voyage thérapeutique n'est pas imposé aux filles, mais proposé, car il nécessite leur participation en amont du départ à un certain nombre d'ateliers individuels avec l'art-thérapeute. Il leur est clairement signalé que si elles acceptent de participer à ce voyage, cela veut dire qu'elles devront travailler sur elles et cheminer dans leurs difficultés. Et si elles n'arrivent pas à l'investir, elles ne peuvent pas rester dans le groupe parce que cela veut dire que sur place, elles ne seront pas en mesure de traverser, c'est-à-dire de faire face à un changement, de vaincre ses peurs, ses difficultés.

Témoignage de l'art-thérapeute au sujet de trois situations d'adolescentes en situation de prostitution.

Situation n°1 : Je travaille avec une mère depuis 5 mois qui est constamment en fugue et qui est dans la prostitution. Il va y avoir un nombre de séances assez élevé où elle ne va pas venir mais elle revient toujours. On va commencer à travailler avec elle en n'abordant pas la prostitution. La première question est « alors, tu es inscrite dans le VAT ? On va essayer de voir ce que tu amènes. Qu'est-ce que tu aimerais, toi, travailler en premier chez toi ? Et en général, elle te donne l'entrée qui va permettre d'aller vers elle. Donc, on travaille sur ce qu'elle amène : de la colère qui arrive d'entrée de jeu. On va travailler sur tout un univers de collage. On va aller choisir dans des magazines ce qui est synonyme de la colère. Elle découpe et pose ce qui est à poser. Des évidences vont apparaître et dans ces évidences, il y a des choses qui vont apparaître dans la relation parentale qui n'est pas juste, à sa bonne place dans la colère parce qu'il y a eu un décès dans les parents, sur qu'est-ce qu'on fait de « je n'ai pas eu le choix ». Tout est parti en vrille et tout ça, on va le cheminer et là, on en est au stade où on va nommer la prostitution donc on nomme la prostitution au bout de 6 mois de travail.

Comment le nomme-t-elle ?

Enquêtrice

Parce qu'au travers du rapport aux parents, il est ressorti quelque chose qui n'était pas posé correctement. Dans le rapport au masculin est ressorti derrière « finalement, j'ai rencontré un soi-disant ami qui lui m'a emmené. Tu sais bien. Tu dois le savoir (dans la prostitution) ». Et là, elle nomme la prostitution. Mais en chemin et en ayant compris qu'à cet endroit-là, cet homme a un rôle clé dans le fait qu'elle bascule dans la prostitution. Et là, on peut travailler sa relation au masculin. Que se passe-t-il ? Pourquoi cet homme a eu tant de pouvoir dans mes choix de vie parce que je reste actrice de ma vie ? On en est là à débroussailler. Cela fait 4 séances qu'elle ne vient pas, mais je la relance. Je l'appelle. Je lui dis. Je donne des solutions. Comme elle fait partie du VAT, elle est obligée de me croiser. Elle ne se désengage pas du tout du VAT donc il y a quelque chose. On en est là. De cette manière, tu vois le fil.

Situation n°2 : « Moi, je vais te faire une bite »

J'en ai une autre qui va me dire : je ne peux pas travailler avec toi, pas de problème, si tu ne veux pas travailler, travaille pas. Regarde il y a pleins de trucs là. Tu veux modeler ? Ah, modeler, tu veux modeler ? Je te donne de la terre. D'accord.

La gamine, en fait, c'était une lutte. Elle n'arrivait pas à lâcher. Il faut vraiment le voir comme un objet de phallus.

C'est-à-dire qu'à un moment donné, cette gamine a eu besoin de me montrer qu'elle lâchait un peu de son pouvoir pour qu'on puisse passer et travailler ensemble. Mais on a dû passer par ça. (L'AT me montre un pénis couleur or en argile assez imposant). Sinon, cela n'est pas possible.

Moi je vais te faire une bite. Écoute, si tu as envie de faire une bite, fais une bite.

Et on poursuit le fil. Mais il faut poursuivre le fil qu'elle souhaite et pas de ce que toi tu veux croire ou interpréter en fonction de tes propres jugements. C'est juste suivre leurs mots, ce qu'elles amènent et mettre en acte, en scène ces mots, ces paroles, ces attitudes corporelles parce que moi, je vais relever verbalement. Je vais aller : Purée, elle est bien belle ta bite comme tu dis (parce qu'elle l'appelait bite). Ouais, je la trouve magnifique. En fait, c'est une vraie œuvre d'art ». (Et, on continue) C'est quoi une œuvre d'art ? »

Situation n°3 :

Il y en a une autre qui ment tout le temps, qui est vraiment dans un monde. Elle fabule. Elle raconte son truc. Elle me dit : je veux travailler sur le masque du joker. OK, on va travailler sur le masque du joker.

Elle m'a fait son joker. Au fur et à mesure qu'elle parle, c'est en cours de travail, c'est ce qu'elle est en train de faire, un moment sur l'affabulation. Je lui ai dit parce qu'elle s'en prenait à des jeunes filles qui racontent aussi des histoires. Je lui dis : regarde, elles fabulent, mais cela ne te rappelle rien. Parce que toi tu sembles détester quelque chose que tu fais couramment quand même. Ce n'est pas pareil. (Elle regarde son joker). C'est différent de vouloir s'inventer une vie quand on a une vie minable et de devoir se cacher derrière un masque.

Et ça, elle a pu l'amener vraiment parce qu'elle était en travail sur ce masque. Tout s'est joué au travers du joker.

Chaque fois, l'art-thérapeute adapte en fonction de l'adolescente et de ce qu'elle amène. Et chaque fois, « tu suis le fil conducteur et ne jamais interpréter. Si tu interprètes à travers tes convictions personnelles, ce n'est pas bon ».

Chaque initiative est originale et met en place des méthodes qui lui sont propres. Toutefois, on remarque que la mineure prise en charge l'est en tant que personne dans sa globalité et dans ses relations aux autres, elle est valorisée et reconnue avec ses besoins. Le sujet de la prostitution n'est pas abordé frontalement, il apparaît uniquement quand l'adolescente est prête à en parler.

CHAPITRE 6

Préconisations issues des échanges avec les professionnel•les

L'étude a donné la parole aux professionnel•les exerçant en Seine-Saint-Denis, dans le Haut-Rhin et dans le Nord afin de s'exprimer sur des propositions au sujet de l'amélioration de la prise en charge des adolescent•es développant des conduites à risque prostitutionnelles. Ces préconisations sont à la fois des propositions originales, comme des suggestions d'amélioration des dispositifs existants.

Ainsi, les professionnel•les ont fait émerger des propositions d'actions, au vu de leurs connaissances pratiques du phénomène de la prostitution des mineur•es et de leur territoire. Ces propositions peuvent être réparties en quatre sous-ensembles thématiques : COLLABORATION, ACCOMPAGNEMENT, SUIVI et PREVENTION PRECOCE.

— En matière de collaboration

Dans le but de mieux repérer, accompagner et optimiser la prise en charge des adolescent·es en situation de prostitution, les professionnel·les ont exprimé la nécessité d'améliorer la collaboration entre les différents acteurs institutionnels et de développer un réseau de partenaires pluridisciplinaires.

Chaque service a son périmètre d'intervention (animation, éducatif, scolaire, judiciaire) avec des tutelles distinctes (Ville, Éducation nationale, Aide sociale à l'enfance, justice) et son domaine de compétences. Néanmoins, il serait préférable de travailler ensemble, en complémentarité, tout en respectant les missions des uns et des autres au sujet des situations concrètes à prendre en charge.

La création d'une cellule de veille sur la prostitution des mineur·es au niveau de la collectivité territoriale et de l'ASE

Les professionnel·les de l'« Étude Montreuil » interrogé·es sont unanimes sur le fait que la procédure actuelle de l'IP (Information Préoccupante) est trop longue. Souvent, elles/ils ne sont pas informé·es de la suite. Le laps de temps qui s'écoule entre le signalement et la prise en charge de la mineure lui permet de poursuivre des conduites prostitutionnelles. Les membres du comité de recherche constatent aussi l'absence d'articulation entre les différentes instances institutionnelles. Ces dernières sont informées, mais les professionnel·les expriment leur découragement du fait qu'ils n'obtiennent pas de réponse à leurs demandes. Ils regrettent la perte de temps dans la prise en charge de l'adolescent·e.

Quant aux professionnel·les « Étude ASE », nous avons découvert une collaboration difficile entre les services de protection de l'enfance et les services de police. Les professionnel·les de la protection de l'enfance font un réel travail de recueil d'informations qui serait normalement celui des services enquêteurs de la police. Ils/elles recueillent un ensemble d'éléments lié aux conduites prostitutionnelles des mineures accueillies (noms des hôtels où les passes ont lieu, noms des proxénètes, plaques d'immatriculation des voitures venant chercher les filles) lors de leurs échanges formels ou informels avec les jeunes ou lors de leurs observations. Ces informations sont transmises aux services de police. Pour autant, ils/elles ont l'impression qu'elles ne sont pas prises en considération puisqu'ils/elles voient toujours les événements se reproduire et la situation des adolescentes concernées se dégrader, mais également parce qu'ils/elles n'ont aucun retour des services de police sur le traitement des informations données.

Fort-es de ces constats, les professionnel·les imaginent la mise en œuvre d'une cellule de veille qui pourrait s'organiser au sein même de la collectivité territoriale et qui serait rattachée à la Direction de la Tranquillité publique et une cellule de veille gérée par l'ASE.

Au sein de la collectivité territoriale, la cellule de veille permettrait à chaque professionnel·le d'apporter sa compétence spécifique pour trouver un mode opératoire afin d'améliorer la prise en charge de l'adolescent·e. Les intervenant·es devraient savoir ce que font les autres tout en gardant leurs missions spécifiques.

La cellule de veille ASE serait constituée des responsables de l'ASE, de la police judiciaire, du parquet et interviendrait dans le cadre de la stratégie départementale de prévention et de la protection de l'enfance, idéalement structurée par un protocole de gestion des fugues des mineures pour lesquelles il existe une forte présomption de comportements prostitutionnels. Elle permettrait de mutualiser les informations. Ses objectifs seraient de faire un suivi des situations d'adolescentes en fugue (pour lesquelles une procédure de « disparitions inquiétantes » pourrait être mise en œuvre) pour resserrer le suivi d'adolescentes faisant l'objet d'une procédure pénale, pour effectuer un état des lieux, par structures d'accueil concernées, des éléments transmis aux commissariats, à la police judiciaire, au Parquet ou au juge des enfants.

Chaque cellule de veille devrait être régie par une charte de confidentialité. Les informations échangées seront confidentielles, soumises au secret partagé. Des professionnel·les extérieur·es pourraient ponctuellement être invité·es à participer à une partie de la cellule de veille afin d'apporter leur témoignage et leur expertise sur une situation précise d'une adolescente.

Développement d'un réseau de partenaires pluridisciplinaires socio-sanitaires

Les professionnel·es rencontré·es ont soulevé le manque de ressources extérieures pour les appuyer dans leur prise en charge des adolescentes inscrites dans des conduites prostitutionnelles. Les filles, pour la plupart, ont subi un ou plusieurs

traumatismes expliquant parfois leur placement ASE et les amenant à entrer dans des conduites à risque, dont les conduites prostitutionnelles. Cependant, il ne s'agit pas seulement de travailler sur ces traumatismes, mais aussi sur toutes les questions liées à la construction identitaire des mineures fragilisées par leur parcours de vie chaotique.

Ces ressources extérieures doivent, en complémentarité du travail éducatif des éducateurs/trices mais également de tous les acteurs en lien direct avec les filles, aider les adolescentes à réfléchir sur le sens de leurs conduites, à retrouver une estime de soi, à prendre conscience de leur souffrance et vulnérabilité, à renforcer leurs compétences psycho-sociales, les accompagner pour se soigner et à vouloir sortir de leur addiction (alcool, cannabis), mais également à les aider à renouer des liens avec la famille. Elles ont des champs d'intervention multiples et variés, permettant le renforcement de l'accompagnement des mineures. Il s'agit en quelque sorte de tisser un maillage institutionnel singulier, adapté à chaque mineure pour tendre vers un mieux-être et une sortie des conduites prostitutionnelles.

— En matière d'accompagnement

Nous avons constaté que les conduites prostitutionnelles de filles à l'adolescence mettent en difficulté les pratiques des professionnel·les. Ils/elles évoquent la nécessité d'un meilleur accompagnement sur ces questions. Aux fins de mieux travailler sur le fond de la problématique de chaque adolescente, ils sont en demande de formations facilitant leur repérage, leur évaluation, leur orientation et leur accompagnement. Mais, ils ont également évoqué l'importance d'un accompagnement auprès des parents de ces jeunes en situation de prostitution.

Développer des formations pour sensibiliser les professionnel·les

Ces formations devraient proposer une approche globale du phénomène prostitutionnel à l'adolescence. Elles devraient donc inclure des enseignements sur les processus de la construction identitaire à l'adolescence (recherche de « modèles », quête d' « autonomie » vis-à-vis de la famille, influence du groupe de pairs, développement de la sexualité à l'adolescence, rôle des réseaux sociaux dans le processus de socialisation), développer des habiletés pour développer une éducation à la vie affective et sexuelle et clarifier le cadre juridique lié à cette problématique (en prenant en compte que certains faits, qualifiés de prostitutionnels relèvent parfois de l'atteinte sexuelle, de l'agression sexuelle ou du viol, et que les questions du consentement de la mineure et de la « majorité sexuelle » doivent être clarifiées). Il paraît particulièrement important de savoir reconnaître et accompagner des comportements liés à des situations traumatiques. Lors de ces formations, il serait important de travailler sur les représentations des adultes, en particulier celles qui sont liées à leur histoire familiale, leur culture ou leur religion.

Un soutien à la parentalité : un groupe de parole pour les parents

Les parents confrontés à ces conduites prostitutionnelles de leur enfant se sentent isolés et démunis face à la situation et aux différentes procédures à mettre en œuvre. Ils ne se sentent pas assez soutenus par l'Aide sociale à l'enfance ou par la police et ne comprennent pas toujours les procédures mises en place.

Du fait d'un déni et d'un tabou encore solides, les parents éprouvent des difficultés à trouver des interlocuteurs attentifs et bienveillants pour témoigner de leurs problèmes, mais également de se confier, de peur d'être jugés comme « mauvais parents ». Le fonctionnement habituel des instances institutionnelles rencontre ses limites avec ce public spécifique et les parents ne se sentent pas compris.

Partant de ce constat, il serait nécessaire d'instaurer un soutien à la parentalité sous la forme de groupes de parole pour les parents ou les proches de mineur-es en situation de prostitution. Ces groupes pourraient offrir un espace de parole libre de tout jugement où ils pourront échanger et être écoutés. Ces rencontres devraient être confidentielles et anonymes et les propos qui s'y tiendront ne devraient pas être divulgués. À chaque réunion, un thème différent pourrait être abordé, de façon à engager et faciliter la prise de parole. Le but est d'échanger sur les aspects variés de la parentalité avec un focus sur la spécificité de situations où les proches sont confrontés à la prostitution de mineur-es. Il serait important de sensibiliser les parents au rôle déterminant qu'ils ont à jouer pour aider leurs mineur-es à envisager la sortie des pratiques.

— En matière de suivi

Dans la continuité de cette démarche d'optimisation de l'accompagnement, et notamment pour éviter les ruptures du lien avec la mineure, les professionnel·les notamment de l'ASE, ont aussi parlé de l'importance d'être plus connecté.es avec les adolescentes ce qui reviendrait à encadrer les fugues.

Ils ont également demandé que ces conduites soient détectées en amont et que les types de relais disponibles soient clarifiés, le plus tôt possible pour réfléchir à une orientation adaptée. Ainsi, cette étape permettrait de sécuriser le parcours ASE de la mineure concernée qui pourrait faire l'objet d'un accompagnement éducatif renforcé et/ou d'un éloignement du département.

Développer la capacité des éducateurs/trices à maintenir des liens grâce à une « connexion 2.0 »

Les fugues répétées des adolescentes des structures d'accueil ou du domicile familial, leur absence récurrente lors des rendez-vous organisés par les professionnel·les, viennent heurter les habitudes et l'organisation de travail et d'accompagnement des professionnel·les.

Il semble difficile pour les professionnel·les d'empêcher les filles de sortir de la structure d'accueil à des horaires non autorisés par le règlement et sans la présence d'un adulte à leur côté. La structure d'accueil n'est pas un centre éducatif fermé donc elles peuvent à tout moment du jour comme de la nuit s'absenter plus ou moins longtemps de l'établissement. Se pose alors cette question : si les professionnel·les ne peuvent empêcher les fugues,

comment maintenir les liens éducatifs avec la mineure en fugue, pour l'écouter et réduire les conduites à risque ?

Nous avons vu que les mineures sont hyperconnectées et utilisent les réseaux sociaux notamment Snapchat pour communiquer et se mettre en scène. Les professionnel·les pourraient créer un compte Snapchat. Les enjeux de cette connexion 2.0 seraient de maintenir le lien entre l'éducateur/trice et la mineure, de permettre la continuité de la prise en charge, d'être en veille sur des situations à risque et pouvoir intervenir, de marquer l'intérêt du/de la professionnel·le pour la jeune, d'être présent sur son propre terrain. Il s'agirait en quelque sorte d'« encadrer » les fugues, faute de pouvoir les empêcher. Alors se pose un certain nombre de questions quant à l'utilisation de cet outil par les professionnel·les : Comment peuvent-ils/elles utiliser Snapchat pour maintenir le lien avec l'adolescente en fugue ? Pouvons-nous imaginer la création d'un compte professionnel sur le modèle des « Promeneurs du Net » ? Et alors, comment pourront-ils/elles rendre compte de leur travail sur le Net ? Jusqu'à quel point leur responsabilité est engagée par leurs messages ou par l'absence de leurs messages auprès des adolescentes en fugue et des services de l'ASE ? Quelles seraient les limites à ne pas franchir par eux pour préserver une part d'intimité à l'adolescente ? L'éducateur/trice doit-il/elle avoir accès à toutes les images et commentaires (les stories) liés aux expériences vécues de la mineure ? Comment agir et réagir face à ces informations pendant la fugue et lors du retour de l'adolescente ?

Cependant, il semble important de pouvoir utiliser le réseau social Snapchat pour maintenir un lien avec la mineure. Cette connexion ne peut se faire qu'avec l'adhésion et l'autorisation de la mineure.

La/le professionnel·le demande à l'adolescente d'être ajoutée comme amie sur Snapchat ainsi elle peut communiquer avec elles ou les mineures peuvent donner de leurs nouvelles en cas d'absences prolongées de la structure d'accueil. La mission de protection intrinsèque à toute structure d'accueil ainsi que les absences répétées des mineures ont donc fait émerger au sein des structures d'accueil une nécessité de se réorganiser pour maintenir un lien avec les mineures accueillies.

Accélérer les détections et clarifier les types de relais disponibles

Les conduites prostitutionnelles des mineures ont des répercussions importantes et variées puisqu'elles mettent à l'épreuve la prise en charge des mineures concernées (rejet du lien éducatif, parcours ASE chaotique, fugues, addictions, violences, vols), le collectif jeunes (violences, vols, recrutement) et le fonctionnement de la structure d'accueil (un accompagnement éducatif difficile des liens entre la mineure et le/la professionnel·le fragiles, les sorties nocturnes). D'où l'importance de les détecter et de les prévenir le plus rapidement possible. Repérer, noter et signaler les suspicions ou les faits de prostitution d'une mineure faciliterait l'orientation vers une structure d'accueil adaptée, et pourrait également protéger les autres jeunes d'un potentiel recrutement et ainsi, éviterait l'épuisement, le rejet des professionnel·les de ces situations. D'un consensus général, les professionnel·les notent que les services d'accueil d'urgence ne sont pas le mode d'accueil adapté pour accueillir des adolescentes identifiées comme ayant des conduites prostitutionnelles

Une fois la détection faite, il s'agirait de réfléchir aux relais possibles et adaptés pour maintenir la prise en charge et l'accompagnement éducatif de la mineure identifiée dans ces conduites prostitutionnelles. Cette réflexion devrait s'appuyer sur une fine connaissance de la situation de la mineure, car chaque situation est singulière et demande une expertise qui lui soit propre. Dans ce cadre, plusieurs solutions apparaissent, parmi lesquelles celles proposant un cadre sécurisé et sécurisant pour ces adolescentes :

- Une famille d'accueil : pour une mineure qui est dans les prémisses de la prostitution. Si elle est très jeune, moins de 14 ans et si elle n'est pas complètement sous l'emprise d'un réseau, d'un lover boy, d'une fille qui se dit être une copine. Le cadre familial peut être un environnement sécurisé et protecteur pour elle. Il faut que la famille d'accueil soit volontaire et formée à la problématique prostitutionnelle des mineures.
- Un retour au domicile familial : pour une mineure qui est dans les prémisses de la prostitution, et si une médiation familiale peut être mise en œuvre, un accompagnement renforcé d'un binôme constitué d'un·e éducateur/trice et d'un·e psychologue pourrait être constitué tant pour le suivi de l'adolescente que pour mener un travail de soutien à la parentalité.
- Une structure d'accueil de type SAIO, MECS, semi-autonomie, à bas seuil dans le département, si la jeune fille s'est délogée de l'emprise du réseau qui la maintient dans la conduite prostitutionnelle ; hors du département si le réseau exerce son influence, surtout si celui-ci est associé à des activités criminelles (trafics de drogues).

Sécuriser le parcours ASE

La question de la sécurisation et de la continuité des parcours ASE n'est pas, en soi, spécifique aux jeunes identifiés comme inscrits dans des conduites prostitutionnelles, mais elle apparaît tout particulièrement nécessaire dans ce contexte.

Le parcours ASE, pour certaines adolescentes, n'est pas linéaire. Il est plutôt irrégulier, alternant fugues et présences au sein de différentes structures. D'ailleurs, les filles inscrites dans les conduites prostitutionnelles adhèrent très peu à leur prise en charge surtout les plus jeunes (moins de 16 ans). Elles ont plus envie de liberté et n'accrochent pas aux logiques institutionnelles. De ce fait, les professionnel·les ne peuvent pas mettre en place un accompagnement éducatif, ni travailler le projet personnalisé avec la mineure.

Sécuriser le parcours ASE signifierait éviter le morcellement de la prise en charge des mineures dû à la mise en échec du placement par les filles ce qui a pour conséquence leur circulation dans de nombreuses structures d'accueil. Beaucoup d'adolescentes sont de passage dans les différents SAUO et certaines ont même bouclé la boucle en revenant dans le premier SAUO les ayant accueillis la toute première fois. Elles donnent l'impression, aux professionnels, de « mener la danse ». Elles mettent en échec leur placement en réitérant des conduites transgressives pour être orientées dans la structure de leur « choix » (ou celle qui leur est « recommandée » par leur entourage). Elles « organisent » leur parcours

ASE sans que l'institution ait une prise sur ce processus. Beaucoup de professionnel·les s'accordent à dire que les services d'urgence ne correspondent pas aux besoins de l'intervention et qu'il faudrait opter très vite pour une orientation vers un mode d'accueil plus adapté. Le manque de place et l'inadéquation des placements dans les services de l'ASE confortent les filles dans leurs stratégies de mise en échec et de manipulation des règles d'accueil

Sécuriser le parcours ASE est déterminant, car les mineures ont aujourd'hui les ressources pour trouver des réponses à leurs questions en dehors des institutions, le plus souvent via les réseaux sociaux et le groupe de pairs, des filles et des garçons eux-mêmes inscrits dans des conduites transgressives.

C'est aussi stopper la spirale dans laquelle s'enferme l'adolescente c'est-à-dire la mise en échec de son parcours ASE tel qu'il a été décidé par l'institution pour un parcours ASE choisi par elle. L'institution doit reprendre la main sur ce parcours.

Un accompagnement éducatif renforcé

Certaines adolescentes sont plus « rebelles » à tout ce qui est institutionnel et n'« accrochent » pas avec les logiques institutionnelles. D'autre part, les mécanismes prostitutionnels mis en œuvre autour des adolescentes ne leur permettent pas de se saisir et de vivre pleinement leur prise en charge ASE. Les conduites prostitutionnelles de mineur·es hébergé·es dans les centres d'accueil de la protection de l'enfance en Seine-Saint-Denis.

Les pairs, les proxénètes, bref les membres du réseau, exercent une emprise sur l'adolescente qui, par peur des représailles, ne peut entendre, ni écouter les conseils et les mises en garde des professionnel·les. Son temps s'organise autour de la pratique prostitutionnelle et ignore le temps institutionnel.

Enfin, les professionnel·les des structures sont confronté·es à leurs propres limites (temps occupé à rédiger des rapports, une équipe en sous-effectif, plusieurs références et coréférences), ce qui a pour conséquence d'être moins disponible pour créer un climat d'accueil et d'écoute. L'intervention d'une personne extérieure à l'institution est parfois positive et nécessaire si elle est pensée en complémentarité du travail éducatif réalisé dans le cadre du projet personnalisé de l'adolescente. L'accompagnement éducatif renforcé serait donc destiné aux adolescentes les plus rebelles, celles qui rejettent et sont très éloignées du système de protection proposé, car le réseau de prostitution est trop présent. Elles ont mis en échec plusieurs modes d'accueil et parfois sont impliquées dans le fonctionnement du réseau comme recruteuses. Elles sont en danger et mettent en danger les autres jeunes accueilli·es dans la structure.

Cette prise en charge devrait être individualisée et au quotidien. Elle répond à plusieurs objectifs :

- permettre de structurer l'environnement immédiat de la jeune pour que le temps s'inverse, moins de temps consacré à l'univers de la prostitution (contact avec les pairs, présence dans les réseaux sociaux, préparation pour sortir : maquillage,

faux ongles, faux cils, sorties nocturnes), plus de temps dévolu au projet d'insertion sociale, scolaire et professionnelle. Cette prise en charge demande donc un maximum de présence et de soutien dans les démarches de soins (IST, addictions...), éducatives (rescolarisations...), professionnelles (stages, employeurs, centre de formation...), psychologiques (estime de soi, traumatismes...) et sociales.

- Redonner une vie ordinaire à l'adolescente avec des préoccupations de son âge : école, formation...
- Sortir de la prostitution
- Poursuivre son parcours ASE vers un contrat jeune majeur. À ce titre, pourquoi ne pas réfléchir à un contrat jeune majeur « bas-seuil » c'est-à-dire adapté à ce que l'adolescente est capable de mettre en œuvre à l'instant T (soins, stages professionnels par exemple), tendant progressivement vers la définition de son projet professionnel

Cet accompagnement renforcé demanderait des moyens humains plus conséquents. Un·e éducateur/trice en soutien de l'éducateur/trice référent·e de la structure d'accueil et de la circonscription ASE accompagnerait au quotidien la mineure vers les partenaires adaptés à sa ou ses problématiques. Elle/il serait en lien avec les acteurs locaux (social, santé, insertion professionnelle, scolarité), organiserait son temps de présence en fonction des démarches concernant l'adolescente. En inscrivant les démarches dans le tissu associatif et institutionnel local (loisirs, PMI, service social, planning familial, mission locale...), l'adolescente, une fois majeure, peut poursuivre ses démarches seules car elle aura une connaissance de leurs actions et sera mise en confiance ce qui relève du travail autour de l'autonomie

Faciliter l'éloignement hors du département

Certaines adolescentes sont sous l'emprise très forte des réseaux de trafics de stupéfiants. Ces réseaux sont majoritairement issus du même département que la résidence familiale des filles : la Seine Saint Denis, le Haut Rhin, le Nord. Elles ne peuvent s'en échapper, car elles sont en permanence surveillées et en contact direct soit par une ou des filles au sein même de la structure d'accueil, soit par des hommes ou des femmes aux abords de l'établissement ou via les réseaux sociaux et les téléphones portables.

Victimes de menaces, elles ont peur des représailles, pour elles-mêmes, leur famille, leurs amies. Tout est fait pour qu'elles soient isolées de leur environnement familial, social et juvénile mais également qu'elles comprennent qu'elles ne peuvent se sauver ni être protégées car elles seront retrouvées. Alors comment protéger efficacement des mineures qui résident en Seine Saint Denis, dans le Haut Rhin ou dans le Nord, sous l'emprise de réseaux criminels du même département, alors qu'elles sont hébergées dans des foyers de leur département d'origine ?

Pour les filles ayant des pratiques régies par un réseau dont les membres exercent une emprise sur elles au point qu'elles

ne peuvent plus être maîtresses de leurs actes, l'éloignement est primordial et doit être privilégié. Les adolescentes ont conscience qu'en restant dans le même département, elles ne pourront pas être protégées car rien n'arrête ces proxénètes (ils viennent chercher les filles devant le foyer, menacent les éducateurs/trices, pénètrent dans les structures d'accueil). Il serait donc impératif de pouvoir les éloigner : hors du département, mais parfois à l'étranger (pratique utilisée par les services de l'ASE avec les séjours au Sénégal) dans le cadre de séjours de rupture pour couper les liens entre la mineure et les membres du réseau. Les séjours de rupture sont des moments importants où les filles pourront prendre de la distance avec les membres du réseau, avec certaines de leurs habitudes personnelles, relationnelles ou familiales, commencer une prise de conscience et une réflexion qui les amèneront à modifier leur parcours de vie et leur façon de voir la vie et l'avenir selon leurs propres choix et non ceux des membres du réseau ou des pairs.

— En matière de prévention précoce

36

OMS Bureau régional pour l'Europe et BZGA, « Standards pour l'éducation sexuelle en Europe. Un cadre de référence pour les décideurs publics, les autorités compétentes en matière d'éducation et de santé et les spécialistes », 2010.

La prévention précoce consiste à intervenir en amont des problèmes ou des difficultés ici des conduites à risque chez les adolescent.es, afin d'éviter leur apparition en misant sur le développement des facteurs de protection, ceux-ci permettant de pallier ou de minimiser la présence de facteurs de risque. L'objectif est de réaliser ces interventions auprès des plus jeunes afin de les sensibiliser et de leur donner des outils et ressources le plus tôt possible pour pouvoir agir.

L'éducation à la sexualité semble essentielle dans le cadre de la prévention des risques prostitutionnels chez les adolescent.es. Elle recouvre, selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), « l'apprentissage des aspects cognitifs, émotionnels, sociaux, interactifs et physiques à la sexualité. Elle commence dès la petite enfance et se poursuit à l'âge adulte.

Pour les enfants et les jeunes, son objectif premier est d'accompagner et de protéger le développement sexuel »³⁶. Les professionnel·les ont fait expressément la demande d'actions de prévention auprès des filles et des garçons, dans les collèges et les lycées, notamment sur ces questions de vie affective et sexuelle. Selon eux/elles, les interventions prévues dans le programme scolaire des classes de 4ème sont jugées insuffisantes d'autant plus qu'elles ne sont pas systématiquement mises en place.

Des actions de prévention autour de l'éducation à la sexualité auprès des filles et des garçons dans les collèges et lycées

Compte tenu de l'âge des adolescent·es repéré·es et identifié·es dans ces pratiques prostitutionnelles, âge collège et lycée, 10/11 à 16/17 ans, il semble important et nécessaire d'agir au sein même des établissements scolaires pour prévenir des risques prostitutionnels auprès des collégien·nes et lycéen·nes. Ce que confirme la Convention Nationale des Associations de Protection de l'Enfant (CNAPE) qui « pour prévenir efficacement les conduites à risque, parmi lesquelles figure la prostitution, il est indispensable de travailler les compétences relationnelles et affectives dès le plus jeune âge (respect de son corps et de celui d'autrui, capacité à dire non...). L'approche de la sexualité dans l'enseignement secondaire doit, quant à elle, intégrer les notions de consentement, de désir, et davantage sensibiliser sur les comportements sexuels à risque » (CNAPE, 2021). De même, le rapport du groupe de travail sur la prostitution des mineur·es demandé par le secrétaire d'État en charge de la protection de l'enfance, Adrien Taquet, rendu le 28 juin 2021, préconise de « déployer une politique ambitieuse sur l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle : - en proposant des temps de sensibilisation à destination des élèves dès l'école primaire, notamment afin d'évoquer des sujets ayant trait au consentement, aux relations avec les autres ou encore à la prostitution ; - en s'assurant que chaque élève bénéficie effectivement des séances d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle prévues dans la loi du 4 juillet 2001 ; - en développant des outils de formation et des partenariats pour permettre aux élèves de questionner leur rapport au corps et l'égalité filles/garçons ». Il serait donc nécessaire de développer, pour les garçons comme pour les filles, des interventions interactives assez générales sur les questions liées au corps, à la sexualité, à l'identité sexuée. Ce travail pédagogique devrait dépasser le cadre strict de la prostitution pour aborder des questions fondamentales autour de la sexualité, du plaisir, de l'homosexualité, du respect de soi, des relations amoureuses et sexuelles avec leurs limites et les risques possibles.

Dans ce cadre, la question de la prostitution ne devrait pas être abordée de manière abrupte auprès des élèves car chacun·e n'est pas au même niveau de compréhension du sujet. La sexualité reste un sujet sensible à aborder, quelquefois

CONCLUSION

—

La recherche a duré plus longtemps qu'initialement prévu en raison de plusieurs écueils inattendus. Elle nous a toutefois permis de faire des investigations socio-anthropologiques nombreuses ; dans différents départements et divers lieux d'accueil, en rencontrant différent·es professionnel·les. Alors qu'il est encore question de « michetonnage » dans le projet de recherche, l'enquête nous a fait découvrir des faits prostitutionnels avérés.

Il semblait difficile au départ de rencontrer des jeunes adultes ou adolescentes en situation de risque prostitutionnel, ceci a été finalement possible grâce à la création d'un climat de confiance avec l'enquêtrice. 18 jeunes ont livré leurs expériences vécues de l'univers prostitutionnel et ont donc contribué à constituer un matériau d'une richesse considérable qui permet une vue de l'intérieur avec leur ressenti en termes de peur, honte, saleté, regrets et désespoir.

Les quatre études ont permis de se faire une bonne idée des caractéristiques familiales, scolaires et psychologiques de ces adolescentes et de circonscrire l'univers prostitutionnel. La vulnérabilité du public des adolescent·es s'inscrivant dans ces pratiques s'est totalement révélée au contact du terrain. Elles ont voulu se soustraire à un milieu familial dans lequel elles ne trouvaient pas leur place ou à un placement en foyer dont elles ne comprenaient pas bien les raisons, pour finalement se trouver victime d'un univers prostitutionnel marqué par de l'emprise, des menaces et une violence inouïe. La plongée dans cet univers a aussi permis de voir que le consentement et la maîtrise affichés de ces pratiques sont tout relatifs. C'est tout un amalgame entre le désir de faire la fête, de disposer de produits de luxe, de conduites addictives et d'une emprise entretenue par des pressions et des menaces.

Au-delà de leur vulnérabilité, c'est leur mise en danger qui est préoccupante. Elles sont violentées, prennent des risques pour leur santé en général et leur santé sexuelle plus particulièrement qui pour certaines auront des conséquences à long terme. Ce sont surtout les conséquences psycho-traumatiques de l'expérience prostitutionnelle qui sont particulièrement graves, surtout compte tenu de leur âge et donc leur développement cérébral. Pour anesthésier leurs souffrances, elles consomment des substances psychoactives et de l'alcool. Les adolescentes développent une idée dégradée d'elles-mêmes et savent que leur réputation est détériorée.

Les investigations auprès des parents ont été également fort intéressantes. Ce sont surtout des mères que nous avons pu rencontrer. Leurs réactions sont différentes selon l'ampleur de la détérioration des relations familiales antérieures au départ de la maison de leur fille et en fonction des psycho-traumatismes vécus dans leur propre enfance ou leur relation conjugale. Certaines sont totalement dépassées, partagées entre la volonté de retrouver leur fille et un sentiment de rejet en raison du fort stigmata qui pèse sur l'activité prostitutionnelle, d'autres en revanche s'investissent pour ramener leur fille à la maison et sont prêtes à renouer le dialogue avec elles.

Les enquêtes ont aussi révélé le rôle des hommes, proxénètes ou clients, qui font fonctionner sans scrupule cet univers en dépit de la législation en vigueur. Ils conçoivent l'exploitation de jeunes êtres en plein développement corporel et psychologique pour s'enrichir de manière illégale ou pour satisfaire leurs désirs sexuels plus ou moins déviants. Nous sommes face à une délinquance avérée, mais dont la réalité ne semble pas évidente pour tout le monde, tant on peut entendre des réflexions sur l'avidité pour l'argent ou le vice de ces adolescentes et leur prétendue liberté d'arrêter si elles le voulaient.

Les conduites à risque prostitutionnelles des adolescent·es né·es et ayant grandi en France ne peuvent se comprendre si elles sont situées dans le contexte de la prostitution en général, celle de femmes et d'hommes adultes et aussi celle qui se développe à l'échelle internationale tout en tenant compte de transformation de ces pratiques sous l'influence du développement d'internet et les réseaux sociaux. La prostitution est effectivement très ancienne, des documents attestent de son existence à presque deux mille ans avant notre ère en Mésopotamie, mais aussi dans la Grèce antique et à Rome. Les prostituées semblaient toujours avoir un statut à part, en apparence plus libres que les autres femmes, elles vivaient aussi au ban de la société (de Sutter/Maupré, 2016). Milena Jakšić parle à juste titre d'un paradoxe inhérent à la catégorie de victime, elle est et reste coupable alors que c'est en son nom que le phénomène prostitution est institué en cause (Jaksic, 2016). Le regard sur la prostitution dépend aussi du point de vue adopté, celui des hommes ou des femmes, celui des clients ou des acteur/trices. La prostitution révèle avec force le contrôle de la sexualité des femmes par les hommes et le contrôle des femmes tout court dans les rapports sociaux.

Depuis les années 2010, sous l'effet d'internet, des réseaux sociaux et toutes sortes d'applications pour se déplacer ou se faire livrer des biens ou de la nourriture, l'organisation de la prostitution a changé. Cette dernière est devenue plus invisible. Elle n'est plus liée à une activité dans certains quartiers, mais peut mettre en relation des personnes venant de différents endroits.

La prostitution des mineur·es n'est que l'épiphénomène d'un renouveau de la prostitution plus généralement, concernant aussi des étudiant·es qui cherchent un moyen pour financer leurs études, des femmes de classes populaires pour compléter leur faible salaire ou tenir financièrement pendant une période de chômage, sans parler de la prostitution étrangère et aussi les travailleuses de sexe plus établies. En acceptant ces prestations sexuelles, qu'elles agissent de manière indépendante ou prise dans un réseau, elles s'exposent à la violence sexuelle qui n'est pas toujours maîtrisable. Malgré ces transformations, la prostitution sert toujours les hommes et est largement organisée par les hommes. Dans ce sens, elle révèle toujours la domination sexuée et ce n'est pas les quelques femmes qui cherchent des « gigolos » qui vont contredire ce fait massif.


On peut penser aussi que les différentes périodes de confinement et l'impossibilité de voyager dans certains pays ont aussi contribué à amplifier le phénomène. Certains pédocriminels par exemple n'ont pas pu se rendre dans leurs zones géographiques habituelles, ils ont transféré ou intensifié leur activité sur internet et les réseaux sociaux.

Pour conclure ce rapport de recherche, ouvrons sur trois interrogations plus générales. On constate que le champ d'études de la prostitution est traversé par des postures idéologiques entre abolitionnistes et défenseur·es du libre droit de disposer de son corps, mais au-delà des positions idéologiques (Mathieu, 2016), il y aurait aussi à se préoccuper des moyens d'action à développer. Certes, un monde sans prostitution devrait être un idéal à atteindre, mais en attendant quels moyens d'action mettons-nous en œuvre pour accompagner les adolescentes et les femmes pour se libérer de l'emprise et de la domination de l'argent et des hommes ?

Les conduites prostitutionnelles des adolescent·es mettent les institutions du travail social et éducatif, mais aussi la police et la justice, face à des difficultés colossales. Certes, il s'agit d'un phénomène émergent et les procédures ne sont pas

rodées, mais il semblerait aussi que les pouvoirs publics peinent à se préoccuper de la détresse, des pathologies et traumatismes engendrés par ces pratiques, de surcroît associés à des addictions et des milieux délinquants, alors que la loi est très claire à ce sujet : la prostitution des mineurs est interdite et le proxénétisme constitue un délit. Comment comprendre les lenteurs dans la prise en charge et quels seraient les éléments explicatifs de cette situation entre le manque de moyens financiers et humains des services publics et un manque de volonté ? Depuis 2020, les pouvoirs publics se saisissent de la question, mettent à disposition des moyens financiers importants, mais il reste à voir quelles orientations vont être données à la prévention, à l'accompagnement des victimes et à la condamnation des personnes qui tirent profit de ce marchandage des corps des femmes ?

Comme pour d'autres thématiques qui y sont liées, concernant les conduites déviantes des jeunes ou la violence faites aux femmes, on peut se poser la question des soubassements idéologiques d'une absence de prise en charge plus efficace mettant toujours à nouveau en concurrence les lois de la société de consommation et nos valeurs humanistes et démocratiques ?



RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

—

ACPE – Agir Contre la Prostitution des Enfants, (2018), Exploitation sexuelle des mineurs en France, sous la direction d'A. Melon A., L. Poulet L., Association contre la prostitution des enfants.

— (2020-21), Exploitation sexuelle des mineurs en France, sous la direction d'A. Melon, Association contre la prostitution des enfants.

Bajos N., Bozon M. (dir.) (2008), Enquête sur la sexualité en France. Pratiques, genre et santé, Paris, La Découverte.

Bajos N., Rahib D., Lydié N. (2018), Genre et sexualité. D'une décennie à l'autre. Baromètre santé 2016. Saint-Maurice : Santé publique France, 2018. 6 p.

Balleys C. (2015), Grandir entre adolescents, à l'école et sur internet, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.

Balleys C. et Coll S. (2015), « La mise en scène de la vie privée en ligne par les adolescents », RESET [En ligne], 4 | 2015, mis en ligne le 21 décembre 2015, consulté le 15 mars 2019.

Baudry K. (2017), L'univers féminin adolescent d'un quartier populaire en Seine-Saint-Denis, Thèse de doctorat, Université Paris-Sorbonne.

Boulin A. (2017), « Les spécificités des politiques de l'adolescence. Réflexion à partir d'une revue de littérature », Revue des politiques sociales et familiales, n° 125, pp. 13-21.

Bozon M. (2012), « Autonomie sexuelle des jeunes et panique morale des adultes. Le garçon sans frein et la fille responsable », Agora débats/jeunesses, vol. 60, no. 1, pp. 121-134.

Broqua C. & C. Deschamps (dir.) (2014), L'échange économique-sexuel, Paris, éditions EHESS.

Champrenault, C. (2021), « Combattre la prostitution des mineurs, mieux prévenir et mieux accompagner les victimes », Rapport du groupe de travail sur la prostitution des mineurs, Ministère des solidarités et de la santé.

Clair I. (2008), Les jeunes et l'amour dans les cités. Paris, Armand Colin.

— (2011), « La découverte de l'ennui conjugal. Les manifestations contrariées de l'idéal conjugal et de l'ethos égalitaire dans la vie quotidienne de jeunes de milieux populaires », Sociétés contemporaines, vol. 3, n° 83, p. 59-81.

CNAPE. (2021), « Prévenir et lutter contre la prostitution des mineurs, un enjeu à part entière de protection de l'enfance », Contribution, CNAPE.

Collet B., Philippe C. & Varro G. (dir.) (2008), Mixité(s). Variations autour d'une notion transversale, Paris, L'Harmattan.

Collet B. & Santelli E. (2012), Couples d'ici, parents d'ailleurs. Parcours de descendants d'immigrés, Paris, Presses universitaires de France (coll. Lien social).

Dielmann M. (2006), Jeunes prostitué-es et réponses sociales. État des lieux et recommandations. Projet pilote, avec le soutien de l'Asbl Entre 2 et de la Communauté française de Belgique.

DRDFE (2018), Repérage et accompagnement des personnes en situation de prostitution. Guide pratique à destination des professionnel·les., Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité d'Ile de France, Préfecture d'Ile de France.

Fondation Scelles, Charpenel Y. (dir.) (2019), Système prostitutionnel : nouveaux défis, nouvelles réponses (5ème rapport mondial, chapitre France), Paris.

Galland O. (2009), *Les jeunes*, Paris, La Découverte.

Gil L. (2012), « Le pigeon michetonné, la michetonneuse plumée... », *Mémoire DEES, CFPEs (Centre de Formation aux Professions Éducatives et Sociales) - CEMEA (Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active) d'Aubervilliers*.

Gosselin C. (2008), « Enjeux psychologiques de la fugue. Prises de risques et conduites à risques », *VST- Vie sociale et traitements*, n°98, ERES, pp.90-93.

Jakšić M. (2016), *La traite des êtres humains en France. De la victime idéale à la victime coupable*, CNRS éditions, Paris.

Lagrave R-M. (2014), Postface, in : Broqua C. & C. Deschamps (dir.), *L'échange économique-sexuel*, Paris, éditions EHESS, pp. 363-379.

Lancôt N. (2016), *La face cachée de la prostitution : une étude des conséquences de la prostitution sur le développement et le bien-être des filles et des femmes*, Rapport de recherche intégration, Université de Sherbrooke, Fonds de recherche du Québec - Société et culture (FRQSC).

Le Breton D. (2010), « Une jeunesse plurielle », *Les cahiers dynamiques*, n°46, ERES, pp. 34-42.

— (2014), *Adolescence et conduites à risque*, Bruxelles, Editions Fabert.

Lavaud-Legendre B., Plessard C., Encrenaz G., (2020). *Prostitution de mineures – Quelles réalités sociales et juridiques ?*, Rapport de recherche, Université de Bordeaux, CNRS.

Maillochon F. (2000), « Les jeunes et le sida : entre "groupe à risque" et "groupe social" », in Le Bras H. (dir.), *L'invention des populations : biologie, idéologie et politique*, Paris, Odile Jacob, pp. 55-79.

— (2004), « De la sexualité prémaritale à la sexualité à risque », in Pugeault-Cicchelli C., Cicchelli V., Ragi T., *Ce que nous savons des jeunes*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Sciences sociales et sociétés », pp. 113-129.

— (2012), « Premières relations sexuelles et prises de risque. L'éclairage des enquêtes statistiques réalisées en France », *Agora débats/jeunesse*, n°60, p. 59-66.

Mathieu L. (2015), *Sociologie de la prostitution (coll. Repères)*, Paris, La Découverte.

— (2016), *Prostitution, quel est le problème*, Paris, Éditions Textuel.

Meunier E., Raynal F. (2016), *Prévenir le « michetonnage » chez les ados : comprendre le phénomène pour repérer et agir*, Mission Métropolitaine de Prévention des Conduites à Risque, Département de Seine-Saint-Denis.

O'Deye A., Joseph V. (2006), *La prostitution de mineurs à Paris. Données, acteurs et dispositifs existants. Rapport final du Cabinet Anthropos*, Paris.

Observatoire des violences envers les femmes de Seine-Saint-Denis (2019), *Études sur la prostitution des mineur-e-s en Seine-Saint-Denis.*, Association Amicale du Nid.

Pheterson G. (2001), *Le prisme de la prostitution (Traduit de l'anglais par Nicole-Claude Mathieu)*, L'Harmattan, Paris.

Potin E. (2012), *Enfants placés, déplacés, replacés : parcours en protection de l'enfance*. Erès, coll. « Pratiques du champ social », Toulouse.

Revillard A., Verdalle L. (2006), « Dynamiques du genre. Introduction », *Terrains et travaux*, vol 10, pp. 3-17.

Salmona M. (2020) Viols et agressions sexuelles, in : M. Kédia, A Sabouraud-Seguin et al. (dir.) *Aide-mémoire psychotraumatologie en 51 notions*, Dunod, 3ème ed., Paris, pp. 79-101.

— (2019), *Le harcèlement sexuel*, PUF (coll. Que sais-je ?), Paris.

— (2015), *Violences sexuelles. Les 40 questions-réponses incontournables*, Dunod, Paris.

— (2012), « Mémoire traumatique et conduites dissociantes », in : Coutanceau R., Smith J. (dir.), *Traumas et résilience*, Dunod, Paris.

Singly (de) F. (2006), *Les Adonaissants*, Paris, Armand Colin.

Sutter (de) L., Maupré A. (2016), *Histoire de la prostitution*, Éditions du Lombard, Bruxelles, Belgique.

Tisseron S. (2020), *La honte*, Dunod, Paris.

Trinquart J. (2002), *La décorporalisation dans la pratique prostitutionnelle : un obstacle majeur à l'accès aux soins*, Thèse de doctorat, CHU Bicêtre.

ANNEXES



— —

— Annexe n° 1 : Projet de recherche et note méthodologique et éthique version définitive, modifiée et validée après le passage au comité éthique en mars 2020.

Risques prostitutionnels à l'adolescence

Comprendre les processus d'engagement dans les conduites à risques et élaborer des outils de prévention

Recherche financée par l'Observatoire national de la protection de l'enfance (ONPE) Version validée par le Comité éthique de Sorbonne Université

Beate COLLET – maîtresse de conférences-HDR

Faculté des Lettres – Sorbonne Université

UFR sociologie et informatique pour les sciences humaines

Membre du GEMASS (Groupe d'étude des méthodes d'analyse sociologique de la Sorbonne)

Beate.Collet@sorbonne-universite.fr

Katia BAUDRY, sociologue indépendante

Chargée de mission pour l'association Astheriia

Membre associé au GEMASS

ka.baudry@laposte.net

GEMASS

Maison de la Recherche 28, rue Serpente - 75006 Paris

Le GEMASS est une unité de recherche, mais pas de lieu d'expérimentation à proprement parler. Il est le cadre institutionnel dans lequel sera réalisée une étude socio-anthropologique menée dans les centres urbains de l'Île-de-France et dans le Haut-Rhin, principalement dans des lieux privés ou semi-privés (lieux associatifs, appartements, studio, foyers ASE etc.).

SOMMAIRE DU DOSSIER	163
Résumé	164
Projet de recherche	166
Introduction	166
État de la recherche et problématique de l'étude	168
Une double enquête : méthodes, territoires et publics ciblés	172
Résultats attendus, recommandations et retombées scientifiques	175
Références bibliographiques	177
Présentation de l'équipe de recherche	179
Note éthique et méthodologique en vue du passage devant le comité d'éthique	181
ANNEXES : Lettre d'information et formulaires de consentement	Document séparé

— Résumé

La prostitution a connu ces dernières années des changements majeurs dus à l'usage croissant d'internet et à la place grandissante des réseaux de traite internationaux. Aujourd'hui, la prostitution, notamment celle des mineur·es, est protéiforme et recouvre des réalités variées. Il s'agit non seulement de l'exploitation sexuelle des mineurs étrangers non accompagnés, mais également de conduites prostitutionnelles d'adolescent·es, né·es ou grand·es en France. A ce jour, aucune recherche d'envergure n'a été réalisée sur ce sujet. Il n'existe ni données quantitatives, ni études qualitatives permettant de comprendre le processus d'engagement dans les pratiques à risque prostitutionnelles des mineur·es. Les outils facilitant la prévention et la prise en charge de ces adolescent·es n'ont pas encore pu être élaborés en dehors des mesures de protection existantes pour l'enfance en danger.

Ce projet de recherche s'intéresse plus particulièrement aux pratiques prostitutionnelles de ces adolescent·es, né·es et grand·es en France qui peuvent concerner des jeunes à partir de l'âge de 11-12 ans. Il prend en compte des pratiques dans leur diversité allant du « michetonnage » à la prostitution tarifée avec des clients. L'objectif est de **comprendre les parcours d'engagement dans ces conduites** à travers le discours d'adolescent·es ou jeunes adultes ayant débuté ces pratiques à l'adolescence, mais également grâce aux témoignages et récits d'expérience des multiples acteurs sociaux en contact avec eux/elles (parents, éducateurs etc.). On analysera ces conduites individuelles et collectives de ces jeunes par rapport à l'univers familial et résidentiel, l'insertion scolaire et l'influence des pairs, des médias ou réseaux sociaux, en tenant compte de l'emprise exercée et des violences subies. Grâce à leur discours et aux témoignages des professionnels, on visera à mieux cerner les logiques d'action qu'elles/ils mettent en place afin de pouvoir envisager plus sereinement la prévention et la protection de ces mineur·es.

La méthode employée sera celle d'entretiens biographiques et thématiques, de focus groups avec les jeunes ou les parents, ainsi que la mise en œuvre de groupes de travail professionnels pluridisciplinaires. A partir des résultats de cette enquête, on élaborera des outils de prévention et de prise en charge pour les professionnels de l'enseignement, de la justice, de l'action sociale et de la Protection de l'Enfance. Les résultats seront présentés lors d'un colloque de clôture et les outils de prévention devraient être accessibles à un public professionnel élargi.

— — **Projet de recherche**

37

Nous avons fait le choix de l'écriture inclusive pour certains termes. Certes la lecture n'est pas aisée, mais en procédant ainsi, l'accent est mis sur le fait que les pratiques des mineur-es et des professionnel-le-s sont susceptibles de se distinguer selon leur genre.

Réponse à appel d'offre de l'ONPE 2019, appel libre

par l'équipe de recherche du GEMASS,

sous la responsabilité de Beate Collet, Maîtresse de conférences HdR et membre du GEMASS

Risques prostitutionnels à l'adolescence.

Comprendre les processus d'engagement dans les conduites à risque et élaborer des outils de prévention

1. Introduction

Selon la Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE) de l'Île de France, la prostitution a connu ces dernières décennies des changements majeurs notamment dus à l'usage croissant d'internet et à la place grandissante des réseaux de traite internationaux (DRDFE, 2018). Aujourd'hui, la prostitution des mineur-es est protéiforme et recouvre des réalités variées. L'association nationale Agir Contre la Prostitution des Enfants (ACPE) précise qu'il s'agit non seulement de l'exploitation sexuelle des mineurs étrangers non accompagnés, mais également de conduites prostitutionnelles d'adolescent-es, né-es ou grand-i-es en France (ACPE, 2018).³⁷

Cette étude s'intéresse plus particulièrement au risque prostitutionnel auquel sont exposés les adolescents, filles et garçons, ayant grandi dans des familles françaises ou immigrées établies en France et étant scolarisés dans le système scolaire français. Ce risque prostitutionnel prend des formes diverses, allant de ce qui est couramment appelé, le « michetonnage », des comportements (pré-)prostitutionnels où la séduction vénale est priorisée à des formes de prostitution plus classiques auprès de clients, et aussi de clientes. Il s'agit autant de rapports de séduction donnant lieu à des « cadeaux » (vêtements et accessoires de luxe, téléphones...), de « secours » (hébergement, repas...) que de rapports sexuels rémunérés. Autant pour les adolescent-es que pour les adultes ayant recours à ces services, il ne s'agit pas d'abus sexuels à proprement parler, car les filles et les garçons sont consentant-es. Cependant, compte tenu de l'âge des adolescent-es qui, selon les professionnels de l'éducation et du travail social, serait de plus en plus bas (dès 11 ans), de la précarité sociale et économique de leurs milieux familiaux, d'éventuelles violences intra-familiales subies, de la perte de repères culturels, et d'une mise en danger de soi, ces adolescent-es sont aussi des victimes. Leurs pratiques relèvent clairement de la Protection de l'Enfance.

Cette prostitution des mineur-es interpelle les professionnel·les de terrain et les met en difficultés : les professionnel·les de la justice s'interrogent sur la question du consentement, ceux et celles du social sont confrontés à des fugues des foyers, à la mobilité des mineur-es et l'invisibilité de cette pratique dans l'espace public, ceux et celles de l'enseignement à la démobilité dans leur scolarité et de l'absentéisme. Elle provoque également des tensions et des conflits au sein des familles (rupture du lien familial, regard de l'entourage) et perturbe la sociabilité entre pairs (réputation, disputes). Certains professionnel·les sont déjà aux faits, d'autres auraient besoin d'être davantage informés afin de détecter les signes d'une telle conduite et de pouvoir accompagner les adolescent-es.

A ce jour, aucune recherche d'envergure n'a été réalisée sur ce sujet. Il n'existe ni données quantitatives, ni études qualitatives permettant de comprendre le processus d'engagement dans les pratiques à risque prostitutionnelles des mineur-es. Les outils facilitant la prévention et la prise en charge de ces adolescent-es n'ont pas encore pu être élaborés en dehors des mesures de protection existantes pour l'enfance en danger.

Cette recherche vise donc à combler ce vide, d'une part, en réalisant une étude socio-anthropologique auprès de filles et de garçons inscrits dans ces conduites ou susceptibles d'y être exposé-es dans leur entourage ainsi qu'auprès des parents de ces adolescent-es et, d'autre part, en élaborant des outils de prévention en direction des jeunes et de sensibilisation auprès des professionnel·les de la justice, du social et de l'éducation. Le terrain de l'étude se situe dans certaines villes du département de la Seine-Saint-Denis (93), en raison des contacts institutionnels et de la connaissance du territoire, mais aussi dans d'autres villes de l'Île-de-France et dans le département du Haut Rhin (68). Il se déroulera dans des lieux d'accueil de ces adolescent-es, mais aussi dans des structures d'accueil de l'Aide sociale à l'enfance (ASE) et dans des collèges par l'intermédiaire de séances de sensibilisation à la sexualité, en s'appuyant sur des professionnel·les de l'éducation et du travail social confrontés à ces problématiques.

L'étude cherche à comprendre les parcours d'engagement d'adolescent-es dans des conduites prostitutionnelles. Théoriquement, elle inscrit sa réflexion dans les études sur l'adolescence, notamment la sexualité des adolescent-es, des

rapports de genre, explorant les questions d'identification et des stéréotypes genrés. Ce faisant, les analyses tiendront compte des rapports inégalitaires qui existent entre les femmes et les hommes, des situations de précarité socio-économique et de la marginalisation de certaines populations qu'elles soient françaises ou immigrées. Méthodologiquement, elle s'appuiera sur des entretiens (expériences vécues et représentations), des témoignages et des observations. Elle cherchera les clés de compréhension non seulement dans l'univers familial, social et culturel de ces adolescent-es (âgées de 11 à 17 ans approximativement), mais aussi, tout en explorant leurs motivations et leurs modes d'actions, en tenant compte de leur inscription dans les groupes de pairs et de l'usage des réseaux sociaux, ainsi que de leur rapport à la scolarité. Elle s'appuiera aussi sur un partenariat établi dans certaines villes avec des acteurs publics et des travailleurs sociaux. Leur connaissance des milieux familiaux et des environnements résidentiels des adolescent-es permettra d'entrer en contact avec eux/elles et faire avancer l'analyse par leur expertise. Les résultats de l'enquête seront ensuite partagés et discutés avec d'autres professionnel·les en vue de les sensibiliser et de leur fournir des outils de prévention.

Ci-dessous nous développerons d'abord un état de la recherche sur les questions abordant de l'adolescence, la sexualité et les rapports de genre pour aboutir à notre problématique de recherche et nos hypothèses. Ensuite nous déclinons plus en détail la double enquête auprès des adolescent-es, leurs parents, et ami-es, d'une part et auprès des professionnel·les d'autre part, pour ensuite formuler les objectifs plus pédagogiques en direction des professionnel·les de la justice, de l'action sociale, de l'éducation et de la Protection de l'Enfance.

2. État de la recherche et problématique de l'étude

La jeunesse intéresse depuis longtemps les chercheurs en sciences sociales. Groupe social par excellence, il a surtout intéressé les chercheurs pour son rapport à l'école, son univers culturel spécifique, sa fragilité psycho-sociale, mais aussi en raison de cette phase charnière dans la vie où les questions d'autonomie se posent plus crucialement (de Singly, 2006) avant que les jeunes accèdent à la vie adulte qui articule fin de scolarité, départ de la maison des parents, accès à la vie professionnelle et mise en couple (Galland, 2009). L'analyse de la littérature fait apparaître que le terme adolescence (les adolescent-es) est plus courant pour les jeunes n'ayant pas atteints leur majorité (mineur-es) et étant encore à charge de leurs parents (Le Breton, 2010 ; Boulin, 2017, p. 13).

Étant donné le jeune âge et leur résidence au domicile familial ou en structures d'accueil pour la plupart de ces filles et garçons de notre étude, nous utiliserons les termes adolescence ou adolescent-es. Cette période de la vie, pendant laquelle les adolescent-es cherchent à se démarquer de leurs parents, est aussi celle où les groupes de pairs gagnent en importance, notamment à travers les réseaux sociaux (Balleys, 2015), lieu par excellence des mises en scène des vies intimes (Balleys/Coll, 2015). Les questions liées à l'identité sexuée et la construction de l'estime de soi sont au centre de leurs préoccupations et s'articulent avec l'intégration et la réussite scolaire. C'est aussi la période à laquelle la découverte de la vie amoureuse et sexuelle se met en place.

En effet, l'initiation sexuelle s'amorce pendant les années du collège. L'âge médian au premier baiser est à 14,1 ans pour les femmes et à 13,6 ans pour les hommes les plus jeunes (Bajos/ Bozon, 2008). D'autre part, l'âge médian au premier rapport sexuel des jeunes n'a pas connu d'importantes variations depuis trente ans (Maillochon, 2012). Le Baromètre santé 2005 l'établit à 17,8 ans pour les filles et à 17,5 ans pour les garçons nés en 1985-1987 (Beck et al., 2007). Selon l'enquête HBSC (Health Behaviour in School-aged Children) de 2010, 9,3 % des collégiens et 3,1 % des collégiennes ont eu des rapports avant 13 ans ; 32,6 % des garçons et 23,5 % des filles ont eu des relations sexuelles avant 15 ans. (Maillochon, ibid.). Plus généralement pour les jeunes générations, une période de « jeunesse sexuelle » (Bozon, 2012) s'est instaurée qui déconnecte les premières expériences sexuelles des projets de vie conjugale et, pour certains, la sexualité de la vie amoureuse. Le visionnage de films pornographiques s'est également banalisé chez les jeunes (Bozon, ibid.). Selon l'enquête IPSOS pour l'Observatoire de la parentalité et de l'éducation numérique menée en 2017, à 15 ans, la moitié des adolescent·es ont déjà vu un film X, et 44 % ont eu des rapports sexuels essayant de reproduire ces pratiques (ACPE, 2018, p. 41). Dans la littérature, la sexualité des adolescent·es a été aussi abordée en soulignant les préoccupations sanitaires, mais aussi sociales, politiques ou morales, envisagée soit comme un risque en soi, soit comme une situation d'exposition à d'autres risques (Maillochon, 2000, 2004).

L'entrée dans la sexualité pour certains peut se réaliser à travers des conduites à risque prostitutionnelles. « Se prostituer » ou « michetonner », pour reprendre un terme utilisé par les jeunes, est perçu comme un risque en soi. Un jeune inscrit ou en voie d'inscription dans la prostitution s'exposerait à différents risques : violences physiques, verbales et morales, viols, grossesses, isolement, exclusion des pairs. Tout en pensant agir en autonomie, les adolescent·es qui ont recours à ces conduites sont de ce fait aussi des victimes au titre de la protection de l'enfance (ACPE, 2018).

En ce qui concerne des phénomènes de prostitution des mineurs, très peu d'études existent. Ils interpellent cependant les professionnel·les du social et des associations qui se préoccupent de ces réalités. Des rapports d'expertise soulignent l'exploitation sexuelle de mineur·es étranger·es dans le cadre de la traite d'êtres humains (O'Deye/Joseph, 2006), mais prennent progressivement aussi en compte des formes prostitutionnelles variées concernant les adolescent·es nés ou ayant grandi en France (ACPE, 2018) allant du « michetonnage », des comportements (pré)-prostitutionnels entre mineur·es à des formes de prostitution plus classiques.

En ce qui concerne le michetonnage plus particulièrement, très peu de recherches ont été menées à ce jour. Katia Baudry a identifié le phénomène et l'a intégré dans la recherche menée dans le cadre de son doctorat sur l'univers féminin adolescent dans les quartiers populaires du département de la Seine-Saint-Denis (Baudry, 2017). Certains professionnel·les de l'action sociale ou de l'éducation ont déjà saisi les enjeux. Ainsi, E. Meunier et F. Raynal, sur la base des informations recueillies auprès des professionnel·les de terrain, ont établi une première définition permettant de saisir le phénomène dans sa complexité individuelle et sociale.

Selon eux, le « michetonnage » est le « *fait pour une personne vulnérable (notamment du fait de sa minorité et/ou d'un contexte de souffrance psychosociale et/ou de précarité sociale) de s'engager dans une conduite à risques, où la mise en danger de soi est liée à des relations sociales et affectives structurées par des transactions économique-sexuelles qui ne prennent pas la forme d'une*

rémunération d'actes sexuels tarifés, ou pas explicitement, ou encore, qui ne sont pas perçus comme tels (mais, par exemple, comme un « cadeau » valorisant, un « soutien », etc.) » (Meunier/Raynal 2016, p. 5).

Ainsi, il a été observé que des adolescent-es, en majorité des filles, s'engagent dans ces conduites : seul-e ou à plusieurs, sur des durées plus ou moins longues, entretenant des relations avec un ou plusieurs hommes, plus âgés, dotés d'un capital social et économique plus important, pour obtenir des biens matériels en échange afin de se créer une certaine identité féminine et restaurer une image de soi (Gil, 2012). Les deux termes, le verbe « michetonner » et le qualificatif nominal « michetonneuse », sont utilisés dans le discours juvénile pour évoquer cette pratique, et non les termes de « prostitution », « se prostituer », « prostituée ». Il n'est pas exclu que les garçons aussi s'engagent dans ces conduites auprès d'hommes ou de femmes plus âgées. Les premières investigations empiriques ont aussi montré que les garçons gravitent autour des filles pour les aider à organiser les rencontres.

Cependant l'étude du michetonnage ne peut être envisagée sans l'inscrire dans les conduites à risque prostitutionnelles, car les frontières entre les pratiques ne sont pas stables et des passages d'une pratique vers d'autres existent. Nos premières observations sur le terrain par entretiens avec des adolescent-es, qu'elles soient directement concerné-es ou uniquement témoins, nous confortent dans ces constats. Le michetonnage est bien « une forme ambivalente et informelle de prostitution ou de pré-prostitution. (ACPE, 2018, p. 21). Il convient donc d'étudier les processus en œuvre allant des premières tentatives à des inscriptions dans des conduites prostitutionnelles plus ou moins affirmées. L'inscription dans le « michetonnage » se confirme quand cette pratique prend le pas sur le quotidien des filles, quand les rencontres ou le nombre d'hommes se multiplient et que cela devient l'occupation récurrente au détriment de l'insertion scolaire. Quand ces conduites deviennent une occupation principale et un moyen plus certain pour subvenir aux besoins matériels, elles sont clairement prostitutionnelles. Les premières observations de terrains nous confortent dans l'idée que le processus est protéiforme et que les adolescent-es s'y engagent de plus en plus jeunes.

Les conduites à risque prostitutionnelles ne peuvent s'étudier sans référence aux travaux sur les rapports de genre s'intéressant explicitement aux identifications et aux stéréotypes genrés, c'est-à-dire aux constructions sociales liées au féminin et au masculin dans nos sociétés, mais aussi aux rapports de force qui y sont associées (Revillard/Verdalle, 2006 ; Collet et al. 2008) tout en analysant précisément les conduites individuelles et l'exposition au risque. Isabelle Clair a étudié l'expression des rapports de genre dans les classes populaires, à la fois urbaine et rurale, attestant d'une forte attente hétéro-normée et de stéréotypes genrés clivés, mais réciproques, les filles désirent des garçons virils, les garçons des filles féminines (Clair, 2008, 2011). Claire Balleys (2015) a de son côté montré comment l'usage des médias sociaux exacerbe les identités genrées et la sexualisation des relations entre filles et garçons. Cependant, la socialisation genrée se joue avant tout dans la famille. Beate Collet et Emmanuelle Santelli, au sujet du choix conjugal des descendant-es d'immigrés maghrébins, sahéliens et turcs, ont constaté que l'éducation reste encore fortement sexuée dans beaucoup de familles, prônant la retenue des filles, voire la soumission aux hommes (père, mari, frère) et posant un tabou fort sur tout sujet à caractère sexuel (Collet/Santelli, 2012). Ces univers familiaux sont en fort décalage avec ce que les adolescent-es expérimentent sur les réseaux sociaux et voient dans les émissions à la télévision (télé-réalités). Il est probable que certains adolescent-es cherchent à s'affranchir des liens familiaux, qu'ils soient stricts ou défailants, et

qu'ils/elles ont tendance à s'orienter par rapport à leurs pairs se créant un propre univers de valeurs sans l'aide ni la présence d'adultes. Les conduites à risque prostitutionnelles sont à considérer comme des pratiques déviantes au même titre que les actes de délinquance ou autres actes de désespoir (Le Breton, 2014).

La prostitution des mineur-es peut aussi être envisagée à l'aune du concept de « l'échange économique-sexuel » (Paola Tabet, 2004), repris et repensé par d'autres chercheur-es (Broqua/Deschamps, 2014). Cette idée considère que toute relation entre une femme et un homme, qu'il s'agisse d'un mariage ou d'une relation prostitutionnelle tarifée, implique un échange économique. D'un point de vue anthropologique, la disponibilité sexuelle de la femme donne lieu à une compensation sous forme de cadeaux ou de rémunération. Dans les pratiques prostitutionnelles, le rapport de domination, même s'il semble en apparence inversé, reste en faveur de l'homme (Lagrave, 2014). Ainsi, les relations établies entre les adolescent-es et leurs partenaires, généralement nettement plus âgés qu'eux/elles, sont ambiguës : l'adolescent-e gagne en autonomie et cherche de la reconnaissance parmi les pairs en raison des biens de consommation obtenus ou de l'argent gagné, mais peut également éprouver de la honte en raison de la mauvaise réputation attachée à sa conduite. La facilité de l'accès à l'argent, mais aussi la modification de son estime de soi et une certaine marginalisation rendent la sortie de ces conduites difficiles. Les adolescent-es tout en se pensant émancipé-es s'exposent à des risques sanitaires considérables et à la violence (coups et blessures, viols individuels et collectifs).

L'ensemble des filles et des garçons inscrit-es dans ces conduites à risque relève des missions de la Protection de l'Enfance par la mise en danger de soi. Pour certains d'entre eux, elles/ils ont déjà un parcours à l'ASE : placements en foyer, suivis éducatifs... Ces mesures de protection ne parviennent pas toujours à inverser leurs conduites.

A l'issue de l'ensemble de ces apports et réflexions, notre problématique est la suivante : **comprendre l'inscription de filles et de garçons adolescents dans les conduites à risque prostitutionnelles, à la lumière de leur socialisation dans les familles et par les pairs et en termes de construction des rapports de genre. Cette compréhension s'appuie sur l'analyse de l'expérience vécue de ces filles et garçons, des témoignages de leurs parents, d'autres membres de la famille ou d'ami-es, d'une part et l'expertise des professionnel·les engagés auprès de la jeunesse d'autre part.**

Cette recherche est exploratoire étant donné le peu d'études disponibles dans ce domaine. Néanmoins, nous émettons à ce stade quelques hypothèses pour orienter nos investigations.

- Influence de la société de consommation : les adolescent-es de milieu populaire précarisé développent ces conduites pour participer à la société de consommation (produits de luxe) incarnant pour eux/elles la réussite, l'émancipation et l'insertion sociale.
- Représentations genrées véhiculées en direction des adolescent-es : les adolescent-es de milieu populaire sont vulnérables quant aux représentations genrées véhiculées par certaines émissions télévisuelles en direction du jeune public (télé-réalités) ou des films pornographiques et orientent leurs conduites sexuées et sexuels en référence à ces émissions ou films

- Influence des pairs : l'inscription progressive dans cette conduite serait favorisée par les pairs, par d'autres filles qui font comme elles ou qui au contraire les dénigrent parce qu'elles ne font pas, mais aussi par les garçons (par exemple, les « lovers boys ») qui les utilisent ou qui font les intermédiaires avec les hommes.
- Influence des réseaux sociaux : les réseaux sociaux qui jouent un rôle de plus en plus central dans la socialisation juvénile contribuent à forger des représentations et des pratiques genrées qui soutiennent, voire facilitent les prises de contact et l'établissement de relations à l'insu du milieu familial et des relations nouées à l'école.
- Refus des valeurs morales véhiculées dans les familles : En voulant réfuter les valeurs proposées par leurs parents, les adolescent-es sont victimes de représentations réifiées des rapports de genre des médias
- L'influence d'événements traumatisants vécus : Néanmoins on peut aussi penser que l'engagement ou l'inscription dans cette pratique soit la conséquence d'événements traumatiques vécus, qu'ils soient amoureux ou familiaux, voire liées à des violences sexuelles.

3. Une double enquête : méthodes, territoires et publics ciblés

La recherche s'intéresse à l'expérience d'adolescent-es âgés de 11 à 17 ans, nées ou grandi en France, résidant-es en Île-de-France ou dans l'est de la France.

Notamment quand ces jeunes sont accueillis dans les foyers de l'aide sociale à l'enfance, ils/elles sont susceptibles de cumuler certains facteurs de précarité sociale : précarité économique familiale, pauvreté relationnelle familiale, violences intrafamiliales, des modes familiaux fragilisés (monoparental, recomposé, polygame) et un environnement social ségrégué et stigmatisé. Parmi eux/elles, certains sont engagés dans des processus de rupture, ruptures familiales, telles que fugue, violence, placement ; ruptures scolaires, telles que l'absentéisme ou déscolarisation. Ces pratiques semblent mieux identifiées pour les filles, cependant on ne peut pas considérer qu'elles seules sont concernées. Les conduites féminines et masculines se répondent. Les garçons peuvent eux aussi être engagés dans ces pratiques ou être des « clients » ou des entremetteurs.

Cette étude s'inscrit dans une démarche globale de compréhension et d'analyse des processus d'engagement dans des conduites prostitutionnelles et met à ce titre en place des investigations empiriques à différents niveaux

Compte tenu de la sensibilité du sujet et de la vulnérabilité du public visé, une **note éthique et méthodologique** précise a été élaborée, ainsi qu'**une lettre d'information** et des **lettres de consentement** pour les différents acteurs engagés dans la recherche ont été rédigées (cf. en annexe).

1) L'enquête socio-anthropologique

La méthode s'inspire de celles utilisées en anthropologie. Une bonne connaissance de l'environnement résidentiel et du réseau local de professionnel·les est nécessaire pour faciliter l'accès aux différents terrains. Il sera aussi important de pouvoir s'appuyer sur les acteurs locaux mobilisés à la question de la prostitution des mineur·es pour y être et/ou avoir été confronté à des situations afin qu'ils puissent mettre les chercheur·es en relation avec le public concerné. Afin d'établir les premiers contacts avec les adolescent·es, leurs ami·es, leurs parents, il est impératif d'instaurer des relations de confiance. Le soutien des professionnel·les au contact avec ces adolescent·es sera indispensable afin de pouvoir travailler en toute légitimité auprès de ces jeunes.

Contactés par l'intermédiaire des professionnel·les du social, de l'éducatif, du sanitaire et de la justice, les premiers contacts avec les adolescent·es devraient se faire de manière progressive. Une fois la relation de confiance établie, il est envisageable de réaliser des entretiens plus construits, biographiques ou thématiques, après avoir obtenu le consentement des jeunes et de leurs représentants légaux.

Dans l'idéal ces entretiens seront menés en face-à-face, mais il se peut aussi qu'une copine/un copain puisse être présent·e. Notamment dans les foyers d'accueil de l'ASE, il n'est pas exclu que des entretiens pourraient se dérouler en groupes de filles (*focus groups*), forme d'investigation demandant une bonne préparation et un soutien institutionnel.

Parallèlement, des actions de prévention et de sensibilisation du risque prostitutionnel chez les mineur·es sont menées dans les collèges de la Seine-Saint Denis (cf. partenariats) auprès de collégiens et de collégiennes. Il se peut que les équipes pédagogiques dans ces écoles aient identifié des situations et pourront être amenés à proposer aux chercheuses de rencontrer des adolescent·es concerné·es individuellement ou par petits groupes (en ayant recueilli leur consentement en amont).

Un autre pan de l'enquête prévoit une coopération explicite avec les structures d'accueil de l'Aide à l'enfance de la Seine-Saint Denis et du Haut Rhin (autorisations obtenues auprès des directions départementales des départements concernés). Par leur intermédiaire, il sera certainement possible de mener des entretiens auprès de certains adolescent·es prêt·es à s'exprimer.

Il n'est pas facile d'indiquer un nombre précis d'entretiens, mais, on espère arriver à une vingtaine d'entretiens individuels avec des adolescent·es, ainsi qu'à une dizaine d'entretiens collectifs avec les adolescent·es. Ces entretiens seront complétés par de nombreux échanges spontanés et des observations documentées avec des adolescent·es au courant du phénomène sans être directement concerné·es. Il est également prévu de réaliser une dizaine d'entretiens avec des parents des adolescent·es concerné·es qui se sont fait connaître auprès des professionnel·les du travail social ou qui ont bien voulu participer à des groupes de parole. Les professionnel·les et psychologues peuvent être amené·es à leur proposer de participer à des entretiens individuels plus approfondis avec les chercheuses.

2) L'enquête avec des professionnel·les du social, de l'éducatif, du sanitaire

Des entretiens seront également menés auprès des professionnel·les. Ces entretiens peuvent être individuels ou collectifs, lors de réunions d'équipe par exemple. Il sera aussi proposé de mettre en place une approche immersive, si les équipes sont d'accord (participation à des actions mises en œuvre par l'institution : réunions d'équipe, ateliers, groupe de travail) au sein de leur institution (associations, collèges, structures ASE). Pour le travail de terrain, nous avons des contacts privilégiés à Montreuil-sous-Bois, à Bobigny, ainsi qu'à Stains (cf. les partenariats déjà établis). L'enquête à Montreuil a commencé depuis décembre 2018, plusieurs entretiens ont déjà été menés et les professionnel·les sont mobilisés. Cependant, il n'est pas exclu d'étendre les contacts aussi dans d'autres départements de l'Île de France, voire dans d'autres départements de France.

Des actions et coopérations concrètes sont déjà en cours :

- L'étude dans la ville de Montreuil. Des réunions régulières (une par mois) sont prévues avec un groupe de recherche composé de professionnel·les d'horizons divers qui à la fois remontent des informations et échangent sur leurs pratiques professionnelles.
- A Bobigny, Katia Baudry participe, dans sa qualité de sociologue, à un groupe de travail spécifique à la question de la prostitution des mineur·es dans le cadre du comité local de sécurité de la prévention de la délinquance et radicalisation (CLSPDR).
- D'autres villes de la Seine-Saint-Denis semblent également prêtes à se mobiliser. Les expériences sociales et éducatives entreprises par la ville de Stains pourraient être mobilisées grâce à un membre de notre équipe.
- L'Éducation nationale : des actions de prévention sont menées dans des collèges (Bobigny, Montreuil, Noisy le Sec, La Courneuve) qui se mobilisent sur la question, auprès des élèves, des professeurs, des équipes médico-sociales, des assistant·es d'éducation (AED).
- Une étude dans les structures d'accueil en protection de l'enfance de la Seine-Saint-Denis. Un comité de suivi a été mis en place.
- En janvier 2020, les contacts avec l'ASE départementale du Haut Rhin se sont concrétisés. L'étude va pouvoir se faire dans différentes structures d'accueil du département. Une convention de partenariat est en cours d'établissement.

Cette recherche, avec ces différentes portes d'entrée, recueillera des informations et produira des analyses par l'intermédiaire de réunions de travail régulières servant de lieux d'échanges, d'informations et de réflexions communes. Elle est possible grâce aux multiples partenariats locaux déjà existants dans le département de la Seine-Saint Denis. Ce département est mobilisé sur les conduites à risque pré-prostitutionnelles, en aucun cas, il s'agit du seul département concerné. Des remontées d'information grâce à des colloques entre professionnel·les et chercheur·euses sur ces questions

ou à des émissions télévisées ou articles dans les journaux, confirment bien que le phénomène n'est pas lié à un territoire en particulier. Même si son émergence semble plus concerner la jeunesse des quartiers populaires, les adolescent-es de tout milieu social peuvent potentiellement être concerné-es.

3) Les partenariats

Cette recherche s'appuie sur un tissu local composé de professionnel·les pluridisciplinaires confronté à la prostitution des mineur-es. Certains rencontrent et accompagnent les filles et les garçons dans le cadre de missions relevant de la Protection de l'Enfance : APCIS (Accueils, Préventions, Cultures : Intercommunautaire et Solidaire), Structures d'accueil ASE, services de prévention spécialisée. D'autres accompagnent les professionnel·les issus du social, de l'éducatif, du sanitaire, de la justice dans leur compréhension de cette conduite à risque : MMPCR, ACPE. Par ailleurs, Katia Baudry est implantée dans le territoire par son expérience professionnelle antérieure (23 ans) en tant qu'éducatrice de rue, ce qui facilite la mise en œuvre de la recherche-action par sa connaissance du territoire et son vaste réseau de professionnel·les issus du social, de l'éducatif, de la justice et du sanitaire : brigades des Mineurs, collèges du département, qu'elle est toujours en mesure de mobiliser bien qu'elle ait changé de statut professionnel et qu'elle est aujourd'hui docteure en sociologie et engagée dans cette recherche.

En tant que sociologue, Katia Baudry intervient depuis un an auprès des collectivités territoriales, des associations locales pour sensibiliser les professionnel·les à la question de la prostitution des mineur-es. Elle intervient, également, dans les colloques organisés par l'ACPE, la MMPCR et la Coordination Nationale des Associations de Protection de l'Enfance (CNAPE). Elle a participé à une audition, à l'Assemblée nationale, concernant la proposition de loi sur la prostitution des mineur-es au mois d'octobre 2018. Les directrices de l'ACPE et de l'APCIS ont proposé d'apporter un soutien technique à la recherche et de diffuser l'information au niveau de leur réseau. La directrice de l'APCIS a proposé d'accueillir Katia Baudry dans son association pour qu'elle puisse rencontrer des adolescentes par son intermédiaire et mener les entretiens si elles donnent leur consentement.

4. Résultats attendus, recommandations et retombées scientifiques

Cette recherche consiste à apporter une meilleure connaissance des conduites pré-prostitutionnelles contemporaines des adolescent-es en général. Elle sera avant tout d'ordre de la connaissance qualitative, comprendre le processus et les facteurs sociaux qui y conduisent : connaître l'univers familial des adolescent-es, leur conception des attentes et des rôles féminin et masculin, leur représentation du féminin et du masculin, étudier comment elles s'influencent entre elles (et entre pairs féminins et masculins), le rôle des médias et les réseaux sociaux et déterminer les points de ruptures dans leurs parcours. Elle se déroule concrètement dans le département de la Seine-Saint Denis, parce que des contacts et

partenariats solides y existent, mais son objectif n'est pas d'établir un lien de cause à effet entre ce phénomène et un territoire en particulier. Nous nous réjouissons que nous puissions élargir le terrain de l'étude aux structures d'accueil d'adolescent-es dans le Haut Rhin, département ayant un profil très différent de la Seine-Saint Denis. La diversité des terrains locaux nous permettra de gagner en généralité pour l'analyse du phénomène.

La tentative est forte de vouloir quantifier le phénomène, mais nos premières investigations à Montreuil (93), ont déjà montré que ce serait impossible. Seules les situations ayant donné lieu à un signalement et remonté à la Cellule de recueil des informations préoccupantes (CRIP) sont dénombrables, mais ne concernent ni l'ensemble du processus et ni toutes les formes d'entrée dans ces conduites. On tentera d'identifier des parcours types, caractériser des lieux de rencontre et de pratique et aussi des stratégies de déplacement.

En termes d'objectifs de prévention, on voudrait pouvoir sensibiliser les professionnels en contact avec ces adolescent-es à mieux connaître la/les pratique-s de prostitution, à pouvoir identifier les signes précurseurs – dans l'univers familial, dans les groupes de jeunes et dans le quartier plus généralement – analyser avec eux les actions mises en œuvre, leurs réussites et leurs échecs et les aider à mieux cerner le profil psycho-social des adolescent-es concerné-es.

Nos résultats devraient contribuer à améliorer la prise en charge de ces adolescent-es, à préparer une meilleure prise en compte au niveau législatif pour garantir une meilleure protection et, enfin, de contribuer à diminuer à terme la pratique. Mais, on voudrait aussi impliquer certain-es adolescent-es ou jeunes adultes afin d'engager avec eux un dialogue et de susciter une prise de conscience qu'elles/ils pourraient mettre au bénéfice de leurs pairs, par l'intermédiaire de la réalisation d'outils de prévention.

On projette de faire un certain nombre de recommandations opérationnelles concernant (1) un réseau de professionnel pluridisciplinaire local permettant l'instauration d'un dialogue entre les acteurs de l'Éducation nationale, de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, de l'Aide sociale à l'enfance et des municipalités intervenant auprès des adolescents ;

(2) des sessions de formation en direction des enseignants et des professionnels de la prévention ; (3) des interventions-débats auprès des élèves de collège ; (4) la création d'une structure d'accueil pour les filles avec une équipe pluridisciplinaire afin d'avoir une démarche de prévention globale : accompagnement individualisé, responsabilité personnelle, accès aux soins etc.

En ce qui concerne les retombées plus scientifiques, on prévoit la tenue d'un colloque au niveau national à la fin de la recherche pour diffuser ses résultats, mais aussi des publications scientifiques dans les revues identifiées (Recherches familiales, Agora) et professionnelles (Liaisons sociales). On n'exclut pas de publier le rapport de recherche sous forme d'un ouvrage à diffusion pour les professionnels de la prévention.

6. Références bibliographiques

ACPE (2018), Exploitation sexuelle des mineurs en France, sous la direction de A. Melon A., L. Poulet L., Association contre la prostitution des enfants.

Bajos N., Bozon M. (dir.) (2008), Enquête sur la sexualité en France. Pratiques, genre et santé, Paris, La Découverte.

Balleys C. (2015), Grandir entre adolescents, à l'école et sur internet, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.

Balleys C. et Coll S. (2015), « La mise en scène de la vie privée en ligne par les adolescents », RESET [En ligne], 4 | 2015, mis en ligne le 21 décembre 2015, consulté le 15 mars 2019.

Baudry K. (2017), L'univers féminin adolescent d'un quartier populaire en Seine-Saint-Denis, Thèse de doctorat, Université Paris-Sorbonne.

Beck F., Guilbert P., Gautier A. (2007), Baromètre santé 2005, INPES, Saint Denis.

Boulin A. (2017), « Les spécificités des politiques de l'adolescence. Réflexion à partir d'une revue de littérature », Revue des politiques sociales et familiales, n° 125, pp. 13-21.

Bozon M. (2012), « Autonomie sexuelle des jeunes et panique morale des adultes. Le garçon sans frein et la fille responsable », Agora débats/jeunesses, vol. 60, no. 1, pp. 121-134.

Broqua C. & C. Deschamps (dir.) (2014), L'échange économique-sexuel, Paris, éditions EHESS.

Clair I. (2008), Les jeunes et l'amour dans les cités. Paris, Armand Colin.

— (2011), « La découverte de l'ennui conjugal. Les manifestations contrariées de l'idéal conjugal et de l'ethos égalitaire dans la vie quotidienne de jeunes de milieux populaires », Sociétés contemporaines, vol. 3, n° 83, p. 59-81.

Collet B., Philippe C. & Varro G. (dir.) (2008), Mixité(s). Variations autour d'une notion transversale, Paris, L'Harmattan.

Collet B. & Santelli E. (2012), Couples d'ici, parents d'ailleurs. Parcours de descendants d'immigrés, Paris, Presses universitaires de France (coll. Lien social).

DRDFE (2018), Repérage et accompagnement des personnes en situation de prostitution. Guide pratique à destination des professionnel·les., Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité d'Ile de France, Préfecture d'Ile de France.

Galland O. (2009), *Les jeunes*, Paris, La Découverte.

Gil L. (2012), « Le pigeon michetonné, la michetonneuse plumée... », Mémoire DEES, CFPES (Centre de Formation aux Professions Éducatives et Sociales) - CEMEA (Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active) d'Aubervilliers.

Lagrave R-M. (2014), Postface, in : Broqua C. & C. Deschamps (dir.), *L'échange économique-sexuel*, Paris, éditions EHESS, pp. 363-379.

Le Breton D. (2010), « Une jeunesse plurielle », *Les cahiers dynamiques*, n°46, ERES, pp. 34-42.

— (2014), *Adolescence et conduites à risque*, Bruxelles, Editions Fabert.

Maillochon F. (2000), « Les jeunes et le sida : entre "groupe à risque" et "groupe social" », in Le Bras H. (dir.), *L'invention des populations : biologie, idéologie et politique*, Paris, O. Jacob, pp. 55-79.

Maillochon F. (2004), « De la sexualité prémaritale à la sexualité à risque », in Pugeault-Cicchelli C., Cicchelli V., Ragi T., *Ce que nous savons des jeunes*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Sciences sociales et sociétés », pp. 113-129.

Maillochon F. (2012), « Premières relations sexuelles et prises de risque. L'éclairage des enquêtes statistiques réalisées en France », *Agora débats/jeunesse*, n°60, p. 59-66.

Meunier E., Raynal F. (2016), *Prévenir le « michetonnage » chez les ados : comprendre le phénomène pour repérer et agir*, Mission Métropolitaine de Prévention des Conduites à Risque, Département de Seine-Saint-Denis.

O'Deye A., Joseph V. (2006), *La prostitution de mineurs à Paris. Données, acteurs et dispositifs existants. Rapport final du Cabinet Anthropos*, Paris.

Revillard A., Verdalle L. (2006), « Dynamiques du genre. Introduction », *Terrains et travaux*, vol 10, pp. 3-17.

Singly (de) F. (2006), *Les Adonaissants*, Paris, Armand Colin.

Tabet, P. (2004), *La grande arnaque. Sexualité des femmes et échange économique-sexuel*, Paris, L'Harmattan.

— Présentation de l'équipe de recherche

1) Les membres de l'équipe réalisant l'enquête

Beate Collet, responsable de la recherche, est maîtresse de conférences en sociologie depuis 1998 et a soutenu une thèse de doctorat en sociologie à l'EHESS en 1996 sur les mariages mixtes en France et en Allemagne et son HdR (Habilitation à diriger des thèses) sur la mixité conjugale en 2018. Elle a occupé son premier poste à l'Université Lumière Lyon 2 et a obtenu sa mutation à l'Université Paris-Sorbonne en 2007, où elle exerce jusqu'à ce jour. Elle mène ces recherches dans le cadre du GEMASS, notamment sur l'univers familial des immigrés et des descendants d'immigrés (valeurs, normes, formation des couples) et les questions liées au genre et aux discriminations liées à l'origine, à la religion et au racisme. Parmi ses multiples publications, elle a notamment publié un ouvrage (avec Emmanuelle Santelli) *Couples d'ici, parents d'ailleurs* (PUF, 2012). Elle a aussi travaillé sur les mariages dits « forcés » (avec Emmanuelle Santelli) en 2008. Elle est membre du comité de rédaction de deux revues scientifiques interdisciplinaires : *Recherches familiales* (UNAF) et *Temporalités*.

Katia Baudry, principale chargée de recherche du projet, est chargée de mission pour l'association Astheria. Avant de soutenir sa thèse de doctorat en sociologie à Paris-Sorbonne en 2017 sur l'univers féminin adolescent d'un quartier populaire en Seine Saint Denis, elle a été éducatrice spécialisée en Prévention spécialisée, en Seine Saint Denis pendant 23 ans. Dans sa qualité de sociologue, elle intervient aujourd'hui auprès des collectivités territoriales, des collèges en termes de prévention et de sensibilisation sur la question des conduites à risque à l'adolescence et notamment sur la prostitution des mineur-es. Elle occupe aussi un poste de formatrice vacataire dans des centres de formation professionnelle en travail social depuis 2010 et intervient régulièrement auprès des professionnels issus de l'éducatif, du sanitaire et de la justice dans le cadre de formations actions. Elle a participé à la réalisation d'un documentaire « Ma cité au féminin », réalisé par Johanna Bedeau et diffusé sur LCP en 2015

2) Les membres de l'équipe participant aux échanges et à l'analyse

Liliana Gil, membre de l'équipe de recherche, est éducatrice spécialisée à l'Aide Sociale à l'Enfance du 93. Son expérience professionnelle auprès des adolescentes inscrites dans la prostitution et son rôle au sein de l'ASE nous guideront dans notre approche de terrain et dans la compréhension des mesures de protection mises en œuvre par l'ASE sur le territoire.

Zorica Kovacevic, membre de l'équipe de recherche, est directrice de l'APCIS (Accueils, Préventions, Cultures : Intercommunautaire et Solidaire) à Stains en Seine Saint Denis. Nous nous appuyerons de sa connaissance du territoire et de la problématique, de ses contacts avec les adolescentes pour poursuivre notre travail de recherche. Elle nous apportera un éclairage concret des logiques d'action mises en œuvre par les filles.

Emmanuel Meunier, membre de l'équipe de recherche, est chef de projet à la Mission Métropolitaine de Prévention des Conduites à Risque (MMPCR) du Conseil général de la Seine-Saint-Denis. Auteur d'un rapport sur le « michetonnage », il est un contact important au niveau du département afin de favoriser les échanges avec les institutions.

— NOTE ETHIQUE ET METHODOLOGIQUE

Le dispositif déontologique mis en place dans le cadre de la recherche sur les risques prostitutionnels à l'adolescence

Cette note éthique et méthodologique a été élaborée pour garantir une réalisation éclairée de la recherche et une démarche respectueuse des personnes rencontrées dans ce cadre. Il s'agit d'une base de travail en vue du passage devant le Comité éthique de la Recherche de Sorbonne Université.

Les deux chercheuses, Beate Collet et Katia Baudry, s'engagent à respecter les règles déontologiques habituelles des recherches scientifiques en mettant en place un dispositif particulier du fait que la recherche implique des mineur-es potentiellement vulnérables et, pour certain-es exposé-es à des dangers pour leur intégrité physique et leur bien-être psychologique.

Elles s'assureront que les participants à l'étude (adolescents, parents, professionnels) bénéficieront du respect nécessaire dans l'exercice de leurs droits et de la possibilité de prendre leurs propres décisions, tout en étant protégés conformément à leur âge et à leurs capacités toujours en développement pour les adolescents concernés et à leurs rôles et fonctions pour les professionnels et pour les parents. La nature sensible du sujet et les potentiels dangers auxquels les adolescents pourraient être exposés (harcèlement, contrainte et menace, violence, viol ou exploitation sexuelle) obligent à une vigilance tout particulière.

1. Avantages et difficultés de la participation à cette recherche

Cette recherche impliquant des filles et des garçons, adolescents, leurs parents et des professionnels, est essentielle pour mieux comprendre les conduites à

risque prostitutionnelles des mineur-es, les processus d'engagement dans ces conduites ainsi que les ressources ayant permis à ce qu'elles/ils en sortent. Sur la base des échanges avec les adolescents, leurs parents et les professionnels rencontrés, il s'agira d'élaborer des préconisations à l'intention des pouvoirs publics et des professionnels de l'éducation au plus près des réalités de terrain pour mieux prévenir ou prendre en charge ces conduites dans la cadre de la protection de l'enfance.

Le fait de participer à cette recherche peut offrir aux participants une occasion de réfléchir et de discuter en toute confidentialité, de leurs perceptions, de leurs expériences ou de celles de leur entourage sur la question des conduites prostitutionnelles des adolescent-es. Ils peuvent apporter leur expertise et ainsi accompagner les chercheuses dans l'élaboration des préconisations.

Les échanges entre les chercheuses et les participants se feront dans des espaces permettant la confidentialité, choisis et discutés au préalable avec les participants afin de maximiser l'anonymat, la sécurité et la protection, notamment des mineur-es.

Toutefois, la participation à cette recherche peut aussi occasionner des difficultés connus ou prévisibles (gêne, stress, anxiété...), les chercheuses aborderont cet aspect avec les participants lors de la présentation de la recherche et la signature du formulaire de consentement. Elles veilleront à prendre en compte ces sensibilités dans leur discours et elles adapteront leurs propos en fonction de l'âge et de la compréhension des participants. Elles laisseront une place à la discussion afin que les réticences puissent s'exprimer

En raison de la nature sensible du sujet, il est possible que le fait de raconter son expérience suscite des pensées ou des souvenirs émouvants ou désagréables. Les chercheuses veilleront à ce que les adolescent-es ainsi que leur famille ou les professionnels aient accès à des conseils et à une aide, notamment s'ils subissent des effets préjudiciables dues aux questions soulevées dans le cadre du processus de recherche ou s'ils sont en situation de vulnérabilité et de danger. Des mesures de soutien pourront être proposées :

<i>POUR LA FAMILLE</i>	<i>POUR LES MINEURS CONCERNÉS</i>	<i>POUR LES PROFESSIONNELS</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Orienter vers un groupe d'aide à la parentalité, un groupe de parole ; • Orienter vers les services de Protection de l'Enfance ; • Favoriser un accès au droit : Centre d'Information des Droits des Femmes et de la Famille (CIDFF), Agir Contre la Prostitution des Enfants (ACPE) ; • Orienter vers une consultation d'un psychologue, d'un conseiller conjugal. 	<ul style="list-style-type: none"> • Donner les informations sur les permanences téléphoniques pour les enfants en danger : le 119 • Orienter vers une permanence « jeunes et sexualités » animée par un ou une infirmier-e-sexologue • Orienter vers des services éducatifs et médico-sociaux : une maison des adolescents, un centre de planification et d'éducation familiale, des associations de prévention spécialisée ou des lieux d'accueil comme Etap'ado à Pantin dans le 93. 	<ul style="list-style-type: none"> • Formation et sensibilisation aux conduites à risque dites prostitutionnelles ; • Mise en lien avec un organisme pouvant les soutenir dans leur accompagnement auprès des jeunes concernés par le sujet : analyse des pratiques ; • Orienter vers une permanence « jeunes et sexualités ».

Afin de pouvoir proposer ces mesures, les chercheuses veilleront, en amont, à consulter les acteurs locaux susceptibles d'apporter leur soutien auprès des adolescent·es et de leurs parents pendant et après le processus de la recherche. Elles s'associent également à des experts dans la protection de l'enfance afin de pouvoir agir et réagir sans altérer la dignité de l'adolescent·e et de sa famille.

Les chercheuses sont également conscientes des dangers auxquels la recherche peut exposer les participant·es, du fait d'un lien possible avec le proxénétisme et le trafic de cannabis et d'autres drogues. Elles veilleront tout particulièrement à ce que les échanges avec les mineur·es (et leurs parents se déroulent dans les lieux confidentiels), et s'il le faut éloignés des lieux d'exercice ou des lieux de vie (quartier, rue, immeuble) des participants.

Elles inciteront les participant·es à rester discrètes sur leur participation à la recherche et sur les témoignages confiés.

2. Consentement éclairé

Les chercheuses dévoileront aux participants tous les renseignements pertinents leur permettant de prendre une décision éclairée relative à leur participation au projet de recherche. Elles s'assureront que ces informations soient comprises des participants, notamment par l'utilisation d'un niveau de langage approprié en fonction des participants, adulte ou enfant.

Les chercheuses s'assureront que le consentement du participant demeure libre et éclairé tout au long de la recherche. Elles devront par conséquent faire part au participant de tout nouveau développement susceptible de lui faire reconsidérer sa participation. En cas de situations particulièrement sensibles pouvant exposer les adolescent·es ou jeunes adultes à des dangers ou des violences, notre souci majeur doit consister à les protéger et leur permettre d'interrompre leur participation à tout moment. A titre d'exemples, mentionnons des événements familiaux tragiques, des changements dans les configurations familiales (parents, sœurs, frères, membres de la famille élargie), mais aussi d'éventuelles poursuites judiciaires d'ami·es impliqué·es dans des réseaux de prostitution, ou des menaces exprimées sur les participant·es directement ou sur leur entourage.

Les adolescent·es, les parents et les professionnel·les sont libres et volontaires de participer à cette recherche. Ils peuvent aussi mettre fin à leur participation sans conséquence négative ou préjudice et sans avoir à justifier leur décision. S'ils décident de mettre fin à leur participation, il est important d'en prévenir la chercheuse dont les coordonnées sont incluses dans le formulaire de consentement.

Tout le matériel permettant de les identifier, incluant l'enregistrement de l'entrevue, et les données qu'ils auront fournies seront alors détruits, à moins qu'ils n'autorisent la chercheuse à les utiliser pour la recherche, malgré leur retrait. Le cas échéant, ils seront conservés selon les mesures décrites ci-après et qui seront appliquées pour tous les participants.

Concernant les mineur·es non-émancipé·es, seuls les parents ou le représentant légal peuvent donner leur consentement pour la participation à l'étude, mais ils ne peuvent le faire sans le propre accord du jeune. Cependant certain·es adolescent·es, en s'inscrivant dans ces pratiques, rompent tout lien avec la famille notamment sous la pression du/de la

proxénète, de la recruteuse, du groupe de pairs (des filles appartenant au même réseau). Dans ces cas de figure, le formulaire de consentement pourrait être signé par le/la professionnel-le référent-e ayant permis l'établissement de ce contact. Les adolescent-es pour lesquelles le constat de vulnérabilité est important ne seront pas contactés pour participer à la recherche.

3. Vie privée et confidentialité de la participation

En recherche, les chercheuses sont tenues d'assurer la confidentialité aux participants. A cet égard, voici les mesures qui seront appliqués dans le cadre de la présente recherche :

Durant la recherche :

- Le nom et le prénom du/de la participant-e et tous les autres noms cités durant l'entrevue seront remplacés par des codes ;
- Seules les deux chercheuses auront accès à la liste contenant les noms et les codes, conservée séparément du matériel de la recherche, des données et des formulaires de consentement ;
- Les formulaires de consentement et les enregistrements des entretiens et leurs transcriptions seront conservés confidentiellement par les deux chercheuses sans donner accès à des tiers ;
- Les données en format numérique seront, pour leur part, conservées dans des fichiers dont l'accès sera protégé et auquel seules les chercheuses auront accès.

Lors de la diffusion des résultats :

- Les noms et prénoms des participants ne paraîtront dans aucun rapport ;
- Les résultats seront présentés sous forme globale (généralisations) ou sous forme segmentée (extraits d'entretien), le déroulé complet de l'entrevue avec un participant ne sera jamais rendu accessible tel quel ;
- Les résultats de la recherche seront publiés dans des revues scientifiques et présentés lors de conférences, et nous veillerons à ce qu'aucun-e participant-e ne pourra être identifié-e ou reconnu-e ;
- Un court résumé des résultats de la recherche sera envoyé aux participant-es qui en feront la demande en indiquant l'adresse où ils aimeraient recevoir le document, juste après l'espace prévu pour leur signature.

Après la fin de la recherche :

- Tout le matériel et toutes les données seront utilisés dans le cadre exclusif de cette recherche, les enregistrements audio seront détruits dès que les transcriptions seront faites. Celles-ci seront gardés confidentiellement par les chercheuses.

Les chercheuses pourront être amenées à utiliser des données secondaires existantes afin d'éviter les risques possibles pour des jeunes de participer à la recherche ou d'accroître leur vulnérabilité. Si des données à caractère informatif ont déjà été recueillies par les professionnel·les (éducateurs, assistantes sociales, animateurs...) en lien direct avec ces jeunes, les chercheuses pourraient s'appuyer sur les récits et témoignages de ces professionnel·les. Les mêmes règles de confidentialités (pendant et après la recherche et lors de la diffusion des résultats) s'appliquent dans ces cas de figure.

4. Paiement et indemnisation de la participation

Aucun paiement n'est prévu dans le cadre de la recherche pour les participants. Si la recherche occasionne des frais de déplacements pour les participants, ils seront indemnisés à hauteur de leur titre de transport.

5. Aménagement de la méthodologie

En raison du sujet de la recherche, la prostitution des mineur·es, et de ses modalités d'entrée, le contact direct et la relation en face à face avec des filles et des garçons inscrits dans ces pratiques peuvent se révéler difficiles. Les chercheuses pourront de ce fait avoir recours, au cas par cas, à des témoignages au sujet des jeunes et de leurs situations à partir d'intermédiaires (les parents, les amis, les éducateurs, les familles d'accueil, l'établissement scolaire...). Ainsi, les chercheuses veilleront à préserver le/la mineur·e de potentiels inconvénients liés à la recherche (tensions, représailles...) et ainsi le/la protéger. Le rapport de la recherche précisera le statut précis de l'obtention d'une information ou d'un témoignage.

Mener des entretiens avec des mineur·es est particulièrement délicat et nécessite des précautions spécifiques. Outre le consentement, il faudrait s'assurer qu'une relation de confiance soit instaurée avant de débiter l'entretien. Le rythme de l'entretien doit être celui de l'adolescent·e et les questions doivent être particulièrement souples et simples. Il est important d'adopter le langage du jeune et de respecter ses manières d'être et de faire. Il peut être nécessaire de réaliser l'entretien en plusieurs fois.

Les chercheuses n'excluent pas de s'entretenir avec des jeunes majeur·es entré·es dans ces conduites en tant que mineur·e, qu'elles/ils continuent ou aient arrêté. Les témoignages de celles/ceux qui sont sorties de ces conduites compléteront utilement l'analyse du processus et permettront d'appuyer les préconisations sur des exemples précis.

6. Responsabilité éducative des chercheuses : le signalement

Les chercheuses s'engagent à veiller à la protection des mineur·es qu'elles rencontrent. Néanmoins, dans le cadre de cette recherche portant sur la prostitution des mineur·es, le signalement de préoccupations relatives à la sécurité des adolescent·es n'est pas toujours chose simple. Les services de protection de l'enfance adéquats ne sont pas toujours au courant ou peuvent être démunis face à ces conduites ou redoutés par les filles et les garçons. Il est possible que les jeunes aient déjà eu accès à ces services et expriment une défiance ou révèlent une incompréhension des mesures pris à leur encontre. Malgré ces réticences possibles, les adolescent·es approché·es par les deux chercheuses seront

informé-es, dès le départ, de la possibilité de signaler leur situation à la protection de l'enfance si elle s'avère les mettre en danger. Avertir les jeunes au préalable de cette possibilité est incontournable, afin d'éviter qu'ils vivent comme une trahison la dénonciation des faits à posteriori. En revanche, les chercheuses prendront soin d'expliquer la procédure et le caractère obligatoire pour les accompagner dans une démarche de protection. Si les adolescent-es requièrent la présence de l'une ou des deux chercheuses lors de cette procédure, elles veilleront à les accompagner et à faciliter le passage de relais avec les personnes compétentes. En même temps, si les adolescent-es ne comprennent pas la nécessité du signalement, les chercheuses renonceront à recueillir le témoignage de ces adolescent-es pour la recherche.

7. Protocole précis selon les voies d'accès aux participants de la recherche

Nos points d'entrée dans le sujet des conduites à risque prostitutionnelles sont multiples et nécessitent de ce fait la mise en place de protocoles précis d'accès aux participants de la recherche :

1/ Chaque participant-e recevra une **Lettre d'information sur la recherche**

--- (ci-joint GEMASSlettreINFO).

2/ Chaque participant-e à la recherche devrait signer **un formulaire de consentement** conformément à son statut

- **Le/la mineur-e**

--- Formulaire consentement mineur-e (ci-joint GEMASSFormMineur-e). Le formulaire mineur-e devrait être accompagné du formulaire d'un parent, d'un professionnel-le de référence ou d'un adulte de confiance (cf. ci-dessous)

- Le parent rencontré dans des lieux d'écoute ou dont les coordonnées ont été indiquées par des professionnels de confiance

--- Formulaire de consentement parent (ci-joint GEMASSFormConsentPARENT)

- Le/la **professionnel-le sollicité-e pour participer à la recherche**

--- Formulaire de consentement professionnel (ci-joint GEMASSFormPRO)

- Le/la **jeune adulte** inscrit-e dans ces conduites en tant que mineur-e

--- Formulaire de consentement jeune adulte (ci-joint GEMASSFormConsentMAJEUR)

- **L'adolescent-e témoin**

--- Formulaire de consentement mineur/majeur-témoin (cf. GEMASSFormTEMOIN)

--- Formulaire consentement adulte de confiance (ci-joint GEMASSFormConfiance)

3/ Chaque participant-e à la recherche du moment où **sa voix** est enregistrée doit donner son accord via le

--- Formulaire de droit à l'enregistrement de la voix (ci-joint GEMASSFormVOIX)

Lettre d'information sur la recherche

Risques prostitutionnels à l'adolescence. Comprendre les processus d'engagement et élaborer des outils de prévention

Recherche-Action financée grâce au soutien de

l'Observatoire Nationale de la Protection de l'Enfance (ONPE)

Présentation des chercheuses

- **Béate COLLET**, enseignante-chercheure en sociologie, Faculté des Lettres - Sorbonne Université, membre du GEMASS
- **Katia BAUDRY**, Docteure en sociologie, membre associée du GEMASS

Porteur du projet :

Laboratoire de recherche GEMASS (UMR CNRS/Sorbonne Université 8598), Maison de la Recherche, 28 rue Serpente, 75006 Paris

Avant d'accepter de participer à ce projet de recherche, veuillez prendre le temps de lire et de comprendre les renseignements qui suivent. Ce document vous explique le but de ce projet de recherche, ses procédures, avantages, risques et inconvénients. Nous vous invitons à poser toutes les questions que vous jugerez utiles à la personne qui vous présente ce document.

Nature et objectifs du projet

La recherche a pour but de comprendre les parcours d'engagement de filles et de garçons, à l'adolescence dans des conduites à risque prostitutionnelles à la lumière de leur socialisation dans les familles et avec les pairs. Cette compréhension s'appuie sur l'analyse conjointe entre l'expérience vécue de ces filles, de ces garçons et des parents et l'expertise des professionnels engagés auprès de la jeunesse.

Déroulement du projet

Votre participation à cette recherche consiste à échanger avec une des deux chercheuses dans le cadre d'une entrevue individuelle, d'une durée d'environ d'une heure, et qui portera sur les éléments suivants :

- La description libre de la pratique (début, lieux, organisation) ;
- Le ressenti face à cette situation et les idées pour s'en sortir ;
- Les projets scolaires, professionnels et d'avenir ;
- L'entente avec les parents et les amis ;
- La relation avec les personnes ressources ;
- Des informations sur la situation personnelle (scolarité, amis, loisirs).

Avantages, risques ou inconvénients possibles liés à votre participation

Le fait de participer à cette recherche vous offre une occasion de réfléchir et de discuter en toute confidentialité et sans être jugé de votre situation.

Vous ne courez aucun risque à participer à cette recherche et nous mettons tout en œuvre pour que vous soyez en sécurité et à l'aise dans votre expression. Toutefois, il est possible que certaines questions vous rappellent des souvenirs désagréables en lien avec votre expérience. Si c'est le cas et que vous trouvez cela difficile, n'hésitez pas à nous en parler et nous pourrions vous mettre en contact avec des personnes qui pourraient vous aider.

Participation volontaire, consentement et droit de retrait

Votre participation est volontaire : vous êtes libre d'accepter ou de refuser de participer à cette recherche. Si vous décidez de participer, sachez que vous pourrez retirer à tout moment votre consentement à la recherche. Nous vous demanderons simplement de nous en informer (cf. coordonnées de la chercheuse à la fin du document). Vous n'aurez pas à justifier votre décision. En cas de retrait, tout le matériel permettant de vous identifier, incluant l'enregistrement de l'entrevue, et les données que vous aurez fournies seront alors détruits, à moins que vous n'autorisiez la chercheuse à les utiliser pour la recherche, malgré votre retrait. Le cas échéant, ils seront conservés selon les mesures décrites ci-après et qui seront appliquées pour tous les participants.

Confidentialité

La confidentialité sera respectée et aucune information révélant votre identité ne sera diffusée ou publiée. Et seulement si vous le souhaitez, nous pourrions vous mettre en contact avec des personnes ressources. A cet égard, voici les mesures qui seront appliquées dans le cadre de la présente recherche :

Durant la recherche :

- Votre nom et tous ceux cités durant l'entrevue seront remplacés par un code ;
- Seules les deux chercheuses auront accès à la liste contenant les noms et les codes, elle-même conservée séparément du matériel de la recherche, des données et des formulaires de consentement ;

- Les formulaires de consentement et les enregistrements des entretiens et leurs transcriptions seront conservés confidentiellement par les deux chercheurs sans donner accès à des tiers ;
- Les données en format numérique seront, pour leur part, conservées dans des fichiers dont l'accès sera protégé, et, auxquels seules les chercheuses auront accès.

Lors de la diffusion des résultats :

- Les noms des participants ne paraîtront dans aucun rapport ;
- Les résultats seront présentés sous forme globale (généralisations) ou sous forme segmentée (extraits d'entretien), le déroulé complet de l'entrevue avec un participant ne sera jamais rendu accessible tel quel ;
- Les résultats de la recherche seront publiés dans des revues scientifiques ou présentés lors de conférences, mais aucun participant ne pourra être identifié ou reconnu ;
- Un court résumé des résultats de la recherche sera expédié aux participants qui en feront la demande en indiquant leur adresse sur le formulaire de consentement.

Après la fin de la recherche

- Tout le matériel et toutes les données seront utilisés dans le cadre exclusif de cette recherche et gardés confidentiellement par les chercheuses.

Remerciements

Votre collaboration est précieuse pour nous permettre de réaliser cette étude. C'est pourquoi nous tenons à vous remercier pour le temps et l'attention que vous acceptez de consacrer à votre participation.

Renseignements supplémentaires

Si vous avez des questions sur la recherche, sur les implications de votre participation ou pour se retirer du projet, veuillez communiquer avec Beate Collet, maîtresse de conférences, au numéro de téléphone suivant : 0153105842, ou à l'adresse courriel suivante : Beate.Collet@sorbonne-universite.fr

Plaintes ou critiques

Toute plainte ou critique sur ce projet de recherche pourra être adressée à

Direction du Laboratoire GEMASS (UMR 8598),

Sorbonne Université

Maison de la Recherche

28, rue Serpente

75006 Paris

Risques prostitutionnels à l'adolescence. Comprendre les processus d'engagement et élaborer des outils de prévention

Recherche-Action financée grâce au soutien de l'Observatoire Nationale de la Protection de l'Enfance (ONPE)

Formulaire de consentement pour les MAJEUR-es concerné-es en tant que mineur-es (GEMASSFormMAJEUR)

Présentation des chercheuses

• **Béate COLLET**, enseignante-chercheuse en sociologie, Faculté des Lettres - Sorbonne Université, membre du GEMASS

• **Katia BAUDRY**, Docteure en sociologie, membre associée du GEMASS

Je m'appelle (prénom et nom) :

Je suis né(e) le (date de naissance) :

Je suis informé(e) du sujet de la recherche.

Je suis informé(e) que je parlerai avec une des deux chercheuses, que l'entretien aura une durée d'environ une heure et qu'il sera enregistré.

J'ai compris que je ne cours aucun risque à participer à cette recherche et que les chercheuses mettront tout en œuvre pour que je sois en sécurité et à l'aise dans mon discours.

Je suis informé(e) qu'aucune information révélant mon identité ne sera diffusée ou publiée

Je suis informé(e) que ma participation est volontaire : je suis libre d'accepter ou de refuser de participer à cette recherche.

J'ai compris que si je ne veux plus participer, tout ce que j'ai dit sera détruit sauf si je donne mon autorisation pour les conserver.

Je suis informé(e) que la loi impose que toute personne, ayant connaissance d'une situation de danger pour un enfant, est dans l'obligation de le signaler.

Je souhaite participer à cette recherche : OUI NON

- **Annexe n° 2 : Investigations empiriques concrètes des quatre terrains de l'étude**
- **Étude Montreuil**

Risques prostitutionnels à l'adolescence. Comprendre les processus d'engagement et élaborer des outils de prévention

<i>PSEUDONYME</i>	<i>AGE</i>	<i>ORIGINE</i>	<i>QUARTIER</i>	<i>NIVEAU SCOLAIRE</i>	<i>SITUATION ACTUELLE</i>
Diana	18 ans	Roumaine	Bas-Montreuil		Service civique dans une association du quartier
Manon	15 ans	Algérienne	Bas-Montreuil	Niv 4ème	Déscolarisée-confiée ASE
Ania	23 ans	Sénégalaise	La Noue	BAC pro	Commis de cuisine dans un restaurant parisien
Alia	14 ans	Roumaine	Bas-Montreuil	4ème	Collégienne
2 filles	15 ans	D'apparence asiatique et européenne	Issues des quartiers de Montreuil	1ère S	Lycéennes
2 filles	15 ans	D'apparence européenne	Issues des quartiers de Montreuil	1ère S 1ère	Lycéennes
2 filles	15 ans	D'apparence européenne et africaine noire	La Noue La Boissière	1ère STMG	Lycéennes
4 filles et 2 garçons	12/13 ans 16 ans	D'apparence européenne et africaine subsaharienne	Jean Moulin La Boissière Bas-Montreuil		Collégiens Lycéens
2 filles	16/17 ans	D'apparence africaine subsaharienne	La Boissière	1ère ST2S	Lycéennes

Risques prostitutionnels à l'adolescence. Comprendre les processus d'engagement et élaborer des outils de prévention

<i>NOM</i>	<i>FONCTION</i>	<i>RÉALISATIONS</i>
Ville de Montreuil		
Direction de la tranquillité publique	Coordinatrice CLSPD Directeur adjoint Chargée de mission ville-justice	Mise en lien avec les services de la ville, échanges d'informations Organisation d'une rencontre avec la juge des enfants référente de Montreuil
Direction de l'éducation	Directrice	Questionnaire en ligne adressé à l'ensemble des collèges et lycées de la ville
Direction de la santé	Médecin directeur	Présentation de la recherche
Direction citoyenneté et vie des quartiers	Directrice; Directeur adjoint; Chargée de développement social des quartiers/ Antenne Jean Moulin-Centre-ville; Chargée de mission Droits des femmes	Participation à la réunion des responsables des antennes vie de quartier (10 personnes), Contact avec le responsable OPHM Organisation d'une rencontre avec des mères du quartier Jean Moulin, Mise en lien avec le directeur de l'antenne loisirs Pablo Picasso Mise en lien avec la Direction du collège Jean Moulin et organisation d'ateliers de prévention sur le michetonnage Participation à une réunion du réseau local de lutte contre les violences faites aux femmes et jeunes filles
Direction de la jeunesse et de l'éducation populaire	Chargée de mission-Coordination des projets égalités femmes/homme-référente jeunesse; Coordinateur adjoint SMJ La Noue; Directeur antenne loisirs Centre-ville;	Organisation de 4 rencontres avec des équipes d'animateurs et des coordinateurs jeunesse et 16-25 ans (31 personnes), Rencontre avec un animateur Rencontre avec l'équipe d'animateurs (2 personnes) Rencontres avec des adolescentes
Direction de la petite enfance	Responsable relais- petite enfance	Habitante de Montreuil Connaissance du michetonnage dans les années 90

Justice		
	Juge des enfants	Échange autour de situations
	Responsable UEMO Montreuil	Échange autour de situations
Commissariat		
	Psychologue	Échange autour du sujet
	Intervenante sociale	Échange autour du sujet Présentation d'une mère de famille
	Brigadier de police/Brigade Locale de Protection des Familles	Présentation de leur pratique face aux conduites prostitutionnelles des mineures
	Officier Police Judiciaire	Echanges autour de situations
Associations		
LEA	Directrice	Participation à des ateliers Rencontre avec des filles et des femmes du quartier
Les filles du facteur	Directrice	Rencontre avec des filles
Protection de l'enfance		
Circonscription ASE	Directrice Educatrices	Échanges sur des situations Rencontre avec les éducateurs (6 personnes)
Bailleur		
OPHM	Directeur de la proximité Responsable antenne OPHM secteur République	Proposition de questionnaire en ligne pour les gardiens d'immeuble Echange sur une situation

Entretiens avec des parents

<i>PSEUDONYME</i>	<i>AGE</i>	<i>ORIGINE</i>	<i>QUARTIER</i>	<i>NIVEAU SCOLAIRE</i>	<i>SITUATION ACTUELLE</i>
Madame T.	33/34 ans	Algérienne	Bas-Montreuil	DEA en Droit des affaires, licence en langue et culture berbère	RSA Vit seule avec ses enfants
Madame C.	40 ans	Polonaise	Commune voisine de Montreuil ; propriétaire d'un pavillon	Équivalent Baccalauréat	Ménages et gardes d'enfants ; le mari entrepreneur BTP

Interventions auprès des jeunes dans les collèges

<i>NOM DE L'ÉTABLISSEMENT</i>	<i>NOMBRE D'ÉLÈVES CONCERNÉS</i>	<i>QUARTIER</i>	<i>ORIGINE</i>	<i>NIVEAU SCOLAIRE</i>
Collège1	28 élèves entre 13/14 ans répartis dans 2 classes	Majoritairement issus des quartiers de Montreuil (Collège internat donc quelques élèves viennent de l'extérieur)	D'apparence européenne et africaine	4ème
Collège2	144 élèves entre 12/13 ans répartis dans 6 classes	La Noue-Le Clos Français, Villiers	D'apparence africaine pour la quasi-totalité	5ème
Collège3	96 élèves entre 13/14 ans Répartis dans 4 classes	Bas-Montreuil	D'apparence africaine pour la quasi-totalité	4ème
Collège4	134 élèves entre 14/15 ans répartis dans 7 classes	Jean Moulin, l'Espoir, centre-ville	D'apparence européenne et africaine	4ème et 3ème

Étude ASE : Liste des structures d'accueil rencontrées

	<i>NOM</i>	<i>REALISATIONS</i>
Accueil bas-seuil		
SH1		3 rencontres collectives avec l'équipe 1 entretien individuel avec la psychologue
Circonscription		
Circons1		2 rencontres collectives avec l'équipe
Famille d'accueil		
		1 entretien individuel
SAIO		
Micro-structure (accompagnement renforcé)		1 entretien individuel avec ancienne directrice
SAUO		
Évaluation & orientation SAUO1		3 rencontres collectives avec l'équipe 1 entretien individuel avec une éducatrice
SAUO2		1 rencontre collective avec l'équipe 1 rencontre avec la psychologue et l'infirmière
Service de suite + MECS		
Structure d'hébergement (SSA, MECS, famille d'accueil) SH3		2 rencontres collectives (éducateurs, psychologues, chargés de travaux) 1 entretien individuel avec une éducatrice (FLAPI)
Service de semi-autonomie		
SSA 1		4 rencontres collectives avec l'équipe 2 entretiens individuels avec des jeunes femmes E1 et E2)
SSA 2		4 rencontres collectives avec l'équipe
SSA 3		1 rencontre avec la Directrice et le psychologue
Autres		
		1 entretien individuel avec un éducateur

Opérations de recherche réalisées dans le cadre de la Recherche ONPE

ÉTUDE COMPLÉMENTAIRE SEINE SAINT DENIS

N° ENTRETIEN	ANNÉE NAISSANCE	STATUTS	LIEUX	PREMIER ENTRETIEN	POURSUITE DES ENTRETIENS		
F6	2005	Mineure	Bobigny	03/09/2020	28/09/2020	01/04/2021	16/04/2021
F7	2005	Mineure	Montreuil	05/11/2020			
F8	2002	Mineure	Romainville	04/11/2020			
F9	2004	Mineure	Montreuil	07/10/2020	06/07/2021	07/07/2021	
F10	2001	Majeure	Antony	13/07/2020	12/10/2020	02/12/2020	
F13		Mineure	Montreuil	16/06/2021			
F14		Majeure	Montreuil	28/07/2021			
F15	2000	Majeure	Aubervilliers	26/11/2020	28/01/2021	12/05/2021	
F16	2007	Mineure	Gagny	03/03/2021			
P1	1972	Mère de F8	Romainville	22/10/2020	19/04/2021		
P2		Mère de F9	Montreuil	29/10/2020	06/07/2021		
P3		Mère de F7	Montreuil	15/06/2020	30/09/2020	05/11/2020	
P4		Mère de F10	La Courneuve				
P5		Mère de F6	Montreuil	16/06/2020			
P6		Mère d'un garçon en situation de prostitution	Montreuil	01/06/2021			
Psy1		Psychologue		05/10/2020			
Psy2	1984	Psychologue	Aubervilliers	15/12/2020			
Exp1		Experte conduites à risque adolescentes	Paris	07/09/2021			
D1		Directrice d'association	Stains	01/02/2021			
ES4		Éducatrice spécialisée		05/10/2020			

SÉJOURS D'IMMERSIONS DANS UN FOYER DE LAIDE À L'ENFANCE DANS LE HAUT RHIN

DATES	OBJET
2020 février 11	Rencontre avec les cadres pour organiser l'immersion
Période de confinement printemps 2020	
septembre 25-23 2020	Rencontre avec l'ensemble de l'équipe et des filles Participation aux réunions de bilan annuel
21-23 octobre 2020	5 entretiens réalisés : 2 surveillantes de nuit, la cheffe de service, une éducatrice et une majeure Échanges informels avec une adolescente
25-29 novembre 2020	Poursuite des entretiens avec les professionnel.les et des adolescentes
26-27 janvier 2021	Poursuite des entretiens avec des professionnel.les d'un espace d'accueil
Les séjours des mois de janvier et février 2021 au sein de la structure ont été annulés pour cause de cas COVID (des jeunes et des éducateur.es)	
22-25 mars 2021	Poursuite des entretiens avec des professionnel.les et des adolescentes Participation à une réunion d'équipe d'un Service d'Accompagnement et de Soutien à la Majorité (SASM)
27-29 avril 2021	Poursuite des entretiens avec des professionnel.les et des adolescentes Participation à une réunion d'équipe de Placement à Domicile (PAD) Participation à une journée de sensibilisation sur la prostitution des mineurs dans un centre de formation pour travailleurs sociaux
30 juin-2 juillet 2021	Poursuite des entretiens avec des professionnel.les et des adolescentes Participation à une réunion d'équipe

Opérations de recherche réalisées dans le cadre de la Recherche ONPE

ENTRETIENS AVEC LES JEUNES ACCUEILLIS ET LES PROFESSIONNELS DANS LE FOYER À MULHOUSE

N° ENTRETIEN	ANNÉE NAISSANCE	STATUTS	LIEUX	PREMIER ENTRETIEN	POURSUITE DES ENTRETIENS		
F5	2002	Majeure	Mulhouse	22/10/2020	23/03/2021		
F12	2003	Mineure	Mulhouse	23/10/2020	25/03/2021	28/04/2021	11/05/2021
F17	2008	Mineure	Mulhouse	05/03/2021			
F18		Mineure	Mulhouse	25/03/2021			
CDE1	1970	Surveillante de nuit	Mulhouse	29/06/2020			
SN2	1978	Éducatrice	Mulhouse	06/07/2020			
ES1	1995	Éducatrice	Mulhouse	21/10/2020			
ES3		Éducatrice	Mulhouse	01/06/2021			
ES5	1971	Éducatrice	Mulhouse	07/01/2021			
ES6	1976	Éducatrice	Mulhouse	13/01/2021			
ES7	1994	Éducatrice	Mulhouse	27/01/2021			
ES8	1990	Éducatrice	Mulhouse	04/03/2021	12/05/2021		
ES9	1990	Éducatrice	Mulhouse	24/03/2021	28/04/2021		
ES10		Éducatrice	Mulhouse				
ES11		Éducatrice	Mulhouse	27/04/2021			
AT		Art thérapeute	Mulhouse	27/04/2021			

ENTRETIENS AVEC LES JEUNES ACCUEILLIS ET LES PROFESSIONNELS DANS LE FOYER À MULHOUSE

N° ENTRETIEN	STATUTS	LIEUX	SÉJOURS EN IMMERSION
F1	Mineure	Mulhouse	Sur l'ensemble des séjours réalisés
F2	Mineure	Mulhouse	
F3	Mineure	Mulhouse	
F4	Mineure	Mulhouse	
F11	Mineure	Mulhouse	
ES12		Mulhouse	
ES13		Mulhouse	

DIVERSES AUTRES RENCONTRES

<i>N° D'ENTRETIEN</i>	<i>DATE</i>	<i>STATUTS</i>	<i>LIEU</i>	<i>STRUCTURES</i>
OPJ1	28/05/2020	Officier de police judiciaire	Montreuil	Commissariat
ES12	27/04/2021	Éducateur	Lille	Entractes
D3	12/05/2021	Directeur	Lille	Entractes
Audience tribunal avec P1	02/10/2020		Bobigny	Tribunal correctionnel avec P1, mère de F8 pour le jugement des deux proxénètes de sa fille
SOS victime 93 avec F8	29/10/2020	Association	Bobigny	SOS victime rencontre F8 pour la première fois, ne la connaissait qu'à travers un dossier. Explication de la procédure judiciaire à F8
Les promeneurs du net	03/11/2020	Association	Bobigny	Plusieurs professionnels s'inscrivent dans ce dispositif de surveillance des réseaux sociaux
Comité de recherche 1	09/10/2020		Montreuil	Avec l'équipe de recherche ONPE pour discuter des questions de recherche et de leur mise en œuvre
Comité de recherche 2	08/01/2021		Stains	Avec l'équipe de recherche ONPE pour partager les avancées sur les terrains de l'étude et envisager de nouvelles pistes

— Annexe n° 3 : Témoignages écrits d'éducateurs et d'éducatrices au sujet d'adolescentes inscrites dans des pratiques de prostitution

L'équipe éducative du foyer est venue partager son expérience de la prostitution des mineurs devant de futurs travailleurs sociaux. Elle était accompagnée de deux chefs de service et du Directeur de la structure. Les éducateurs et les éducatrices du foyer ont présenté, à travers des situations d'adolescentes en situation de prostitution, leur ressenti face à cette problématique. Trois d'entre eux ont préparé des écrits à partir d'une même situation, celle de F12. Cette adolescente a ensuite accepté de recevoir la chercheuse trois fois pour parler de sa situation d'adolescente en situation de prostitution. Le quatrième témoignage concerne une autre jeune qui présente toutefois un profil similaire à F12.

Témoignage n° 1 (ES 3)

Cela va faire bientôt quatre ans que je travaille au foyer. J'ai obtenu mon diplôme d'éducatrice socio-sportive en 2011. Et pendant cette formation, nous n'abordons jamais la prostitution des mineurs.

La première fois que j'ai commencé à vraiment parler de prostitution des mineurs, c'était quelques jours avant de commencer au foyer, lors d'un entretien d'embauche, dans un autre établissement de la protection de l'enfance.

F12 est arrivée en septembre 2018. Elle avait alors 15 ans et demi. Elle fut placée à la mort de sa mère qui a entraîné des conflits intrafamiliaux entre ses sœurs et leur père. A son arrivée, F12 commençait un apprentissage dans la vente, dans lequel elle a été très investie pendant deux ans.

Pendant les deux premières années de son placement, F12 ne comprenait pas le sens de son placement, pensant être « *différente des autres jeunes filles* ».

Elle était sans cesse dans la fuite de l'équipe éducative. Elle rentrait toujours après les départs des éducateurs. F12 consommait déjà pas mal de cannabis et profitait de ses soirées pour fumer avec des amis et parfois s'y ajoutait de l'alcool.

Lorsque nous pouvions la voir un peu, elle donnait toujours l'image d'une jeune fille polie, très autonome, toujours présentable, avenante. Elle avait plutôt la tête sur les épaules lorsque nous parlions avec elle. F12 est une jeune dans le contrôle de l'image qu'elle renvoie aux autres et possède tout un stratagème pour fuir les sujets qu'elle ne souhaite pas aborder.

Pendant l'été 2019, plusieurs jeunes filles dont F12 ont été victimes d'agressions sexuelles et/ou de viol. Quelque chose s'est brisé en F12 ce jour-là.

Juin 2020, elle change de structure et va en internat externalisé. C'était une demande depuis longtemps d'avoir son cocon et de pouvoir être seule.

Juillet 2020, elle obtient son CAP. Elle pense pouvoir continuer en Bac Pro dans la même entreprise, mais tout tombe à l'eau. Ils ne la gardent pas.

En août, une jeune fille que nous ne connaissons pas et qui se dit être une ancienne amie de F12 nous appelle. Elle nous explique que F12 se prostitue à Strasbourg.

Nous tentons de joindre F12. Nous allons à son appartement pour qu'on puisse la voir en entretien avec la cheffe de service de l'époque, mais impossible. Comme nous nous retrouvons dans l'impasse et que nous sommes vraiment inquiets, nous décidons de changer le barillet de la porte d'entrée de l'appartement. C'était un peu brutal, mais c'était la seule solution pour l'obliger à venir se confronter à nous.

Lorsque nous abordons la prostitution lors de l'entretien, F12 s'écroule en pleurs. Elle nous dit que ce n'est pas vrai, qu'elle s'est embrouillée avec cette fille et qu'elle veut lui pourrir la vie. A ce moment-là je me pose plein de questions, mais c'est vrai que je n'arrive pas à y croire. Elle est tellement loin du pro il des autres jeunes filles que je savais dans la prostitution. Et pourtant ...

Lorsque le rapport du juge nous parvient, je tombe de mille étages ... Je suis perdue entre la culpabilité de ne pas l'avoir vu avant, de ne pas y avoir cru, j'étais sidérée...

J'étais absente au moment de gérer tout cela. Je suis arrivée quelques jours plus tard. J'étais très en colère. Comment F12 avait-elle pu être arrêtée par la police sans que celle-ci nous prévienne alors qu'elle était déclarée en fugue !!

Ce sont mes collègues qui ont dû prévenir son père qu'elle se prostituait. J'avoue avoir été soulagée de ne pas devoir le faire moi-même, car quelques semaines plus tôt, je l'avais eu au téléphone. Il était très en colère contre notre institution. Il disait que si elle n'avait pas été placée, elle ne se serait jamais fait violer... Peut-être qu'il a raison, peut-être pas... Nous

ne le saurons jamais mais le doute persiste encore aujourd'hui...

Ma collègue est allée voir F12 en premier. Il fallait que nous lui disions que nous étions au courant qu'elle se prostituait. Puis mon tour est arrivé. Avant d'y aller, j'ai échangé avec mes collègues pour avoir leurs conseils. J'étais stressée parce que je savais que F12 était vraiment très affectée que nous sachions qu'elle se prostituait. Elle avait très honte et puis c'est difficile de savoir comment aborder la prostitution. Mais j'y suis allée sans vraiment savoir comment j'allais l'aborder, mais en tout cas, je voulais être authentique, honnête, bienveillante et surtout sans jugement.

Comme je savais qu'elle était encore plus mal à l'aise que moi, j'ai décidé d'en parler tout de suite plutôt que de laisser trainer alors que toutes les deux nous savions qu'il faudrait en parler tôt ou tard. Et ne pas en parler n'était pas envisageable pour moi, je lui signifie quoi si je ne parle pas de ce qu'elle vit au quotidien... Donc j'ai commencé en lui disant que comme elle devait s'en douter, j'étais au courant qu'elle se prostituait, que si elle ne désirait pas en parler maintenant ce n'était pas grave et que si elle voulait en parler elle pouvait sans problème. Et je lui ai de suite exprimé le fait que je devinais que c'était très compliqué pour elle parce qu'elle avait honte mais que quoi qu'il arrive ça ne changerait rien de ce que je pensais d'elle et que je ne portais aucun jugement.

Elle s'est de suite détendue. Bien sûr que c'était difficile pour moi de lui en parler parce que j'avais peur d'être maladroite dans les termes que je pouvais employer ou même l'indiscrétion de mes questions. Mais j' imagine elle, alors qu'elle contrôle depuis toujours l'image qu'elle peut renvoyer au monde comment pouvait elle se sentir. Soyons honnêtes, quand nous parlons de prostitution ce n'est pas du tout valorisant. Le jugement est terrible pour la personne qui se prostitue. Surtout que je reste convaincue que si elle ne s'était jamais fait violer certainement qu'elle n'aurait jamais envisagé de se prostituer. Nous avons passé plusieurs soirées à échanger toutes les deux. Je savais, la connaissant un peu qu'il fallait qu'elle voie que quoi qu'elle me dise, je ne la jugerais pas et que je pouvais encaisser.

J'apprends donc qu'elle se prostitue depuis août (nous sommes en octobre quand nous l'apprenons. Elle passe par un site internet pour se prostituer, sur lequel elle publie des photos d'elle sans jamais montrer son visage. Elle m'explique qu'être Française est un plus et que les clients sont prêts à payer plus cher parce qu'il y a beaucoup d'étrangères sur ce site. Je pose plein de questions même si certaines questions sont gênantes. A chaque fois que j'ai peur d'être maladroite et que j'ai du mal à trouver mes mots, je l'exprime à F12 comme ça il n'y a pas de raison qu'elle se sente offensée. J'apprends aussi qu'elle sélectionne les hommes en fonction de leur âge, à leur façon d'écrire : s'ils font des fautes ou non, et s'ils sont avenants dans leur façon de s'exprimer.

J'apprends que F12 est dans la prostitution de luxe. Elle a des tarifs très élevés. Une fois, je lui ai demandé la plus grande somme qu'elle avait gagnée parce que je n'y connaissais rien. Elle m'a répondu qu'elle avait gagné 650 euros en une heure et demie. Je n'ai pas osé demander ce qu'elle avait dû faire pour gagner cette somme.

Tous ces échanges ont permis à F12 pour la première fois de créer du lien avec nous. Elle a vu qu'elle pouvait s'ouvrir sans danger et aussi qu'elle avait encore besoin de notre aide pour l'accompagner.

J'ai vraiment beaucoup d'affection pour F12. J'ai souvent pensé à elle chez moi, car soyons honnête couper notre cerveau

quand on rentre chez nous le soir en tout cas pour moi, est un exercice très difficile. Nous travaillons avec des êtres humains qui nous touchent et nous poussent dans nos retranchements sans cesse.

Souvent j'essaie de me convaincre que rien ne me touche dans ce que j'entends dans le cadre de mon travail, comme si je savais que tout ça, était réel mais que je gardais ma bulle de protection pour ne pas m'effondrer. C'est réel, mais pas trop, je ne sais pas comment expliquer.

Il y a une phrase que F12 m'a dite et qui restera gravée dans ma tête « C'est bizarre, on m'a tellement dit que j'étais une pute. C'est comme si tout ce qu'on m'avait toujours dit était devenu réalité » et ça m'a brisé le cœur. Quand je parle avec F12, je vois plein de choses mais certainement pas une pute, elle est drôle, intelligente, spirituelle, curieuse, et bien entendu abîmée, en même temps qui ne le serait pas à sa place.

Longtemps j'étais très perdue, parce que je n'arrivais pas à comprendre ce qui se jouait, je m'explique. J'avais l'impression que lorsque F12 ne pouvait pas se prostituer à cause du Covid et des règlementations, elle avait mauvaise mine et elle semblait dépitée. Et, dès qu'elle pouvait à nouveau se prostituer, elle semblait souriante et motivée, alors j'en ai parlé au GAP³⁸. Une des hypothèses émises par le psy serait liée au psycho-traumatisme du viol et pourrait être une façon illusoire de reprendre le pouvoir sur les hommes et la sexualité.

Bien sûr que je lui souhaite de sortir de la prostitution un jour, mais j'ai accepté que ce n'était pas maintenant et que nous n'avions aucun pouvoir sur le temps. Ce sont ses décisions.

Parce que même si elle donne l'impression qu'elle ne le vit pas si mal, à son arrivée, elle consommait pour 150€ par mois de cannabis, aujourd'hui c'est passé à 800€ par mois... Et oui, il faut bien quelque chose pour supporter ce qui peut se passer pendant qu'elle se prostitue...

Témoignage n° 2 (ES n°12), l'éducateur a intitulé son écrit : « La levée du voile ».

Cela fait bientôt trois ans que je suis dans ce foyer, tout fraîchement diplômé en tant qu'éducateur socio-sportif, je décide d'envoyer ma candidature au foyer. Il accueille uniquement des jeunes filles âgées de 13 à 21 ans. Lors de mes précédents stages dans ce foyer, j'ai rencontré une équipe majoritairement féminine et me suis étonné sur le fait qu'il y a très peu d'hommes. Il m'a fallu une année de travail avant de comprendre pourquoi très peu d'hommes étaient dans l'institution. C'était l'année la plus compliquée car les filles refusaient toutes formes d'autorité de ma part. Elles étaient souvent dans la confrontation. En effet, après avoir compris leur situation familiale, il n'y avait aucun doute. Pour elles, l'homme avait une connotation négative. J'ai pu comprendre que cette image altérée qu'avaient les filles des hommes était très souvent liée à leur histoire de vie : agresseurs sexuels, parents violents, alcooliques, autoritaires, malades. Maintenant, je comprends mieux. Après une année à exercer dans le foyer, un lien s'est créé avec les filles. Cela me semblait important pour pouvoir les accompagner au mieux dans leur quotidien. Il me paraissait également important que les jeunes filles ne voient pas dans tous les hommes selon les représentations qu'elles avaient pu se construire. En apprenant à connaître les filles, je m'aperçois que la sexualité était toujours au cœur des débats. Manger une simple banane pouvait les conduire à une

interprétation sexuelle. Avec le temps, je constate que les filles sont très peu renseignées sur la sexualité et que par ce manque d'informations, elles peuvent se mettre en danger. C'est un sujet dont elles parlent entre elles ou avec mes collègues féminines mais pas avec moi. Tous les jeudis, je me rends en réunion d'équipe afin de pouvoir échanger sur les situations des filles. Ce n'est pas la première fois que le mot prostitution ressort en mettant l'hypothèse sur l'une ou l'autre des situations. Il est impensable pour moi de dire qu'une fille de notre institution se prostitue. Je ne veux pas m'imaginer rentrer un soir chez moi et croiser sur le trottoir une fille que je connais. Je reste persuadé que l'hypothèse émise est fautive. Naïf et sidéré à la fois, je me refuse de croire à de la prostitution des mineurs dans notre établissement. Au fur et à mesure, je m'aperçois qu'on est loin des représentations que j'avais de la prostitution.

Que la plupart du temps, les filles y sont contraintes, qu'elles n'ont pas le choix, qu'elles sont sous l'emprise de quelqu'un, souvent une mauvaise rencontre qui les oblige à faire des actes sexuels contre des clopinettes. Qu'elles ne sont pas forcément sur un trottoir. Ce n'est pas forcément la nuit. Que ce n'est pas forcément à l'extérieur.

F12 est une jeune fille qui est arrivée au foyer courant de l'année 2018. Au vu de son âge et de son profil, elle intègre la structure semi-autonome. Depuis le décès de sa maman en 2016, elle accumule les absences scolaires et le climat de tension au domicile avec son père devient compliqué. De plus, le bilan psychologique de la jeune met en évidence la présence d'un état anxieux et une forme de dépression. Elle est arrivée quasiment en même temps que moi en 2018, mais pas dans la même unité de vie. F12, je ne la croise pas souvent. Elle fait un apprentissage dans la vente alimentaire. Les retours que j'entends sont très positifs. Son rythme quotidien lui demande beaucoup d'énergie. Elle se lève parfois très tôt pour rejoindre son lieu de stage et rentre parfois très tard.

Lorsqu'elle est au foyer, elle s'isole dans sa chambre pour s'y reposer. Lorsque je la croise, elle est très souriante, polie et ouverte à la discussion.

Depuis mai 2020, F12 intègre les appartements externalisés du foyer. Au vu de son autonomie dans les tâches courantes, de ses difficultés avec le collectif, il était plus judicieux qu'elle intègre l'internat externalisé. Depuis ce jour-là, je la vois encore moins, voire pas du tout. Depuis quelques mois, les tensions avec son père se sont apaisées. Elles passent alors une bonne partie de son temps au domicile de celui-ci. L'organisation mise en place par le foyer nous oblige au minima une fois par semaine de nous rendre au domicile des filles pour veiller à ce que tout se passe bien.

Ce jour-là, je me rends pour la première fois au domicile de F12. Il fait beau et chaud, le trajet est agréable car il n'y a personne sur la route. Une fois arrivés à leur domicile, F12 et son père se trouvaient dans le jardin de la maison, au bord de la piscine avec un fond sonore musical. Les deux me saluent. C'est la première fois que je rencontre son père et de mes souvenirs monsieur n'a jamais collaboré avec le foyer. A ma plus grande surprise, monsieur était très accueillant. La journée était parfaite. J'étais en train de travailler tout en sirotant un coca au bord de la piscine avec le soleil plombant. Visiblement, tout se passait bien au domicile et j'en ai gardé un très bon souvenir. A la fin du confinement, F12 intègre officiellement les appartements externalisés. En juillet, elle a obtenu son CAP vente. A partir de ce moment, les seuls liens

que j'ai avec F12 c'est lorsque je travaille le soir et qu'elle est dans l'obligation de nous appeler pour nous faire part de sa présence à son domicile.

En octobre 2020, j'apprends par mes collègues que F12 a été interceptée par les forces de l'ordre alors qu'elle se trouvait à bord d'une voiture à proposer des services.

Sidéré par la situation, je ne veux pas y croire. Par la suite, j'apprends qu'elle propose des relations sexuelles tarifées d'escorte girl à des hommes qu'elle sélectionne selon des critères bien spécifiques. Assis sur ma chaise, je reste sidéré par ces propos. Après tout ce que F12 a traversé comment a-t-elle pu en arriver là ? Je ne veux toujours pas y croire. Depuis que j'ai pris connaissance de tout cela, lorsque j'ai F12 au téléphone, je veille à ce que la jeune fille aille bien, même si je doute qu'elle laissera paraître un mal être quelconque à travers le combiné. En tout cas, je lui laisse savoir que quoiqu'il en soit, nous sommes présents pour elle. Aujourd'hui je me suis fait une raison. L'agression sexuelle qu'elle a subi y est pour quelque chose. Je n'accepte pas le fait qu'elle se prostitue, mais j'accepte de l'entendre. Il est important maintenant pour moi d'ouvrir ce sujet auprès des filles et je crois qu'elles l'ont compris. Depuis cet exercice, une jeune fille est venue me voir et nous avons pu en discuter.

Témoignage n° 3 (ES 13), l'éducateur a intitulé son écrit : « « La place du marché ».

Ce matin, nous recevons un mail du juge. F12 a été arrêtée par la police il y a un mois. Elle pratiquait un acte sexuel dans une voiture avec un homme à Strasbourg. Le juge nous demande des explications. Cet email me met en colère. Je suis stupéfait, sidéré. Les faits se sont produits il y a plus d'un mois. Or personne ne nous a averti, ni la police, ni le foyer qui l'a recueilli. Que s'est-il passé ? Avons-nous manqué quelque chose ? Pourquoi je n'ai rien vu la dernière fois que j'ai rencontré F12. Toutes ces questions se bousculent dans ma tête. Cela maintenant trois ans que F12 est au foyer. Elle est désormais proche de la majorité. Ces deux premières années, elle les a passées en structure semi-autonome avec trois autres jeunes filles. On les appelle les coloc'.

Depuis le début de son placement, F12 a toujours gardé une forme de distance tant vis-à-vis du foyer que des autres jeunes filles. Elle se sent différente. Elle ne comprend pas pourquoi elle est placée ici. Malgré cela, elle a été toujours respectueuse de l'adulte et se montre soucieuse de l'autre. Elle fugue régulièrement du foyer et consomme beaucoup de cannabis. Certes, je ne suis pas son référent mais je la vois très régulièrement. Malgré une relation distancée ou plutôt fonctionnelle, j'essaie de lui porter la même attention qu'aux autres. J'avais du mal à me représenter à quoi pouvaient ressembler ses conduites. J'ai le nom du site.

En rentrant du boulot un soir, je décide non pas de la chercher sur les réseaux mais de tenter de mieux connaître, de mieux comprendre ce monde qui m'est alors complètement étranger. Là, je bascule dans un autre univers. Un catalogue presque illimité de femmes à disposition, proposant un large panel de pratiques sexuelles, mais ce n'est pas le plus choquant à mes yeux. Après avoir vu quelques profils, je me rends compte que les clients peuvent y laisser un commentaire. J'ai l'impression d'être sur un site de voiture : « excellent rapport qualité/prix », « suce très bien et encaisse bien. Je vous la

recommande ». Sidéré, choqué, je me rends compte que ça fait trois heures que je lis les commentaires de ces hommes. Je suis hors du temps. Je savais que ce genre de site pouvait exister. Je n'imaginais pas à quel point c'était violent. Ce qui était d'autant plus insupportable pour moi, c'était la supériorité du mâle alpha qui serait tout puissant. Pourquoi ? Parce que simplement, il est un homme. J'ai toujours été entouré par des femmes que ce soit dans ma vie privée ou dans mon travail. J'ai pour elles un profond respect et même un peu d'admiration pour des amies, pour des collègues, pour des ex, pour mon N+1. Mes collègues me renvoient souvent mon côté maternant dans ma façon de prendre soin des jeunes filles qui nous sont confiées. Il me tient à cœur dans ma posture éducative, mon savoir être que femmes et hommes sont égaux. Ça ne peut quand même pas être ce que l'on a entre les jambes qui détermine ou légitime une quelconque hiérarchie ou domination. Comment en tant qu'éducateur réfléchissant en bon parent ou du moins parent suffisamment bon, puis-je accompagner F12 ? Comment puis-je accompagner F12 en tant qu'éducateur d'une part mais aussi en tant qu'homme ? A ses 18 ans, F12 a demandé un contrat jeune majeur auprès de l'ASE. Je l'ai accompagné à son entretien auprès de son inspectrice. Je savais que lors du précédent RDV, la question de la prostitution avait été abordée et F12 en avait été marquée. L'enjeu de cet entretien était colossal. Soit la prise en charge du foyer continue soit elle doit partir. Avant l'entretien dans la voiture, nous faisons un jeu de rôle dans lequel je prends la place de l'inspectrice. Je lui pose des questions et elle répond. C'est la première fois que le mot prostitution sort. J'angoisse à l'idée de le prononcer. Ne va-t-elle pas se sentir gênée d'autant plus que je suis un homme ? Comment peut-elle percevoir la bienveillance d'un homme avec ce qu'elle peut vivre. Conscient de l'enjeu de cette rencontre, tel un entraîneur devant son athlète pour un combat de boxe, je l'ai sentie prête et peut-être soulagée de ne pas avoir été jugée. L'entretien déterminant la suite commence. Elle a su argumenter son projet, parler de ses difficultés, présenter les actions qu'elle a mises en place, rendez-vous au centre, son addiction, préparation au voyage thérapeutique avec le foyer, prise de rendez-vous avec la mission locale, entendre les retours formulés, en un mot, comme nous le dirons dans notre jargon professionnel, F12 a adopté une posture adaptée à la situation.

A l'issue de cette synthèse, la prolongation de l'accompagnement par le foyer est actée pour une durée de trois mois. Une commission relative à l'obtention du contrat jeune majeur, un dispositif de soutien à la majorité au foyer se réitéra pour décider de la suite. Quelques semaines plus tard, verdict de ladite commission : fin de l'accompagnement.

Témoignage n° 4 (ES n°1) à propos d'une autre adolescente

Septembre 2018, j'ai 23 ans et je suis éducatrice. J'arrive dans ce nouveau foyer et rapidement j'entends parler de toi. Pendant quelque temps, j'entends parler de toi mais jamais je ne te vois. J'entends parler de toi par les jeunes filles du groupe qui ont l'air d'avoir pour toi une sorte de fascination terrifiante. Et par les collègues qui parlent de toi avec des mots qui m'effraient « errance », « fugue », « prostitution », « ramener les autres jeunes », « viols ». Je n'ai pas tout de suite lu ton ordonnance de placement. Je voulais me faire une idée de toi sans connaître forcément tout de suite ton histoire. Lorsque je l'ai lu, j'ai mieux compris tes comportements et agissements. Tu es une jeune fille qui a grandi dans un climat familial violent, insécurisant. Tu n'as plus de liens avec ton père, et ta mère. Tu as certaines fragilités qui t'exposent à cette

insécurité. Lorsque je lis l'ordonnance, je me rends compte que tu te mets en danger régulièrement. Tu fugues beaucoup, découches la nuit. Tu es en relation avec des adultes, à ce moment-là, je ne comprends pas de quelle manière. Tu consommes des stupéfiants. Tu as fait un séjour dans un service d'hospitalisation pour adolescents. Tu as commis des actes délictueux. Lorsque je lis tout cela, je me dis que tu as déjà un sacré vécu pour une jeune fille de 15 ans. Je continue ma lecture, je vois les termes « effrontée », « provocation », « toute puissance », ce que j'ai déjà pu percevoir chez toi.

Ma collègue qui est ta référente va changer de groupe et j'apprends que je serais ta référente. Je me dis que tu vas nous donner du fil à retordre, mais tu es très peu présente. Tu es très souvent en fugue, et tu ne rentres pas toujours la nuit, ce qui est inquiétant. Du coup, lorsque tu es au foyer, j'essaie de prendre soin de toi, de te proposer de manger, de prendre une douche, de te poser. Étant donné que je suis tout le temps en doublure (en stage), je prends le temps d'aller vers toi, je ne suis pas encombrée par tout l'administratif du quotidien.

Un soir, nous sommes dans ta chambre, tu commences à me raconter ce que tu fais lorsque tu es en fugue, j'essaie de ne rien montrer, mais dans le fond, je suis sidérée. Tu me racontes « regarde, je vends ce genre d'armes, et puis je vends aussi de la drogue, cocaïne, shit, beuh, j'ai tout ce que tu veux ! ». Tu me montres des photos de toi avec une arme, je suis stupéfaite, tu ne mens pas ! Je pensais que tu voulais te donner peut-être un style « caïd » pour m'impressionner, mais non. Je commence à comprendre réellement les grosses mises en danger dans lesquelles tu te mets.

Tu me dis aussi que tu vends des photos de toi pour gagner de l'argent, et tu me montres des billets de 50 euros. J'ai du mal à trouver les mots, à te répondre, j'essaie de te questionner, tu te livres très facilement alors que tu ne me connais pas, cela m'interroge.

Tu es la première jeune fille depuis le début de mon stage qui est dans de telles mises en danger, et sans mentir, je ne suis pas rassurée, j'ai peur pour toi, mais aussi que tu entraînes les autres jeunes filles avec toi. Je comprends alors de plus en plus tes « relations avec les adultes » que j'ai lues dans l'ordonnance.

Quand tu rentres de fugue, tu me parais épuisée, pas propre sur toi. J'ai l'impression que tu as passé trois journées en une seule. Les appels du commissariat n'arrêtent pas, « il faut venir la chercher, elle a volé dans un magasin », ceux des hôpitaux également « elle s'est faite agressée ». Un jour où je suis avec le groupe dans la cuisine, l'une d'entre elle dit « y a Nadia qui rentre ». En in je te rencontre, une jeune fille pas très grande, qui parle fort, qui gesticule un peu, et qui paraît très abîmée et épuisée. Tu rentres pour te reposer, te doucher, manger et essayer de te poser une nuit, voire plus au foyer. C'est ce qui a été mis en place pour toi, te proposer un lieu où tu puisses venir te poser. Je comprends rapidement qu'il faut te laisser partir pour que tu puisses revenir.

Je me souviens d'un jour en réunion, où une collègue t'avait accompagné suite à une agression sexuelle chez le médecin légiste, et celui-ci t'as demandé, vu que tu venais du foyer, si tu « taillais des pipes et à combien ? ». Tu t'es empressée de lui donner tes tarifs. Si même les professionnels qui accompagnent les jeunes filles dans le processus de reconnaissance en tant que victimes sont dans la recherche de faveurs sexuelles, Comment pouvons-nous les aider ? Je n'en revenais pas. Je ne pensais même pas que cela pouvait exister. Comment peux-tu croire que tu as de la valeur ? Comment peux-tu être

reconnu en tant que victime ? La colère monte en moi, je n'ai qu'une envie, aller chez ce médecin et lui mettre mon poing dans la figure.

Je me souviens de plusieurs moments passés avec toi, dont la première fois où nous avons vraiment discuté. Il est 22h30, nous sommes dans la cuisine et tu nous as prévenus que tu allais partir en fugue. Il est difficile pour moi à ce moment de me dire qu'il faut te laisser partir, d'autant plus quand je comprends ce que tu vis à l'extérieur du foyer. Tu as revêtu ton « costume », habits moulants, beaucoup de parfum et surtout ton rouge à lèvres rouge. Ce jour-là, je décide de t'accompagner jusqu'au portail du foyer, et c'est là, au moment où tu vas partir que tu commences à me parler.

Tu m'expliques quels produits tu prends, quels produits tu as déjà pris, et sans me le dire, tu m'expliques que tu es obligée de t'anesthésier le cerveau pour pouvoir te prostituer. Tu ne me parleras qu'à la fin de l'accompagnement de la prostitution en le nommant comme telle.

Tu es déconcertante, tu as une capacité à fasciner les autres jeunes filles et à la fois à leur faire peur, tout ce que tu vis les effraie et pour certaines les attire. Tu les emmènes parfois avec toi, et ce n'est pas de belles choses qui leur arrivent. Tu es presque seule sur ta structure car tu es un danger pour les autres jeunes filles. Sur ce point-là tu m'exaspères, comment te faire comprendre que tu ne peux pas les emmener avec toi. Mais tu souffres tellement que je ne peux pas t'en vouloir. Quand tu n'es pas là, les filles disent que tu es « une pute », mais personne ne te le dit quand tu es là.

Parfois tu rentres avec des blessures. Tu as une plaie à la jambe que tu ne soigneras jamais. Tu as souvent des MST, tu ne prends pas forcément tes traitements, car tu n'es pas là. Je comprends assez rapidement que pour te voir, il faut venir te chercher là où tu es. Heureusement, tu réponds lorsque je t'appelle sur ton téléphone portable.

Plusieurs semaines plus tard, un soir d'été, tu es présente. Tu te maquilles, te lisses les cheveux, une odeur de parfum et de déodorant embaume les couloirs, je sais que tu te prépares à partir. Tu es très maquillée, un rouge à lèvres rouge pétant, du noir sur les paupières, beaucoup de fond de teint. Tu portes une jupe très courte, un petit débardeur au-dessus du nombril, je m'imaginais déjà ce que tu vas faire à l'extérieur. La porte au milieu des deux groupes est fermée, je me dis que tu vas t'en aller toute seule. Mais tu sors de ta chambre, et tu veux parler à une autre jeune du groupe d'à côté, Flora³⁹, âgée de 12 ans et demi. C'est la plus petite du groupe, elle est par ailleurs très influençable. Tu déclenches l'alarme, vas dans la chambre de Flora, et veux l'emmener avec toi en fugue. Je tente de tout faire pour te retenir avec ma collègue, les insultes fusent, tu nous menaces. Flora te suit sans rien dire, elle a l'air tellement apeurée. Nous n'arrivons pas à vous retenir. J'appelle sur vos téléphones plusieurs fois, sans réponse. J'ai tellement peur pour Flora, que va-t-il lui arriver ? Tu décroches au bout de 15 coups de fil, tu me dis de ne pas m'inquiéter, que tu vas prendre soin de Flora, qu'il ne lui arrivera rien. Je n'arrive pas à te croire. Je n'ai pas dormi de la nuit, ma collègue a fait la nuit, elle m'a légèrement rassurée quand elle m'a dit que vous étiez rentrées dans la nuit. Mais quand je retrouve Flora, je la trouve apeurée, angoissée. Dès que tu es là, je sens que Flora est en panique, elle urine même dans sa culotte quand tu l'appelles, je me dis qu'elle a dû vivre des choses atroces avec toi. Je t'en veux, je suis fâchée contre toi, tu l'as mise en danger.

Plusieurs semaines plus tard, je suis de soirée sur le groupe avec ma collègue. Ce jour-là aussi tu nous informes que tu vas partir, mais nous comprenons rapidement que tu ne partiras pas seule. Une jeune fille, bien plus jeune et vulnérable que toi veut t'accompagner. Nous luttons, pendant une heure, à essayer de vous raisonner et vous faire comprendre que tu peux partir seule, mais pas emmener des plus jeunes avec toi.

Dans les escaliers, lorsque tu descends vers la porte de la structure, le ton monte entre nous deux. Ça me rend dingue et je me sens impuissante de voir que nous ne pouvons pas vous retenir. Je mets mon bras devant toi dans les escaliers, tu te figes, ton regard devient noir et tu me dis « j'ai envie de te niquer ta mère mais je ne peux pas le faire alors laisse-moi partir ». Pourquoi tu ne peux pas ? Je capitule, je suis seule à ce moment, elles sont 10 sur le groupe, l'alarme sonne et elles s'en vont. Ce jour-là, je fais la nuit, je reste éveillée et pendant des heures cet échange reste dans ma tête. J'espère que vous ne rentrerez pas cette nuit. À 3h00 du matin, la sonnette retentit, vous êtes là. Je sors vous accueillir, j'ai peur de l'état de colère dans lequel tu peux être envers moi. Une voiture vous dépose, tu sors, me ramène la jeune fille et me dit une phrase qui me déconcerte « je te promets que personne ne lui a rien fait ». Je me dis, mais à toi qu'est-ce qu'on a fait ? Personne ne saura jamais ce qu'il s'est passé ce soir-là, mais pendant des mois cette jeune fille se fera pipi dessus quand elle te verra.

Je me rappelle d'un jour où je pars te chercher au commissariat car tu as fraudé dans le tram. Nous nous rendons chez ta mère pour déposer un chat que tu as récupéré quelque part. Lors de cette visite, l'ambiance est très particulière, ta mère annonce tes résultats de MST devant ton beau-père, tes sœurs et ton grand-père. Elle dit également qu'on ne doit pas trop tarder car elle doit partir en boîte de nuit. Ça me paraît être une discussion hors du temps, toi tu manges des gâteaux avec ta petite sœur. Subitement, ce jour-là tu t'énerves, tu sors de tes gonds et hurles sur ton grand-père et ton beau-père. Je suis prise de panique, le ton monte entre tout le monde et tu me sembles très énervée. Nous partons très rapidement pour éviter la crise familiale. Plus tard, dans la voiture, tu m'apprendras que ton grand-père mimait des pratiques sexuelles dans mon dos, riant avec ton beau-père et disant « elle est bonne ». Lorsque tu m'apprends ça, je suis sans mot.

Pour te voir, il faut se déplacer, vu que tu n'es pas au foyer. Une fois, j'ai dû te récupérer au cinéma. Tu étais toute seule, tu semblais perdue, affamée. Tu m'as dit que tu n'as pas mangé depuis deux jours, que tu ne t'es pas lavé, mais que ce n'est pas grave. Tu as l'air si fatiguée, si perdue, j'ai juste envie de te ramener au foyer, mais toi tu ne veux pas.

On a discuté pendant presque deux heures, j'ai tout tenté pour te faire rendre compte de ce que tu vis, que tu mérites mieux, que c'est possible, mais pour toi, c'est impossible, c'est ta vie, elle est comme ça, et elle ne changera pas. J'ai eu beaucoup de mal à partir, à te laisser là-bas, mais je n'allais pas te tirer de force dans la voiture, pourquoi faire au final ?

Pour te voir cela se passe à l'extérieur, où tu es. Et puis soyons honnête, c'est plus rassurant également pour nous professionnels que tu côtoies le moins possible les filles du foyer. Malgré ça, on aimerait que tu rentres. On ne sait pas trop comment faire avec toi. Je décide de te poser des rendez-vous à l'extérieur, parfois tu n'es pas là, mais au fur et à mesure du temps tu préviens. Et puis tu donnes de tes nouvelles, après tout c'est tout ce que je te demande, de donner

de tes nouvelles. Tu passes en pénal, tu as un suivi avec le STEMO et régulièrement nous nous voyons. Parfois je te cherche devant des appartements, ou chez un jeune homme que tu souhaites absolument me présenter. Ce jour-là, tu veux que je reste manger avec vous, mais je refuse, je ne sais pas pourquoi je refuse mais je ne peux pas. En fait si je sais, dans ma tête je pense que c'est un client.

Tu es enceinte et tu ne souhaites pas garder l'enfant. Tu n'as aucune certitude de qui est le père, ton petit copain actuel ou un de tes clients. Car tu ne te protèges que rarement. Nous en discutons longuement. Tu m'inquiètes et je m'inquiète pour ce bébé qui est dans ton ventre et que tu emmènes avec toi. Finalement tu décides d'avorter, nous nous rendons à l'hôpital, tu prends le premier comprimé. C'est d'ailleurs la dernière fois que l'on se voit, dans cette salle d'attente froide. L'accompagnement arrive à sa fin. Ton placement a été levé déjà depuis quelque temps au foyer. Je te rends donc tes affaires, au milieu de ce centre d'avortement. Ta mère est là, enceinte, elle aussi. J'apprendrai plus tard que tu n'es pas allée au bout de la démarche, aujourd'hui ta fille a 2 ans.

Épilogue

Tu es de retour depuis quelque temps, mais dans la vie des autres jeunes filles. Tu les cherches, tu en utilises certaines comme secrétaires, d'autres se prostituent avec des clients que tu leur présentes. Aujourd'hui on se demande, est-ce que tu es passée de l'autre côté de la barrière ?

2022

RAPPORT FINAL

**Comprendre les processus d'engagement
dans les conduites à risque et élaborer
des outils de prévention**

www.onpe.fr



Beate COLLET – enseignante-chercheure

Membre du GEMASS

Beate.Collet@sorbonne-universite.fr



Katia BAUDRY – sociologue indépendante

Membre associée au GEMASS

kabau72@gmail.com